Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12631 – 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 8-LUNDI 9 SEPTEMBRE 1985

La Tunisie et la «perfidie» de Kadhafi

La nouvelle crise tuniso-libyenne, déclenchée au début du mois d'août par la décision du colonel Kadhafi d'expulser les travailleurs étrangers – à l'exception des Marocains, – a connu vendredi 6 septembre un nouveau rebondissement : le secrétaire d'Etat tunisien à la sûreté nationale, M. Zine El Abidine Ben Ali, a annoncé l'arrestation de trois « terroristes libyens » qui préparaient des attentats à Djerba et à Zarzis, deux stations touristiques du Sud tunisien.

Le commando, nous rapporte notre correspondant Michel Deuré, a été arrêté à la fin du mois dernier; il avait été chargé de faire sauter un hôtel à Djerba et des stations de carburant à Zarzis. Le secrétaire d'Etat tunisien a présenté à la presse une bande vidéo sur laquelle sont enregistrés les aveux du chef du commando. Ce dernier est un sergent-chef de la police libyenne de trente-quatre ans, Sabri Mohammed Mahmoud Najeh; il est marié à une Tunisienne et venait fréquemment en Tunisie depuis 1974, prétextant des visites à sa belle-famille. On ignore tout de ses deux complices, sinon qu'il se prénomment Ali et Mohamed.

Une fois sa « mission » accomplie, le chef du commando devait se rendre à Athènes, puis au Caire, où, avec la complicité d'Egyptiens *« amis de la révolution »*, il devait assassiner l'ancien premier ministre libyen qui y est réfugié, M. Abdelhamid Bakkouche.

Le secrétaire d'Etat a déclaré que l'opération avait été organisée en Tunisie par l'ancien directeur du Centre culturel libyen à Tunis, M. Ali Lasfar, qui aurait remis les explosifs aux saboteurs. M. Lasfar a été expulsé voici deux semaines avec vingt-neuf autres diplomates libyens. En fait, c'est à Tripoli, en juillet, que tout aurait été décidé par M. Hosni Louhichi, présenté par M. Ben Ali comme *« responsable des liquidations physiques à l'étranger, agissant directement sous les ordres du colonel Kadhafi »*.

La mise en cause aussi directe de la Libye prouve, s'il en était besoin, qu'après une période d'extrême modération la Tunisie n'entend pas faire le « gros dos » face à l'initiative libyenne. Vendredi, d'ailleurs, la *« perfidie »* du colonel Kadhafi a été amplement dénoncée au cours d'une réunion du Parlement tunisien, qui a adopté une loi instituant une contribution exceptionnelle de solidarité destinée à la création d'emplois au profit des expulsés de Libye. L'ensemble des catégories sociales seront assujetties à cette contribution, qui devrait fournir, d'ici à la fin de l'année, des recettes supplémentaires de l'ordre de 40 millions de francs.

Si c'est la Tunisie qui souffre le plus de l'expulsion des travailleurs étrangers de Libye, d'autres pays sont atteints. On a ainsi appris que plusieurs manifestations avaient eu lieu samedi, lundi et mardi derniers à Nouakchott; organisées par des travailleurs mauritaniens récemment expulsés de Libye, elles étaient destinées à réclamer l'expulsion du pays des travailleurs non mauritaniens. Ces manifestations ont conduit à l'arrestation de quarante-cinq personnes et à la condamnation de quinze d'entre elles à six mois de prison. Les autres personnes arrêtées pour manifestation illégale doivent être jugées prochainement à Nouakchott, où le calme est revenu.

Lors de ces manifestations, des slogans xénophobes ont été lancés, et des étrangers ont été pris à partie, selon des témoins, qui ignorent toutefois si les incidents ont fait des victimes parmi la population étrangère.

(Voir pages 4 et 5 notre dossier sur la crise tuniso-libyenne.)

La « guerre des camps » a repris à Beyrouth

Les milices chiites sont décidées à réduire Borj-Barajneh, le dernier bastion palestinien de la capitale libanaise

De notre correspondant

Beyrouth. – La « guerre des camps » palestiniens – plus exactement du camp palestinien de Borj-Barajneh, le seul à subsister en tant qu'entité autonome à Beyrouth, après que ceux de Sabra et de Chatila eurent été militairement réduits par la milice chiite Amal en mai et juin derniers – se poursuivait samedi matin 7 septembre pour la cinquième journée consécutive.

Les deux adversaires se sont nettement renforcés depuis leur dernière explication armée, qui avait fait sept cents morts et deux mille cinq cents blessés. Amal – et la 6e brigade de l'armée, qui est composée de chiites – dispose aujourd'hui de chars syriens T 54. On dit, d'autre part, que les Palestiniens peuvent aligner deux mille cinq cents hommes et disposent d'une quantité illimitée d'armes et de munitions pour défendre le camp de Borj-Barajneh; celui-ci s'étend sur une dizaine de kilomètres carrés et compte une population de trente-cinq mille habitants. La guerre, qui paraît inéluctable, s'annonce donc féroce.

Les Palestiniens, toujours divisés en arafatistes et pro-Syriens, mais qui semblent de nouveau sur la voie de l'union sacrée, disposent d'un atout : le fait qu'Amal soit en conflit ouvert avec presque toutes les autres communautés libanaises.

Les combats ont fait depuis mardi dernier vingt-deux morts et cent quarante-trois blessés, sans compter les victimes d'un massacre de Palestiniens vivant à Haret Hreik, dans la banlieue sud, hors des camps, en plein quartier chiite. Ce nouveau massacre aurait fait cinq morts selon Amal, et dix-sept blessés selon les Palestiniens. Amal affirme vouloir en châtier le responsable, qui serait un jeune homme non affilié au mouvement, surexcité par la mort, la veille, de son frère et qui aurait voulu le venger. *« Nous devons admettre que l'incident a effectivement eu lieu (...). Cet homme sera jugé et puni, nous sommes responsables de la sécurité des Palestiniens à Haret Hreik »*, a déclaré un cadre d'Amal, M. Ghassan Siblini.

La Syrie, impliquée plus directement qu'en mai et juin derniers, puisque ses officiers font partie du Comité de coordination constitué pour mettre un terme à la précédente « guerre des camps », laisse apparemment se développer les affrontements pour liquider l'ultime bastion arafatiste, le camp de Borj-Barajneh. Elle estimerait l'occasion propice d'utiliser Amal pour le faire avant une éventuelle (et hypothétique) stabilisation par ses soins de la situation à Beyrouth, car l'URSS a pris plus de distances à l'égard de M. Arafat en raison de son implication dans les plans de règlement américains.

LUCIEN GEORGE.



L'âge adulte du système bancaire français

Les entreprises pourront se financer directement sur le marché des capitaux à court terme

On a beau gloser dans les banques, dans l'opposition et la majorité, sur la rapidité – certains disent la précipitation – avec laquelle M. Pierre Bérégovoy et ses conseillers poussent la déréglementation du système financier français, les faits sont là. En un an, il aura davantage été fait pour la libération et la modernisation du marché des capitaux à court terme – le marché monétaire – que pendant les dix années antérieures. En ce qui concerne la Banque de France, les mesures qui viennent d'être soumises à l'avis des banques accroîtront les possibilités d'intervention de l'institut d'émission, des possibilités qui n'avaient pas varié depuis un demi-siècle.

Sans nul doute, ces réformes s'imposeront au gouvernement qui sortira des urnes en mai 1986, tant elles sont devenues urgentes pour satisfaire les besoins grandissants d'une épargne financière au développement explosif. Certes, la pression irrésistible de ces besoins a facilité leur élaboration, déjà amorcée depuis plusieurs années. Mais il aura fallu une véritable volonté politique pour forcer la main à l'administration et aux banques, objectivement complices dans le maintien commode de pratiques et de structures éprouvées, mais devenues anachroniques.

La place de Paris, très en retrait par rapport aux places étrangères dans le domaine de la circulation des capitaux, est ainsi en train de rattraper son retard et de devenir adulte. Il a fallu pour cela violer un peu les institutions et les hommes.

Dès son arrivée rue de Rivoli, en juillet 1984, M. Bérégovoy avait en tête l'idée de supprimer les rigidités structurelles du système financier français et ses cloisonnements. Avec ses conseillers, il envisageait de jeter un pont entre deux marchés bien distincts et isolés l'un de l'autre : le marché monétaire, c'est à dire celui des capitaux à court terme (bons du Trésor et effets privés jusqu'à deux ans d'échéance), et le marché des capitaux à long terme, celui des obligations.

La véritable explosion des nouveaux intruments d'épargne, comme les SICAV de trésorerie, qui, en trois ans, ont collecté 200 milliards de francs d'encours, de même que celle des obligations, dont la masse frôle 1 500 milliards de francs à l'heure actuelle, rendaient indispensable cette interconnexion.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 12.)

M. EDGARD PISANI

invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

L'émission dominicale, « Le grand jury RTL-*le Monde* » reprend son rythme hebdomadaire.

M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, sera l'invité du « Grand Jury », dimanche 8 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien haut commissaire de la République à Nouméa, membre du « courant Rocard » au Parti socialiste, répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Rollat, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Les enseignants jugent leur ministre

Lundi dans « le Monde »
(numéro daté 10 septembre)

un sondage IPSOS pour « le Monde » et « le Monde de l'éducation »

- Que pensent-ils des réformes Chevènement ?
- Sont-ils favorables au congé du samedi, aux devoirs à la maison ?
- Font-ils chanter *la Marseillaise* ?
- Sont-ils toujours de gauche ?

A partir du 11 septembre, « le Monde » publiera chaque mercredi (numéro daté jeudi) une page consacrée à l'éducation.

La pluie et le beau temps

Les experts réunis à Honolulu ont reconnu leur impuissance à modifier le climat

Il n'existe aucune méthode miracle en l'état actuel des connaissances pour faire pleuvoir sur commande, pour supprimer les chutes de grêle ou pour atténuer la violence des cyclones tropicaux. Telles sont les conclusions de la IVe conférence de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur la modification du temps, qui s'est tenue récemment à Honolulu (Hawaii), et à laquelle ont participé une centaine de chercheurs de diverses nationalités.

En 1946, les spécialistes ont cru qu'ils pourraient bientôt se rendre maîtres du temps. Cette année-là, deux chercheurs américains – V.J. Schaefer et I. Langmuir – avaient réussi à faire tomber un peu de pluie en jetant de la neige carbonique dans des strato-cumulus. Peu après, un autre Américain – B. Vonnegut – avait montré que les cristaux d'iodure d'argent pouvaient agir comme des leurres et provoquer la congélation de l'eau en « surfusion » (l'eau présente dans les nuages ne gèle spontanément qu'à – 40 °C. De 0 °C à – 40 °C, elle reste liquide, à l'état de surfusion).

Quand la température des nuages est supérieure à 0 °C, la concentration de la vapeur d'eau a besoin, pour s'amorcer, de noyaux de condensation (minuscules particules de sel ou de poussière). Tant que les cristaux de glace ou les gouttelettes sont trop petits, les courants ascendants générateurs de nuages les maintiennent en l'air. Il s'agissait donc d'ensemencer les nuages d'iodure d'argent afin de déclencher la formation de grosses gouttes ou de cristaux de glace assez lourds pour que les courants ascendants ne les empêchent pas de tomber.

En ce qui concerne la grêle, constituée d'éléments trop gros pour fondre pendant les quelques minutes que dure leur chute, il fallait, au moins en théorie, utiliser aussi de l'iodure d'argent.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 8.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 8 septembre. – Visite de Jean-Paul II au Liechenstein.

Lundi 9 septembre. – Résultats des élections législatives en Norvège.

Mardi 10 septembre. – Visite de M. Jean-Michel Baylet en Albanie (jusqu'au 12).

Vendredi 13 septembre. – Début à Belgrade de la tournée européenne du président Alfonsin (il sera à Paris du 17 au 21 septembre).

Dimanche 15 septembre. – Elections législatives en Suède.

SPORTS

Dimanche 8 septembre. – *Automobilisme :* Grand Prix d'Italie de Formule I à Monza ; *Ski nautique :* championnats du monde à Toulouse ; *Tennis :* internationaux des Etats-Unis (finale).

Lundi 9 septembre. – *Tennis :* National à Aix-en-Provence.

Mercredi 11 septembre. – *Football :* RDA-France à Leipzig (qualification pour la Coupe du monde).

Samedi 14 septembre. – *Motocyclisme :* Bol d'or au Castellet.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

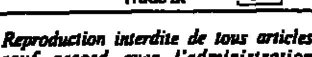
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX



Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A TRENTE ANS, ADENAUER A MOSCOU

Les prisonniers allemands vont enfin rentrer...

Le jeudi 8 septembre 1955 – il y a trente ans, – le chancelier Adenauer atterrit à Moscou-Vnukovo, quelques mois plus tôt, le 5 mai, aux termes de l'accord de Paris, la République fédérale est devenue un Etat souverain, admis à l'OTAN. Elle prépare son réarmement et ses occupants se convertissent en alliés.

Le développement n'allait certainement pas dans le sens qu'avait, jusque-là, semblé souhaiter le pouvoir soviétique. Or, un mois plus tard, le 7 juin, le chancelier, que la propagande communiste n'avait cessé de vilipender et qui, d'ailleurs, lui rendait la pareille, reçoit une lettre fort aimable de Boulganine, président du conseil des ministres soviétique l'invitant à Moscou afin de discuter de l'établissement de relations diplomatiques, commerciales et culturelles.

Adenauer se déclare disposé à pareille rencontre, mais estime qu'il faut simultanément discuter de deux autres problèmes : la réunification nationale et le rapatriement des Allemands retenus en Union soviétique. La réponse de Boulganine est jugée satisfaisante, encore que, de part et d'autre, le vague subsiste : l'établissement des relations diplomatiques doit-il constituer un préalable inconditionnel, ou faut-il résoudre simultanément les problèmes qui intéressent au premier chef les Allemands ?

Un accueil flatteur

Ceux-ci sont d'ailleurs divisés sur le degré d'intransigeance à manifester. La délégation qui accompagne le chancelier comprend MM. von Brentano, ministre des affaires étrangères, Globke, secrétaire d'Etat à la chancellerie (le plus proche et le plus précieux des collaborateurs d'Adenauer, mais qui, en 1936, avait mis ses talents administratifs à rédiger le commentaire « classique » des lois de Nuremberg !), le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Hallstein, l'homme fort du ministère, les présidents des commissions des affaires étrangères Kiesinger (le futur chancelier dont le passé sera l'objet de vives polémiques) et Arnold, ministre-président de Rhénanie-Westphalie. Un seul membre de l'opposition social-démocrate, en tant que vice-président de cette même commission du Bundestag, le célèbre professeur Carlo Schmid, qui, par son éloquence et sa corpulence, pouvait compter pour plusieurs. A la tête de la délégation soviétique, Boulganine, Khrouchtchev.

Les Soviétiques veulent rendre leur accueil le plus flatteur et le plus plaisant possible. Ils offrent le « haut de gamme » en matière de cérémonial, de mondanités, de confort, de gestes de courtoisie. Ils vont jusqu'à trinquer à la santé de Globke en apprenant que son anniversaire tombe le 10 septembre.

Le déroulement du séjour est déconcertant. Les négociations sont rudes, les propos parfois proches de l'injure. Le 12 septembre, Adenauer semble prêt à rompre et fait venir les avions de Hambourg deux jours plus tôt que prévu. Or ces moments de grande tension contrastent singulièrement avec les démonstrations de cordialité hors séance, dans les banquets, surtout lors de la grande soirée du Bolchoï, le 10, où, au début comme à la la fin du *Roméo et Juliette* de Prokofiev, Adenauer et Boulganine se serrent la main avec effusion devant un parterre de dignitaires enthousiastes. Réconciliation des Montaigus et des Capulets !...

Plus surprenant encore : les entretiens qu'Adenauer mène avec Khrouchtchev et Boulganine en des tête-à-tête qui ont tout l'aspect de la franchise et de la cordialité et où cet anticommuniste de combat montre une étonnante compréhension pour les points de vue et les soucis de ses interlocuteurs.

Les deux hommes d'État semblent bien décidés à ce que les négociations arrivent à une solution positive, et cela malgré les pressions qu'exercent sur le chancelier certains de ses collaborateurs, spécialement les « ultra-adenaueriens », von Brentano et Hallstein. Il y a du théâtre dans les affrontements verbaux. Khrouchtchev mettait sa part d'histrionisme à proclamer sa foi dans le « triomphe final du socialisme » et à manifester sa susceptibilité patriotique. Adenauer veut maintenir son image de fermeté au moment où il est amené à transiger avec les principes qu'il n'a cessé de proclamer.

Un problème, à juste titre, lui tient à cœur : celui du retour des Allemands retenus en URSS. Il est résolu par un engagement d'honneur, lors du grand banquet le soir de ce même 12 septembre où les débats semblent bloqués. Il va être renouvelé dans la séance du lendemain, mais Khrouchtchev se refuse à le consigner par écrit.


ROUIL.

Ainsi, le traité établissant les relations diplomatiques entre Bonn et Moscou peut être signé le 13 septembre. Rien ne manque, le lendemain, à la solennité et à la cordialité des adieux.

Des deux points d'achoppement, le premier, celui des Allemands retenus en URSS, est essentiellement humanitaire et, malgré les difficultés inhérentes à toute sortie d'Union soviétique, peut être au moins partiellement résolu. Le deuxième, qu'on considère sans plus comme *le* problème allemand, met en question l'équilibre européen et mondial. En effet, l'autre État allemand impose bel et bien son existence, même si elle n'a d'autre origine que l'occupation soviétique.

Un dossier mal préparé

Sur le premier de ces problèmes, les Allemands ne peuvent qu'être unanimes, et nul ne peut reprocher à Adenauer d'avoir fait montre de fermeté. Celui-ci est d'ailleurs pleinement appuyé par Carlo Schmid, dont l'appel à la magnanimité du grand peuple russe fait une forte impression.

Les Soviétiques prétendent ne détenir que neuf mille six cent vingt-huit criminels de guerre condamnés, et même si on peut douter de la régularité ou de l'équité de certaines de leurs condamnations, beaucoup ont sans nul doute participé à des atrocités sans nom, ce qu'Adenauer reconnaît pleinement, même si son allusion aux excès (combien réels pourtant) commis par l'armée soviétique tend peut-être inutilement l'atmosphère. Mais il invoque surtout le chiffre des cent trente mille prisonniers allemands contre lesquels il n'y a pas de charges particulières.

Pourquoi tant d'acrimonie et même un semblant de rupture à ce propos ? Parce que, semble-t-il, les dirigeants soviétiques ne veulent ni paraître coupables ni accepter une condition préalable à l'établissement des relations diplomatiques. Les dirigeants de la RDA ont fait mine, eux aussi, de se soucier de leurs compatriotes détenus, et, de manière plus générale, le dossier semble avoir été fort mal préparé.

Quoi qu'il en soit, Adenauer estima son intransigeance pleinement payante, et peut-être s'en exagère-t-il le succès quand il écrit : « *Les Russes tinrent parole et exécutèrent rigoureusement notre accord. Les premiers rapatriés arrivèrent au camp de Friedland le 7 octobre 1955. Il y en eut environ dix mille. Au cours des années suivantes, un peu plus de vingt mille civils retenus en Union soviétique purent regagner l'Allemagne* » (1).

Deux ambassades à Moscou

En revanche, si un pas est fait vers la solution du « problème allemand », c'est dans le sens opposé au « tabou », au consensus rhétorique officiel. Le vote de ratification unanime intervenu le 23 septembre marque plus le désenchantement que l'enthousiasme. C'est ce qu'indique fort bien le correspondant du *Monde*, Alain Clément (24 septembre 1955) : « *Mais si l'unanimité formelle obtenue rapproche le gouvernement et l'opposition, c'est moins sur la voie d'une politique définie que dans l'aveu d'une commune impasse. En réalité, ni l'opinion ni les milieux politiques n'ont encore « digéré » le voyage à Moscou du chancelier et ses conséquences lointaines. Le débat de tout à l'heure a montré seulement qu'il avait laissé périmer une certaine rhétorique sans pour l'instant inscrire autre chose que des balbutiements.* »

Adenauer aura beau répéter : « *Le gouvernement fédéral est seul qualifié pour parler au nom de toute l'Allemagne* », il se heurtera maintenant au fait incontournable de la présence à Moscou de deux ambassades représentant deux Etats allemands distincts, situation qu'il faudra bien finir par « digérer ».

Evolution encore subie et balbutiante à Bonn, rupture nette à Moscou par rapport aux dernières et terrifiantes années du règne de Staline, dans la foulée de l'armistice en Corée, de la réconciliation avec la Yougoslavie, de la conférence de Genève sur le Vietnam, du traité d'Etat sur l'Autriche, bref, dans l'établissement de ce qui, malgré ses vicissitudes, ne cessera de demeurer la coexistence pacifique entre blocs fondés sur des systèmes hégémoniques.

Beaucoup ignorent ce que fut, à l'époque stalinienne, l'agitation menée sous l'impulsion de Moscou par l'Allemagne de l'Est. Beaucoup croient que les atrocités infligées à l'Union soviétique n'ont pu que susciter l'effroi devant toute reconstitution d'un Etat national allemand ; que après avoir refoulé les Allemands, d'au- delà de l'Oder-Neisse, l'URSS ne pouvait que souhaiter une Allemagne démembrée, privée de tout destin national. Or c'est au contraire une propagande violemment nationaliste allemande qu'inspire le pouvoir stalinien, même si la politique qu'il applique dans sa zone d'occupation lui fait beaucoup perdre de sa crédibilité. Le manifeste du Conseil du peuple allemand réuni, à Berlin-Est le 7 octobre 1949, porte notamment : « *Avec l'appel pour la création du Front national de l'Allemagne démocratique, la lutte des forces patriotiques du peuple allemand contre la scission de l'Allemagne et contre l'esclavage colonial des zones occidentales revêt toujours davantage le caractère d'un large mouvement de masse...* »



Le conseil exige « *le rétablissement de l'unité politique et économique de l'Allemagne par la suppression de la construction d'un Etat séparé en Allemagne occidentale ; (...) le rétablissement de la pleine souveraineté de la nation allemande en reconnaissant son droit d'avoir une politique étrangère et un commerce extérieur indépendant ; (...) la lutte active, implacable, contre les traîtres à la nation allemande* ».

Le nationalisme du SPD

Tout cela rappelle le style des communistes allemands de l'époque de Weimar, lorsqu'ils renchérissaient de frénésie nationaliste avec l'extrême droite. Ne cherchons pas à déchiffrer ce que poursuivait l'« agit-prop » : imposer le régime de la RDA à toute l'Allemagne, ou maintenir une Allemagne au besoin « bourgeoise » (comme semblaient l'annoncer certaines propositions de mars 1952, qu'on a souvent reproché à Adenauer d'avoir rejetées sans examen) mais orientée à l'Est, tenter sur la base d'un autre rapport de forces le retour à l'esprit de Rapallo de 1922, voire du pacte germano-soviétique de 1939.

Toujours est-il que les accords de Moscou ont mis un terme définitif à de telles spéculations. La RDA a cessé d'être le seul gouvernement « *national* » et « *démocratique* », la RFA d'être un Etat « *séparatiste* », création et base d'attaque de l'« *impérialisme* ». Moscou reconnaît sa représentativité et accepte en fait sa pleine intégration à l'ordre politique, économique, militaire occidental.

Le moment n'eût-il pas été opportun de rendre la politesse à Moscou, de faire un pas, nullement gratuit, dans la reconnaissance d'une situation que personne ne songeait vraiment à bouleverser ? Certains intellectuels allemands, un Karl Jaspers, un Erich Kuby, un Golo Mann, allaient bientôt y penser, mais les grands partis de la RFA restaient prisonniers de leurs discours.

Et, là encore, le nationalisme ne se situe pas, du moins à l'origine, là où l'on serait tenté de le chercher. Ce sont, en effet, les sociaux-démocrates qui, sous l'impulsion de Schumacher, ont cru habile, dès 1945, de faire du nationalisme la chose des démocrates, sous le prétexte de couper l'herbe sous le pied de toute extrême droite renaissante, de dire non à toute volonté de l'occupant, partout et en toute circonstance, de lutter sans relâche pour l'unité, l'égalité des droits, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Allemagne, en combattant notamment tout projet d'intégration européenne. Même si, après la mort de Schumacher (août 1953), se mêlent à ce nationalisme quelques tendances neutralistes ou pacifistes, la réunification restait pour le SPD l'exigence primordiale, et il faudra attendre encore quelques années pour que ces illusions se dissipent.

Non, l'homme de la situation dans les années 50, n'était ni Schumacher ni Ollenhauer, mais bien Adenauer. On peut trouver bien des faiblesses à ce catholique préconciliaire : un horizon intellectuel et moral étroit, un autoritarisme qui le rendait peu regardant sur les méthodes politiques ou, chez cet homme dont l'hostilité constante au nazisme ne peut faire problème, sur le passé de ses collaborateurs (cas Globke). Il n'empêche : il a su réconcilier l'Allemagne avec sa défaite et avec ses vainqueurs, à tout le moins occidentaux. Mérite historique exceptionnel et qui fait que Bonn n'est pas Weimar.

Antiprussien de toujours, le chancelier était catholique, rhénan et européen avant d'être allemand. Rarement homme d'Etat s'est montré plus indifférent à la puissance, à l'intégrité territoriale, voire à la souveraineté de son pays. (Mais un Français peut-il comprendre que pareille disposition politique puisse présenter quelque mérite ?)

Alors, dira-t-on, personne n'aurait dû être mieux à même de comprendre le caractère inexorable de la division de l'ancien Reich. Et pourtant lui aussi se sentait tenu d'affirmer que la réunification était l'objectif majeur de sa politique, et qu'elle serait obtenue grâce à la situation de force que créerait la totale solidarité politique, économique, militaire de la République fédérale avec le monde libre.

Un homme aussi avisé que lui pouvait-il croire à pareille billevesée ? Il le pouvait d'autant moins que, contrairement à la réputation que lui faisait la propagande communiste, il ne recherchait aucune épreuve de force.

Là même où il y avait les meilleures raisons pour soulever l'indignation – le 17 juin 1953 (soulèvement ouvrier brutalement réprimé à Berlin-Est) et le 13 août 1961 (érection du mur de Berlin), – il veille surtout à ce que les passions ne s'enflent pas, à ce qu'elles ne débordent sur aucun affrontement avec la RDA. Son anticommunisme, qui pouvait paraître sommaire et buté, correspondait à l'image morale qu'il voulait donner de l'Allemagne, rempart de l'Occident et de la chrétienté, non à une volonté de croisade ou d'irrédentisme.

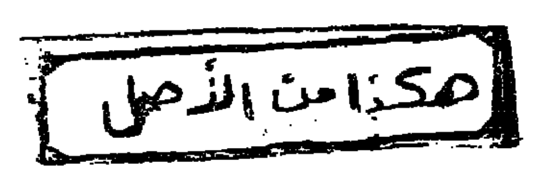
« N'expérimentons pas ! »

Le chancelier avait su prodigieusement redresser l'Allemagne de l'Ouest en tirant le maximum de profit de la guerre froide. Il voulait maintenir le *statu quo* territorial, mais avec sa composante de guerre froide – et l'on ne peut trop souligner ici le mot « froide ». « *Keine experimente !* » *(N'expérimentons pas !)*, tel avait été son slogan électoral. Il était difficile à un octogénaire, dont l'exceptionnelle lucidité politique commençait malgré tout à décliner, à se lancer dans une expérimentation nouvelle, celle des possibilités qu'ouvrait la coexistence pacifique.

Aussi laissa-t-il son trop fidèle Hallstein (dont on ne peut nier les mérites en tant qu'« européen » et futur président de la Commission de la CEE) lancer, en décembre 1955, sa fameuse « doctrine », monument d'absurdité. Toute reconnaissance de la RDA entraînerait la rupture des relations diplomatiques avec la RFA, sauf pour le pays auquel cette même RDA devait son existence ! En fait, c'est la politique de normalisation poursuivie à partir de 1969 par Willy Brandt qui sera dans la logique des accords de Moscou, et nullement la doctrine Hallstein. Politique en rien dommageable pour la République fédérale : en abandonnant un principe à portée purement déclarative, Bonn s'est délié les mains dans son action diplomatique, lâchant l'ombre pour la proie.

GEORGES GORIELY.

(1) Konrad Adenauer, *Mémoires*. Hachette, 1967.



Étranger

Afrique du Sud

Près de cinq cents établissements scolaires métis sont fermés dans la province du Cap

Le gouvernement sud-africain a annoncé, vendredi 6 septembre, la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de près de cinq cents établissements scolaires métis – primaires et secondaires – dans la province du Cap, en raison des troubles. La raison officielle de cette mesure est que le ministère de l'éducation *« ne pouvait malheureusement plus garantir la sécurité personnelle des élèves et des lycéens »*.

Très nombreuse dans la région du Cap, la communauté métisse sud-africaine a été gagnée, ces derniers jours, par la violence. De jeunes métis ont notamment attaqué des quartiers résidentiels blancs de la périphérie du Cap.

Phénomène inquiétant, bien que prévisible, ces événements ont suscité une augmentation spectaculaire des ventes d'armes aux particuliers dans la région du Cap.

Les fusils sont au moins aussi recherchés que les armes de poing, et certains calibres sont épuisés.

Depuis quelques jours, des informations font état de Blancs tirant sur des Noirs ou des métis pour se défendre. Il y a une semaine, des habitants de la banlieue métis d'Athlone, théâtre de violences importantes, ont déclaré qu'une Mercedes blanche avait *« patrouillé »* dans les rues, tandis que ses occupants tiraient des coups de feu sur les résidents.

Dans une autre banlieue métisse, Belleville-Sud, le chauffeur d'une voiture a tiré à coups de fusil sur des métis qui lui lançaient des pierres. La police a confirmé qu'un homme et une femme avaient été blessés. Dans cette même banlieue, selon des témoins, un homme a également tiré avec un pistolet sur des enfants métis qui lançaient des pierres sur sa voiture.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, et le ministre de la défense, le général Magnus Malan, ont visité la région du Cap et discuté avec les commandants des forces de sécurité sur le terrain, alors que l'on parle toujours d'une possible extension aux cités du Cap de l'état d'urgence en vigueur depuis huit semaines à Johannesburg et Port-Elizabeth.

Des banques américaines suspendent leurs crédits à court terme

Plusieurs grandes banques américaines ont suspendu les lignes de crédit à court terme destinées à couvrir des opérations commerciales avec l'Afrique du Sud après l'annonce par Pretoria d'un moratoire de quatre mois sur le remboursement de sa dette, indique la presse américaine.

Selon le *New-York Times* et le *Washington Post*, qui citent des sources bancaires américaines, la suspension de ces crédits risque de perturber les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique du Sud, et de faire beaucoup de tort à l'économie de ce pays, déjà en difficulté.

Ces sources bancaires ont précisé que l'arrêt des crédits s'appliquait aux importateurs sud-africains cherchant un financement à court terme pour l'achat de produits américains.

On ajoute que cette décision est une *« réponse compréhensible »* à la déclaration unilatérale faite dimanche 1er septembre par l'Afrique du Sud sur l'interruption du remboursement du principal de 12 millions de dollars de dettes à court terme qui arriveront à échéance dans les quatre prochains mois.

« Aucune banque américaine ne s'engage plus sans obtenir une garantie du gouvernement de la Banque centrale assurant qu'il honorera les lettres de crédit (1) », précise le *Washington Post*, citant un banquier.

Le gouverneur de la Banque centrale d'Afrique du Sud, M. Gerhard de Kock, a lancé un appel passionné aux créanciers du pays, leur demandant de ne pas refuser de nouveaux prêts et investissements, rapporte le *Financial Times* du samedi 7 septembre.

Pour sa part, un des principaux responsables du ministère des finances du pays a annoncé qu'il était peu probable que l'Afrique du Sud puisse reprendre les paiements de sa dette, au 31 décembre, date initialement prévue. *« Nous aurions bien aimé lever les restrictions à cette date, mais il nous faut être réalistes »*, a déclaré M. Chris Stals, le nouveau directeur général des finances.

(1) Les sociétés sud-africaines obtiennent ordinairement des lettres de crédit auprès des banques américaines pour acheter aux Etats-Unis.

● *Pamplemousses sud-africains retirés de la vente à Besançon.* – Tous les pamplemousses sud-africains ont été retirés, vendredi après-midi 6 septembre, de la vente dans trois centres commerciaux de Besançon, à la suite de plusieurs coups de téléphone anonymes affirmant qu'ils avaient été empoisonnés. La menace émanant d'un mystérieux groupe Afrique du Sud avait été adressée au SAMU et à un quotidien de Besançon, ainsi qu'à l'AFP et au journal *Libération*.

LA SÉGRÉGATION N'EST PAS ÉLIMINÉE reconnaît M. Reagan

Washington *(AFP, Reuter, UPI)*. – Le président Reagan a regretté, vendredi 6 septembre, d'avoir affirmé que la ségrégation raciale avait été *« éliminée »* en Afrique du Sud. Il a ajouté qu'il était *« loin d'être aussi mal informé »* sur ce point que le disent ses détracteurs.

Dans une interview radiodiffusée, M. Reagan avait déclaré, le 26 août, que la ségrégation raciale, telle qu'elle existait dans les Etats du sud des Etats-Unis au début des années 60, avait été éliminée dans les hôtels, les restaurants et les syndicats sud-africains. Ces propos avaient entraîné de vives réactions à Washington, tant dans les milieux démocrates que républicains (*le Monde* du 29 août). Interrogé, vendredi, pour savoir s'il maintenait son jugement, M. Reagan a répondu : *« Non, et je n'avais pas l'intention de dire cela. Je suis navré d'avoir, par légèreté, donné l'impression qu'elle* [la ségrégation] *avait été entièrement éliminée. »*

Le président a toutefois réaffirmé sa conviction que la politique d'engagement constructif suivie par Washington à l'égard de Pretoria était justifiée. C'est en tout cas la seule, a-t-il dit, qui ait permis *« des signes de changement »* dans l'ensemble de la situation.

LES RAIDS IRAKIENS SUR LE TERMINAL PÉTROLIER DE KHARG

Le président de l'Iran menace de paralyser tous les ports du Golfe

Se référant pour la première fois aux raids irakiens sur le terminal iranien de l'île de Kharg, le président Ali Khamenei a déclaré le 6 septembre, au cours du sermon de la prière du vendredi, que l'Iran paralyserait l'ensemble des ports du Golfe au cas où ses exportations de pétrole seraient perturbées.

Le président Khamenei, qui s'exprimait en public pour la première fois depuis sa réélection le 16 août dernier, a affirmé que les raids irakiens n'avaient pas affecté les exportations iraniennes. *« Tant que nos exportations continuent, nous répondrons simplement aux attaques irakiennes, mais si ces exportations devenaient impossibles*, a-t-il menacé, *nous ne laisserions plus une goutte de pétrole sortir du golfe Persique. »*

Le président iranien a annoncé que l'aviation iranienne avait attaqué vendredi matin *« une des plus importantes installations pétrolières d'Irak »* et qu'elle l'avait *« détruite à 80 % »*. Selon une source militaire citée par l'agence iranienne IRNA, il s'agirait des installations pétrolières de Ain-El-Zellah dans le nord-ouest de l'Irak, à 240 kilomètres de la frontière iranienne. Bagdad a cependant démenti les informations iraniennes.

D'autre part, un cargo italien, le *Merzario Britannia*, a été arraisonné dans le Golfe vendredi matin au large des côtes saoudiennes par la marine iranienne. – *(Reuter, AFP.)*

● *Une lettre des ravisseurs des deux diplomates français enlevés au Liban remise au gouvernement français.* – Une lettre des ravisseurs des deux diplomates français enlevés le 22 mars à Beyrouth, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, a été remise lundi au gouvernement français, a annoncé, samedi 7 septembre à Paris, un émissaire qui s'est rendu au Liban dans le cadre d'*« une mission humanitaire »*.

L'émissaire, le docteur Razah Raad, un médecin français d'origine libanaise, rentré dimanche 1er septembre de Beyrouth, et qui a, par ailleurs, présenté à des journalistes deux lettres de MM. Carton et Fontaine en présence de leurs parents, a indiqué que dans la lettre remise au ministère des affaires extérieures, les ravisseurs fixent au gouvernement des *« conditions spécifiques »*, que M. Raad n'a pas voulu dévoiler.

Le médecin a simplement précisé que les ravisseurs lui avaient défini oralement leurs conditions générales, qui visent la politique française dans le conflit Irak-Iran et le fait que la France vend des armes à l'Irak et non à l'Iran. – *(AFP)*.

A travers le monde

Japon

● VISITE DE M. SHAMIR. – Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ytzhak Shamir, premier responsable politique israélien à se rendre en visite officielle au Japon, est arrivé vendredi 6 septembre à Tokyo pour une visite de six jours. M. Shamir rencontrera notamment, lundi, le premier ministre japonais M. Nakasone. – *(AFP.)*

Nicaragua

● CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPEMENT D'INDIENS ANTIGOUVERNEMENTAUX. – Selon un de leurs représentants au Honduras, M. Roger Herman, plusieurs organisations indiennes du Nicaragua (Misura, Misurasata et Misura Sicc) ont décidé au début du mois de septembre de former un *« seul front de lutte »* qui a pris le nom de KISAN, sigle qui signifie Union des peuples de la côte atlantique nicaraguayenne. La création du KISAN, qui regrouperait quelque deux mille trois cents combattants, serait intervenue au cours d'une assemblée tenue à la frontière honduro-nicaraguayenne entre le 31 août et le 3 septembre. Le nouveau groupement sera dirigé par un comité de sept membres présidé par M. Diego Wykliffe. – *(AFP.)*

Ouganda

Les exigences de M. Yoweri Museweni

Les négociations de paix entre la délégation officielle ougandaise dirigée par le colonel Wilson Toko, vice-président du conseil militaire et ministre de la défense, et les représentants de l'armée nationale de résistance (NRA), conduits par M. Yoweri Museweni, ont été ajournées *sine die* le jeudi 5 septembre à Nairobi, *« à la demande du gouvernement ougandais »*. Ces discussions, qui avaient déjà été suspendues il y a huit jours, pourraient cependant reprendre la semaine prochaine.

D'autre part, des guérilleros de la NRA ont « bouclé » pendant plusieurs heures, le mercredi 4 septembre, la ville de Kabalé, dans le sud du pays. Ils ont fait main basse sur les liquidités de la banque locale, soit l'équivalent de 700 000 dollars, non sans avoir, au préalable, signé des reçus...

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – « La paix » : depuis le putsch du 27 juillet, les gens au pouvoir à Kampala n'ont que ce mot-là à la bouche. Et pour obtenir la paix, ils ont multiplié les gestes de réconciliation nationale, de la libération des prisonniers politiques à la formation d'un gouvernement de large union, en passant par la signature d'accords de cessez-le-feu avec les différents mouvements de guérilla.

Pourtant, beaucoup d'Ougandais semblent avoir du mal à croire à cette paix dont on leur parle à longueur de discours. Derrière ces propos lénifiants, ils voient resurgir les vieux démons des divisions politiques et religieuses, tribales et régionales que la méthode Coué, à l'honneur à Kampala, ne réussit pas à exorciser. Dominant ce décor plutôt sombre, du haut de son piédestal, la statue du commandeur sous les traits de M. Yoweri Museweni...

Les auteurs du putsch ont-ils cru que la chute de M. Milton Obote, haï par beaucoup, suffirait à rétablir la concorde nationale, comme par enchantement ? Non seulement le général Okello et les siens se sont imaginé que l'opération de salubrité publique qu'ils ont conduite leur vaudrait pardon de leurs compromissions antérieures, mais encore, ils se sont offert le luxe d'appeler au gouvernement des hommes qui avaient étroitement collaboré avec le régime déchu, comme M. Paulo Muwanga, quitte à le relever de ses fonctions de premier ministre trois semaines après les lui avoir confiées. Pouvait-on ainsi faire du neuf avec de l'ancien ? Le coup d'Etat prenait des allures de ravaudage politico-militaire.

Autre erreur d'appréciation des putschistes : ne pas avoir voulu se rendre compte que le « coup de grâce » porté à M. Obote n'avait été rendu possible que par la guerre d'usure menée, pendant plus de quatre ans, par les « bandits » de la NRA. M. Museweni a donc ressenti comme un affront le fait d'avoir été placé par les gens au pouvoir à Kampala sur le même pied que les autres opposants de l'ancien régime. D'où sa réaction : se raidir sur ses positions, et tout mettre en œuvre pour apparaître comme le véritable maître du jeu.

Une armée indisciplinée

Résultat de toutes ces maladresses : ce sont M. Yoweri Museweni et ses hommes qui, aujourd'hui, créent l'événement. C'est vers eux que les Ougandais, de plus en plus nerveux, se tournent pour deviner l'avenir. A l'appui de ses exigences, la NRA peut maintenant revendiquer un territoire – notamment, une très large partie de l'ouest du pays – qu'elle contrôle depuis plusieurs semaines et qu'elle commence à administrer dans l'*ordre* et la tranquillité. Ce qui n'est pas toujours le cas ailleurs, dans les zones placées sous l'autorité du nouveau régime, malhabile à se faire obéir d'une armée régulière indisciplinée, davantage préoccupée de tirer profit de l'anarchie ambiante que d'assurer la sécurité de tous.

Négociera, négociera pas ? Les conditions posées par M. Museweni à son ralliement lors de la rencontre de Nairobi – la moitié des sièges au conseil militaire, l'intégration de la NRA dans l'armée régulière et l'élimination politique des anciens collaborateurs de M. Obote – sont-elles sujettes à discussion ? Il vient d'indiquer qu'il ne céderait à aucune pression et qu'il se refuserait à signer un accord de paix *« qui nuise aux intérêts du peuple »*. Mais ses interlocuteurs avaient déjà souligné que le chef de la NRA leur paraissait un peu trop « gourmand ».

M. Museweni serait peut-être tenté de vouloir le pouvoir pour lui tout seul ; peu d'observateurs sont prêts à parier qu'une fois aux affaires il se comporterait en vrai démocrate. Il n'empêche que le chef de la NRA, même s'il doit composer avec d'autres, est une pièce maîtresse du jeu politique. Si chaque partie en cause campe sur ses positions, il est clair que l'Ouganda aura tôt fait de s'enfoncer dans un bourbier à la libanaise.

JACQUES DE BARRIN.

Chine

Deux nouveaux ministres nommés à la tête des services de sécurité

De notre correspondant

Pékin. – Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) a annoncé, le vendredi 6 septembre, plusieurs nominations et mutations de personnel dans l'appareil de l'Etat. Cinq « jeunes » – âgés de quarante-sept à cinquante-neuf ans – remplacent cinq « vétérans », âgés de plus de soixante-cinq ans, admis à faire valoir leurs droits à la retraite. Un nouveau procureur général adjoint fait aussi son apparition, tandis que l'économiste Ma Hong doit céder à l'historien Hu Sheng la direction de la prestigieuse Académie des sciences sociales.

Dans l'équipe gouvernementale, ce remaniement touche trois postes techniques et deux portefeuilles « sensibles », ceux dont dépendent les questions de sécurité. Ce n'est certainement pas une coïncidence si ces changements interviennent à la veille de la réunion d'une conférence nationale du PCC qui doit permettre à l'équipe en place de consolider ses positions aux dépens d'une opposition âgée et nostalgique, certes, mais non dépourvue d'influence. Il faut donc que l'appareil policier soit parfaitement en place.

Le comité permanent de l'ANP a aussi adopté une loi sur les poids et mesures et surtout un texte instituant, pour la première fois dans l'histoire du régime, une carte d'identité nationale. Jusqu'à présent, il n'existait aucun registre national et les documents officiels étaient délivrés par les unités de travail (cartes de travail) ou par la sécurité (certificats de résidence).

C'est à M. Ruan Chongwu, cinquante-deux ans, que revient la lourde charge de remplacer M. Liu Fuzhi à la tête du ministère de la sécurité publique. M. Liu sera resté à peine deux ans à son poste. M. Ruan, ancien premier vice-maire de Shanghai, avait été attaché scientifique à Bonn et a travaillé dans un institut de recherche à Shanghai.

M. Jia Chunwang, le plus jeune des promus, est nommé ministre de la sécurité d'Etat – sorte de contre-espionnage – à la place de M. Ling Yu, secrétaire adjoint du comité du parti pour Pékin, chef des Jeunesses communistes de la capitale, il a dirigé le district de Haidian, où se trouvent les universités.

Pour les autres portefeuilles, M. Qi Yuanjing est nommé ministre de l'industrie métallurgique en remplacement de M. Li Dongye, ancien vice-ministre de la métallurgie, il est membre de la commission de discipline du PCC. Les deux derniers promus, enfin, sont membres suppléants du comité central : ce sont MM. Zhao Dongwan – ancien directeur d'usine, qui était vice-ministre du premier ministère de l'industrie mécanique et qui devient ministre du travail et de l'emploi – et Zhu Xun, qui troque le poste de vice-ministre de la géologie pour celui de ministre au même département.

PATRICE DE BEER.

LA CONFÉRENCE DES NON-ALIGNÉS A LUANDA

Le Zimbabwe doit prendre la présidence du mouvement en 1986

Luanda *(AFP, Reuter)*. – Les ministres des affaires étrangères des pays non alignés, réunis en conférence depuis mercredi 4 septembre dans la capitale angolaise, devaient entériner ce samedi matin l'accord conclu vendredi soir après de longues tractations entre les représentants africains, et qui confie au Zimbabwe le soin d'accueillir le prochain sommet de leur organisation, en septembre 1986. La Libye, qui était candidate, aura, à titre de compensation, la charge d'organiser la prochaine rencontre ministérielle des non-alignés, en 1988 à Tripoli.

Le choix du Zimbabwe est d'autant plus important que le pays hôte du sommet devient automatiquement, pour les trois années qui suivent, le président du mouvement des non-alignés. Mais il est aussi hautement symbolique pour l'ensemble de l'Afrique australe, puisque Harare est une des capitales de la « ligne de front » contre le régime de Pretoria. La situation en Afrique du sud et l'occupation de la Namibie ont d'ailleurs été évoquées à de nombreuses reprises au cours de la conférence, dont les travaux devaient s'achever samedi soir par l'adoption de toute une série de résolutions.

Les projets de textes qui circulaient à Luanda avant la clôture de la rencontre portaient principalement sur l'apartheid, la dette du tiers-monde et la course aux armements. La déclaration finale devait en outre comporter de sévères critiques pour les États-Unis.

Le tigre et le ministre

Les hommes politiques passent pour prodigues en poignées de main. Mais cet exercice apparemment facile peut comporter plus de dangers qu'on ne le croit. M. Roland Dumas en a fait l'expérience vendredi 6 septembre lors de l'inauguration de la Foire de Périgueux. Il est vrai qu'il avait pris quelque risque : c'est en fait une patte de tigre – ce félin faisant, derrière de solides barreaux, l'ornement de la foire en question – qu'il a voulu serrer, ou du moins caresser, abusé par l'apparence paisible de l'animal.

Las ! Il s'agissait d'un tigre résolument anti-cohabitationniste, hostile à toute politique de la main tendue. D'une griffe cruelle, il a labouré l'auriculaire ministériel, que M. Dumas a dû aller faire panser à l'hôpital de Périgueux.

Le ministre des relations extérieures a pu, heureusement, reprendre rapidement sa place à la tête du cortège officiel. Quant au tigre, son état n'inspirait, ce samedi matin, aucune inquiétude. – B.B.

● *Prochaine tournée de M. Dumas en Afrique.* – Le ministre des relations extérieures se rendra prochainement dans trois pays d'Afrique, a-t-on annoncé vendredi 6 septembre au Quai d'Orsay. Il ira au Cameroun le jeudi 12 septembre, le lendemain au Nigéria et le surlendemain en Mauritanie.

Étranger

Grèce

AU PROCÈS DU « CARGO DE LA HONTE »

La grande bonté du capitaine...

Athènes (*AFP, Reuter*). – « *Je suis un homme consciencieux, responsable, incapable de faire du mal à quelqu'un* », a déclaré, vendredi 6 septembre devant le tribunal du Pirée, M. Plytzanopoulos, le capitaine du *Garoufalia*, ce bateau d'où onze passagers clandestins furent jetés à la mer et sans doute dévorés par les requins, le 17 mars 1984, dans l'océan Indien.

Le capitaine a exposé pendant deux heures sa version des faits. Selon lui, les clandestins, lorsqu'ils ont été découverts sur le bateau, ont été enfermés dans une remise où on leur apportait régulièrement de la nourriture. Le capitaine et son second, estimant qu'aucun des ports d'escale (Karachi, Mascate, Dubaï) ne les accepterait, avaient décidé de les placer dans des bateaux de sauvetage dès que le navire arriverait en vue d'une côte habitée. Le 17 mars, selon le capitaine, les clandestins se sont rebellés, certains se sont échappés de la remise, armés d'outils qu'ils y avaient trouvés, et une bagarre a commencé avec l'équipage. C'est sous la pression de son équipage que M. Plytzanopoulos aurait décidé de jeter les hommes à la mer. « *Je suis sûr qu'ils ont tous survécu* », affirme-t-il encore aujourd'hui, en précisant qu'il avait commandé au navire de se rapprocher des côtes.

Cette version ne recoupe pas celles – effrayantes – des témoins à charge, qui ont raconté comment le capitaine avait mis lui-même la main à la pâte, notamment en écrasant de coups les mains des deux premiers Kényans jetés par-dessus bord et qui s'agrippaient au navire.

Quatre témoins cités en début de semaine par la défense, des capitaines au long cours, étaient venus en aide à leur collègue d'une singulière manière. Ils ont affirmé qu'ils se seraient comportés comme lui pour protéger l'équipage de clandestins en révolte et, devant une salle d'audience consternée, ils ont exposé quelques arguments-chocs. Les requins, a affirmé l'un d'eux, ne mangent pas les Noirs, dont l'« odeur particulière » les repousse. Le capitaine Plytzanopoulos, a avancé un autre, « *a voulu éviter à son équipage de contracter des maladies contagieuses. Comment auraient-ils pu embrasser leurs femmes et leurs enfants, à leur retour en Grèce, après avoir été en contact avec des personnes susceptibles d'être malades ?* » Un autre, enfin, a estimé que, si le capitaine avait été un assassin, il aurait exécuté les clandestins à la carabine. « *D'ailleurs,* a-t-il ajouté, *les Norvégiens ont pour habitude de brûler les clandestins qu'ils découvrent à bord de leurs navires.* »

Scission dans l'opposition

Athènes (*AFP*). – M. Constantin Stefanopoulos, l'un des dirigeants de la Nouvelle Démocratie (opposition conservatrice), qui a quitté ce parti le 29 août, a annoncé le 6 septembre la formation d'un nouveau parti, le Renouveau démocratique. Neuf députés de la Nouvelle Démocratie (qui comptait jusque-là cent vingt-cinq représentants sur les trois cents députés de la Chambre) se sont ralliés au Renouveau démocratique.

M. Stefanopoulos, qui appartient à une vieille famille du Péloponnèse, représente l'aile droite du mouvement conservateur. Il était entré en conflit avec le président de la Nouvelle Démocratie, M. Mitsotakis, et avait quitté ce parti lorsque le groupe parlementaire avait réélu ce dernier à la présidence, fin août.

M. Stefanopoulos devrait rendre public dans les prochains jours un document sur les grandes orientations du Renouveau démocratique.

● *Un appel aux pays arabes contre le terrorisme.* – M. Papoulias, le ministre grec des affaires étrangères, a convoqué vendredi 6 septembre plusieurs ambassadeurs arabes à Athènes pour leur demander de coordonner leurs efforts dans la lutte antiterroriste. Plusieurs attentats revendiqués par un mouvement « *musulman socialiste* » ont été commis à Athènes ces dernières semaines. Le corps diplomatique arabe à Athènes a dénoncé, dans un communiqué, « *la campagne diffamatoire lancée par certains milieux qui vise à porter atteinte aux relations arabo-grecques* » et affirmé son désir de coopérer contre le terrorisme avec le gouvernement grec. Ce dernier a été critiqué à plusieurs reprises, notamment par les Américains pour un trop grand laxisme face au terrorisme international. – (*AFP.*)

Grande-Bretagne

Le congrès des syndicats s'est achevé dans la désunion

De notre correspondant

Londres. – Le cent dix-septième congrès du TUC s'est achevé le 6 septembre à Blackpool, par les congratulations d'usage. Mais les sourires ne pouvaient faire oublier la crise évitée de justesse deux jours plus tôt, ou plus exactement différée. Au cours de la dernière session, le comité central a lancé un ultime rappel à la discipline pour tenter de convaincre le syndicat des électriciens (EETPU) de ne pas suivre l'exemple de celui des techniciens (AUEW), qui reste en situation de rupture. Cela semble n'avoir guère eu d'effet. Ainsi 1 400 000 membres de ces deux syndicats (soit 14 % de l'effectif total du TUC) risquent de se trouver – de propos délibéré – mis à l'écart de la confédération dans quelques mois.

A cause de cette affaire, qui a monopolisé toute l'attention du congrès, les débats normalement inscrits à l'ordre du jour ont été réduits à la portion congrue et quelque peu oubliés. On a certes, par exemple, condamné l'attitude « complaisante » du gouvernement Thatcher à l'égard du régime sud-africain et l'on a proclamé un soutien unanime aux revendications des enseignants qui, après la rentrée, continuent une grève larvée entamée depuis près d'un an, pour essayer d'obtenir une revalorisation de leurs salaires tant attendue. Mais le congrès n'en a pas moins donné l'impression d'être paralysé.

F. C.

● *Un communiste à la présidence.* – La présidence du TUC (titre purement honorifique, car les responsabilités reviennent au secrétaire général, M. Norman Willis) a été confiée le vendredi 6 septembre à un communiste, M. Ken Gill. M. Gill fait partie de la tendance dure du mouvement communiste. Il a été expulsé du parti il y a quelques semaines avec quelques autres militants de sa tendance, qui contrôle le quotidien *Morning Star*. – (*AP.*)

RFA

La Fraction armée rouge poursuit sa campagne contre les installations militaires américaines

Freisen (*AFP*). – Trois bombes ont fortement endommagé, vendredi 6 septembre, un radar et un pylône de transmission sur une base militaire américaine, où sont stationnés des missiles, à Freisen-Reitscheid, dans la Sarre (nos dernières éditions du 7 septembre).

L'attentat, attribué à la Fraction armée rouge, a fait de très importants dégâts matériels, estimés à plusieurs millions de deutschemarks, mais aucune victime n'est à déplorer.

Trois attentats, dont un manqué, avaient été commis le mois dernier contre des installations militaires américaines en RFA : le 8 août, une voiture piégée, introduite par un commando de la Fraction armée rouge sur la base américaine de Francfort, avait fait deux morts et une vingtaine de blessés. Le 12 août, des bombes incendiaires étaient désamorcées à temps dans un train réservé aux militaires en gare de Francfort et, le 15, un attentat à l'explosif détruisait une tour de transmission radio à Moenchengladbach (Rhénanie du Nord-Westphalie) sans faire de victime. Selon la police, il était le fait de terroristes « *dans la mouvance* » de la RAF.

De petits attentats, faisant des dégâts matériels, ont souvent par ailleurs été commis ces derniers mois contre des sociétés passant des commandes avec l'armée américaine ou avec l'OTAN.

Tunisie-Libye :
Les frères ennemis

Tunis : l'impossible voisin

De notre correspondant

Tunis. – Dans un paysage semi-désertique se perdant à l'horizon où quelques touffes d'alfa surgissent miraculeusement de l'ocre de la pierraille, côte à côte deux cubes de béton dont le crépi n'est plus qu'un lointain souvenir : ce sont les postes de douane et de police de Ras-Jedir, à la frontière tuniso-libyenne. Là, depuis un mois, se déroule le lamentable exode des expulsés de Libye.

Le rythme a notablement décru depuis une semaine, mais c'est encore par centaines qu'ils arrivent quotidiennement en camions, en voitures de louage, à pied aussi jusqu'à cette barrière délabrée, symbole d'une frontière dont le voisin libyen demande avec entêtement l'abolition. Traînant des valises débordant de vêtements entassés à la hâte, des cartons avachis et mal ficelés, ils se présentent le plus souvent par petits groupes au centre d'accueil sommairement installé dans un ancien *fondouk* (relais). Les plus chanceux, bénéficiaires de quelque indulgence de membres des « comités populaires », ont pu emporter avec eux qui une commode, qui un sommier, un matelas, un fauteuil, un téléviseur, un transistor ou quelques dérisoires ustensiles de cuisine.

Dans le grand patio à ciel ouvert du centre, assis à même le sol, à l'ombre d'un pan de mur pour se protéger du soleil brûlant, hommes, femmes et enfants, le visage creusé par la fatigue, résignés, attendent calmement de satisfaire aux formalités. Quelquefois avec colère, mais sans haine, se voulant même compatissants à l'égard « *des frères libyens qui ne sont pas tous les jours à la fête chez eux* », ils racontent simplement leur équipée. « *Il suffirait de devenir libyen pour rester*, explique un père de famille. *Mais, devenir libyen, c'était non seulement abandonner ma nationalité mais probablement aussi mon métier de maçon, pour être incorporé dans l'armée et peut-être, qui sait ? partir ensuite pour le Tchad ou le Liban. Et, plus tard, mes enfants auraient connu le même sort. Devant mon refus, le comité populaire m'a donné une demi-journée pour faire mes bagages, et, à la banque, on a refusé de me verser les 2 000 dinars (1) de mon compte.* »

Détroussés

Notre interlocuteur figure encore parmi les privilégiés, puisqu'un camion l'a transporté jusqu'à la frontière. Beaucoup de ses compagnons d'infortune n'ont pas eu cette chance. Arrêtés dans la rue ou sur le lieu de leur travail, quelquefois malmenés, ils affirment avoir dû rejoindre Ras-Jedir par leurs propres moyens après avoir été parqués pendant plusieurs jours dans des centres de tri avec du pain sec pour toute nourriture. D'autres se plaignent de s'être fait confisquer leurs papiers d'identité et même d'avoir été purement et simplement détroussés. « *Ils m'ont pris mes boucles d'oreille et mon collier, en me disant d'aller me faire rembourser chez Reagan* », rapporte une femme, son bébé dans les bras.

Après avoir répondu à un premier questionnaire, les arrivants, en grande majorité natifs du Sud, sont acheminés vers leur gouvernorat (département) d'origine, où les autorités complètent leur dossier en s'informant de leur qualification professionnelle, du secteur dans lequel ils veulent travailler et de la région où ils souhaitent s'établir, de l'aide qu'ils attendent du gouvernement. Certains, démunis de tout, sont immédiatement pris en charge. C'est aussi dans les gouvernorats que sont retenus aux fins d'enquête approfondie ceux qui, pour une raison ou pour une autre, font figure de suspects. Le gouvernement craint en effet que des opposants ne se soient infiltrés dans le flot des expulsés avec mission d'agitation ou de sabotage.

Mais tout autant et sinon plus que ces questions de sécurité, ce sont les problèmes économiques et sociaux que posent ces retours massifs – à ce jour, quelque trente mille des quatre-vingt-dix mille membres de la colonie tunisienne – qui retiennent toute l'attention de la classe dirigeante.

Chômeurs en puissance

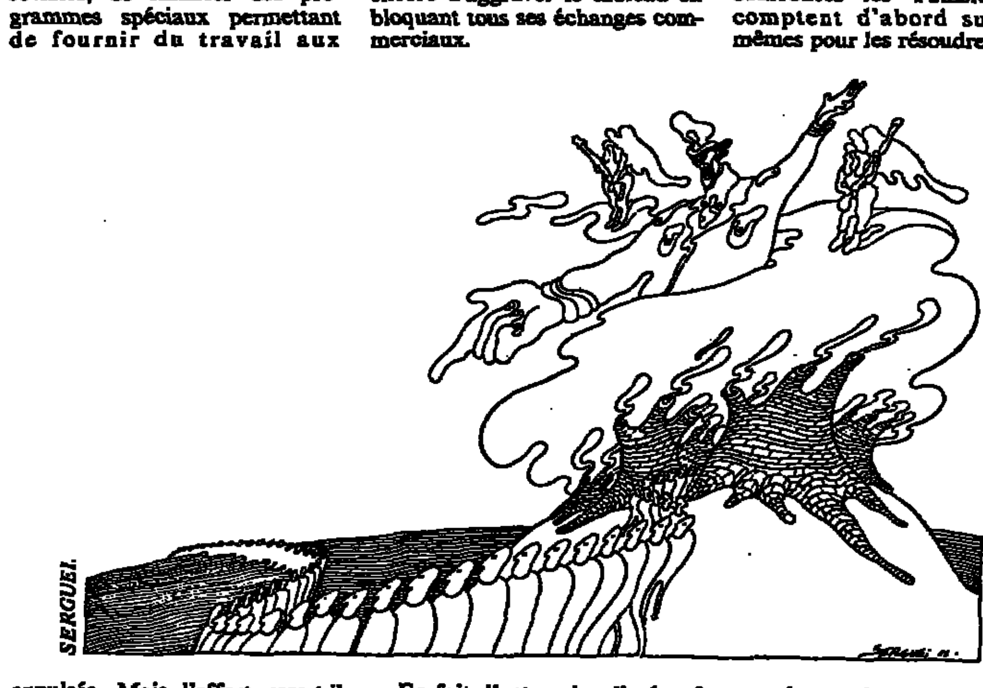
Un crédit d'urgence de 2 millions de dinars sur le budget de l'Etat a été débloqué pour faire face aux cas sociaux les plus urgents. D'autre part, un projet de loi a été préparé par le gouvernement afin de permettre, par une « *contribution de solidarité* » de toutes les catégories sociales, de financer des programmes spéciaux permettant de fournir du travail aux expulsés. Mais l'effort sera-t-il suffisant ? La Tunisie compte déjà – selon les statistiques officielles, que certains considèrent comme en deçà de la réalité, – environ 250 000 chômeurs. Alors que, depuis le début de l'année, le climat social est loin d'être au beau fixe, un accroissement du nombre des sans-travail, concentrés pour une large part dans un Sud déshérité, frondeur par tradition, et qui, dit-on, se montre aujourd'hui, plus que d'autres régions, perméable aux mots d'ordre de l'intégrisme islamique, serait particulièrement préoccupant.

Car ce n'est pas un hasard si le colonel Kadhafi s'intéresse particulièrement à ce Sud qui entretient depuis toujours des échanges suivis avec la Libye. Le nomadisme, le brassage des populations frontalières, surtout avant la révolution du 1er septembre 1969, ont créé des intérêts communs, favorisé des relations, des amitiés et même établi des liens de parenté qui, malgré les « vicissitudes », demeurent solides.

C'est donc d'abord en direction de ces Tunisiens que s'exerce la propagande de la radio et de la télévision de Tripoli, qu'ils captent souvent mieux que les émissions nationales. Mots d'ordre unitaires et « intox » sont de règle. Quelle résonance, par exemple, dans ces régions perdues prend la voix emphatique du speaker libyen annonçant épisodiquement que la révolte gronde à Tunis, que le peuple de Bizerte est sur les barricades, que les chars américains et les parachutistes français débarquent pour « *sauver le régime moribond* » ! Quels moyens – quel désir peut-être – de vérifier ? Pour certains, le doute subsistera. Pour d'autres, « *il n'y a pas de fumée sans feu* ».

C'est aussi le Sud que le colonel Kadhafi affectionne comme théâtre de ses « mauvais coups » les plus dangereux. En avril 1977, il installa une plate-forme de forage dans des eaux contestées au large de Gabès et n'hésita pas à provoquer Tunis en dépêchant sur les lieux sa marine de guerre. On a alors frôlé l'affrontement. Et qui ne se souvient du commando entraîné et armé en Libye tentant, en janvier 1980, de s'emparer de la ville de Gafsa pour y installer un « *gouvernement révolutionnaire* » ? Aujourd'hui, c'est encore le Sud qui est visé avec son cortège d'expulsés, chômeurs en puissance et levain escompté de futures agitations.

Pour faire face à cette nouvelle situation, le dégagement de ressources financières s'impose donc d'urgence. Mais il se révèle d'autant plus ardu que la Tunisie connaît une situation économique sinon dramatique, du moins fort délicate ; la Libye vient encore d'aggraver le tableau en bloquant tous ses échanges commerciaux.



SERGUEI

En fait, l'entreprise d'« *étouffement* », comme on l'appelle à Tunis, du colonel Kadhafi n'a pas commencé le 5 août avec le déclenchement de la campagne d'expulsion qui a pris les Tunisiens au dépourvu malgré les menaces qui planaient déjà depuis un certain temps. Elle remonte au début de l'année, lorsque Tripoli a stoppé sans avertissement ni explication toutes ses importations, et suspendu tous ses contrats, décision dont commence à pâtir sérieusement une balance commerciale déjà dangereusement déficitaire.

La Libye achetait, en effet, à la Tunisie plus du quart de ses exportations d'huile d'olive, soit environ 20000 tonnes, une bonne partie de son cheptel ovin et une quantité appréciable du produit des industries manufacturières et de transformation, notamment des textiles et des conserves alimentaires.

En 1984, ces exportations, auxquelles il conviendrait d'ajouter les revenus du tourisme et les transferts d'économie des travailleurs en Libye, représentaient des entrées de 142,2 millions de dinars. Aujourd'hui, les touristes libyens ont déserté les bars des hôtels de luxe des stations balnéaires – « *Je vous les renverrai dépenser leurs devises lorsqu'il n'y aura plus de frontière* », a dit le colonel Kadhafi à des interlocuteurs tunisiens, – les travailleurs rentrent au pays et, dans l'hypothèse où il en restera en Libye, leur possibilité de transfert de capitaux sera réduite au minimum. Enfin, les échanges commerciaux sont gelés. Résultat : pour le premier semestre 1985 la balance des paiements accuse un déficit de 10,2 millions de dinars. Ce bilan négatif est dû au fait qu'une partie des produits vendus n'a pas été payée. Des industriels tunisiens estiment en outre à 5 millions de dinars les pertes représentées par des ventes non honorées, et de surcroît plusieurs d'entre eux se retrouvent à la tête de stocks importants à la suite de commandes passées en 1984 et dont livraison n'a pas été prise.

Reste à savoir comment ce « trou » pourra être comblé. Lors de la visite qu'il a effectuée au début de cette semaine à Tunis, pour manifester sa solidarité, le président Chadli Bendjedid a donné des assurances. Mais la décision algérienne d'accorder la préférence à l'achat de produits tunisiens et de donner priorité à des entreprises tunisiennes pour l'exécution de certains travaux en Algérie avec leur propre main-d'œuvre, ainsi que les engagements fermes qu'aurait pris l'Irak, ne compenseront sans doute pas les pertes subies.

« Chacun chez soi »

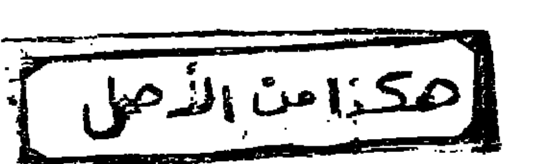
Tels sont les épineux problèmes auxquels se trouvent confrontés les Tunisiens qui comptent d'abord sur eux-mêmes pour les résoudre. A n'en pas douter, les retombées de la crise seront longues à résorber. De même, après les mesures de rétorsion prises par Tunis (expulsion de 283 Libyens, dont 30 diplomates accusés d'espionnage, fermeture du consulat de Libye à Sfax et du Centre culturel à Tunis) et les polémiques de presse, il faudra du temps avant que ne se normalisent les relations. Une normalisation à plus ou moins longue échéance, sans doute, mais une réconciliation, rien n'est moins sûr. Pas en tout cas avant que les autorités de Tripoli adoptent un « *comportement civilisé* », ainsi que l'a déclaré le premier ministre, M. Mohamed Mzali.

Nombre de dirigeants tunisiens ne cachent plus qu'ils sont à bout de patience après seize années d'efforts pour maintenir contre vents et marées de bons rapports de façade avec leur impossible voisin, et qu'il n'est plus question d'être sans cesse à la merci des hantises unitaires, des humeurs avec calcul et des complots. « *Assez*, disent-ils, *de se plier à la comédie de la fraternité et de la coopération quand on redoute en permanence le coup de poignard dans le dos. Assez de se prêter à un jeu faussé au départ. Chacun chez soi. Gardons nos distances et, surtout, n'oublions pas de demeurer vigilants.* »

L'histoire a démontré que les relations tumultueuses tuniso-libyennes sont susceptibles de connaître des revirements aussi spectaculaires qu'inattendus. Mais, cette fois-ci, force est de constater que le fossé apparaît plus profond que jamais.

MICHEL DEURÉ.

(1) Le dinar tunisien vaut environ 11 francs.



isie-Libye
s ennemi
sin

Rien ne va plus entre Tunis et Tripoli.
Rien n'est jamais bien allé, il est vrai, entre les deux capitales depuis que le colonel Kadhafi a pris le pouvoir il y a seize ans.
L'expulsion de Libye des travailleurs tunisiens — mais ils ne sont pas les seuls à avoir été traités sans ménagement — a fait rebondir une crise dans laquelle, cette fois-ci, l'Algérie s'est résolument rangée aux côtés de la Tunisie.
A y regarder de plus près, pourtant, le colonel de Tripoli n'a pas songé seulement, dans cette dernière péripétie, à déstabiliser son voisin, mais aussi à trouver une solution aux problèmes économiques croissants qui affectent son pays.

Les premières victimes de la crise

De notre envoyée spéciale

Tripoli. — Si les Tunisiens sont devenus invisibles dans la capitale libyenne, leur absence, quant à elle, ne passe pas inaperçue, et les files d'attente devant les boulangeries sont l'une des premières manifestations concrètes de leur départ. Installés pour la plupart dans des activités de service (hôtellerie, coiffure, pressing, mécanique auto, boulangerie et agriculture), les travailleurs tunisiens ne seront pas toujours faciles à remplacer. Fatalistes, les Tripolitains disent déjà : *« Nos conditions de vie vont encore s'aggraver... »*

S'il ne fait pas de doute que ces expulsions massives relèvent de la volonté du colonel Kadhafi de faire payer à son voisin son refus de l'union en tentant de le déstabiliser par son maillon faible — le Sud, dont sont originaires la plupart des expatriés tunisiens, — cette raison politique n'est pas la seule. Les graves difficultés économiques que traverse la Libye comptent sans doute autant que le désir du colonel Kadhafi de mettre au travail les Libyens. Les Tunisiens, fait-on remarquer à Tripoli, n'ont pas été les seuls touchés, et c'est en tout environ soixante mille travailleurs étrangers sur les six cent mille à huit cent mille que compte la Libye, pour une population inférieure à deux millions et demi d'habitants, qui ont dû quitter le pays dans des conditions parfois extrêmement brutale. Les ressortissants africains noirs, Nigériens, Maliens, Mauritaniens, auraient été encore plus mal lotis que leurs compagnons d'infortune tunisiens.

Si l'on dément, de source diplomatique, à Tripoli que l'armée libyenne ait été fortement renforcée aux frontières avec la Tunisie, on admet que deux mille soldats y ont été envoyés pour empêcher les expulsés de repartir avec leurs biens. Une chose est sûre en revanche : personne, ici, ne croit à la guerre. Tripoli n'a pas encore réagi à l'appel lancé par M. Mzali à ses compatriotes restant en Libye (soixante mille environ sur quatre-vingt-dix mille) pour qu'ils rentrent au pays, mais on estime que la crise ne devrait pas dépasser le stade de la fermeture des frontières, des tracasseries à l'égard des Tunisiens, chez lesquels des rafles se poursuivent la nuit. Il n'est d'ailleurs pas sûr que tous les Tunisiens, malgré les difficultés qu'ils rencontrent ici, soient tous désireux de regagner leur pays. Un grand nombre, pense-t-on, préféreront rester une fois l'orage passé.

Les Syriens aussi...

Certaines sources diplomatiques arabes font valoir que Tunis a mis la barre très haut ; elles en veulent pour preuve le fait que la commission d'experts tunisiens mise sur pied après la médiation koweïtienne, et qui était attendue à Tripoli lundi dernier pour étudier avec la Libye les modalités de départ des expatriés tunisiens, ait annulé en dernière minute sa visite. Un changement d'attitude que l'on attribue à la venue à Tunis du président Chadli et à la réunion des chefs d'état-major tunisien et algérien.

Si en public le colonel Kadhafi justifie ces expulsions par une décision prise il y a déjà deux ans par les congrès populaires de base, il reconnaît en privé, affirme-t-on de bonne source, que celles-ci sont aussi la conséquence de la crise économique. Il en donne pour preuve que des « amis » de la Libye en ont été victimes, comme quelques milliers de travailleurs syriens dont l'expulsion, voulue extrêmement discrète par Damas, n'en est pas moins réelle.

L'Eldorado libyen est bien fini ; il suffit pour s'en convaincre d'aller faire un tour dans les « super-souks », ces magasins d'Etat qui ont remplacé, petit à petit, tous les commerces privés bannis de la Jamahiriya libyenne dès 1980. Dans un vaste bâtiment bétonné, sans âme, au centre de Tripoli, les longues étagères vides du rayon d'alimentation montrent à l'évidence que la Libye est bien entrée dans une économie de pénurie. A côté, sur des dizaines de mètres, les boîtes de produits de nettoyage pour vitre et des centaines de bidons d'huile de tournesol. Ce jour-là pas de sucre, pas de farine ni de riz ou de pâtes. Quelques paquets de beurre écrasés et du thé en grande quantité.

Au rayon des tissus, où le choix est maigre et les couleurs tristes, des slogans s'étalent en grosses lettres : « Le commerce est une forme d'exploitation » ; « Les congrès populaires œuvrent en vue de satisfaire les besoins de la société ». Le problème est que les fameux comités n'arrivent plus à satisfaire la demande. Ne dit-on pas que l'avant-dernier arrivage de bananes somaliennes a provoqué de telles bousculades que plusieurs personnes auraient payé de leur vie la simple envie de manger un fruit dont les Libyens sont friands ?

Une boulangerie cosmopolite

La parade pour le colonel Kadhafi est évidente : les Libyens n'ont qu'à restreindre leurs besoins et les adapter aux conditions nouvelles. S'adressant lundi dernier à Sebha au congrès et aux comités populaires, il a déclaré, faisant état de la pénurie de viande qui règne dans le pays : *« Nous devons nous orienter vers la consommation de produits locaux, comme la viande de chameau ou la volaille. »* Le « guide » de la révolution a, d'autre part, souligné qu'il était *« mauvais »* de noyer le marché sous les produits importés, car *« ceux-ci épuisent nos réserves en devises étrangères »*. Celles-ci sont en effet tombées de 11 milliards de dollars en 1980 à environ 4,5 milliards, dont 2,5 environ servent à garantir la monnaie. Cette question est d'ailleurs à l'origine des restrictions draconiennes de transferts d'argent opérés par les travailleurs arabes qui représentaient auparavant 1 milliard de dollars par an ! Alors qu'il y a une dizaine d'années, ceux-ci pouvaient envoyer dans leur pays jusqu'à 90 % de leur salaire, la somme a été progressivement ramenée à 77 %, puis à 30 %, et depuis mars dernier beaucoup n'ont rien pu transférer. Seuls les travailleurs marocains — union oblige — peuvent encore aujourd'hui envoyer chez eux 50 % de leur salaire.

Mais comment se passer de produits importés dans un pays qui, mis à part le pétrole, manque de tout ? La visite organisée par les autorités libyennes dans une boulangerie industrielle de Tripoli est significative : la farine est belge, l'huile et les machines italiennes, la levure et les ouvriers turcs. Seule sans doute la direction est libyenne.

A Sebha, le colonel Kadhafi a aussi exhorté les Libyens à travailler dans les secteurs productifs. Il a invité tous les jeunes à délaisser l'administration pour s'engager dans la production, disant notamment : *« Il ne doit plus y avoir de chauffeurs : ces personnes doivent faire des métiers utiles. »* Mais comment mettre les Libyens au travail à un moment où le ras-le-bol de la population est général, alors que rien n'a été fait dans ce pays en faveur de l'investissement humain ? *« Les Libyens ont été habitués depuis quinze ans à ne rien faire,* explique un expert ; *tout leur tombait dans les mains gratuitement : les étrangers étaient là pour satisfaire leurs besoins. Or le colonel Kadhafi veut les mettre au travail au moment où leurs conditions de vie se sont beaucoup détériorées et où l'apathie générale, le mauvais fonctionnement des administrations, constituent une forme de résistance passive à un régime de plus en plus abhorré. »*

La fin de la prospérité libyenne, c'est le pétrole dont les revenus sont tombés de 23 milliards de dollars en 1980 à 10 milliards en 1984 : ils sont estimés pour 1985 à 7 ou 8 milliards de dollars, pour un quota de production fixé par l'OPEP à 1 million de barils-jour. On estime environ à 20 % le dépassement de ce quota par Tripoli, soit 200 000 barils-jour, revendus aux Soviétiques en compensation des livraisons d'armes, mais à un prix nettement inférieur au cours officiel. Ces 20 % hors quota ouvriraient à la Libye une ligne de crédit d'environ 1,6 milliard de dollars (au lieu de 2), la différence constituant la commission prise dans ce troc par les Soviétiques.

Le très ambitieux plan quinquennal 1980-1985 a été réduit à l'essentiel et le budget de développement est tombé de 2,7 milliards de dinars (1) à 1,7 en 1985. Les importations et les dépenses sont strictement contrôlées. On ne trouve, par exemple, plus de cigarettes étrangères et la dernière livraison de voitures remonte à 1982. Tripoli doit à la quasi-totalité des sociétés étrangères des arriérés importants.

Ils sont estimés à 500 millions de dollars pour l'Italie, le premier fournisseur occidental de la Libye, et à 700 millions de francs sur dix ans pour la France, sixième fournisseur occidental de Tripoli. La dette à l'égard de l'Union soviétique est estimée à 15 milliards de dollars, dont Moscou exigerait maintenant le remboursement en dollars et non plus en pétrole, sauf dit-on, si Tripoli consentait enfin à signer un traité d'amitié avec Moscou. Ces difficultés n'amènent cependant pas les Libyens à plus de souplesse dans leurs négociations avec les sociétés occidentales, intéressées par la recherche pétrolière.

Les sociétés étrangères, il est vrai, dépensent de moins en moins en Libye pour l'exploration, même si l'on pense qu'il y a encore des nappes à trouver. Les réserves connues sont, pour leur part, estimées à une trentaine d'années de production.

Priorités extravagantes

Six à sept milliards de dollars de revenus pour un pays de deux millions et demi d'habitants seraient cependant largement suffisants pour faire le bonheur des Libyens, si les priorités définies par le colonel Kadhafi étaient moins extravagantes. Son rêve pharaonique d'irriguer la Libye en pompant l'eau qui dort sous le sable du désert reste la priorité, alors que les travaux sont estimés à 25 milliards de dollars. Si la première tranche, effectuée à 60 % par une compagnie coréenne, est en voie d'achèvement, beaucoup doutent que la deuxième phase de ce gigantesque travail puisse financièrement se réaliser.

Déjà les Coréens rechigneraient à voir augmenter leur paiement en pétrole, et pourraient renoncer. Et les sociétés soumissionnaires venues se présenter pour la deuxième tranche des travaux ne se bousculent pas. Les Libyens, qui n'ont pas le choix, sont soumis à des taxes spéciales qui sont destinées à financer les travaux. *« Même les pèlerins de La Mecque ont dû verser avant de partir leur obole »*, raconte un homme d'affaires.

Le colonel Kadhafi ne semble pas non plus vouloir renoncer à ses achats d'armes, dont certains des plus beaux fleurons, comme le Mig-25, rouillent discrètement au soleil, alignés sur des kilomètres, autour, par exemple, de l'aéroport de Sebha. Un état de fait que supporte de plus en plus mal une population qui a le sentiment qu'elle aurait de quoi bien vivre. *« Le colonel Kadhafi,* résume un diplomate depuis longtemps en poste, *s'est en fait trompé de troupeau et de révolution. Les Libyens sont des Djerbiens commerçants que sa technologie n'intéresse pas, et, avant l'opulence, ils se contentaient de ce qu'ils avaient et estimaient vivre à l'aise. »* Ce n'est aujourd'hui plus le cas et les travailleurs étrangers venus en masse participer à la réalisation du rêve kadhafien pourraient bien n'en être que les premières victimes.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) Un dinar égale 3,3 dollars US.

Marocain, serveur sans pourboire...

De notre envoyée spéciale

Khoms. — Mohammed, vingt-neuf ans, de Marrakech, fiancé ; Hassan, trente-trois ans, d'Agadir, divorcé ; Sélim, vingt-neuf ans, d'Oujda, célibataire. Serveurs de restaurant, c'est dans une petite chambre décorée de quelques portraits féminins découpés dans des magazines qu'ils vivent à proximité de l'hôtel où ils travaillent huit heures par jour, six jours par semaine. Sur les murs, deux inscriptions : *« Je souffre mais je ne dis rien »*, et une phrase extraite d'une chanson de Jacques Brel : *« Les douze mois s'appelaient décembre ».* En dessous, les traits qui comptent les jours. C'est en effet le 31 décembre qu'ils pourront regagner le Maroc, presque devenu à leurs yeux la Terre promise. *« Maintenant,* avoue Hassan, l'air malicieux, *on sait que notre pays est mieux. Avant on avait des idées fausses. »*

Depuis la signature du traité d'union entre Rabat et Tripoli en août 1984, 12 000 Marocains (1) travaillent en Libye, et après la brusque expulsion des Tunisiens, ils sont omniprésents dans les hôtels où, spontanément, ils livrent leur déception. *« La vie est trop triste ici,* raconte Mohammed. *Au Maroc, nous sommes habitués, le soir, à sortir entre copains et copines. On boit un verre, on va au cinéma, on vit, quoi ! Ici, il n'y a rien à faire. »*

« Les Libyens sont exigeants et méprisants, renchérit Sélim. *Au restaurant, ils veulent toujours être servis les premiers et vite. Les étrangers, même les Soviétiques, passent après. Il y a toujours des problèmes avec eux. De toute façon ce sont tous des directeurs. Ceux qui travaillent sont marocains ou soudanais. Les Libyens croient qu'ils sont riches et considèrent comme normal que les étrangers travaillent pour eux. Ils se considèrent comme supérieurs. »*

Pourquoi, alors, sont-ils venus ici ? La réponse fuse : *« Pour mettre de l'argent de côté. Au Maroc, il y a toujours des tentations,* avoue Hassan ; *ici, on ne trouve rien, donc on peut économiser. »* Lui a un magasin de parfums, et c'est pour le renflouer qu'il est venu s'exiler en terre libyenne. Son salaire : 120 dinars. Il en envoie 60 au Maroc, soit 1 900 F par mois, de quoi avoir un petit pécule en rentrant. Conseillerait-il à son frère de faire la même expérience ? *« Sûrement pas, c'est trop dur. »*

Beaucoup de Marocains admettent aussi qu'ils croyaient la Libye beaucoup plus riche. Autre déception pour ces serveurs de restaurant : pas de pourboires. Les extras n'existent pas, et les touristes généreux sont inconnus. Les conditions de vie, pour ces jeunes, sont pénibles. Il paraît, dans ces conditions, difficile que les travailleurs marocains puissent remplacer brusquement tous les Tunisiens, d'autant plus que Rabat ne souhaite pas, semble-t-il, augmenter trop son contingent d'expatriés. La prudence s'impose d'autant plus que les revirements du colonel Kadhafi sont imprévisibles et que le Maroc n'a pas envie, un jour, de se retrouver avec des milliers de nationaux devenus otages.

Fr. Ch.

(1) Ce chiffre est celui des travailleurs venus dans le cadre des contrats de gouvernement à gouvernement signés entre Rabat et Tripoli, et n'inclut pas les Marocains arrivés individuellement et ne bénéficiant pas des avantages résultant du traité d'union.

LA TOURNÉE DE M. GORBATCHEV EN SIBÉRIE

Les pétroliers soviétiques sur la sellette

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev est devenu un virtuose des tournées en province. Toujours accompagné de sa femme, prompt à la repartie, tantôt souriant tantôt sérieux, voire sévère, il s'adresse avec aisance à de multiples auditoires, n'hésitant pas à improviser et à prendre des bains de foule. Le discours qu'il a prononcé vendredi 6 septembre devant les cadres de la région de Tioumen (Sibérie occidentale), qui produit les deux tiers du pétrole soviétique, était conforme à ce style nouveau qu'il a adopté, mais il manquait singulièrement de substance. On attendait de M. Gorbatchev qu'il précise les *« projets »* et les *« décisions importantes »*, qu'il avait évoqués au cours de ses deux journées précédentes en Sibérie occidentale. Il n'en a rien été.

« Le retard ne diminue pas. Au contraire, il augmente et les échecs de Tioumen donnent la fièvre à l'économie nationale », a constaté le secrétaire général dans une allocution de plus d'une heure qui a été retransmise vendredi à la télévision. La gabegie dans l'exploitation des riches gisements de Tioumen est, en grande partie, responsable de la baisse de 3,9 % de la production pétrolière soviétique, qui devrait être enregistrée cette année si la tendance du premier semestre se maintient. M. Gorbatchev s'en est pris à ceux qui ont des *« idées vieillottes »*, et a estimé que le problème remontait à *« plus de dix ans »*. *« Il aurait fallu y regarder de plus près et définir un plan pour découvrir et exploiter de nouveaux gisements, mais cela n'a pas été fait à temps »*, a-t-il déclaré.

M. Gorbatchev n'a pas pour autant indiqué quels remèdes il proposait, et surtout il a expressément exclu l'idée d'investissements massifs pour faire redémarrer la production pétrolière. Le secrétaire général et l'équipe d'économistes qui l'entourent, au premier rang desquels M. Ryjkov, mettent l'accent sur la modernisation progressive du matériel existant. Or le problème majeur est qu'on a surexploité les puits souvent de façon désordonnée, en laissant beaucoup de pétrole au fond. Il faudrait donc prospecter et forer à nouveau, ce qui implique d'énormes investissements.

Le responsable de la production pétrolière de la région de Tioumen, M. Kouzovatkine, a été remplacé le 25 mars dernier, peu après l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev, ce qui était apparu comme une sanction. Un mois auparavant, le ministre du pétrole, M. Maltsev, avait été limogé alors que Constantin Tchernenko était incapable d'exercer ses fonctions et que M. Gorbatchev avait déjà probablement un rôle majeur dans ce genre de décision.

Un compliment aux Français

La production pétrolière de l'URSS reste la première du monde avec 623 millions de tonnes en 1984 (contre 616 en 1983). Mais, au premier semestre de cette année, la production a été de 295 millions de tonnes, ce qui donnerait seulement 590 millions de tonnes en projection annuelle, alors que le plan prévoit 636 millions de tonnes.

Comme la tradition s'en est instaurée au cours de ses déplacements précédents en province, M. Gorbatchev a « dialogué » avec les travailleurs de Samotlor le gisement qui fournit un tiers de la production soviétique de pétrole. L'un d'eux s'est plaint de la mauvaise qualité du matériel qui lui était fourni. Le secrétaire général lui a promis qu'on allait *« en fabriquer du nouveau, qui ne céderait en rien au matériel français et même qui lui serait supérieur »*. Ce compliment ambigu à l'adresse de la technologie pétrolière française signifie, en fait, que M. Gorbatchev souhaite une amélioration des performances des équipements soviétiques qui permettrait de remplacer rapidement les équipements importés, notamment français.

A Ourengoï, M. Gorbatchev, toujours accompagné de sa femme Raïssa, a, selon Tass, *« inspecté une usine de pointe de fabrication soviétique qui produit 20 millions de mètres cubes de gaz par an »*. A la différence du pétrole, l'extraction du gaz est en plein essor en URSS. La production devrait atteindre 630 milliards de mètres cubes cette année, si le rythme rapide du premier semestre est maintenu, contre 587 milliards de mètres cubes en 1984.

L'URSS est devenue l'an dernier le premier pays exportateur de gaz naturel vers l'Europe occidentale, devançant légèrement les Pays-Bas. La RFA a été en 1984 son premier client avec 10,3 milliards de mètres cubes, suivi par l'Italie (6,3) la France (4,1), et l'Autriche (3,5). La révision annoncée le 6 juin dernier du troisième contrat gazier franco-soviétique (signé en janvier 1982 après l'instauration de l'état de guerre en Pologne) devrait seulement ralentir la progression des exportations de gaz naturel soviétique vers la France en 1985. Les prix ont été « aménagés », c'est-à-dire réduits pour tenir compte de l'évolution du marché international.

Le combat contre l'alcoolisme

M. Gorbatchev n'a pas oublié en Sibérie l'une de ses marottes : la lutte contre l'alcoolisme. Au cours de la réunion de Tioumen, une oratrice passionnée a affirmé que la baisse de la production pétrolière était due à l'alcool et qu'il fallait en conséquence interdire tout simplement sa consommation partout... M. Gorbatchev l'a interrompue en souriant pour dire, ce qui a paru soulager l'assistance, qu'il n'en était pas question, car *« cela ne marcherait pas »*. Mais il a aussitôt ajouté que le gouvernement central soutiendrait les initiatives locales de prohibition. Il a cité le cas d'une ville où de nombreux hauts responsables ont été sanctionnés ou exclus du parti parce qu'ils étaient ivres à des réceptions. *« Nous devons commencer par le haut... Il ne doit y avoir ni exceptions ni excuses »*, a-t-il conclu. Une allusion peut-être à son ancien rival, M. Grigori Romanov, exclu du bureau politique et du secrétariat le 1er juillet dernier.

M. Gorbatchev poursuit ce samedi 7 septembre à Tselinograd, au Kazakhstan, sa tournée en province.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Un dissident ukrainien est mort d'épuisement au camp de Perm

Un membre du groupe ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki, le poète Vassil Stous, est mort de maladie et d'épuisement, à l'âge de quarante-sept ans, dans un camp où il purgeait depuis 1980 une peine de dix ans de détention pour *« agitation et propagande antisoviétiques ».* Sa femme, qui réside à Kiev, a été informée, jeudi 5 septembre, de la mort du prisonnier, auquel elle n'avait eu le droit de rendre aucune visite depuis cinq années. La dernière lettre reçue de lui datait du printemps. V. Stous se plaignait de souffrir des reins et d'épuisement.

Il était détenu au camp nº 36/1 de Perm, un camp à régime dit « spécial », c'est-à-dire le plus dur qui soit. Un témoignage sur les conditions de vie dans ce camp a été rendu public l'an dernier par Amnesty International (*le Monde* du 2 février 1984).

Vassil Stous était l'un des plus connus parmi les dissidents liés au mouvement pour la culture ukrainienne qui est apparu au cours des années soixante. Arrêté pour la première fois en 1972, il avait purgé une première peine de cinq ans de camp suivie de deux ans de relégation dans la région de Magadan (extrême-orient sibérien). A son retour à Kiev, il adhéra au groupe pour le respect des accords d'Helsinki, et fut à nouveau arrêté au bout de quelques mois et condamné à dix ans de camp qui auraient, s'il avait survécu, été suivis de cinq années supplémentaires d'exil intérieur.

Plusieurs autres membres ukrainiens des groupes de surveillance des accords d'Helsinki sont déjà morts en détention au camp de Perm, notamment le journaliste Valeri Martchenko, en octobre 1984. D'une manière générale, la répression exercée à l'encontre de la contestation ukrainienne se distingue par son exceptionnelle brutalité.

Étranger

BELGIQUE

La Torah et l'ordinateur

Les juifs d'Anvers, rois du diamant, ont réussi ce prodige : marier les techniques ultramodernes de la taille ou de la gestion avec les préceptes millénaires et vétilleux de la religion. Et cela leur semble tout naturel...

Correspondance

Anvers. — Anvers et ses juifs diamantaires ! Cette seule évocation a fait délirer plus d'un esprit malade sur la « richesse juive ». Certes, la majeure partie de cette petite communauté (quinze mille âmes) vit du diamant et bénéficie encore d'une certaine aisance. Mais ici, nulle ostentation : une grande réserve extérieure qui confine à l'austérité, toutes vertus prônées par la tradition juive. Car cette communauté est à forte dominante religieuse.

Dès la sortie de la gare centrale, au long de Pelikanstraat, l'ample manteau noir et le feutre sont de rigueur. Les plus modernistes se contentent d'une courte barbe et d'une calotte, parfois tricotée de laine multicolore, suprême coquetterie et signe d'identification aux pionniers israéliens des mouvements religieux. Quant aux femmes, leur mise obéit aux injonctions de la Torah : jambes et bras couverts, perruque pour les épouses, *« car les cheveux de la femme, c'est comme sa nudité »* (Talmud). Alors pas de boucles aguichantes flottant aux vents septentrionaux. Neuf enfants sur dix sont scolarisés dans un réseau d'institutions juives à plein temps, dont les programmes reflètent fidèlement les divers courants du judaïsme traditionnel.

Ces tendances, autrefois, se combattaient durement, réglant parfois leurs comptes à coups de dénonciations à la police du tsar : hassidim contre opposants, orthodoxes contre religieux-sionistes coupables de hâter le processus messianique. Mais à Anvers aujourd'hui, tout ce petit monde vit en bonne intelligence, ce qui ne manque pas de surprendre l'observateur averti.

Comme me l'assure Doudi, directeur du centre communautaire dont il est très fier, *« comparée à sa sœur bruxelloise — avec ses intellectuels résolument engagés à gauche et se réclamant d'une identité juive laïque, — la communauté d'Anvers est une autre planète ! »*

Ici, le travail dans le diamant remonte au Moyen Age. Exclus par l'Eglise de toute activité agricole, les juifs se sont naturellement tournés vers le commerce. Or les routes du diamant passaient par les grandes implantations juives : depuis les Indes, principal fournisseur de l'époque, jusqu'aux rivages ibériques, en passant par l'Egypte et le Maghreb. A la Renaissance, des marranes expulsés du Portugal s'installent à Anvers et à Amsterdam. Ils y apportent leur savoir-faire : négoce et taille, contribuant ainsi à l'essor de leurs contrées d'accueil.

« C'est la parole qui compte ! »

Mais c'est du début du vingtième siècle que date la prééminence d'Anvers, avec la découverte des gisements d'Afrique du Sud et l'afflux des juifs d'Europe orientale — fuyant misère et pogroms — dans le principal port d'embarquement pour la libre Amérique. Nombre d'entre eux s'arrêtent alors en chemin et s'orientent vers l'activité la plus florissante, souvent aidés par un proche déjà installé. Les moins chanceux, employés dans les ateliers de taille, ne manquent pas à la tradition révolutionnaire et fondent un puissant syndicat. Anvers accède au rang de premier centre mondial du diamant.

De vingt-cinq mille âmes en 1913, la population juive passe à cinquante mille en 1939. Elle ne sera pas épargnée par le nazisme et, malgré une certaine renaissance, la communauté d'Anvers est aujourd'hui loin de sa splendeur d'antan.

Contrairement à celle de la capitale, elle est peu impliquée dans la vie politique : pas de « ténors médiatiques » pour animer les grands débats d'idées. La communauté vit plutôt repliée sur elle-même, toute à son activité professionnelle — très prenante, — à l'étude de la Torah, à la gestion d'activités philanthropiques, et à la vie de famille, cellule fondamentale du judaïsme traditionnel. Elle entretient des relations — excellentes — avec la municipalité.

Samuel, la trentaine, homme d'affaires importateur et grossiste, m'en donne un exemple qui introduit dans les arcanes du raisonnement talmudique : *« Le jour du schabbat, il est normalement interdit de transporter un objet d'un lieu privé à un lieu public. Sauf si, par une fiction juridique, on transforme ce lieu public en une propriété privée commune à tous les résidents. Pour cela, une simple clôture symbolique suffit. La municipalité a donc accédé à notre demande en érigeant, en certains lieux de la ville, des poteaux reliés par une corde, selon les précisions du Talmud. »*

Pour David, jeune et dynamique diamantaire, le lien entre l'orthodoxie juive et le précieux carbone n'est pas le fruit du hasard. *« Dans ce métier, la confiance réciproque est indispensable. »* Faisant miroiter au creux de sa main une multitude de petits joyaux, il poursuit : *« Tu vois, il y a plus de cent pièces. Je ne peux pas perdre mon temps à contrôler chacune d'entre elles, je fais donc confiance. Il n'y a aucun document signé, c'est la parole qui compte ! Alors, quant à faire, je préfère travailler avec des orthodoxes... »* Il évoque les exigences morales imposées par la Torah, et inculquées sans faiblesse dès l'enfance. *« Mais n'idéalisons pas. Il y a toujours des brebis galeuses. On peut alors faire intervenir un tribunal rabbinique. Et la mauvaise renommée fait le reste... »*

Gymnastique intellectuelle

Peut-on concilier ces lois minutieuses et la vie des affaires ? Quand le code religieux — qui règle les moindres détails de la vie quotidienne, — rédigé au seizième siècle, demeure toujours en vigueur à l'aube de l'an 2000 ? Pour Samuel, c'est un faux problème : l'heure quotidienne de Talmud à laquelle il est astreint constitue une remarquable gymnastique intellectuelle. Quant à la *tsedakah*, contribution financière obligatoire aux œuvres communautaires, rien de tel pour développer le détachement envers l'argent, qualité fort utile en ces temps de crise.

Et le respect des interdits alimentaires, la *cacherouth ?* Edouard, barbu jovial et bon vivant — directeur devant l'Eternel d'un cabinet d'assurances, — a résolu le problème comme ses coreligionnaires : *« Il n'y a pas ici de restaurant kasher de grande classe. Je refuse donc toute invitation de mes clients non juifs, mais je les convie à mon domicile, et tout le monde est content ! »*

Pour le mystique David, vie des affaires et technologie moderne font bon ménage. La porte de son bureau est ornée de la *mezouzah*, petit étui renfermant un parchemin où sont calligraphiés les antiques versets : *« Ecoute Israël, l'Eternel est notre Dieu, l'Eternel est Un... »* Le *sidour* (rituel de prières) figure en bonne place entre les deux ordinateurs, la photo de Reb Yankeleh, le rabbi d'Anvers, trône près des paniers à courrier, et les troncs de bienfaisance se fraient un chemin entre les multiples téléphones à clavier électronique. Le maître des lieux explique : *« Nos habitudes sont parfaitement acceptées par l'ensemble de la profession. Ici, une transaction est conclue uniquement après que les partenaires ont prononcé le mot « mazal »* (en hébreu : chance), *qu'il s'agisse de juifs, de Chinois ou d'Indiens ! »*

SZLAKMANN.

David n'était *a priori* pas destiné au diamant. Titulaire d'une maîtrise de gestion obtenue à Dauphine, ex-membre d'un groupe de recherche animé par M. Stoléru, il est la parfaite illustration de l'histoire juive : *« Bravo mon fils, tu as fait Polytechnique, Centrale et l'ENA. Mais il est temps d'être sérieux. Que choisis-tu : confection pour hommes ou confection pour dames ? »*

Un yiddish vivant

Un mot enfin sur le yiddish. On est loin du revivalisme prôné par une poignée d'intellectuels : à Anvers, le yiddish est une langue vivante, parlée dès l'enfance. C'est aussi la langue des affaires et sans nul doute celle des déclarations d'amour. Il n'est pas jusqu'à ce blond et moustachu policier flamand qui, achevant ses emplettes dans la petite boutique juive, salue l'assistance d'un sonore *« Goutt Chabbess ! »* (bon sabbat). Et avec l'accent lituanien, s'il vous plaît, ultime affectation des intellectuels yiddishisants !

Les orthodoxes barbus se hâtent vers la Bourse, le vieux rabbi juché sur son vélo, toutes franges sacrées au vent du Nord, les enfants aux cheveux ras secouant leurs immenses papillottes, n'éveillent ici nulle curiosité. Ils font manifestement partie du paysage et sont parfaitement acceptés par leurs concitoyens. Après tout, c'est normal, si l'on en croit l'histoire que l'on raconte : lors d'une violente bataille de rue entre Flamands et Wallons, la police intervient pour séparer les protagonistes. *« Les Flamands d'un côté, les Wallons de l'autre ! »* Les juifs restés au milieu demandent : *« Et les Belges, où vont-ils ? »*

CHARLES SZLAKMANN.

THAILANDE

Portraits de femmes

Que sait-on de la vie quotidienne des Thaïlandaises, hormis leur réputation de beauté et le trouble halo d'érotisme que leur vaut l'usage local des salons de massage ? Voici trois jeunes femmes de milieux bien différents. La petite marchande de quatre saisons, l'étudiante boursière et la journaliste gâtée par l'existence.

Correspondance

Bangkok. — Pour rien au monde, elle ne veut voir sa photo dans le journal. *« Ma famille et mes amis me prendraient pour une criminelle. »* Maew, vendeuse ambulante, n'a pas une très haute idée de la presse. *« Il n'y a que des photos de bandits et de filles légères,* explique-t-elle *et les journalistes sont des gens de mauvaise réputation. »* Aussitôt, avec un désarmant sourire, elle s'excuse.

Nous nous sommes connus au coin de la rue. Elle y vient tous les jours, avec son grand chapeau de paille, une petite blouse rose ou bleue, un sarong noir, long tissu qui se porte autour de la taille. Son commerce tient sur une charrette aux roues incertaines, juste assez grande pour y poser une demi-douzaine d'ananas, un kilo de mangues vertes, quelques sapotis. Ou, selon la saison, des oranges, un régime de bananes grandes comme le doigt ou ces mangoustans qui sont peut-être le fruit le plus délicat du monde.

Maew est née à Bangkok il y a vingt-huit ans. Très vite, sa famille, d'origine chinoise, s'en alla chercher fortune à Chiang-Mai, dans le nord-ouest du pays. Son père y est mort il y a quatre ans. Seules, sans argent, Maew et sa mère revinrent à Bangkok.

L'essentiel de leurs économies fut consacré à la location d'une chambre à Klong-Thoey. 500 baths par mois — soit environ 200 francs, — ce n'est pas donné. Du moins vivent-elles dans le coin le plus acceptable de ce quartier pauvre de Bangkok. Chambre propre, soigneusement balayée tous les matins, dès 5 heures, avant d'aller au marché le plus proche acheter les fruits destinés à la vente quotidienne. Le mobilier est simple. Un grand lit, quelques caisses de bois pour ranger les vêtements, de maigres biens. Au mur, en couleurs vives, le portrait du roi et de la reine. Un petit autel et un bouddha discret.

Vers 7 h 30, Maew, poussant sa petite carriole, arrive à son emplacement favori, sur un trottoir de Sukhumvit, l'une des grandes artères de la capitale, au coin de l'une de ces rues — les *soi* — où se trouvent tout à la fois des condominiums de luxe, la maison de notre ancien propriétaire, M. Singh, et l'un des plus connus parmi les salons de massage de la grande ville. *« J'ai choisi cet endroit parce qu'il y a un arrêt d'autobus »*, explique Maew entre deux clients.

« La vie, pour moi... »

Même les bons jours, la recette est modeste. Une centaine de baths au plus. Assez pour acheter les fruits du lendemain, payer le loyer et, de temps en temps, s'offrir au marché de Patunam un vêtement pas cher mais coquet.

Elle parle thaïlandais et chinois. Son bonheur, c'est de venir nous rendre visite le dimanche après-midi avec sa mère pour regarder des diapositives. Elle y passe des heures. C'est sa façon à elle de faire le tour du monde. Maew a des projets. Accumuler assez d'argent pour déménager dans *« une vraie maison »* et s'installer au grand marché de Ding-Daeng à Bangkok. Y acheter un étal à vie coûte 10 000 baths, soit environ 4 000 francs. Très fière, Maew ne veut pas emprunter d'argent. Au début, elle louera son emplacement. Elle aura alors accompli un de ses rêves : ne plus être marchande ambulante.

Ubon est née à Tha-Chang, un village de deux cents familles dont son père est le « maire ». Il est situé au sud-est de Bangkok, dans la province de Pethburi. La fortune de la famille, les parents et trois filles, tient dans deux petites maisons et un grand verger où poussent, sans grand problème, citronniers et bananiers. *« Les bananes, c'est ce qu'il y avait de plus facile. Le citron ne demande guère davantage d'attention »*, explique-t-elle. *« Selon les saisons, nous cueillons également des mangues, des noix de coco et des lychees. »* Trois fois par semaine, la mère se rend au marché de Pethburi pour y vendre la récolte. En cas de coup dur, le père se fait aider par un homme du village.



Ubon est gracile, jolie et d'une étonnante maturité pour ses vingt ans. Elle ne sera pas paysanne. A l'âge de quatorze ans, elle est montée à Bangkok, pour vivre chez une tante. Par la grâce d'un concours scolaire provincial, elle a fréquenté l'une des meilleures écoles secondaires du royaume, qui à l'époque dépendait directement de la prestigieuse université de Chulalongkorn.

Aujourd'hui, elle est une brillante étudiante en sciences politiques. Ses deux sœurs sont institutrices à Pethburi, à quelques kilomètres de la maison paternelle. Ubon ne veut pas être fonctionnaire. *« Mon père aurait souhaité me voir enseigner. Etre fonctionnaire, c'est une sécurité. »* Ubon est trop indépendante pour accepter une carrière sans histoire. *« La vie, pour moi, c'est d'abord une aventure, la possibilité de choix multiples. Je veux tout essayer. Et puis on verra. »*

Ses condisciples de Chulalongkorn ont parfois quelque peine à comprendre cette fille éveillée, qui apprécie le vin et aime la lecture. Ils sont issus, en général, de riches familles citadines. Beaucoup suivront les traces de leur père et trouveront un emploi dans un ministère. Ils n'ont pas de problèmes financiers. Les jeunes étudiantes se satisfont d'un jus de citron entre deux visites aux boutiques de mode du Siam Center, un supermarché en vogue.

« Mes amis ne parlent pas de politique. Ils font Sciences-Po à la demande de leurs familles », dit Ubon. Se marier ? Rien ne presse. *« Les Thaïlandais ont le respect de l'autorité. Y compris celle de l'homme. Ce n'est pas mon genre. »* Elle sait déjà que le compagnon idéal, ouvert, attentif, respectueux de son autonomie, est un oiseau rare. *« Peu importe, je dois d'abord apprendre à vivre par moi-même. »*

Elle retrouve avec plaisir sa province et ses parents. *« Les gens discutent au village, ils suivent les événements du pays de bien plus près qu'à l'université. »* La Thaïlande ? *« Il faut des changements, bien sûr. Mais pas la révolution. Le communisme, je n'y crois pas. La démocratie, c'est beaucoup mieux. »* Ce qu'elle respecte le plus ? *« Sa Majesté le Roi. Tout le monde l'aime profondément. Et tout autant la princesse héritière Siridhorn. »* En fin de compte, à ses yeux, *« la Thaïlande est un pays où la vie est heureuse »*.

Daeng, belle et riche

Daeng a tout pour elle. La jeunesse, la richesse, la beauté, et l'intelligence. De son éducation dans une *public school* britannique, elle a gardé un accent précieux et la nostalgie du Vieux Monde. *« Quand je visite l'Angleterre, c'est un peu comme si je rentrais à la maison »*, dit-elle.

Née il y a une trentaine d'années dans la presqu'île de Pukhet, au sud du pays, Daeng a toujours connu l'aisance. Son père, ingénieur, s'occupait d'une mine d'étain. Nantie d'un diplôme de *graffic designer* de l'université de Manchester, Daeng a travaillé deux ans pour la revue *Vogue*, où elle s'occupait de la mise en page des rubriques de mode. Revenue en Thaïlande, elle s'est mariée avec le responsable des opérations étrangères d'une grande banque de Bangkok. Elle a eu un fils, puis une fille. Mais elle continue de travailler.

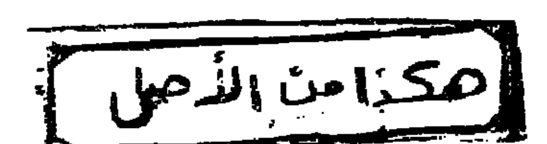
« Je ne suis pas ambitieuse, mais j'aime mon indépendance, et l'atmosphère d'un lieu où l'on travaille en équipe », dit-elle. Entrée en 1979 au *Bangkok Post*, Daeng y dirige aujourd'hui le service « magazines ». Le *Post* est un influent quotidien de langue anglaise qui existe depuis 1946, est équipé de façon ultramoderne, qui paraît sept jours par semaine.

« Ce qui me passionne, ce n'est pas de voir mon nom dans le journal, c'est attirer au journal les meilleurs journalistes, les meilleurs éditorialistes du pays », explique Daeng. Elle estime qu'être femme ne représente pas un handicap. *« J'ai confiance en moi. Je n'ai pas la nostalgie d'être quelqu'un d'autre »*, assure-t-elle.

Parfois, l'Europe lui manque, *« surtout une certaine qualité de la vie, le fait de pouvoir se promener, de s'asseoir à la terrasse d'un bistrot »*. Mais elle trouve que la Thaïlande est dans la bonne voie. *« Je suis optimiste. Nous devons nous garder de tout le temps imiter l'Occident. Pourquoi construire ici des maisons de style victorien ? C'est absurde. Notre habitat naturel sont les demeures sur pilotis. On y évite les inondations, et la poussière. La Thaïlande est un pays tropical, on devrait y faire la sieste l'après-midi. »*

Pour Daeng, la politique en Thaïlande est une activité subtile. *« Notre Parlement est plein d'acteurs de talent »*, dit-elle. Ce qu'elle peut apporter au pays ? *« Un journal de bonne qualité. Tout le monde en profitera. »*

JACQUES BEKAERT.



France



LA RENTRÉE CHEZ LES SOCIALISTES

La fable du saltimbanque

« Constamment en représentation », contraint de jouer à l'infini *« son propre rôle »* : tel est le portrait de l'homme politique qu'a dressé aux Arcs, devant ses jeunes adeptes, M. Michel Rocard. *« Même le naturel est forcé, l'autocaricature est de règle »*, a encore dit l'ancien ministre de l'agriculture. Bref, l'homme politique est devenu *« saltimbanque »*. Il est embrigadé dans le barnum immense des médias.

A ce constat en forme de regret, M. Rocard associe un vœu : mieux vaudraient des politiciens *« constamment harcelés sur le fond »*. Ainsi les *« enjeux de contenu »* se trouveraient offerts en pâture au public, et pas seulement la compétition entre les hommes.

Les traits de cet homme politique en saltimbanque étant ce qu'ils sont, et compte tenu de la personnalité de l'auteur du portrait, il est difficile de ne pas songer à la prestation récente du premier ministre sur Antenne 2. Concurrence entre vedettes de la vie publique ?

De fait, acteur impeccable, à défaut d'être intrépide, du spectacle télévisuel, M. Fabius a de quoi susciter constats, critiques et... jalousie. Car la médiatisation de la vie politique est tout bonnement une réalité — fût-elle faite d'artifices — qu'aucune nostalgie n'abolira.

Viennent alors les querelles d'école. Quel « jeu » adopter ? Le « parler vrai » cher à M. Rocard n'est pas inusable. La surenchère le guette : bientôt un « parler encore plus vrai » le relègue au magasin des accessoires.

Et le harcèlement réclamé se résout souvent, en France en tout cas, en complicité de bon aloi entre journalistes et politiciens.

M. Rocard a-t-il visé l'usage, ou l'abus, dans la politique-spectacle du divertissement ou de la démagogie en forme de sensibilité ? Hier l'accordéon de M. Giscard d'Estaing fit florès. Puis vint le temps des chansonnettes poussées devant la France entière par les uns et les autres. Il y a quelques jours, M. Fabius livrait à des millions de foyers cette confidence : quand les trains déraillent et que des gens meurent, il est triste. Entendre des petits enfants chanter dans la promesse de l'aube l'émeut. Sans télévision, il est vrai, point de spectacles de ce genre. Mais point d'appels non plus, de Conflans ou d'ailleurs. Ni de dénonciation spectaculaire, précisément, de l'archaïsme politique, etc.

Au fond, cette querelle sans fin sur l'usage et les abus de la politique médiatisée a peut-être trouvé en M. Barre son philosophe bougon et pragmatique. Quand il faut y aller il y va. Un tout petit peu moins que d'autres peut-être. Un zeste de mépris pour le barnum et ses hommes de piste, une solide sérénité qui lui faisait dire il y a quelques jours à des élus ou candidats du CDS : *« Il ne faut jamais croire qu'on convainc les gens en faisant des déclarations »*, une neutralité aussi résolue que naturelle dans la guerre du *look* qui sévit dans le milieu politique : voilà les recettes de l'ancien premier ministre. Telle est sans doute la morale de la fable de l'homme politique déguisé en saltimbanque : à chacun son jeu. Et, bien sûr, d'accord pour le *« harcèlement sur le fond »*. Chaque fois qu'il y a un fond, en dehors de la quête du pouvoir.

MICHEL KAJMAN.

M. Rocard ne veut pas faire de « folies »

Quitter le PS serait « une folie » qui réduirait à néant toute « espérance présidentielle », a déclaré, vendredi 6 septembre aux Arcs, M. Michel Rocard, qui s'exprimait devant les jeunes rocardiens. Cette éventualité à terme avait été évoquée après le comité directeur du PS des 24 et 25 août, qui avait vu s'effondrer l'espoir pour les socialistes d'un congrès de Toulouse pacifié par une motion de synthèse. A force de faire cavalier seul, M. Rocard ne sera-t-il pas conduit à poursuivre sa route en dehors du PS, s'étaient alors demandé les observateurs.

De notre envoyé spécial

Les Arcs 1800. — Parallèlement à l'université d'été montpelliéraine du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), l'organisation de jeunesse officielle du PS, une soixantaine de jeunes rocardiens ont suivi, du 2 au 6 deptembre, à la station savoyarde des Arcs 1800, leur propre stage de formation, organisé sur le thème « Communiquer la politique » et couronné, vendredi 6 septembre, par une intervention de M. Michel Rocard.

Cette simultanéité a quelque peu irrité les responsables mitterrandistes du parti. Certains d'entre eux considèrent que la tenue de cette université d'été rocardienne procède d'une démarche « sécessionniste » et s'apparente à une provocation. En outre, le stage des Arcs a été organisé par l'association Forum, qui s'est définie elle-même comme regroupant des jeunes *« qui se reconnaissent dans l'action menée par Michel Rocard »*, qu'ils soient *« adhérents ou non du Parti socialiste »*, c'est-à-dire avec cette sulfureuse manière de sauter à pieds joints par-dessus les institutions du PS...

Vendredi matin, avant d'accueillir l'ancien ministre, l'un de ses conseillers M. Pierre Zémor, a disséqué devant les stagiaires, diapositives à l'appui, la philosophie de la communication de M. Rocard : ne pas abuser du marketing, tenter de maintenir une singularité quand le *« parler vrai »* se banalise, se méfier des effets pervers du refus de la langue de bois (*« Les gens se disent : n'est-il pas fragile ? »*).

Paradoxalement, c'est M. Rocard lui-même qui s'est chargé de relativiser la portée de cette analyse en regrettant qu'en France la vie politique médiatisée impose à l'homme politique, *« constamment en représentation »*, de *« jouer son propre rôle »*. *« Même le naturel est forcé, l'auto-caricature est de règle »*, reconnaîtra-t-il. Ces politiques devenus des *« saltimbanques »*, il les préférerait *« constamment harcelés sur le fond »* afin que l'opinion ne saisisse pas que la compétition entre les hommes mais aussi *« les enjeux de contenu »*.

Expliquer, prendre de la hauteur et se *« désengluer de la politique politicienne »*, convaincre que *« l'aventure de la France et des Français, c'est à la face du monde qu'elle se joue »*, c'est ce qu'a voulu faire M. Rocard, qui a tenu devant ses jeunes partisans un discours mondialiste. *« Le vingt et unième siècle, ça se gagne et ça commence tout de suite »*, préviendra M. Rocard, répétant et complétant la phrase inscrite derrière lui en bleu sur fond blanc, sur une banderole.

Le raisonnement de M. Rocard est simple : *« Nos contemporains*, dit-il, *ont un monde à refaire en une génération. »* Pour lui, face aux dictatures politiques et aux désordres économiques mondiaux qui font que *« le vingt et unième siècle ne s'amonce pas très bien »*, on ne pourra plus *« éluder le problème de l'organisation du monde »*. Il faudra bien, en somme, que la planète ait un jour *« sa police économique et sa police d'ordre public »*. Il lui faudra *« un corps de valeur »*.

« Combattre l'ennui »

Autant choisir *« les valeurs de l'Europe »*, car, *« l'Europe, c'est les droits de l'homme, plus la Sécurité sociale*, plus *« un haut niveau de développement. » « Il faudra que l'on comprenne*, dit M. Rocard, *que, si nous respectons profondément les civilisations des autres, nous avons la faiblesse de préférer la nôtre. »* D'où la nécessité d'un « redémarrage » de l'Europe, *« tâche essentielle des années proches »*. Une Europe qui puisse faire *« contrepoids »* aux nouveaux axes dominants du monde et ne laisse pas seul le tiers-monde face à la puissance américaine. *« Cette aventure*, souligne M. Rocard, *fait partie des grands projets de remise sur pied de nos espérances. »* L'Europe, où *« la foi en l'avenir n'est pas dominante »*, est désormais confrontée au *« défi du rattrapage »*.

Au sein de l'Europe, M. Rocard craint que, derrière le *« manque d'enthousiasme »* qui caractérise, selon lui, les débats politiques français, *« ne se profile l'acceptation du fait que la France est un petit pays »*. Or, souligne-t-il, *« la France représente dans le monde et l'Europe d'aujourd'hui un ensemble (...) unique de cartes et de chances »* dont il dresse l'énumération. Au rang des faiblesses, figurent notamment, dit-il, *« la peur de l'adaptation et du changement, la recherche excessive de sécurité par rapport aux risques »*. C'est pourquoi M. Rocard appelle à *« un changement progressif, qu'il faut assumer et maîtriser, du rapport des hommes au travail »*.

M. Rocard distingue deux autres clés de l'action politique : *« La formation et la culture »*, mais aussi *« l'investissement personnel »* : *« Nous ne devons plus (...) jouer sur cette idée que le socialisme a pour objet de garantir à chacun le maximum de sécurité, quoi qu'il ait dit, quoi qu'il ait fait et quelque responsabilité qu'il prenne. Il y un ennemi que nos contemporains (...) entendent combattre, c'est l'ennui (...), la société administrée (...). Notre responsabilité de socialistes, c'est de contribuer jusque-là à retrouver cette valeur d'égalité, cette valeur de justice sociale dans l'accès au droit au risque »*. Le tout, précise M. Rocard, devant être mené à bien *« dans des conditions où il n'y a pas de réformes massives à court terme faisables d'un seul coup »*.

Si l'ancien ministre de l'agriculture, soucieux d'exposer *« les vrais enjeux »*, avait voulu se garder de toute incursion dans la politique politicienne, les jeunes rocardiens ne l'ont pas entendu de cette oreille. Convié après le discours de leur chef de file à débattre avec M. Rocard, familièrement assis au soleil au milieu d'eux sur le plancher en bois de la terrasse de l'hôtel, ils ont abordé après des questions moins sensibles, celle qui brûlait toutes les lèvres : Rocard veut-il quitter le PS ? Ce serait *« une folie »* qui ruinerait, pour lui, toute *« espérance présidentielle »*, a répondu l'ancien ministre. D'autant, a-t-il souligné, qu'il faut *« vingt ans pour construire un parti »*. Et il a demandé aux jeunes rocardiens de ne pas *« se laisser intoxiquer par ceux qui*, dit-il, *veulent nous chasser du parti. »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Gayssot (PCF): le PS mène une politique de droite

M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central du PCF, a violemment critiqué le Parti socialiste, qu'il a accusé de mener une *« politique de droite »*, le vendredi 6 septembre au cours de l'émission « Face à la 3 » sur FR3. M. Gayssot a déclaré que, depuis le départ du PCF du gouvernement, *« les socialistes tournent le dos à leurs engagements ». « Ils vont même plus loin*, a-t-il ajouté, *jamais on n'a autant attaqué les nationalisations, jamais on n'a autant mis en cause les avantages acquis qu'aujourd'hui. »* Quand le gouvernement parle de flexibilité de l'emploi, *« c'est la flexibilité de l'échine qu'on nous propose »*, a dit M. Gayssot.

Pour M. Gayssot, le Parti socialiste *« fait le jeu de la droite »* et entend instaurer en France une social-démocratie du type de celle qui existe en Allemagne fédérale. En 1981, a-t-il reconnu, *« il y a eu des choses de faites »* : nationalisations, droits nouveaux pour les salariés, régionalisation. Malheureusement, a-t-il poursuivi, ces réformes *« n'ont pas été utilisées pour gagner et aller de l'avant, mais sont utilisées, aujourd'hui, pour casser »*.

Face à un Parti socialiste qui *« détient tous les pouvoirs »*, la seule manière de *« sortir du piège »* passe, selon M. Gayssot, par un renforcement du PCF.

Interrogé sur les « actions de commando » de la CGT dans le conflit Renault, M. Gayssot a affirmé que la CGT mène seule *« l'action revendicative »*, même si le PCF la soutient en *« essayant de créer des solidarités »*. M. Gayssot a confirmé, d'autre part, qu'il conduira la liste du PCF pour les élections législatives dans la Seine-Saint-Denis, tandis que M. Jack Ralite, ancien ministre, ancien député, maire d'Aubervilliers, conduira celle des candidats communistes aux élections régionales dans le département. Il a indiqué, enfin, que le PCF à l'intention d'assurer une large diffusion à la déclaration commune que M. Georges Marchais a signée avec M. Mikhaïl Gorbatchev, à Moscou, le 2 septembre.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les dirigeants du FLNKS débordés

De notre correspondant

Nouméa. — Depuis trois jours, une grande partie de la côte est de la Nouvelle-Calédonie est le théâtre d'une mini-guerre d'usure entre les indépendantistes du FLNKS et les forces de l'ordre. Les premiers réinstallent au fur et à mesure les barrages que les seconds dégagent. Samedi 7 septembre, en fin d'après-midi (début de matinée à Paris), les militants indépendantistes semblaient s'essouffler, mais la libre circulation n'était pas rétablie dans le nord-est de la Grande-Terre.

A l'origine de cette nouvelle tension, le geste d'un métis de vingt-deux ans, M. Yann Devillers. Mercredi soir, en rentrant de Houaïlou, vers Ponérihouen, il est pris à partie par un groupe de Mélanésiens de la tribu de Mou qui, selon leurs propres termes, *« l'insultent, et tapent un peu sur sa voiture »*. Ulcéré par cette manifestation d'hostilité — le départ de la famille Devillers est réclamé depuis plusieurs mois par le FLNKS, — le jeune homme, qui vient de terminer son service militaire au Liban, va jusqu'à son domicile, distant de quelques kilomètres, pour y chercher son fusil à répétition.

En revenant vers la tribu de Mou, il croise une patrouille de gendarmerie à laquelle il fait part de son intention de « bouffer du Canaque ». Voyant l'arme ostensiblement posée sur le siège arrière, les deux gendarmes tentent de dissuader le jeune homme, sans parvenir à lui prendre son fusil, les portières de sa voiture étant verrouillées.

Lorsqu'il fait demi-tour vers la scierie familiale les deux gendarmes pensent qu'il a renoncé à son projet, mais quelques minutes plus tard Yann Devillers est de retour dans la cocoteraie de la tribu où les Canaques ramassent des noix de coco. A peine sorti de sa voiture, il tire une vingtaine de cartouches dans les pieds et au-dessus de la tête du groupe de Mélanésiens affolés. C'est, semble-t-il, en protégeant de jeunes enfants que Sylviane Gorodu Mimbi, âgée de quinze ans, est touchée au ventre par une balle qui a ricoché. Samedi, la jeune fille était toujours en réanimation à l'hôpital de Nouméa ; elle souffre d'une perforation de l'estomac et d'une blessure au foie.

Très vite, les barrages ont fait leur apparition sur les 200 kilomètres de la route côtière du nord-est, l'un des plus imposants étant édifié à Ponérihouen, sur un pont métallique. Ils sont sans cesse dégagés, puis repris par les indépendantistes. Les gendarmes ont tiré des centaines de grenades lacrymogènes et offensives pour défendre le pont.

L'UPM en pointe

Le plus préoccupant, dans ces incidents, reste que leurs acteurs indépendantistes semblent échapper à toute autorité politique ou coutumière. *« Partez, car ils sont très énervés et je ne peux rien faire »*, nous conseillait jeudi le président du conseil des anciens de la tribu de Mou, qui venait d'être pris à partie par certains militants. Sur la route, ceux-ci avaient inscrit à la peinture : *« Non aux élections ! »*. Car à la réaction de colère s'est surperposée une véritable action politique reflétant les dissensions entre les différentes composantes du FLNKS. La plupart des militants présents autour des barrages de ces derniers jours appartiennent à l'UPM (Union progressiste mélanésienne), qui a toujours manifesté une grande réticence à participer aux élections régionales du 29 septembre. Fait significatif, les militants du PALIKA (Parti de libération kanak), qui ont pourtant la réputation d'être plus durs que ceux de l'UPM et qui sont fort bien représentés sur la liste électorale du FLNKS pour la région Nord, ne se sont que peu manifestés auprès de ceux de l'UPM, qui est absente de cette liste dite commune. Cela explique les revendications exorbitantes formulées par le maire UPM de Ponérihouen, M. Richard Pouarawa, qui, même s'il reste ouvert au dialogue, n'en est pas moins très ferme : *« Expulsion de la famille Devillers, expulsion du chef de la brigade de gendarmerie de Ponérihouen et défense à tous les colons de circuler dans les tribus de la région »*, cette dernière exigence revenant à interdire purement et simplement la présence des non-Canaques sur la côte est.

Ces revendications sont jugées excessives par certains dirigeants territoriaux du FLNKS, notamment ceux de Nouméa, qui ne cachent pas leur inquiétude devant leurs difficultés à contrôler ces débordements de la base. *« A coup sûr*, nous a dit un membre du PALIKA, *les gens de Ponérihouen reflètent un courant bien réel de la base mais ils seront bien obligés de se conformer à la discipline de l'ensemble. »* Dénonçant ceux qu'il qualifie d'*« irresponsables »*, un proche de M. Jean-Marie Tjibaou ajoutait : *« Pour l'instant, on les laisse encore faire, mais on va taper sur la table. »* C'est vraisemblablement pour envisager un rappel à l'ordre que l'état-major du FLNKS devait se réunir samedi en fin d'après-midi et mettre en jeu son autorité. Il ne peut se permettre de voir celle-ci contestée à trois semaines du scrutin, dont le déroulement s'annonce bien incertain dans cette partie du territoire.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

SELON LA SOFRES

Stabilité des cotes de MM. Mitterrand et Fabius

Le baromètre mensuel SOFRES-*Figaro-Magazine*, qui reparaît après une interruption d'un mois, enregistre en septembre une stabilité des cotes de confiance du président de la République et du premier ministre.

D'après cette enquête, réalisée du 22 au 28 août auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, M. Mitterrand bénéficie, comme en juillet, de la confiance de 38 % des personnes interrogées. Parallèlement, celles qui lui refusent cette confiance passent de 57 % lors de la précédente enquête à 56 %.

Il est intéressant de noter, au moment où le débat sur la cohabitation bat son plein et après que certaines prérogatives du chef de l'Etat eurent été contestées, notamment par M. Giscard d'Estaing, que c'est au chapitre du *« fonctionnement des institutions »* que M. Mitterrand augmente le plus son capital confiance : 43 % des personnes interrogées font confiance à son action en ce domaine alors qu'elles étaient 38 % en juillet.

En ce qui concerne le premier ministre, 47 % des Français, comme il y a deux mois, déclarent accorder leur confiance à M. Fabius contre 42 % (44 % précédemment) qui émettent un avis contraire.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Michel Rocard, toujours en tête et crédité de 55 % d'opinions positives, gagne un point, tandis que M. Fabius (44 %) en perd deux et que M. Delors (40 %) est en hausse de trois points. Dans l'opposition, M. Raymond Barre (45 %), qui garde la première place, recule d'un point. Viennent ensuite Mme Simone Veil, stable avec 43 % de bonnes opinions, M. Léotard (38 %) qui régresse de deux points, M. Chirac (34 %), qui recule de quatre points et M. Giscard d'Estaing (29 %) en progression d'un point.

Enfin, à l'indice de popularité des partis politiques, le PS (40 % d'opinions favorables), en hausse de deux points, ravit la première place au RPR. Le parti de M. Chirac (39 %) et l'UDF (37 %) perdent chacun trois points.

● *M. Léotard : « Union et intransigeance »*. — M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, déclare, dans un entretien publié par le *« Figaro-Magazine* du 7 septembre, qu'il ne croit pas à une « cohabitation consensuelle » et qu'il veut que *« le cadre de la cohabitation soit fixé dès le départ »*, même s'il se demande si le président est *« cohabitable »*. *« Union et intransigeance, voilà mes conditions »*, affirme M. Léotard, qui explique qu'il y a *« trop d'exemples de déloyauté du pouvoir »* pour qu'il accepte d'être *« ministre dans une combinaison chèvre-chou »*.

● *Mme Veil et la « cohabitation »*. — Mme Simone Veil, membre du bureau politique de l'UDF, a déclaré, le vendredi 6 septembre sur Antenne 2, à propos de la cohabitation, que *« les choses se dénoueront d'elles-mêmes »*, et que *« l'opposition (...) aura la majorité »*, mais qu'elle *« doit être la plus forte possible pour s'imposer »*.

Sports

AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

La métamorphose de Mandlikova

Championne en 1983 et 1984, Martina Navratilova devait affronter en finale des Internationaux des États-Unis, samedi 7 septembre, son ex-compatriote Hana Mandlikova, finaliste en 1980 et 1982. Elles ont éliminé respectivement en demi-finale, vendredi 6 septembre, la jeune Allemande Steffi Graf et l'Américaine Chris Evert-Lloyd, championne de Roland-Garros et finaliste de Wimbledon cette saison.

En finale du double messieurs, les Français Leconte et Noah ont été battus par les Américains Flach et Seguso en quatre manches.

De notre envoyé spécial

New-York. — Le soixante-septième épisode du Dallas tennistique, Navratilova-Evert-Lloyd, n'aura pas lieu sur le central de Flushing Meadow.

C'était la meilleure chose qui pouvait arriver au tennis féminin. Depuis deux ans, cinq finales, sur six tournois du grand chelem, avaient mis aux prises ces deux « dames de fer » des courts. Leur supériorité sur toutes leurs rivales était tellement importante qu'elles semblaient pouvoir ainsi se disputer indéfiniment la première place mondiale. Les péripéties de cette rivalité, entamée il y a treize ans, commençaient à manquer sérieusement d'intérêt. Mais, plus grave, aucune joueuse ne paraissait capable de se hisser à leur niveau dans un proche avenir.

A cet égard, Hana Mandlikova avait déçu beaucoup d'espoirs après sa victoire à Roland-Garros en 1981. Avait-elle connu le succès trop jeune ? En dépit d'un jeu qui faisait l'admiration générale, elle avait ensuite trébuché sur les obstacles qui s'étaient dressés devant elle. Ses victoires sur les meilleures mondiales restaient toujours sans lendemain. Son apparence physique en avait été affectée. Les lèvres de la gracieuse championne des Internationaux de France s'étaient un peu plus pincées après chacun de ses échecs. Elle paraissait fixée à la troisième place mondiale à tout jamais, comme un papillon épinglé à un bouchon, dont les couleurs se fanent.

Mais ce n'est plus la jeune fille au bandeau sévèrement noué sur le front qui est venue à Flushing Meadow. Dans cette fraîche joueuse, coiffée en coup de vent selon la dernière mode, on ne reconnaissait plus l'ancienne Mandlikova. Avec une détermination sur le court que la jeune fille n'avait jamais eue, même à ses tout premiers débuts. La transformation est assez incompréhensible dans la mesure où rien n'a fondamentalement changé dans l'entraînement et l'entourage de la joueuse.

La fin de la monotonie

Chris Evert-Lloyd ne s'attendait pas à ce coup de baguette magique. Après avoir remporté la première manche, l'Américaine a pensé avoir pris l'ascendant comme lors de 18 de leur 21 rencontres précédentes. Or elle a été complètement débordée par la Tchécoslovaque, qui a pris le contrôle du filet sans jamais trembler sur les points importants.

Indépendamment de l'issue de la finale (Navratilova a battu Mandlikova 14 fois en 19 matches auparavant) cette victoire de la Tchécoslovaque a montré que, en jouant à son meilleur niveau, une des deux grandes pouvait être battue. Cela devrait redonner de l'ambition à beaucoup de joueuses qui semblaient se satisfaire des seconds rôles, au point de rendre fastidieux la plupart des tournois féminins.

De l'ambition, la jeune compatriote de Boris Becker, Steffi Graf, n'en manque pas de toute façon. Certes elle a été battue sur un score assez sévère en demi-finale par Navratilova. Mais cette grande jeune fille blonde de seize ans, qui campe encore un peu trop sur la ligne de fond, n'a manifestement pas l'intention de se contenter longtemps des deuxièmes rôles. Parvenue en huitièmes de finale à Roland-Garros et à Wimbledon, elle est d'ores et déjà 11e mondiale.

Après avoir lutté pendant des années pour l'égalité avec le tennis masculin, les femmes sentaient bien que leur pire ennemi était l'ennui et la monotonie. Si Mandlikova et Graf continuent sur leur lancée, ces deux périls seront écartés pour un certain temps. D'autant que l'Argentine Gabriela Sabatini, qui va être entraînée par Vilas, frappe aussi à la porte du banquet.

ALAIN GIRAUDO.

Double échec français

De notre envoyé spécial

New-York. — Première équipe 100 % française (1) à atteindre la finale des Internationaux des Etats-Unis en double, Yannick Noah et Henri Leconte ont été battus, vendredi 6 septembre, par la paire américaine Ken Flach et Robert Seguso (6-7, 7-6, 7-6, 6-0). En tête du classement mondial en double depuis la séparation de John McEnroe et Peter Fleming, la nouvelle équipe de Coupe Davis américaine, qui avait gagné onze tournois depuis ses débuts en 1984, a remporté son premier titre du grand chelem.

Agés tous les deux de vingt-deux ans, Flach et Seguso, qui sont respectivement classés soixantième et soixanteet unième en simple, sont de véritables professionnels des doubles qui leur ont rapporté plus de 150 000 dollars chacun depuis le début de l'année. Cela les amène à avoir sur le court une attitude qui n'est pas toujours très fair play. Au cours du tie-break du troisième set, Flach a été effleuré par un passing-shot de Leconte qui avait rebondi sur la bande du filet : la balle est retombée en dehors des limites et le juge de chaise a donné le point aux Américains. Les Français, qui menaient 6 à 4 dans le jeu décisif, ont ainsi perdu une nouvelle balle de set qui allait ensuite leur échapper. Si le point leur avait été accordé, il est vraisemblable que l'issue du match aurait été différente

Mais avant de s'en prendre à l'arbitrage, les champions de Roland-Garros 1984 devaient d'abord s'en prendre à eux-mêmes. Ils ont eu 8 balles de deux sets à zéro qu'ils n'ont pas su concrétiser. Lors de la dernière en particulier (5-4, avantage dedans, service Noah) Leconte a commis une énorme bévue : bousculant son partenaire pour volleyer, il a expédié la balle dans le filet.

Pour autant, le numéro deux français n'a pas eu la plus lourde responsabilité dans la défaite. Guère plus combatif que la veille en quart de finale du simple contre Lendl, Noah a été en difficulté sur la plupart de ses services : dans les trois premières manches, il a eu 18 balles de break contre lui, le cédant quatre fois. On pouvait comprendre dans ces conditions que Leconte ait été tenté de prendre le match à son compte. Mais après avoir tenu l'équipe à flot tant bien que mal, la volée manquée sur la balle de 2 sets à 0, puis un smash de même nature dans le filet pendant le tie-break du même set lui ont fait boire la tasse. Et comme c'est fréquemment le cas dans ces circonstances, il a été tiré vers le fond par son partenaire : ils ont marqué 10 points seulement dans le quatrième set, perdu 6-0.

A.G.

(1) Pierre Barthès a gagné le double en 1970 associé au Yougoslave Nicki Pilic.

LES AMIS DU PSG PORTENT PLAINTE CONTRE DES « HOOLIGANS »

L'Association des amis du Paris-Saint-Germain Football-Club, à la suite des actes de vandalisme et des menaces adressées par des « hooligans », a déposé, vendredi 6 septembre, une plainte entre les mains du procureur de la République de Paris. Cette plainte vise les infractions de *« menaces de mort, atteintes graves aux personnes et aux biens, apologie du meurtre et provocation à la haine et à la discrimination raciale »*.

Outre les saccages commis à Laval, Auxerre et Nice, (*le Monde* du 29 août), le PSG est victime, depuis trois mois, d'une série de menaces écrites ou téléphonées de la part de correspondants qui se présentent comme des « hooligans » et vantent l'idéologie nazie. Dans leurs missives, ils revendiquent notamment les violences commises dans les trois villes et précisent que, dans l'avenir, ils sont *« prêts à tuer »*.

LE LOTO ACCUSE FIAT D'AVOIR CONTREFAIT SON CÉLÈBRE SLOGAN

« C'est pas cher et ça peut transporter gros ». Ce slogan utilisé par la société des automobiles Fiat à l'appui de sa campagne publicitaire pour le modèle Panda constitue, selon la Société nationale du Loto et de la Loterie nationale, une contrefaçon de la formule qu'elle utilise depuis 1976 : *« C'est pas cher, c'est facile et ça peut rapporter gros »*.

Pour faire cesser ce qu'il nomme *un « détournement parasitaire »*, le Loto a chargé les avocats de la société civile professionnelle Thomas, Silberman et associés d'assigner Fiat France, l'agence Marketing et Advertising Operation (MAO) et Information Publicité devant le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris.

Dans leur assignation, les conseils du Loto considèrent que la campagne engagée par Fiat France vise à s'approprier, dans l'esprit du public, tout l'impact d'un slogan créé spécifiquement pour le Loto. Ils accusent le constructeur automobile et l'agence de publicité *de « tenter (...) de tirer un bénéfice rapide et important de l'image et de la notoriété dans l'esprit du public d'un message associé au Loto »*, en précisant que les deux sociétés avaient été averties *« de l'atteinte qu'elles risquaient de porter au droit légitimement protégé de la Société nationale du Loto »*.

L'affaire sera plaidée à l'audience du 11 septembre devant M. Yves Monnet, président du tribunal civil de Paris.

Société

La pluie et le beau temps

(Suite de la première page.)

Mais, dans le cas de la grêle, l'iodure d'argent multipliait des cristaux de glace qui, n'ayant à leur disposition qu'une quantité d'eau fixe, ne pouvaient grossir, et fondaient en tombant.

Pendant la guerre du Vietnam, les Américains ont prétendu avoir augmenté artificiellement les précipitations dans le but de faire déborder les cours d'eau, et ainsi couper les voies de communications utilisées par les Vietnamiens du Nord. Que l'on sache, les routes et pistes n'ont pas été coupées plus qu'elles ne le sont par les pluies naturelles de la mousson, et aucune preuve fondée sur des bases scientifiques indiscutables n'a été apportée à ces allégations de pluies artificielless.

Les Soviétiques ont prétendu avoir trouvé la méthode efficace de diminuer les chutes de grêle, sans jamais fournir aucune preuve tirée de la mesure de paramètres physiques (énergie cinétique, masse, nombre, taille des grêlons, etc.). Qui plus est, l'opération « Grossversuch IV », menée conjointement par la France, l'Italie et la Suisse dans la région de Lucerne chaque été, de 1977 à 1981, pour tester scientifiquement la méthode soviétique, n'a apporté aucun résultat qui en prouverait l'efficacité (*le Monde* du 26 janvier 1983).

L'Organisation météorologique mondiale a mis en route le projet d'augmentation des précipitations (PAP), programme international auquel a participé la France. Prévu pour durer dix ans, le PAP a commencé en 1975. Un site a été retenu près de Valladolid, en Espagne, et étudié en 1982 et 1983. Mais on a découvert que les nuages passant au-dessus du site ne convenaient pas à l'expérimentation de pluies artificielles. Le PAP a donc été abandonné.

Seules des expériences conduites en Israël de 1969 à 1975 permettent de conclure à une légère augmentation (de l'ordre de 15 %) des précipitations, augmentation trop faible, semble-t-il, pour être utile à l'agriculture...

Il faut aussi citer les campagnes d'observation de la grêle menées dans le Lot-et-Garonne, de 1981 à 1983, par la Météorologie nationale, le Groupement national d'études des fléaux atmosphériques (GNEFA), l'Association climatologique de la Moyenne-Garonne et le Laboratoire glaciologique du CNRS. Ces campagnes, dont le rapport final n'est pas encore publié, ont permis de confirmer des observations très intéressantes sur les rapports existant entre la surface grêlée, le nombre et la taille des grêlons, et de mettre en évidence une relation entre l'altitude des zones très riches en eau dans les nuages et la production de grêle.

Mais, comme M. Robert Foulhouze, inspecteur général du génie rural, des eaux et forêts, le souligne vigoureusement, en l'état actuel des connaissances il n'existe aucune méthode capable de diminuer les chutes de grêle.

Toutes les études n'ont pourtant pas été vaines. Elles ont permis d'améliorer notablement la connaissance de la physique et de la dynamique des nuages, indispensable aux recherches sur la modification du temps par l'homme.

A l'heure actuelle, l'OMM, qui n'a plus l'intention d'organiser de grandes opérations internationales comme le PAP, recommande aux pays qui le peuvent, seuls ou en associations limitées, de poursuivre les études. En France, le GNEFA, dont l'existence même avait été un moment menacée après la fin de l'opération « Grossversuch IV », continue ses expériences. Avec un budget annuel de 700 000 francs, il étudie les données obtenues pendant cet opération, dans le Lot-et-Garonne et en Languedoc, et mène à bien une *« veille scientifique et technique active »* qui lui permet de se tenir au courant de tout ce qui se fait dans le monde sur la grêle.

Les spécialistes, très conscients de ce que la modification intentionnelle du temps rendrait de très grands services, en particulier dans les pays en voie de développement, ne sont pas moins persuadés qu'elle posera des problèmes humains, économiques, juridiques, politiques et militaires, qu'il faudra bien résoudre avant même de faire la pluie et le beau temps.

YVONNE REBEYROL.

Communication

LES ÉDITIONS MONDIALES SE RETIRENT DES ÉDITIONS DU HENNIN

Divorce dans la presse féminine

En novembre 1984, trois éditeurs décident d'unir leurs efforts pour frapper un grand coup dans la presse féminine. Les Editions mondiales, la Société de publications économiques, féminines et familiales (SOPEFF) et la société belge Femmes d'aujourd'hui, se dotent d'un instrument commun de gestion : les Editions du Hennin, dont elles se partagent le capital. Dans la corbeille de mariage, chacun apporte ses magazines : *Marie-France, Femmes d'aujourd'hui, Modes de Paris, Femme pratique, Dépêche mode, Chez nous, Intimité, Nous deux.* L'objectif avoué est de constituer le premier groupe de presse féminine française pour contrer les ambitions du groupe Filipacchi (*7 jours Madame, F*) et de l'éditeur allemand Bertelsman (*Prima, Femme actuelle*).

Huit mois plus tard, pourtant, c'est la rupture. Les Editions mondiales cèdent les parts qu'elles détiennent dans les Editions du Hennin (50,77 %) et dans OPG (45 %), le holding qui contrôle la SOPEFF. *Intimité* et *Nous deux* se retirent donc, laissant les autres titres continuer l'aventure commune sous la double houlette de la SOPEFF (75 %) et de l'éditeur belge de *Femmes d'aujourd'hui* (25 %).

Conséquences sur le labeur

Même si les différents partenaires restent très discrets sur les raisons de la séparation, il semble bien que les apports du groupe belge dans le montage n'aient jamais atteint la hauteur initialement prévue. *Femmes d'aujourd'hui* a des difficultés en Belgique et songe à se désengager de sa filiale française, tenue pour déficitaire. D'autre part, les Editions mondiales — qui viennent de prendre la gestion de *Bonnes Soirées* et des magazines de télévision du groupe Dupuis — préfèrent peut-être se recentrer sur la presse du cœur et les hebdomadaires de télévision.

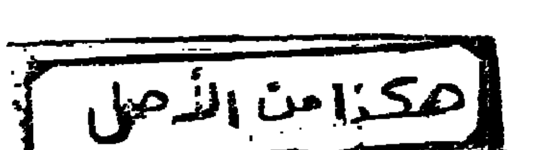
« Ce n'est pas une rupture, affirme M. Maurice Brébart, gérant de la SOPEFF. *Les partenaires restent en bons termes et continuent de gérer en commun les abonnements aux différents magazines. Quant au regroupement des titres restants, il reste encore le leader de la presse féminine française, avec une audience de 11 millions de lectrices. »*

Divorce à l'amiable, sans doute, mais qui risque d'avoir des conséquences sur l'imprimerie de labeur. Les trois sociétés avaient réparti l'impression de leurs magazines entre Maisons-Alfort, Blois et l'imprimerie Asar du groupe belge.

Le Syndicat du livre CGT redoute aujourd'hui que les Editions mondiales, qui ont cédé à la SOPEFF leur participation de 8 % dans l'imprimerie de Maisons-Alfort, ne soient tentées de rapatrier leurs titres sur leur propre outil technique, à Blois... *« L'accord que nous avons signé garantit une charge de travail suffisante pour l'imprimerie de Maisons-Alfort*, assure M. Brébart. *Mais les actionnaires ont déjà fait de gros efforts pour combler les pertes de cette imprimerie. Si nous voulons réinvestir, comme nous nous y sommes engagés avec la CGT, il faut maintenant que les pouvoirs publics fassent leur devoir et nous aident, comme ils l'ont fait pour d'autres imprimeurs. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Vers une épreuve de force au* Progrès-Dimanche. — Les titres du *Progrès* ont paru normalement samedi 7 septembre, tous les syndicats ayant levé leur mot d'ordre de grève. Toutefois, le conflit entre les groupes Lignel et Hersant, à propos du *Progrès-Dimanche* pourrait rebondir ce week-end. Après avoir créé l'« Association des salariés de la presse Rhône-Alpes », avec pour but d'éditer *le Progrès-Dimanche* (*le Monde* du 7 septembre), la CGT invite *« l'ensemble des catégories de personnel du* Progrès *à être présentes à leur poste de travail samedi, dans la perspective de la parution du* Progrès-Dimanche ». La section CFDT du *Progrès* juge *« impossible de soutenir de telles initiatives »* et appelle, ainsi que le SNJ, à une mobilisation pour empêcher la parution. La CFTC nationale, pour sa part, a demandé au ministre du travail de désigner un médiateur. D'autre part, le tribunal de Lyon, statuant en référé à la demande du comité central d'entreprise, rendra sa décision lundi 9 septembre. — (*Corresp.*).



UN ENTRETIEN AVEC GOLO MANN, PRIX GOETHE 1985

« On ne peut pas importuner le monde pendant deux cents ans avec le problème allemand »

Historien, fils de Thomas Mann, Golo Mann émigre avec celui-ci en 1933, d'abord en France où il enseigne à Saint-Cloud et à l'université de Rennes. En mai 1940 il quitte la Suisse pour s'enrôler comme volontaire dans l'armée française, est interné, s'évade et gagne les Etats-Unis. Revenu en Europe à la fin des années 60 il est l'auteur, notamment, d'une Histoire allemande du XIX[e] au XX[e] siècle *et d'une biographie considérée outre-Rhin comme un modèle du genre sur Wallenstein, le héros allemand de la guerre de Trente Ans.*

Prix Büchner en 1968, Golo Mann est âgé de soixante-seize ans. A l'occasion du prix Goethe qui vient de lui être décerné, la comtesse Marion Dönhoff, directrice de Die Zeit, *et Theo Sommer, rédacteur en chef, se sont entretenus avec le « Nestor des historiens allemands ». Nous publions de larges extraits de cette interview (Die Zeit, n° 36, 30 août 1985).*

– Vous n'avez jamais cessé de donner votre avis sur l'évolution de la République fédérale. Si l'on suit votre parcours, on peut avoir l'impression d'un itinéraire en zigzags. Vous avez d'abord été favorable à Adenauer. Puis vous avez été le partisan, voire l'instigateur ou le précurseur, de l'« Ostpolitik » de Willy Brandt. Vous avez ensuite sympathisé avec l'entourage de Franz-Josef Strauss.

– Les oscillations et les volte-face ne seraient pas pour me gêner. Les temps changent, et nous avec eux. Mais il se trouve que je n'en vois pas chez moi. Bien sûr, les gens qui ne sont pas très portés sur la réflexion m'ont considéré comme étant très à gauche parce que j'ai été dès le départ pour la reconnaissance de la RDA.

» Il ne s'agissait, en fait, ni de gauche ni de droite mais d'un réalisme quelque peu mélancolique. Ce que je voyais, n'importe qui pouvait très tôt le voir, mais tous ne l'ont pas voulu : il s'agissait d'une situation irrévocable ; l'idée même de vouloir la modifier était vaine ou périlleuse et ne pouvait que faire obstacle à la création d'un minimum d'unité ouest-européenne. C'est ce que j'ai toujours proclamé : les Hollandais, les Belges, les Français, les Danois, ne vont pas s'amuser à aider les Allemands à récupérer ce qu'ils ont perdu par leur propre faute.

» Tant que la politique a été révisionniste, une entente avec Paris était exclue. La politique occidentale d'Adenauer était excellente, digne d'éloges, conséquente, sincère, mais il lui manquait totalement, je l'ai toujours dit, une contrepartie à l'Est. Brandt fut le premier à l'apporter. J'ajouterai un petit détail en toute honnêteté : Brandt fut le premier chancelier à me demander mon avis. Si Kur Georg Kiesinger, son prédécesseur, avait fait un jour appel à mes conseils, s'il m'avait prié de lui rédiger un discours, je l'aurais fait également.

» J'ai toujours pensé : si l'un de ces messieurs souhaite que je l'aide, je dois être disponible. Adenauer ne le pouvait pas car il ne savait rien de moi. Kiesinger, lui, me connaissait fort bien, mais il ne m'a rien demandé. Pour ce qui est de Brandt, je me suis très vite éloigné de lui. Je l'avais averti : si vous continuez, vous serez renversé !

– Averti de quoi ?

– De la tentation du messianisme. Il s'est pris, surtout après le prix Nobel de la paix, pour un véritable apôtre de la paix, et pendant ce temps il laissait le gouvernement à Bonn et surtout le Parti aller à la dérive. Il s'est relâché. Aussi lui ai-je écrit : *« A partir de maintenant, nos chemins se séparent. »*

» Strauss, lui, m'en a toujours imposé parce que je le considérais, au même titre que Schmidt, comme l'homme politique le plus intelligent et le plus énergique d'Allemagne et qu'il a compris beaucoup de choses. Ses capacités sont énormes mais il est erratique et incontrôlable... Je l'estime toujours autant. Mais j'ai pris un peu de distance par rapport aux choses. Je suis devenu vieux. J'ai pris ma retraite. A une certaine époque, je me suis senti Allemand ; aujourd'hui, si je devais me définir, ce serait en tant que Suisse et Européen allemand. Mais je préfère encore ne pas me définir... *« Un bon Allemand »* ; l'expression me paraît démodée. Nous l'avons été ; on nous en a fait passer le goût.

– Nous avons eu, cette année, de violentes discussions à propos du 8 mai ; il s'agissait de savoir si le « problème allemand » reste actuel. Quel est votre avis ?... Avons-nous perdu notre droit à l'unité allemande ou s'agissait-il, tout simplement, d'un but erroné ?

– L'histoire est toujours actuelle, ce qui veut dire que l'avenir de l'Allemagne est ouvert.

» Mais je suis totalement allergique au mot « problème allemand ». On ne peut pas importuner le monde pendant deux cents ans avec le problème allemand. Les Allemands ont eu une chance de résoudre leur problème de façon à peu près raisonnable. C'est ce qu'a fait Bismarck. Ils ont eu ensuite les frontières de 1937 et elles leur ont fait pousser des cris d'orfraie. Aujourd'hui, ils aimeraient bien les retrouver. Ils se sont conduits en enfants gâtés. Je partage à cet égard l'opinion de Bismarck.

» On peut faire ou ne pas faire telle ou telle chose, mais une fois qu'on a agi – et cela vaut pour la vie privée comme pour l'histoire, – Dieu lui-même ne peut effacer les conséquences. Il n'y a plus de retour en arrière... Ça ne veut pas dire pour autant que les choses resteront et doivent rester éternellement comme elles sont...

« Il n'y a plus de buts de guerre »

– Nous n'arrêtons pas de ruminer cette satanée période hitlérienne. Comment arriver à surmonter le passé ?

– Je n'ai jamais compris ce que signifie ce mot « surmonter ». Comprendre, certes : comprendre les erreurs qui nous ont menés là, se montrer à l'avenir plus méfiant face à des phénomènes similaires, les réduire à merci tant qu'il est temps. Hitler ne s'est-il pas vanté pendant l'été 1933, lors d'une discussion à Mannheim : *« Je les ai battus avec leur propre folie »*, ce qui veut dire : *« Ils auraient pu mettre fin à mes jours, comme je mets moi, maintenant, fin à leurs jours ; on ne laisse pas courir où il veut, parler à sa guise, un homme comme moi ! »*

» Espérons que nous n'aurons plus jamais affaire en Allemagne ou ailleurs à ce genre de fous. Espérons qu'on mettra ces gens en temps utile sous les verrous et surtout qu'on les réduira au silence. Cela peut sembler réactionnaire, mais c'est là mon point de vue.

– Les armes atomiques ont-elles modifié les données fondamentales de l'action des hommes d'Etat dans le domaine international ?



PANCHO.

– Oui. L'*ultima ratio* a disparu, il n'existe plus, si nous considérons les quarante dernières années, de *casus belli*. Autrement, nous aurions eu la guerre depuis longtemps. Un simple incident comme la destruction en vol du Jumbo coréen eût suffi jadis à déclencher les hostilités : trente-cinq Américains à bord ; les Soviétiques n'ont proposé aucune réparation, ils ne se sont même pas excusés. Jadis, cela aurait déclenché une guerre. Il n'y a plus de buts de guerre, ni non plus de déclarations de guerre et de traités de paix, tout au plus des accords d'armistice.

– Revenons aux armes atomiques. Il y a des gens qui prétendent que la seule présence des arsenaux rend leur emploi tôt ou tard inévitable... Voyez-vous les choses sous un jour aussi pessimiste ou croyez-vous les hommes susceptibles d'apprendre ?

– Je vois le danger ; le danger est grand. Mais ma foi se refuse à admettre l'inévitable. Les hommes ne feront pas cela, ils ne le feront pas par simple instinct collectif de conservation. Et on a veillé à ce qu'un fou ne puisse le faire...

« Les Verts sont des tigres de papier »

– Voyez-vous, dans la montée et l'agitation des Verts, un danger ?

– Non, les Verts sont des tigres de papier. Je les prenais plus au sérieux, à l'époque où ils le méritaient. Ils n'arrêtent pas de causer. J'admire sincèrement les gens de Greenpeace qui, eux, ne causent pas... Ce qui me déplaît, c'est la mode nationaliste. Le nationalisme est « in », et je hais cela.

– En général, ou seulement chez les Allemands ?

– Normalement, ce devrait être partout la même chose. Mais en ce qui concerne les Allemands, on est bien obligé de constater que l'unité, l'Etat national allemand, sous la forme du Reich, a échoué deux fois de suite et d'une manière si incroyablement stupide, en causant tant de dégâts à notre peuple et aux autres qu'en toute sincérité je suis incapable de m'enflammer pour cette unité. Je n'aurais rien contre l'existence de trois Etats allemands : RFA, RDA et Autriche, à la condition que la RDA fût aussi libre que l'Autriche.

– Considérez-vous ces trois Etats comme appartenant à la même nation, ou est-ce pour vous une question secondaire ?

– Il s'agit d'une querelle d'école et c'est, par conséquent, une question dénuée de sens.

» Comment définir le mot « nation » ? On peut imaginer une définition qui inclurait ces trois Etats. C'est celle que, personnellement, j'adopterais. Ils ont en commun la langue, la littérature, le passé historique ; ils font donc partie d'une nation. Les Canadiens français appartiennent-ils, eux, à la nation française ? »

Traduit par
JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

« L'histoire ? Un grand roman sans morale ni recettes »

A plusieurs reprises, dans l'interview qu'il a accordée à *Die Zeit*, Golo Mann insiste sur sa conception non hégélienne de l'histoire. « *L'histoire,* dit-il notamment, *c'est après tout ce que sont les hommes, ce que deviennent les choses, comment se comportent les individus... La recherche historique accomplit, à mon avis, la même tâche que le roman. Un grand roman ne nous livre lui non plus ni morale ni recettes ; il se contente de décrire les relations des hommes entre eux telles qu'elles sont... L'histoire concerne quiconque se préoccupe de l'homme et de notre sort commun. Celui qui y est indifférent n'a rien à voir avec elle.* »

Comme on lui demande ensuite si nous aurions fait l'économie de la deuxième guerre mondiale *« si Hitler avait été un bon peintre et s'il avait gagné avec ses toiles beaucoup d'argent »*, Golo Mann répond :

« L'individu est toujours synonyme de hasard. Le grand homme, selon Hegel, fait son apparition au moment où il est nécessaire. Autrement dit : si ce n'était pas lui ou elle, ce serait quelqu'un d'autre. Le grand homme de son époque est, dit Hegel, celui qui comprend et accomplit ce que veut celle-ci. Je ne partage pas le point de vue de Hegel. Ce qu'a fait Hitler n'était pas nécessaire, et nullement « contraire à la raison » *au sens hégélien, mais une folie sanguinaire. Je ne nie pas qu'il ait trouvé chez les Allemands des forces, des tendances sans lesquelles il n'aurait pu réaliser ses objectifs. Ce qui serait arrivé sans lui, personne ne peut le dire. En tout cas, pas cela. Car personne ne le voulait, même dans son entourage immédiat ; ce fut son idée à lui, depuis le début jusqu'à la fin. Aussi est-il impossible de nier la présence du hasard dans l'histoire. »*

Plus loin, interrogé à propos de l'arme atomique, Golo Mann ajoute, après avoir précisé une fois de plus qu'il n'est pas hégélien : *« Je pense que même si l'on a affaire à la déraison la plus affreuse, on peut néanmoins imaginer au nom de Dieu qu'une tâche est échue à l'homme. Laquelle ? Nous ne pouvons pas le savoir. Peut-être s'agit-il de sauver l'univers ? Que sais-je ? On peut même concevoir qu'il existe une pulsion et qu'elle aboutira à quelque chose qu'il nous est impossible d'imaginer ; que tout n'est pas, en tout cas, pure déraison. »*

A propos de Weimar, *« indiscutablement une période dépassée que nous ne retrouverons plus jamais »*, Golo Mann explique : *« Une situation de ce genre est devenue aujourd'hui impensable (...). Il n'est plus possible de retomber dans le provincialisme abominable et étouffant qui régnait alors. C'est ce que je ressens en particulier dans ces petites villes, si anciennes, si belles, qui, c'est triste à dire mais les statistiques le prouvent, furent les pires repaires de nazis. »*

A L'OPÉRA BASTILLE

M. Gérard Mortier est nommé « directeur du projet »

M. Gérard Mortier, directeur de l'Opéra national de Bruxelles (Théâtre royal de la Monnaie), vient d'être nommé « directeur du projet » de l'établissement public de l'Opéra Bastille, par M. Jack Lang, ministre de la culture. *« Les fondations du nouvel opéra achevées,* indique un communiqué du ministère publié le vendredi 6 septembre, *des choix s'imposaient tant pour le projet artistique que pour la gestion du futur établissement. Il appartiendra à Gérard Mortier d'opérer ces choix, en liaison avec le président de l'établissement public et le vice-président chargé des questions artistiques, Pierre Boulez. »*

[M. Gérard Mortier, né en 1944, a été successivement assistant à la direction du Festival des Flandres, chef de la programmation artistique du Deutsche Oper am Rhein, de l'Opéra de Francfort et de celui de Hambourg. En janvier 1979, il est engagé par M. Rolf Liebermann à l'Opéra de Paris comme conseiller technique de la programmation, avant d'être nommé, en janvier 1980, directeur de l'Opéra national de Bruxelles, dont il va faire en quatre ans un des premiers opéras d'Europe.]

FIN DU FESTIVAL DE VENISE

La victoire tricolore

Le jury de la 42[e] Mostra de Venise, qui s'est terminée le 6 septembre, a rendu un verdict bien pesé** (nos dernières éditions du 7 septembre). **En clôture de la manifestation, où les films français ont été très remarqués, Federico Fellini est venu recevoir un Lion spécial.

En attribuant le Lion d'or du meilleur film à Agnès Varda pour *Sans toit ni loi*, le jury n'a fait que refléter la vive émotion ressentie par le public italien et la critique internationale face à une œuvre imparfaite, certes, mais comme pétrie dans la misère humaine. Sandrine Bonnaire aurait eu elle-même le prix de la meilleure interprétation féminine, nous a-t-on expliqué, si le film n'avait déjà obtenu la récompense suprême.

Le Grand Prix spécial du jury, le second en importance de la compétition, est revenu à *Tangos, l'exil de Gardel*, coproduction franco-argentine de Fernando Solanas. En réinventant Paris, Solanas révèle une cité mirage habitée par les seuls exilés, et où, loin des professions de foi politiques, le bonheur et la simple survie doivent se conquérir chaque jour. Que Solanas raconte tout cela en musique, qu'il réinvente un peu la comédie musicale, ajoute à la noblesse du propos : dire l'Amérique latine, la *patria grande*, et l'Argentine, la petite patrie.

Tangos est une coproduction où la France a joué un rôle décisif. Si on ajoute le prix d'interprétation masculine à Gérard Depardieu pour *Police* de Maurice Pialat, la France se taille la part du lion à Venise comme cela ne s'était plus vu depuis des décennies. Depardieu, ainsi que sa jeune partenaire Sophie Marceau, a été remarquablement utilisé.

Hommages à une carrière

Le président du jury, le Polonais Krzystof Zanussi, assure-t-on, s'est battu pour donner la plus haute récompense à *The Lightship*, de son compatriote Jersy Skolimowski. Skolimowski rentrera dans sa nouvelle patrie, les États-Unis, avec seulement un Prix spécial du jury amplement mérité pour les qualités de sa mise en scène.

Manoel de Oliveira et John Huston ont droit à un Lion d'or spécial, créé pour la circonstance, qui rend hommage à la fois à leur dernier film et à une carrière : John Huston, pur produit du vieil Hollywood, un des derniers survivants des années glorieuses qui, à soixante-dix-neuf ans, est capable de tourner une œuvre aussi enlevée que *Prizzi's Honor*; Manoel de Oliveira, soixante-neuf ans, chantre des grandes aventures spirituelles, poète naïf et intrépide.

Le jury, qui n'a finalement attribué aucun prix d'interprétation féminine, a également signalé, aux côtés de Sandrine Bonnaire, Jane Birkin, pour son rôle dans *Dust* de Marion Hansel, Belgique, tourné en langue anglaise. Or *Dust* a remporté le Lion d'argent réservé à une première ou à une deuxième œuvre. Pour les actrices, il ne reste que trois mentions : Themis Buzoka, Galja Novente et Sonia Savic.

★ Les prix de la critique internationale (Fipresci) sont allés à *Yesterday*, de Radoslaw Piwowarski (Pologne), et à *Sans toit ni loi*, qui s'est vu également décerner le Prix de l'Organisation catholique internationale du cinéma (OCIL).

***Tangos, l'exil de Gardel* est considéré comme le meilleur film étranger par la presse italienne (prix Pasinetti), qui a aussi distingué les acteurs Robert Duvall et Barbara de Rossi.**

Enfin, *44 ou les récits de la nuit*, de Moumen Smili (Maroc), a remporté le prix Venezia Genti.

Si l'on devait émettre deux réserves sur une manifestation qui semble avoir retrouvé sa vitesse de croisière, sinon ses enthousiasme d'antan, elles concerneraient d'une part l'absurdité qui consiste à vouloir à tout prix couronner un premier ou un second film parmi ceux qui sont en compétition, alors que, comme déjà par le passé, le nombre de films susceptibles de concourir pour ce Lion d'argent était dérisoire (trois cette année) ; et, d'autre part, la qualité des projections, dans une salle de fortune construite au tout dernier moment, *la Tenda* (la Tente), indigne d'un Festival. Venise doit choisir entre abriter cette gigantesque foire aux films dans des locaux insuffisants, au risque de saborder le Festival, ou repartir à zéro...

LOUIS MARCORELLES.

On a fait rôtir le cochon pour Agnès Varda

De notre envoyé spécial

Venise. – La quarante-deuxième Mostra s'est achevée avec faste, et en présence de M. Cossiga, président de la République italienne. Le directeur du festival, M. Gian Luigi Rondi, s'était montré très fier, les jours précédents, de l'honneur fait à son enfant chéri, et rappelait à qui voulait l'entendre que c'était la première fois depuis Emmanuel III qu'un président se rendait à Venise pour la cérémonie de clôture de la Mostra.

Soirée très politique en effet. Très politique comme les Italiens l'entendent, avec une cascade de discours, même brefs, où chacun occupait son rang, le maire de Venise profitant de l'aubaine pour réclamer une aide financière d'Etat afin de retarder l'enfoncement de la lagune, le président de la Biennale vantant surtout les mérites... de la Biennale, le ministre du tourisme et des spectacles, M. Lilio Lagaria, souhaitant, lui, longue vie à la Mostra...

Même M. Gulio Andreotti, ministre des affaires étrangères, s'était dérangé pour remettre à Federico Fellini le Lion d'or pour l'ensemble de son œuvre. Le « maestro » a remercié, s'est montré flatté, mais l'hommage au metteur en scène manquait un peu de ferveur.

« J'ai regretté que ce moment ne soit pas plus chaleureux, nous confiait un peu plus tard, lors du dîner de clôture, à l'Hôtel des Bains, le cinéaste Ettore Scola, *le parterre était un peu trop démocrate-chrétien, et il est connu que ce parti n'a jamais fait grand-chose en faveur du cinéma. »*

Pour un peu, avec cette présence et ces politesses très officielles, on en aurait presque oublié les artistes conviés à monter sur scène à la cadence d'un appel des noms dans une cour d'école. On pouvait, il est vrai, en finir vite, tant cette cérémonie de clôture manquait de l'émotion particulière du mystère. Les mieux informés connaissaient le détail du palmarès depuis la veille au soir au moins, et certains jurés commentaient même très publiquement leur choix avant la conférence de presse officielle de la mi-journée.

Palmarès sans surprise qui fait la part belle à la France et ensuite aux Etats-Unis. A la France, le Lion d'or et le prix d'interprétation masculine. A la France encore, l'honneur indirect d'avoir apporté son aide financière au Portugais Manoel de Oliveira et à l'Argentin Fernando Solanas. Aux Etats-Unis, enfin, une récompense pour leurs deux films présentés *The Light Ship* et *Prizzi's Honor*.

« Pour une fois que j'ai un prix, nous confiait le jeune réalisateur français Jacques Fansten, *il va passer inaperçu au milieu de tous ces lauriers plus ou moins tricolores. »* Il était ravi quand même, Jacques Fansten, puisqu'il venait de se voir attribuer le Prix de la section télévision de la Mostra pour *les Lendemains qui chantent*, un film produit par Antenne 2.

Heureuse aussi Agnès Varda, qui avait appris sa victoire la veille au soir dans une ruelle de Venise, alors qu'avec les habitants du quartier populaire de San-Paolo elle fêtait de façon impromptue le prix que venait de lui décerner jeudi la presse italienne. *« Ils ont fait rôtir le cochon dans la rue pour moi,* nous explique-t-elle. *Du coup, j'ai dit à la Mostra que je ne viendrais pas si je n'obtenais pas de places pour mes nouveaux amis. »* Très obligeamment, la direction du festival a libéré quelques fauteuils que les gens de San-Paolo n'auraient jamais espéré occuper.

PHILIPPE BOGGIO.

Recherche Susan, désespérément

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SIMONE WEIL : Lucernaire (544-57-34), sam. 18 h.

LE DERNIER VOYAGE : A Déjazet (887-97-34), sam. 21 h.

OMBRES TANG SHAN : Théâtre de Paris (280-09-30), sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

BALISE DE TOI : Comédie de Paris (281-00-11), sam. 20 h 30.

Les salles subventionnées

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), sam. à 20 h 30 : Orchestre symphonique de Pittsburgh, Lorin Maazel-Alicia de Larrocha (Mendelssohn, Mozart, Bartok).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), sam. 21 h, dim. 16 h : le Dernier Voyage.

ATELIER (606-49-24), sam. 21 h ; sam. et dim. 15 h : l'Arbre de Mai.

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Tailleur pour dames.

BOURVIL (373-47-84), sam. 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en à marr... ez vous ?

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30 : Balise de toi.

DIX HEURES (606-07-48), sam. 22 h : Scènes de ménage.

EDOUARD VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

FONTAINE (874-74-40), sam. 21 h : Du rififoin dans les labours.

ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : Love.

GALERIE 55 (326-63-51), sam. 19 h : Sexual Perversity in Chicago.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam. : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h. : Orgasme adulte échappé du zoo ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : Chôme qui peut. Petite salle, 21 h 30 : Coït parade.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 20 h 30 : Rêvez, peut-être.

MARIE STUART (508-17-80), sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love.

MATHURINS (265-90-00), dim. 21 h : les Mystères du confessionnal.

MICHEL (265-90-00), sam. 18 h 45 et 21 h 40 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Testament du jour.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim. 15 h : Double foyer.

SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 15 h, sam. 19 h et 21 h 30 : On m'appelle Emilie.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres : sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Théâtre d'ombres de Tang Shan.

TINTAMARRE (887-33-82), sam. 21 h 30 : Lime crève l'écran.

TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30 : Agatha (dern.) : sam. 22 h 30 : Tango pile et face (dern.).

VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

XVII[e] Festival de Sceaux

(660-07-79)

ORANGERIE, sam. à 17 h 30 : Ch. Boullier, Th. Girard (Haendel, Brahms, Paganini) ; dim. à 11 h : solistes de l'Orchestre baroque de l'Ile-de-France (C. Ph. E. Bach, Couperin, Haydn) ; à 17 h 30 : Ensemble instrumental A. Stajic, A. Marion (Vivaldi, Mozart).

Samedi 7 - Dimanche 8 septembre

XX[e] Festival estival de Paris

(354-84-96)

SAINTE-CHAPELLE, sam. à 19 h et 21 h : Schola Gregoriana de Bruges, dir. R. Deruwe.

BATEAUX-MOUCHES, sam. à 15 h 30 : Quintette Nielsen (Danzi, Haydn, Onslow).

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, dim. à 19 h : La Grande Ecurie et la Chambre du roy, dir. : J.-C. Malgoire (Bach, Schütz).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
SAMEDI 7 SEPTEMBRE

Carte blanche à P. Vecchiali : 15 h, Prends la route, de J. Boyer et L. Chavance ; Week-end avec J. Birkin : 17 h, l'Amour par terre, de J. Rivette ; 19 h 15, Cannabis, de P. Koralnik ; 21 h, La moutarde me monte au nez, de C. Zidi.

DIMANCHE 8 SEPTEMBRE

15 h. Carte blanche à P. Vecchiali ; Fort-Dolores, de R. Le Henaff ; Week-end avec J. Birkin ; 17 h, Sept morts sur ordonnance, de J. Rouffio ; 19 h Je t'aime moi non plus, de S. Gainsbourg ; 21 h, la Fille prodigue, de J. Doillon.

BEAUBOURG (278-35-57)
SAMEDI 7 SEPTEMBRE

15 h, le Père de la mariée, de V. Minnelli ; 17 h, Father's little dividend, de V. Minnelli ; 19 h, Dix ans de cinéma français : la Tortue sur le dos, de L. Béraud ; 21 h, Cinéma japonais contemporain : Une affaire, de Y. Nomura.

DIMANCHE 8 SEPTEMBRE

15 h, Un cadeau pour le patron, de S. Donen ; 17 h, Chérie recommençons, de S. Donen ; 19 h, Dix ans de cinéma français : Simone Barbès ou la vertu, de M.-C. Treilhou ; 21 h, Cinéma japonais contemporain : l'Auberge du mal, de M. Kobayashi.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.) : Cluny Palace, 5[e] (354-07-76).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; Lucernaire, 6[e] (544-57-34) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Nations, 12[e] (343-00-67) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2[e] (742-72-52) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17[e] (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Studio Cujas, 5[e] (359-89-22) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95).

LA BASTON (Fr.) : Hollywood Boulevard, 9[e] (770-10-41).

BIRDY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-42-26) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19). – V.f. : Capri, 2[e] (508-11-69).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Fr.) : Reflet Logos, 5[e] (354-42-34).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5[e] (354-42-34) ; Rialto, 19[e] (607-87-61).

COMMENT CLAQUER UN MILLION DE DOLLARS PAR JOUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8[e] (563-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11[e] (805-51-33)) ; Denfert, 14[e] (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5[e] (325-78-37).

LES DÉBILES DE L'ESPACE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-42-26) ; George-V, 8[e] (562-41-46). – V.f. : Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).

DEUX HOMMES A LA CAMÉRA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6[e] (544-28-80).

DREAMSCAPE (A., v.f.) (*) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : Géode, 19[e] (245-66-00).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George V, 8[e] (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1[er] (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8[e] (359-92-82). – V.f. : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; Marignan, 8[e] (359-92-82). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

GOULAG (A., v.o.) : UCG Danton, 6[e] (225-10-30) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76) ; Biarritz, 8[e] (562-20-40). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Parnassiens, 14[e] (335-21-21). – V.f. : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).

HORROR (A., v.o.) (*) : Normandie, 8[e] (563-16-16). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5[e] (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Saint-Germain Huchette, 5[e] (633-63-20) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50) ; Mayfair, 16[e] (525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Bastille, 11[e] (307-54-40) ; Nations, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2[e] (233-54-58) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3[e] (272-94-56) ; Calypso, 17[e] (380-30-11).

MASK (A., v.f.) : Impérial, 2[e] (742-72-52).

MISHIMA (A.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82).

NO MAN'S LAND (Fr.-Suisse) : Ciné-Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6[e] (326-19-68) ; Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Reflet-Balzac, 8[e] (561-10-60) ; Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Bonaparte, 6[e] (326-12-12).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14[e] (321-41-01) ; République, 11[e] (805-51-33).

PALE RIDER (A., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8[e] (562-75-90) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; (v.f.) Maxeville, 9[e] (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Tourelles, 20[e] (364-51-98).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Grand Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.o.) : George-V, 8[e] (562-41-46) ; (v.f.) : Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06).

PRISON DE FEMMES EN FURIE (It., v.f.) (**) : Maxeville, 9[e] (770-72-86).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6[e] (225-10-30).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; PLM St-Jacques, 14[e] (589-68-42) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8[e] (359-04-67) ; Escurial, 13[e] (707-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15[e] (544-25-02). – V.f. : Capri, 2[e] (508-11-69) ; Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5[e] (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8[e] (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Normandie, 8[e] (563-16-16). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44).

SANG POUR SANG (A., v.o.) (*) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8[e] (225-09-83). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; Olympic, 14[e] (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97).

SPÉCIAL POLICE (Fr.) : UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Ermitage, 8[e] (563-16-16) ; Escurial, 13[e] (707-28-04).

STRANGERS KISS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6[e] (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5[e] (337-57-47) ; République Cinéma, 11[e] (805-51-33) (H. sp.).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; St-Germain Village, 5[e] (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40).

SUBWAY (Fr.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2[e] (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Quintette, 5[e] (633-79-38).

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34).

UN ÉTÉ POURRI (A., v.o.) : Marignan, 8[e] (359-92-82). – V.f. : Français, 9[e] (770-33-88).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : St-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; George-V, 8[e] (562-41-46). – V.f. : Français, 9[e] (770-33-88).

LES FILMS NOUVEAUX

DANCE WITH A STRANGER, film britannique de Mike Newell (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6[e] (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8[e] (562-20-40) ; Murat, 16[e] (651-99-75). – V.f. : UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; UGC Convention, 15[e] (574-33-40).

LE GAFFEUR, film français de Serge Pénard : Forum Orient-Express, 1[er] (233-42-26) ; Paramount-Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Paramount-City, 8[e] (562-45-76) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Bastille, 11[e] (307-54-40) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

LES GUERRIERS DE LA JUNGLE (*), film américain de Ernst R.V. Theumer (v.f.) : Paramount City, 8[e] (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; La Bastille, 11[e] (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Images, 18[e] (522-47-94).

NINJA III, film américain de Sam Firstenberg (v.f.) : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Ermitage, 8[e] (563-16-16) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Images, 18[e] (522-47-94).

POLICE, film français de Maurice Pialat : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6[e] (222-72-80) ; La Pagode, 7[e] (705-12-15) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Victor Hugo, 16[e] (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LA PROMISE, film américain de Franc Roddam (v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19). – V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

Recherche Susan, désespérément

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4048
HORIZONTALEMENT

I. Ne sort jamais sans son chapeau. Est idéale pour la récolte des marrons. – II. Avec lui, certains sont vraiment sans gêne ! Exige le silence. – III. Font le désespoir de leurs parents. Donna l'occasion de crier victoire. Partie d'un tout. – IV. Se retrouvent souvent sur un banc. En fuite. Il en faut plus d'un pour faire une couronne. – V. Partie de ballon. Ne s'attaque pas encore aux pèlerins. – VI. Rafraîchit en toute saison. Possessif. – VII. Avait une certaine autorité. Possessif. Fait souvent perdre la boule. – VIII. Peut finir par éclater. N'a plus aucun secret pour celui qui connaît parfaitement son métier. Expression favorite d'un bien modeste rebelle. – IX. Politique étrangère. A l'origine de nombreux soulèvements. Participe. Sans filets. – X. Ne cacha pas son mécontentement. Avaient raison de passagères faiblesses. Lettres pour un facteur. – XI. Peut donc traîner dans la boue. Source d'énergie inépuisable. – XII. Monnaie. Ne sait pas tricoter. De quoi voir tout en noir. – XIII. Se touchent en soupirant. Un trou difficile à remplir. Monte parfois à la tête. Presque rien. – XIV. Ce peut être le petit coin. Un diadème qui n'attire pas les femmes. Pronom. – XV. Elles rentrent souvent en scène. Début. Bon, il n'est pas commun.

VERTICALEMENT

1. Amateurs de poires. Terre étrangère. – 2. N'est tout de même pas à craindre par celui qui a l'habitude de voir rouge. Théâtre d'un antique combat. – 3. Se remplissaient les « poches ». Devra remplacer celui qui s'en est allé. En gigotant. – 4. Des hommes appelés à faire tapisserie. Ne suffisent pas à faire la lumière. Engraisse des petits cochons. – 5. Conjonction. Il ouvre de très nombreuses enveloppes. – 6. Tombe souvent sur la tête. A quelque chose de « commun ». – 7. Un homme à la mer. Ne vont donc pas tarder à s'en aller. – 8. Là, nombreux sont ceux qui doivent aller au charbon. Pronom. En lutte. – 9. Ne touche pas le sol. Pronom. Vraiment pas de quoi en faire tout un plat ! – 10. Préposition. Evite de se faire remarquer. Entre les mains de celui qui s'apprête à frapper. – 11. S'intéresse à des porteuses de « manteau ». – 12. Coupe un pâté. Battue par les flots. La preuve qu'on n'a rien inventé. Entrée en matière. – 13. Celui qui en est victime a donc fait une bien mauvaise rencontre. Sport. – 14. Grecque. La récolte du blé. – 15. Ne va pas droit au but. Aucunement comparables à des poids lourds.

Solution du problème n° 4047

Horizontalement

I. Serment. – II. Evoé ! Eaux. – III. Rimas. Pro. – IV. Reptation. – V. Urus. Aspe. – VI. Et. Or. – VII. En. Aborda. – VIII. Réseau. Et. – IX. If. Rhab. – X. Neige. – XI. Soir. Elan.

Verticalement

1. Serrureries. – 2. Evier. Nef. – 3. Rompue. Ni. – 4. Méats. Aérer. – 5. Sa. Ebahi. – 6. Ne. Tatouage. – 7. Tapis. Bel. – 8. Uropode. – 9. Exonération.

GUY BROUTY.

Recherche Susan, désespérément

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 7 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : Cyrano de Bergerac.
D'Edmond Rostand, mise en scène Jérôme Savary. Avec J. Weber, N. Jamet, B. Bollet...
Cyrano, l'un des mythes du théâtre, ce rimailleur, rêveur, bagarreur, révolté, qui ne sait que « pour un oui, pour un non, se battre ou faire un vers ». Ce frisson, ce bonheur du théâtre, le couple Savary-Weber nous le communique. Trois heures de spectacle ! Un grand moment.

23 h 45 Journal.

0 h Ouvert la nuit.
Série : les Incorruptibles.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Soirée sports.
Soirée spéciale avec, alternativement : tennis (tournoi open de Flushing-Meadow (demi-finale) et athlétisme (finale du Grand Prix de Rome, avec la plupart des recordmen du monde de demi-fond de cet été).

0 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 5 Disney Channel.
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.

21 h 55 Journal.

22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
Sur fond de campagne électorale, nouveaux imbroglios chez les Forsythe.

23 h 5 Musiclub.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Passions ; 22 h, Hill street blues ; 23 h, Evil dead, film de S. Raimi ; 0 h 20, Le bar du téléphone, film de C. Barrois ; 1 h 50, Exhibition, film de J. F. Davy ; 3 h 20, Les yeux de la terreur, film de K. Hugues ; 4 h 45, Téléfilm : Les poupées de l'espoir.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : Attention, moutons, de M. Puterflam, avec B. Fresson, C. Piéplu, G. Lartigau...
22 h 10 Démarches avec... Bernard Vignot, pour « Saint-Just ».
22 h 30 Concert 2e2m (donné au Centre Pompidou le 10 juin).
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert d'archives (donné le 13 mars 1955) : *Concerto grosso, n° 11*, de Vivaldi ; *Concerto n° 3 pour piano et orchestre en do mineur*, de Beethoven ; *Toccata*, de Piston et *El salon Mexico*, de Copland, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. G. Cantelli, R. Firkusny au piano. Extraits du concert du 6 mars 1955 : *Symphonie en ré majeur n° 93*, de Haydn, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. G. Cantelli.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : « Brasil 85 » ; à 23 h 5, Le club des archives ; à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 8 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h Bonjour la France.
9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe à La Côte-Saint-André (Isère), avec le Père André David.
12 h 2 Dessin animé : Tom et Jerry.
12 h 25 Cérémonie du souvenir célébrée en la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Agence tous risques.
14 h 20 Sports dimanche vacances.
Grand Prix d'Italie de formule 1 à Monza ; Championnat du monde de ski nautique à Toulouse ; à 15 h 30, tiercé à Longchamp.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 5 Série : Guerre et Paix.
19 h Reprise : Infovision.
Magazine d'information proposé par Alain Denvers, Roger Pic, Maurice Albert et Jacques Decornoy.
Durant tout l'été, TF1 rediffuse les meilleurs sujets de ce magazine. Aujourd'hui : Voulez-vous changer de look ? Chinois, enrichissez-vous ; Le marché du chien.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Dans la chaleur de la nuit.
Film de Norman Jewison (1967), avec S. Poitier, R. Steiger, W. Oates, L. Grant, J. Patterson, A. Dean.
Un policier noir de Philadelphie aide le shérif d'une petite ville du Mississippi à enquêter sur un meurtre. Dans l'atmosphère très justement décrite du sud des Etats-Unis, une intrigue criminelle permettant d'aborder le problème racial. Un film efficace, selon les bonnes intentions de l'époque.
22 h 25 Journal.
22 h 35 Sports dimanche soir.
Finale de tennis à Flushing-Meadow.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Informations et météo.
9 h 35 Les chevaux du tiercé.
10 h Récré A 2.
10 h 30 Série : Les amours romantiques.
11 h 30 Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Tout le monde le sait.
14 h 30 Série : Les enquêtes de Remington Steele.
15 h 20 L'école des fans.
16 h 15 Kiosque à musique.
17 h Le polar du dimanche : Les enquêtes du commissaire Maigret.
Le charretier de la providence, d'après G. Simenon.
18 h 30 Feuilleton : Maguy.
Premier épisode d'une série de comédies, inspirée d'un feuilleton américain. Les mœurs contemporaines traitées sous forme de divertissement.
19 h Stade 2 (et à 20 h 20).
20 h Journal.
20 h 35 Le grand échiquier.
L'émission de Jacques Chancel devient bimensuelle à partir de septembre, en alternance avec théâtre et musique. Un pari courageux. L'invité principal sera Bernard Hinault. Autour de lui, Karen Chéryl, Alan Stivel, Alain Barrière, Glenmor, Bernard Tapie...
22 h 45 Document : le métier de penser.
Un « vidéo-livre » en deux parties, proposé par l'INA, et A. Gallien et A. Dhenaut.
Comment se passe le quotidien des intellectuels ? Penser est-il joyeux, douloureux, difficile ? Comment vient une idée ? Méandres du métier. Première partie d'une enquête menée avec intelligence et sérieux sur le pourquoi et le comment de la « chose ». Ici l'intimité du mathématicien Jean Dieudonné, de la physicienne Françoise Balibar, du linguiste Jean-Claude Milner, de la psychanalyste Julia Kristeva.
23 h 40 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h Debout les enfants.
12 h D'un soleil à l'autre.
Magazine agricole de J.-C. Wiedemann.
14 h 30 Espace 3 : Magazine 85.
Garantie mutuelle des fonctionnaires.
19 h 30 RFO Hebdo.
20 h Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 35 Série : Méditerranée.
Réal. Carlos Vilardebo, F. Quilici, Jean-Marc Leuwen, Georges Regnier, avec la participation de Georges Duby (rediff.).
N° 12. – Héritage. La Méditerranée a été, pour de nombreux peuples, le creuset où se sont forgés langages, organisations politiques, philosophie, religion, conception de l'art et de la science. L'héritage méditerranéen s'est transmis à travers plusieurs renaissances (arabe, carolingienne, humaniste), jusqu'au XVIII[e] siècle, où il a paru se figer en un ordre immuable. Un regard neuf sur la Méditerranée, sensible aux manifestations populaires.
21 h 30 Aspect du court métrage français.
Le plat du jour de G. Spicas, Chocolats délices, de J.-P. Dekiss, Supermouche de P. Dopff.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : le Drame de Shanghai.
Film français de G. Wilhelm Pabst (1938), avec C. Mardayne, E. Labourdette, S. Desprès, R. Rouleau, L. Jouvet, V. Inkijinoff, Dorville (N.).
Une émigrée russe, devenue chanteuse de boîte de nuit à Shangai, et liée malgré elle à une organisation secrète, cherche à se libérer pour refaire sa vie avec sa fille, élevée dans un pensionnat de Hong kong. Mélodrame d'aventures exotiques où l'on retrouve, par les éclairages et les décors, un peu de l'atmosphère spécifique des grands films allemands de Pabst.
0 h 15 Prélude à la nuit.
Sonate en do 242, *de Domenico Scarlatti, par David Northington au piano.*

CANAL PLUS

7 h 30, Document : l'Afrique au cœur ; 8 h 10, Cabou Cadin (et à 13 h 5) ; 9 h 30, Calmos, film de B. Blier ; 11 h 5, Attention, une femme peut en cacher une autre, film de G. Lautner ; 13 h 25, Téléfilm : Maître du jeu ; 15 h 40, Top 50 ; 16 h 55, Série : C'est encore loin, Naples ; 18 h, l'Impitoyable, film de Chen Chi-Hwa ; 19 h 45, Le Club de la presse ; 21 h, les Nuits de la pleine lune, film de E. Rohmer ; 22 h 40, Mon père et nous, film de M. Curtiz ; 0 h 40, le Corrupteur, film de M. Winner ; 2 h 15, L'homme au katana.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous, « Shoah » ; 7 h 45, Dits et récits : contes de Grimm ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 30, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française ; 10 h, Messe, chez les Annonciades de Thiais ; 11 h, Pierre Chaunu raconte l'histoire : les grandes tueuses, les épidémies ; 12 h, Des papous dans la tête ; 13 h 40, Les arts du récit ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, « les Violettes », de G. Schéhadé (spectacle enregistré au Théâtre de l'Athénée). Avec M. Baquet, R. Darcy, L. Rovere, J. Mercure... ; 16 h 25, La tasse de thé : rencontre avec Loleh Bellon ; histoire-actualité : la sondomanie française ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : Maurice Pialat pour son film : « Police » ; 20 h, Les amis de la musique de chambre : souvenir du premier concert en France des Cambridge Buskers.
20 h 30 Atelier de création radiophonique : Iguana, Iguana, de A. Calveyra.
22 h 30 Divergences : Fawzi Saieb (oud), tradition classique.
0 h Clair de nuit : tentatives premières ; mourir à l'hôpital.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 2, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère, œuvres de Fibich, Massenet, Hérold, Heykens, Strauss, Grieg... ; 9 h 5, Cantate de J.-S. Bach ; 10 h, Les voyages musicaux du docteur Burney : œuvres de Sor, Cannabich, Telemann, Chopin, Stamitz, Gluck, Danzi, Fiala... 12 h 5, Magazine international : actualités, festivals, créations radiophoniques... ; 14 h 4, Programmes de disques compacts : œuvres de Telemann, Reubke, J.-S. Bach, Puccini, Prokofiev, Schumann ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? musique et climat, œuvres de Schumann, Chausson, Ravel, Mahler, Davis, Beethoven, J.-S. Bach... ; 19 h 5, Jazz vivant : La compagnie du trombone et le compositeur : Yves Robert ; 20 h 4 Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné le 8 novembre 1984 à la Herkulessaal de Munich) : *Symphonie n° 2 en si bémol majeur*, de Schubert et *Des Knaben Wunderhorn*, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. : L. Popp, soprano, et B. Weikhl, baryton.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton, « Brasil 85 » ; 23 h 5, Ex Libris.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1	20 h 35, Cinéma : *Je sais rien mais je dirai tout*, de Pierre Richard ; 21 h 55, Etoiles et toiles ; 22 h 55, Journal.
A2	20 h 35, Série : « V », science-fiction ; 22 h 20, Le Japon ; 23 h 15, Journal ; 23 h 40, Bonsoir les clips.
FR3	20 h 35, Cinéma : *Fantomas contre Scotland Yard*, d'André Hunebelle ; 22 h 45, Thalassa ; 23 h 30, Animaux, de F. Rossif ; 23 h 35, Prélude à la nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

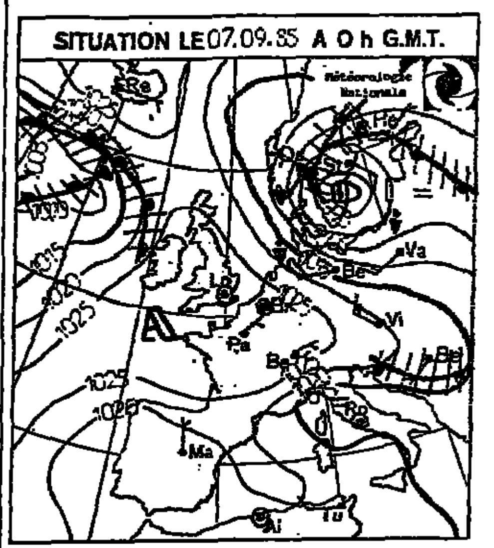
DIMANCHE 8 SEPTEMBRE

– *M. André Lajoinie*, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, répond aux questions des journalistes à l'émission « Forum » sur RMC, à 12 h 30.

– *M. Edgard Pisani*, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* » sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du PS, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 h 15 (diffusé en clair sur Canal Plus à 19 h 45).

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 08.09.85 DÉBUT DE MATINÉE
Météorologie Nationale
1025
1020
Br Pa St Li Ly Bo To Ma Aj
≡ Brouillard ∼ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France, entre samedi 7 septembre à 0 heure et dimanche 8 septembre à 24 heures.

Les conditions anticycloniques se maintiennent sur la France. Seules des bordures atténuées de perturbations passent près de nos régions du Nord et du Nord-Est.

Dimanche, prédominance du beau temps bien ensoleillé mais frais le matin.

Les températures de début de journée seront inférieures à 5 °C dans le Centre et l'Est.

Des nuages passagers assez élevés de la frontière belge aux Vosges et au Jura. Seul l'extrême est sera menacé par de courtes ondées.

Au nord et à l'est de la Loire, le ciel se voilera légèrement en cours de journée.

Ailleurs, après les brumes du début de matinée, ciel clair et soleil.

Dans l'ensemble, les températures vont commencer à remonter un peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 6 septembre, le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 septembre) : Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 23 et 15 ; Bordeaux, 23 et 10 ; Bréhat, 17 et 10 ; Brest, 18 et 7 ; Cannes, 25 et 17 ; Cherbourg, 15 et 6 ; Clermont-Ferrand, 20 et 3 ; Dijon, 19 et 6 ; Dinard, 18 et 5 ; Embrun, 24 et 7 ; Grenoble-St-M.-H., 20 et 8 ; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 6 ; La Rochelle, 23 et 10 ; Lille, 16 et 6 ; Limoges, 19 et 9 ; Lorient, 20 et 8 ; Lyon, 20 et 6 ; Marseille-Marignane, 26 et 13 ; Menton, 25 et 17 ; Nancy, 17 et 2 ; Nantes, 20 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-Mont-souris, 18 et 8 ; Paris-Orly, 18 et 6 ; Pau, 23 et 13 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 19 et 6 ; Rouen, 16 et 4 ; Saint-Etienne, 20 et 3 ; Strasbourg, 18 et 3 ; Toulouse, 24 et 10 ; Tours, 19 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 14 degrés ; Genève, 22 et 7 ; Lisbonne, 30 et 19 ; Londres, 18 et 6 ; Madrid, 37 et 16 ; Rome, 27 et 21 ; Stockholm, 13 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 SEPTEMBRE

« Au Marais, le quartier de l'hôtel Saint-Paul », 14 h 30, 1, rue du Figuier (M[lle] Leblanc).

« L'hôtel de Lassay, visite des salons », 14 h 30, 1, place du Palais-Bourbon.

« Versailles, l'Orangerie », 14 h 30, statue Louis-XIV cour d'honneur.

« Cent personnages inhumés à Montmartre », 14 h 45, 16, avenue Rachel (V. de Langlade).

« Delacroix, son appartement, son atelier, son jardin et Saint-Sulpice », 15 heures, 6, place Furstenberg (Paris et son histoire).

« Un couvent cistercien inconnu », 15 heures, 24, rue de Passy.

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie. Décor des salons de l'Opéra », 13 heures et 15 h 30, hall d'entrée (C.A. Messer).

« L'Opéra, parties publiques », 14 h 45, haut des marches, gauche (Association internationale de tourisme culturel).

« Les salons de l'Hôtel de ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (E. Romann).

« Pouvoirs et symbolique méconnus des Celtes. Le parcours initiatique des anciens druides. La géographie sacrée des menhirs », 15 heures, métro Temple.

« Le Marais, la place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les hôtels du Marais, la place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

MARDI 10 SEPTEMBRE

« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame », 14 h 30, entrée crypte (Hauts lieux et découvertes).

« L'aqueduc souterrain d'Arcueil édifié par Marie de Médicis », 14 h 30, métro Denfert-Rochereau (lampes de poche) (M. Banassat).

« Le parc Monceau », 14 h 30, métro Monceau (G. Leblanc).

« Versailles, quartier Saint-Louis », 14 h 30, façade cathédrale Saint-Louis.
« Un quartier de roture : Belleville et son cimetière », 14 h 45, 84, rue de Belleville (V. de Langlade).

« Le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale.

« Une ville dans la ville, la Salpêtrière », 15 heures, entrée (Paris et son histoire).

« Les salons de l'Hôtel de ville », 14 h 45, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (Association internationale de tourisme culturel).

« Hôtels, églises, ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

CONFÉRENCES

LUNDI 9 SEPTEMBRE

19 h 30, 5, *rue Largillière* : « La philosophie et le sens de la vie », présentation d'un cycle de douze cours : les philosophes d'Orient et d'Occident (B. Ludwig). Inscriptions : (1) 524-49-08.

Carnet

Naissances

– **Frédérique CAILLAT, Gilles GARBY** et **Laura**
sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor.

Décès

– M. Marcel Baron,
Ses enfants, petits-enfants
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Yolaine BARON,
née Bonan,

leur épouse, mère, belle-mère, grand-mère, sœur et belle-sœur,
survenu le 5 septembre 1985 à Paris.

L'on se réunira le mardi 10 septembre 1985 à 8 h 15 précises en l'amphithéâtre de l'hôpital de la Salpêtrière, 22, rue Bruant, Paris-13[e].

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue du Regard,
75006 Paris.

– Auxerre.

M[me] Octave Nadal
Et la famille,
font part du décès de

M. Octave NADAL,
professeur à la Sorbonne,
officier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 9 septembre 1985, à 11 h 15, au cimetière des Conches, à Auxerre.

– M. Panayotis Perdicas
et ses enfants,
Les familles Kapralos, Chouaib, Skidopoulos et Darras,
ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Panayotis PERDICAS,
née Irène Koutroumanou,

survenu, à Paris, le 6 septembre 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 septembre à 14 heures en la cathédrale orthodoxe grecque de Paris, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16[e].

9, avenue Emile-Deschanel,
75007 Paris.

– Le 27 août 1985 s'éteignait à New-York, dans sa soixante-cinquième année,

Philippe STOLOFF.

Son souvenir reste gravé dans la mémoire de son frère Victor et de son fils Gregory.

35 Bryanston Square,
London W2.

Anniversaires

– Il y a vingt et un ans, disparaissait

Paule-Tyta GABRIEL
(« Danielle » dans la Résistance).

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Messes anniversaires

– A l'occasion de l'anniversaire du rappel à Dieu dans la paix du Seigneur de son épouse

Liliane DANA-BRUNET,
disparue à l'âge de quarante-deux ans,

de son fils

Laurent,
disparu à l'âge de neuf ans,

et de sa fille

Delphine,
disparue à l'âge de sept ans,

le 8 septembre 1976,

M. Lucien Dana demande à ceux qui les ont connus et aimés une bonne et pieuse pensée.

Une messe sera célébrée.

6, place Vendôme,
75001 Paris.

Échecs

Le championnat du monde

KARPOV NE CÈDE PAS

Seule une analyse détaillée dira si Kasparov a raté le gain dans la finale de la deuxième partie du championnat du monde, ajournée, le jeudi 5 septembre, et terminée vendredi par la nullité. Mais, devant l'échiquier, il n'a rien pu faire contre la défense exemplaire de Karpov.

Même sans vainqueur, cette partie est la plus belle que les deux champions aient jamais disputée. Si son résultat frustre les supporters de Kasparov, il réconforte ceux du champion du monde, bien mal parti. N'empêche, l'avertissement est, cette fois, sans frais mais, avec les Blancs dans la troisième partie, Kasparov devrait créer encore bien des soucis à Karpov, mené maintenant 1,5 à 0,5. Ce dernier a d'ailleurs demandé, samedi 7 septembre, à bénéficier d'un des trois repos auxquels il a droit. La prochaine partie est donc reportée à mardi.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Deuxième partie

Position à l'ajournement :
BLANCS : Rf2, Td7, Fé1, Cd3, Pf5, g3 et h3 ; NOIRS : Rg8, Té8 et a3, Pa4, é2, f7, g7 et h7.

41.	–	Tb3	54.	Ca2	Tb5
42.	Cç1	Tb1	55.	g4	Tb8
43.	Ca2	Ta8	56.	Rd3	Td8+
44.	Té7	Tb2	57.	Rç4	Td1
45.	Txé2	Txé2+	58.	Fxa3	Ta1
46.	Rxé2	Té8+	59.	Rb3	Tb1
47.	Rf2	b5	60.	gxh5	Txh3+
48.	Fç3	Tb8	61.	Cç3	Tf3
49.	Fb4	Td8	62.	Fç1	Txf5
50.	Ré2	a3	63.	h6	g6
51.	Fç3	f6	64.	Cé4	Tb5
52.	Fb4	Rf7	65.	Fb2	Nulle
53.	Cç3	Tb8			

Économie

REPÈRES

Chômage : recul aux Etats-Unis

Le nombre des chômeurs a nettement diminué, en août, aux Etats-Unis, indiquent les statistiques publiées, vendredi 6 septembre, par le département du travail. Rapporté à la population active, le taux du chômage a baissé de 0,3 point, revenant de 7,3 % en juillet à 7 %. Il faut remonter cinq ans en arrière pour trouver un niveau de chômage aussi bas. Depuis six mois, les statistiques étaient stables à 7,3 %. Le résultat d'août a surpris les milieux économiques. Il a été attribué officiellement, pour une large part, au retrait du marché du travail d'un bon nombre de jeunes à la veille des rentrées scolaire et universitaire. Signe encourageant toutefois : la réduction du taux de chômage traduirait également une progression du nombre des personnes employées (37 000 personnes) par les industries de transformation. Il s'agit là de la première amélioration de la situation de l'emploi dans un secteur qui, depuis le début de l'année, avait vu ses emplois diminuer de quelque 200 000 du fait de l'ampleur des importations américaines de produits étrangers. D'autre part, selon le département du travail, l'évolution du mois d'août s'est caractérisée par la création de 310 000 emplois (dont 235 000 dans le secteur des services) et une réduction de 324 000 du nombre des demandeurs d'emploi (8,1 millions). — *(AFP.)*

Inflation : très net ralentissement en Argentine

Avec un taux officiel de 3,1 %, la hausse des prix à la consommation en Argentine, en août, a été très inférieure à celle de juin (30 %). Le gouvernement argentin a ainsi des chances sérieuses d'atteindre son premier objectif, qui était d'enrayer l'inflation, un peu plus de quatre-vingts jours après le lancement du plan de redressement économique. D'un taux mensuel de 30 % en juin, l'inflation était déjà passée, grâce au blocage des prix et des salaires, à 6,2 % en juillet. En août, le seuil psychologique des 5 % n'a pas été dépassé. Le président Alfonsin et son ministre de l'économie, M. Juan Sourrouille, s'appuyant sur ces bons résultats, ont entrepris l'examen prudent de mesures visant à assouplir progressivement le blocage des prix et des salaires. Il apparaît toutefois au travers des déclarations, officielles ou privées, que le gouvernement exclut à court et moyen terme un retour à une économie de marché.

Informatique : BMW entre dans une filiale du Cisi

Le groupe automobile ouest-allemand BMW vient de prendre une participation de 40 % dans Cisigraph, filiale du groupe Cisi, deuxième société européenne de services en informatique faisant partie du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a indiqué, le 6 septembre, la société. Cisigraph, spécialisée dans la fourniture de systèmes de conception et fabrication assistées par ordinateur (CFAO), devrait réaliser un chiffre d'affaires de 140 millions de francs en 1985 et emploie deux cents personnes, dont soixante dans la recherche. Cet accord permettra à Cisigraph de renforcer son expansion à l'étranger, tandis que BMW consolide ainsi sa politique d'investissement dans les technologies de pointe associées à son activité industrielle.

Paiements courants : important excédent en RFA

La balance des paiements courants de la RFA a enregistré, en juillet, un excédent de 2,2 milliards de deutschemarks, résultat exceptionnellement bon pour cette période de l'année, souligne-t-on à la Bundesbank. En juin, la balance allemande des paiements courants (balance commerciale, échanges de services, transferts financiers) avait été déficitaire de 0,3 milliard de deutschemarks. De même, en juillet 1984, elle avait accusé un déficit de 0,9 milliard. Pour l'ensemble de l'année, la Bundesbank prévoit un excédent de 30 milliards de deutschemarks, contre 17,8 milliards en 1984.

L'âge adulte du système bancaire français

(Suite de la première page.)

En outre, la reconstitution de la trésorerie des entreprises nécessitait la création de nouveaux produits, comme en Grande-Bretagne, au Japon et surtout aux Etats-Unis, point de mire de la rue de Rivoli.

Ce fut, au début de l'année, la création des certificats de dépôts négociables, émis par les banques pour rénumérer plus commodément et d'une manière plus souple les liquidités apportées par les entreprises. C'est, maintenant, l'institution du « papier commercial », billet à ordre émis, cette fois, par les entreprises. Ce nouveau produit, directement inspiré du *commercial paper* américain, qui a connu un succès considérable outre-Atlantique, passant de 2,6 milliards de dollars en 1956 à plus de 250 milliards de dollars actuellement, permet aux entreprises de se financer à de meilleures conditions que celles des prêts bancaires. En outre, directement négociable sur le marché, ce « papier » est accessible, comme placement, à tous les agents économiques, sans distinction.

Ouvert à tous

Cette volonté de supprimer les cloisonnements, les interdictions et les distinctions est encore plus perceptible avec le projet d'élargissement de l'accès au marché des bons du Trésor en compte courant — le plus souvent détenus par les banques, — formule aujourd'hui la plus utilisée au détriment des bons du Trésor classiques, peu à peu délaissés.

Cet accès était, depuis 1967, limité aux banques, aux établissements financiers, aux compagnies d'assurance, et, depuis l'an dernier, aux SICAV et Fonds commun de trésorerie. Sous certaines conditions, il serait ouvert à tous, même aux entreprises. Ainsi se trouverait institué un marché unique, du court terme ou long terme, avec des passerelles permettant d'accéder de l'un à l'autre et d'obtenir, enfin, une hiérarchie des taux logique et cohérente, que viendra garantir contre les aléas le futur marché à terme des instruments financiers (MATIF). Un tel décloisonnement, si nécessaire pour la satisfaction des besoins actuels, risque, on s'en doute, d'avoir des conséquences considérables au cours des années qui viennent.

En premier lieu, il va accroître très nettement l'importance du marché monétaire, celui des capitaux à court terme, dont les fluctuations de taux auront des répercussions sur l'économie plus immédiates qu'actuellement, mais aussi sur la situation des entreprises, comme c'est le cas à l'étranger. Le rôle de la Banque de France, régulatrice de ce marché, va s'en trouver renforcé, et il est significatif à cet égard qu'il soit envisagé qu'elle intervienne davantage sur ledit marché. Depuis 1938, l'Institut d'émission est autorisé à le faire, mais uniquement pour fournir des liquidités aux banques (prise en pension de leurs créances) et sans pouvoir prélever des liquidités pour assécher le marché et limiter la création monétaire (procédure dite de l'open market) comme le font couramment les banques centrales à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne. Assez curieusement, le rapport Marjolin-Sadrin-Wormser préconisait, dès 1969, l'application en France de la procédure de l'open market.

Se profile également à l'horizon une sortie progressive de l'encadrement quantitatif du crédit assoupli — certes, mais encore pesant — au profit de la régulation du crédit par les taux, en usage à l'extérieur de nos frontières. Cela imposera des modifications au système bancaire français, trop compartimenté, entre établissements prêteurs (grâce à leurs guichets) et établissements emprunteurs (sans guichets).

Enfin, l'ensemble des mesures prises ou étudiées va, à coup sûr, intensifier la concurrence entre les banques, dont les marges, dans certains cas, se trouveront réduites.

Ainsi, pour les grandes entreprises et les multinationales, le papier commercial émis se substituera, pour une part, aux crédits consentis par les banques. Certes, ces dernières percevront une commission sur les lignes de crédit en blanc que devront obligatoirement leur demander les entreprises afin de garantir leur papier commercial. Par ailleurs, depuis un certain temps, ces entreprises, pour les plus grosses du moins, obtiennent des crédits bancaires à des conditions très avantageuses : taux de base bancaire sans supplément (10,85 % actuellement), on, le plus souvent, taux du marché monétaire majoré de 1/8 ou de 1/4, soit un point en dessous. Il n'empêche que pour les banques l'avenir s'annonce plus difficile : des marges plus faibles sur leurs prêts, davantage de commissions sur services et une compétition plus intense.

La déréglementation, c'est aussi cela.

FRANÇOIS RENARD.

Ventes de blé à l'Egypte

WASHINGTON REFUSE LE MARCHÉ PROPOSÉ PAR LE NÉGOCIANT CONTINENTAL GRAIN

Aux Etats-Unis le programme fédéral de subventions en nature, lancé en mai, pour les exportations de blé semble avoir du mal à démarrer. Le 26 août l'Egypte s'était déclarée intéressée par la proposition qui lui avait été faite. A l'appel d'offres qu'elle a lancé, le négociant multinational Continental Grain a répondu en proposant 300 000 tonnes, à 104,28 dollars la tonne, frais d'acheminement compris : selon les milieux spécialisés, ce prix serait inférieur de 7 dollars par tonne à l'offre la plus compétitive faite lors de cette adjudication. Le département américain de l'agriculture aurait rejeté la proposition de Continental Grain, car le prix serait jugé trop bas à Washington.

Dans le cadre de ce même programme, les Etats-Unis ont proposé 100 000 tonnes de blé au Yémen du Nord. Le 20 août dernier, ce pays s'était déjà vu offrir 50 000 tonnes. Il n'y a pas encore de marché conclu, pas plus qu'avec l'Algérie, déjà sollicitée également.

D'autre part, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a réagi, le 6 septembre, aux propos alarmistes tenus la veille par le gouverneur de l'agence fédérale qui supervise le système bancaire agricole (Farm Credit System). Selon la Maison Blanche, les ressources sont suffisantes pour faire face à la situation. Toutefois, selon M. Robert Dole, chef de la majorité républicaine du Sénat, le montant des emprunts dont le remboursement n'est pas prioritaire est plus élevé que prévu par divers analystes (25 milliards de dollars sur 75 milliards d'engagements).

REPRISE DU TRAVAIL A POMPEY

Les sidérurgistes de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (SNAP), en grève depuis le 26 août, ont voté vendredi 6 septembre, à une forte majorité, pour la reprise du travail lundi 9 septembre à 8 heures. Pour ce vote, à bulletin secret, les salariés avaient le choix entre deux options : « *Pour la poursuite de l'action comme ces quinze derniers jours* » — position défendue par la CGT — ou « *Pour la reprise du travail et des actions diversifiées* » — proposition soutenue par la CFDT.

La SNAP compte 1 900 salariés, mais il n'y a eu que 884 votants : 577 se sont prononcés pour la reprise du travail et des actions diversifiées (65,3 %), tandis que 306 (34,7 %) se déclaraient favorables à la poursuite de la grève.

Aux dernières élections professionnelles, la CFDT avait obtenu la majorité absolue des sièges au comité d'entreprise (6 contre 4 à la CGT). Commentant les résultats du scrutin, M. Henri Rombach, un des responsables de la CFDT, a assuré : « *L'action n'est pas terminée* ».

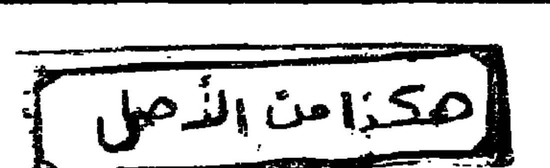
PREMIER SUCCÈS A L'EXPORTATION DU MÉTRO AUTOMATIQUE DE MATRA

La société Matra vient de décrocher son premier contrat de vente à l'exportation de son métro automatique VAL. Elle a été retenue par la ville de Chicago (Illinois) pour construire le métro qui desservira les terminaux de l'aéroport O'Hare, le plus grand du monde.

Le contrat de 119 millions de dollars (1,1 milliard de francs) prévoit la réalisation de 5 kilomètres de voies, de cinq stations (au parking de l'aéroport, aux emplacements de location de voitures et aux trois terminaux), la livraison de dix-sept voitures, l'exploitation et la maintenance pendant cinq ans. Ce métro entrera en service fin 1988 ou début 1989.

Matra s'est associé avec des firmes américaines de génie civil pour obtenir le contrat de Chicago, et notamment avec Raymond Kaiser, Turner Construction, Madison-Madison et Perkins and Will. Les voitures seront construites en collaboration avec Alsthom, filiale du groupe français nationalisé CGE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Économie

EN RFA

La rencontre gouvernement-patronat-syndicats n'a pas réduit les divergences de fond

De notre correspondant

Bonn. – Un peu plus d'un an après la fin des grèves, qui avaient paralysé la métallurgie au printemps 1984, une timide reprise du dialogue social s'ébauche en Allemagne fédérale. Fait rarissime : une rencontre tripartite au sommet s'est déroulée, le jeudi 5 septembre, à la chancellerie entre les représentants du gouvernement, du patronat et de la fédération des syndicats (1). Objectif : examiner les moyens de lutter contre le chômage et les efforts en cours pour remettre à jour la législation sociale. Malgré des positions de départ diamétralement opposées, les participants se sont séparés, après six heures de discussions, en acceptant de poursuivre le dialogue dans des commissions de travail.

Comme il était prévu, les trois parties se sont mises d'accord sur le plus facile, c'est-à-dire sur l'utilisation du surplus de 5 milliards de deutschemarks dont disposera à la fin de l'année l'office fédéral du travail, chargé de gérer les cotisations chômage, pour venir en aide aux jeunes et aux chômeurs âgés de longue durée. Au sein du gouvernement, on s'était mis d'accord sur ce point au début de la semaine, en signe de bonne volonté à l'égard des syndicats : compte tenu des désaccords de fond qui opposent le gouvernement et le patronat au DGB sur la plupart des thèmes en discussion, c'était bien la moindre des choses.

Toute la logique économique et sociale du gouvernement, encore réaffirmée jeudi avec force par le chancelier Kohl lors débat budgétaire au Bundestag, s'oppose aux conceptions des syndicats, que ce soit la priorité accordée à l'assainissement des finances publiques, la volonté de donner plus de latitude aux entreprises, notamment sur le plan de l'embauche ou les réformes envisagées de la législation des entreprises et du droit de grève. Contestant les prévisions gouvernementales, qui tablent sur une reprise de l'économie suffisamment durable pour provoquer à la longue un reflux du chômage, le DGB réclame, avec l'appui du Parti social-démocrate, un programme massif d'investissements publics. Hostile à la flexibilité, il continue d'exiger la diminution de la durée du travail.

Ce n'est pas gratuitement que M. Kohl, qui avait pris partie pour le patronat lors des grèves de la métallurgie au printemps 1984, tend la main aux syndicats. On imagine bien que le chancelier, qui affrontera dans deux ans de nouvelles élections législatives, ne tient pas à aborder la fin de son mandat dans un climat de tension avec le DGB.

En acceptant à deux reprises de rencontrer le chancelier au cours de l'été, puis de participer à une rencontre tripartite, M. Ernst Breit, le patron du DGB, n'ignorait pas que son geste serait utilisé par le chancelier pour rassurer l'électorat. Le DGB, qui organise du 14 au 20 octobre une semaine d'actions dans toute l'Allemagne fédérale pour protester contre la politique gouvernementale en matière d'emploi, avait fait savoir qu'il réagirait si le gouvernement essayait d'exploiter politiquement la rencontre. Mais un refus du dialogue n'aurait pas été sans risque. Non seulement le mythe du consensus social, quelles que soient les fissures apparues ces dernières années, continue d'avoir la vie dure en RFA, mais le conflit de l'année dernière dans la métallurgie n'a pas été très populaire.

HENRI DE BRESSON.

(1) Le gouvernement n'avait pas réuni les partenaires sociaux depuis 1977.

EN ITALIE

Un plan d'assainissement des finances publiques

Le ministre italien du Trésor, M. Giovanni Goria (démocrate-chrétien), a présenté, vendredi 6 septembre, au gouvernement un plan d'assainissement des finances publiques. Objectif : réduire le déficit de l'Etat.

Le plan Goria, qui est ambitieux, prévoit une augmentation des tarifs des services publics et une réorganisation des administrations avec notamment la disparition des « branches mortes » de certains secteurs publics.

Dans le domaine de l'éducation, le plan prévoit une augmentation des taxes scolaires et la fermeture de plusieurs établissements. Des mesures semblables seraient adoptées pour les hôpitaux, les postes, les transports municipaux et les chemins de fer.

Selon les estimations du ministre du Trésor, les revenus de l'Etat devraient augmenter de 12 000 milliards de lires (soit environ 60 milliards de francs) grâce aux augmentations des tarifs publics. Les dépenses devraient être réduites.

Toutefois, les premières réactions du monde politique et syndical sont plutôt négatives. Ainsi les démocrates-chrétiens ont déjà publiquement pris leurs distances à l'égard du plan qui entraînerait *« une diminution des activités de l'Etat au profit du secteur privé ».* – *(AFP.)*

A Singapour

Démissions...

Pour la première fois en vingt ans, Singapour a enregistré une croissance économique négative (– 1,4 %) au deuxième trimestre de cette année (*le Monde* du 13 août), forçant le gouvernement à adopter des mesures d'aide aux entreprises et les salariés à accepter un gel des salaires.

Chaque semaine apporte son lot de mauvaises nouvelles. Ainsi Texas Instruments a demandé leur démission à près de 400 de ses 2 000 employés à Singapour, afin d'amortir l'impact de la récession économique actuelle.

Ces employés, auxquels la compagnie propose une prime, devront donner leur réponse d'ici à dix jours, a fait savoir le porte-parole de la multinationale américaine. Seule l'une des trois usines que Texas Instruments possède à Singapour est jusqu'à présent affectée par cette mesure. Ces derniers mois, la compagnie avait déjà réduit la durée du travail, parfois de deux jours par semaine.

Plus de 50 000 emplois ont été supprimés à Singapour au cours du deuxième trimestre de cette année, selon le dernier rapport trimestriel publié par le Conseil du développement économique. Ces suppressions d'emplois n'entraînent pas statistiquement une hausse des chiffres du chômage, qui oscillent entre 2 % et 3 % de la population active (1,21 million en 1984) selon les dernières statistiques disponibles.

Au cours du deuxième trimestre 1985, la plupart des personnes licenciées étaient des étrangers venus de Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Sri-Lanka, Inde : leurs permis de travail ont été annulés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 2 au 6 septembre 1985

L'attente

PARADOXALEMENT, alors que la quasi-totalité des habitués du palais Brongniart avaient repris position dans les boxes en bois (et métallisés pour les plus *« in »*) disséminés sur le parquet, le ton était plutôt à l'expectative. La cote a naturellement réagi à ce manque de tonus, et les valeurs françaises, qui s'étaient fort bien comportées la semaine précédente, ont cédé près de 0,8 % au cours de ces cinq séances de véritable « rentrée scolaire », ramenant vendredi à 1,30 la progression du marché depuis le début du mois boursier et à 25,7 % son avance par rapport au premier janvier dernier.

On attend... Quoi ? On ne sait trop... Des résultats de sociétés intéressants qui permettraient aux analystes spécialisés de réviser en hausse leurs projections pour l'année en cours et pour 1986 (ce fut le cas pour certains titres tels Damart, Alsthom et l'inévitable Peugeot). Ou encore d'en savoir un peu plus sur ces augmentations de capital dont les montants s'annoncent parfois importants : après Peugeot, c'est au tour de Michelin de *« faire appel au peuple » (voir par ailleurs)* et l'opération Sanofi (320 millions de francs de nominal pour recueillir 800 millions d'argent frais) n'est pas négligeable non plus.

A elles seules, ces trois opérations vont « pomper » près de la moitié du volume attendu à l'émission pour les quatre derniers mois de l'année et que l'on situe aux alentours de 4 à 5 milliards de francs (y compris des titres participatifs et des certificats d'investissement, tels ceux de Rhône-Poulenc, dont les modalités exactes seront présentées le 10 septembre). Mais il faudra compter également par l'« effet d'aspirateur » du marché obligataire où les émissions d'emprunts reprennent à bonne cadence alors que l'Etat a inscrit à la craie sur l'ardoise qui lui est réservée le montant de la « modeste » participation qu'il compte demander aux épargnants : 40 milliards de francs environ. Au cours du premier semestre 1985, les émissions d'emprunts, caractérisées par une présence plus discrète des services publics, ont tout de même augmenté de 29 % par rapport aux six premiers mois de 1984, pour s'établir à 170 milliards de francs.

Et ce n'est pas fini. Comme nous l'écrivions déjà dans ces colonnes en donnant une première liste de sociétés candidates (*le Monde* daté 18-19 août), il faut compter également avec le nombre impressionnant de sociétés attendues soit sur le second marché de Paris (et de province), soit à la cote officielle pour de grands groupes étrangers et qui, toutes, vont nécessairement attirer des capitaux. Le premier lever de rideau interviendra le 17 septembre au second marché de Marseille avec l'entreprise Change de la Bourse, suivie le lendemain, à Paris, par la société de chauffage Deville (*voir ci-dessous*). Les firmes étrangères ne sont pas en reste, et Paribas, par exemple, qui va offrir au second marché successivement Sema-Metra, Cardif et les biscuits Gardeil à Bordeaux, va également aligner à la cote officielle l'américain Sears Roebuck (distribution et produits financiers) le 25 septembre puis Reynolds (le premier groupe américain de la distribution de grande consommation) le 1er octobre en attendant l'introduction ultérieure de l'italien Pirelli.

Sur le poteau

Certes, la place de Paris a encore de la ressource. S'il était encore devancé par l'Italie (plus de 68 % en un an) et par l'Allemagne fédérale (plus de 46 %) début septembre, notre marché coiffe sur le poteau l'ensemble des autres places européennes, y compris Londres (plus 19 %), alors que Tokyo progressait de 20 % et New-York de 9 % seulement dans le même temps. De la ressource et des ressources... A fin août, l'encours des seules SICAV court terme dépassait les 200 milliards de francs pour s'établir à 208,6 milliards, en hausse de 4 % par rapport au mois précédent, lequel reflétait déjà une augmentation de 6 % sur le mois de juin.

Voilà pour ce qui est de l'environnement général des valeurs françaises. Dans le détail, on retiendra la très bonne tenue de Saint-Louis Bouchon, qui a encore gagné plus de 13 % cette semaine, la remise en selle de Promodès et de SCOA, qui vient d'accueillir Dumez autour du « tapis vert », de BSN enfin, qui, discrètement (plus 5 %), réapparaît parmi les plus fortes hausses. A l'inverse, Michelin et Sanofi se tenant cois, ce sont surtout Raffinage (moins 14 %), dont les pertes du premier semestre 1985 ont augmenté de 50 %, SCREG, Moulinex, Bongrain et ESSO, qui figurent au piquet, rejoints par Pompey (moins 5 %), mise à dure épreuve par le conflit des aciéries du même nom.

Sur le marché au comptant, les Piles Wonder, qui ont joué les étoiles filantes depuis six mois sous l'« effet Tapie », ont piqué du nez alors que le « SAMU des entreprises » se débattait comme un beau diable pour faire avaler son plan de restructuration à un syndicat CGT qui semble décidé à lui mettre quelques bâtons dans les roues. Notamment à l'usine de Lisieux (Calvados) promise à la fermeture. A leur reprise de cotation, le 3 septembre (elle avait été suspendue dans l'attente d'un communiqué concernant la situation financière de l'entreprise passablement dégradée), les actions Wonder chutaient à 852 F contre 887 F avant la suspension.

Le repli devait se poursuivre jusqu'à vendredi, où fut inscrit un cours de 790 F contre 810 F la veille, soit un recul de quelque 100 F en une dizaine de jours. M. Bernard Tapie doit donner tout prochainement quelques éclaircissements sur la stratégie industrielle qu'il entend appliquer à Wonder, désormais intégrée à un pôle « piles grand public » comprenant SAFT-Mazda. Un ensemble qu'il doit désormais animer en tandem avec M. Francis Bouygues, classé parmi les dix patrons les plus « durs » de France dans le dernier numéro de *l'Expansion*...

SERGE MARTI.

Pétroles

	6-9-85	Diff.
Elf-Aquitaine	201	− 5
Esso	480,10	− 29,9
Francarep	324	+ 29
Pétroles (Française)	230,20	− 8,21
Pétroles B.P.	100	− 4
Primagaz	334,50	+ 0,70
Raffinage FR.	76,50	− 12,30
Sogerap	465	+ 3,20
Exxon	473	+ 18
Petrofina	920	− 7
Royal Dutch	541	− 7

Filatures, textiles, magasins

	6-9-85	Diff.
André Roudière	282	+ 14,50
BHV	303	− 5
CFAO	1 040	+ 20
Damart-Serviposte	1 958	+ 38
Darty	1 425	− 10
DMC	234,90	− 7,10
Galeries Lafayette	739	+ 38
La Redoute	1 521	− 28
Nouvelles Galeries	173,50	+ 8,71
Printemps	296	+ 11
SCOA	112,50	+ 6

Banques, assurances sociétés d'investissement

	6-9-85	Diff.
Bail Équipement	349,90	− 15,1
Bancaire (Cie)	649	+ 15
Cetelem	647	− 51
Chargeurs SA	690	+ 10
CFF	826	inch.
CFI	290	− 3
Eurafrance	1 605	+ 15
Hénin (La)	481	− 14
Imm. Pl.-Monceau	442	− 18
Locafrance	428	inch.
Locindus	830	− 3
Midi	3 073	+ 52
Midland Bank	305	+ 10
O F P	1 050	− 55
Parisienne de réesc.	1 117	+ 2
Prétabail	1 170	+ 20
Schneider	228,10	+ 10,6
UCB	317	+ 2

Produits chimiques

	6-9-85	Diff.
BASF	685	− 30
Bayer	699	− 11
Hoechst	680	− 7
Imp. Chemical	82	inch.
Institut Mérieux (1)	1 860	+ 15
Laboratoire Bellon	1 280	− 33
Norsk Hydro	114,80	+ 0,20
Roussel-Uclaf	1 510	− 20

(1) Compte tenu d'un coupon de 15 F.

Matériel électrique services publics

	6-9-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	295	− 12
CIT-Alcatel	1 165	+ 5
Crouzet	237,50	− 2,40
Générale des Eaux	650	+ 7
IBM	1 168	+ 48
Intertechnique (1)	2 145	− 2
ITT	301 30	+ 3 80
Legrand	2 157	− 2
Lyonnaise des Eaux	822	− 4
Matra	1 660	− 45
Merlin-Gérin	2 175	
Moteurs Leroy-Somer	658	− 5
Moulinex	76,80	− 5,30
Philips	139,70	+ 3,70
PM Labinal	484	− 2
Radiotechnique	309	− 6
SEB	403	+ 13
Signaux	575	− 20
Téléméc. Electrique	2 640	inch.
Thomson-CSF	558	− 15
Schlumberger	325,10	+ 2,10
Siemens	1 753	− 2

(1) Compte tenu d'un coupon de 18 F

Alimentation

	6-9-85	Diff.
Béghin-Say	269	− 2
Bongrain	1650	+ 119
BSN G.-Danone	2240	+ 108
Carrefour	2255	− 99
Casino	870	+ 5
Cédis	695	− 145
Euromarché	1105	− 60
Guyenne et Gasc.	384,90	+ 18,90
Lesieur	629	+ 20
Martell	1645	+ 15
Moët-Hennessy	1964	+ 63
Nestlé	28000	− 80
Occidentale (Gle)	746	+ 27
Olida-Caby	175	+ 4
Pernod-Ricard	723	+ 41
Promodès	1169	+ 99
Source Perrier	484	− 23
St-Louis-Bouchon	305	+ 37
C.S. Saupiquet	536	+ 1
Veuve Clicquot	2820	+ 170

Bâtiment, travaux publics

	6-9-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 055	+ 20
Bouygues	750	− 20
Ciments Français	323,50	− 3,50
Dumez	829	− 8
GTM	289	− 9,909
J. Lefebvre (1)	323	− 13
Lafarge	524	− 18
Maisons Phénix	148	− 7
Poliet et Chausson	596	− 14
SCREG	117	− 9
SGE-SB	50,85	− 2,05

(1) Compte tenu d'un coupon de 12 F.

Métallurgie construction mécanique

	6-9-85	Diff.
Alspi	139	− 5
Avions Dassault-B.	1 140	+ 11
Chiers-Châtillon	51,20	− 0,70
De Dietrich	585	+ 23
FACOM	1 149	− 31
Fives-Lille	362	− 4
Fonderie (Générale)	63,10	− 2,10
Marine Wendel	287,90	+ 18,90
Penhoët	911	+ 38
Peugeot SA	407	+ 2,5
Poclain	73,20	+ 1,7
Pompey	182	− 9,50
Sagem	1 832	− 28
Valéo	248	+ 3,20
Vallourec	121	− 5,40

Mines d'or, diamants

	6-9-85	Diff.
Amgold	725	+ 99
Anglo-American	100,80	+ 1,80
Buf. Gold M.	246,10	+ 2,10
De Beers	38,95	+ 0,25
Drief. Cons.	169,10	− 1,90
Free State	173	+ 3
Gencor	93,20	+ 1,20
Gold Field	49,10	− 1,75
Harmony	93	+ 0,50
President Brand	164	− 3,
Randfontein (1)	662	− 14,80
Saint-Helena	113,80	+ 3,70
Western Deep	302	+ 10,10
Western Holding	220	+ 10,20

(1) Compte tenu d'un coupon de 23,20 F.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Après Peugeot, Michelin...

Michelin va demander à ses actionnaires un peu plus de 1 milliard de francs (1 034,85 millions de francs) d'argent frais, après les 925 millions de francs levés par Peugeot en juillet dernier. Une série de remarques s'imposent après ces deux opérations. La première est que, dans le cas de Michelin, l'augmentation de capital est d'un type plus classique, et peut être plus avantageux dans l'immédiat pour l'actionnaire : émission à 1 000 F, soit un peu moins de 200 F au-dessous du cours de Bourse, donc avec un droit de souscription d'une quarantaine de francs, au bénéfice des seuls porteurs. Ce n'était pas le cas de Peugeot, dont les actionnaires avaient abandonné tout droit préférentiel.

En outre, Michelin offre la possibilité de souscrire, d'ici à la fin de 1989, une autre action au prix inchangé de 1 400 F, avec des perspectives de valorisation du cours en Bourse que la banque Paribas, chef de file de l'opération, évalue de la façon suivante : de 1 487 F à 2 368 F en 1989, suivant les hypothèses de croissance annuelle du chiffre d'affaires (8 % et 10 %) et d'évolution de la marge nette (de 1,60 % à 2,20 % du chiffre d'affaires). Dans ces conditions, et en tenant compte de l'appréciation de la Bourse (rapports cours-bénéfices de 7,5, 8 et 8,5), la valeur du droit de souscription supplémentaire, après actualisation au taux de 14 %, s'étage entre 49 F et 550 F.

A cette occasion, on notera que c'est Paribas, et non Michelin, qui fournit ces estimations, la firme de Clermont-Ferrand se montrant, en privé, plus prudente. On notera également que ses représentants n'avaient pas daigné assister leur banquier dans la présentation de l'opération. C'est beau, le secret, mais tout de même...

Enfin, sur le milliard de francs appelé, il semble que la famille Michelin, qui détient encore une part appréciable du capital (on parle de 50 %, mais c'est un secret bien gardé, même pour Paribas, paraît-il), se soit arrangée pour fournir sa part : en tout cas, elle n'avait pas demandé aux banques d'alléger son fardeau, comme la famille Peugeot, qui, d'entrée, avait fait connaître son refus, ou son impossibilité de souscrire ses 30 %. Aux Etats-Unis, les autorités boursières exigent que les principaux actionnaires fassent connaître leurs intentions dans ce domaine.

Sur un plan plus technique, les appels répétés d'argent frais, surtout si, comme dans le cas de Michelin, ils représentent le quart de la capitalisation boursière, soit le maximum admis par les analystes, commencent à peser lourd, ce qui explique le peu de réaction du titre, dont le cours n'a pratiquement pas bougé. Relevons, toutefois, que le cours de Peugeot, après un vif fléchissement en juillet-août, vient de retrouver et de dépasser le niveau de l'augmentation de capital (370 F). Et Dieu sait pourtant que la Bourse était pessimiste à ce sujet après l'opération !

F. R.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	2 sept.	3 sept.	4 sept.	5 sept.	6 sept.
RM	268 341	264 043	311 929	301 668	422 601
Comptant					
R. et obl.	1 485 616	N.C.	2 038 981	2 003 350	1 778 424
Actions	65 297	N.C.	47 953	112 462	88 410
Total	1 819 254	N.C.	2 398 863	2 417 480	2 289 435

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Françaises	118,9	119	118,9	118,5	−
Étrangères	94,6	94,9	94,5	93,9	−

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance	126,7	126.6	126.1	125,4	125,7

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	223,2	223	223.1	222,5	222

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	6 sept.	30 août	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	111.7	112,7	− 0,9	117,9	99,7

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi (C•)	35 401	108 644 222
Michelin B	61 188	73 259 553
BSN	31 427	68 114 405
Peugeot	165 264	67 414 562
Thomson CSF	97 202	55 560 438
Navig. mixte	113 440	48 421 490
Moët-Hennesy	20 610	40 198 043
Chargeurs SA	55 939	38 758 932
Occidentale	52 072	38 247 323
Pernod-Ricard	53 286	37 413 236

(*) Du 30 août au 5 septembre.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 30 août	Cours 6 sept.
Or fin (kilo en barre)	91 800	91 000
— (kilo en lingot)	92 000	91 300
Pièce française (20 fr.)	552	550
Pièce française (10 fr.)	430	410
Pièce suisse (20 fr.)	569	563
Pièce latine (20 fr.)	541	531
● Pièce tunisienne (20 fr.)	530	530
Souverain	675	671
Souverain Elizabeth II	680	685
● Demi-souverain	375	376
Pièce de 20 dollars	3 820	3 725
— 10 dollars	1 990	1 960
● — 5 dollars	1 300	1 300
— 50 pesos	3 455	3 400
● — 20 marks	675	689
— 10 florins	552	583
● — 5 roubles	420	390

Chaudières Deville : la « flamme bleue » va brûler sur le second marché

Ce qui est bon pour Deville ne l'est pas toujours pour le frileux citoyen français. La société d'appareils de chauffage de Charleville-Mézières se complait dans les grands froids et ne se plaint pas trop des chocs pétroliers. Elle a d'ailleurs attendu la fin de l'été pour allumer sa flamme sur le second marché de la Bourse de Paris : le 18 septembre, 164 000 actions Deville — soit 15 % de plus que les 10 % du capital requis pour ce type de marché — seront offertes au public à un prix d'offre minimal qui variera entre 550 F et 650 F, sous la conduite de la Banque Worms et de la charge Sellier-Suchet.

Cinq générations de Deville se sont succédé depuis qu'Albert Deville, inventeur des premières machines à mouler pneumatiques et d'un procédé d'émaillage des fontes toujours employé, a rejoint l'entreprise de sa belle famille, les anciens maîtres de forgesardennais Corneau. Depuis 1846, date de création officielle de la société, Deville est une entreprise sans histoires, qui a abandonné dès la fin de la première guerre ses vases en fonte émaillée et ses pompes hydrauliques pour concentrer son activité sur la fabrication d'appareils de chauffage et de cuisson. Dans les années 60, sous la présidence de Jean Deville, beau-père de l'actuel PDG et ancien ministre RPR Jean Taittinger (lequel préside également aux destinées de la société du Louvre, détentrice de COFIDEV, société holding qui possède 99 % de Deville), l'entreprise s'enrichit et prospère grâce au chauffage au mazout et finit par s'imposer sur ce marché.

Les résultats actuels montrent que la stratégie adoptée depuis 1973 a été payante. Deville a su, la première, profiter immédiatement après le premier choc pétrolier du retour d'une importante clientèle vers le chauffage au charbon. Mais, face à l'inévitable essoufflement du marché de l'équipement domestique engendré par la crise économique, Deville a su aussi ne pas faire feu de tout bois et laisser un peu en retrait les cuisinières — dont les ventes ont chuté de 20 % entre 1982 et 1984 — pour développer les cheminées, les inserts, les foyers encastrables, et lancer, en particulier, les cheminées à haut rendement, qui rencontrent un vif succès au sein de la clientèle provinciale et suburbaine. Résultat : un chiffre d'affaires, en 1984, de 291,4 millions de francs (dont 26 millions à l'exportation) et un bénéfice de 28,9 millions pour cette maison entrée en 1979 dans le groupe Louvre-Taittinger.

Pour les années à venir, la société table sur une croissance annuelle de son chiffre d'affaires de l'ordre de 10 %, grâce aux gains de productivité qui pourront être obtenus dans la nouvelle usine « robotisée » de la société industrielle de sous-traitance Sodery (filiale à 100 % de Deville depuis 1985) et à un effort de développement des ventes à l'exportation. L'estimation ne semble pas déraisonnable pour une société qui fait preuve, selon le mot de son président, *d'une « modestie bien ardennaise »*, mais qui figure, pour sa rentabilité, au septième rang du classement 1984 de *l'Expansion*.

Le groupe Deville-Sodery (Sodery est une petite entreprise contrôlée depuis la fin 1984) devrait réaliser cette année un chiffre d'affaires de 335 millions de francs et un bénéfice de 33,4 millions.

A. C.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Mieux orienté

Une nette reprise enregistrée, vendredi, à Wall Street, a permis aux valeurs boursières de récupérer les pertes modérées mais constantes subies dès le lendemain du congé du Labor Day, lundi, dans une atmosphère modérément active.

L'indice des valeurs industrielles a terminé avec un gain de 1,68 point par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 335,68. Selon les analystes, la diminution du taux de chômage aux Etats-Unis, qui s'est établi à 7 % en août, soit son plus bas niveau depuis plus de cinq ans, après avoir plafonné à 7,3 % pendant les six mois précédents, a encouragé les investisseurs qui agissaient avec prudence depuis le début d'août, les informations économiques, pour la plupart positives, publiées à ce jour, leur paraissant néanmoins douteuses.

	Cours 30 août	Cours 6 sept.
Alcoa	35 5/8	34 7/8
ATT	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 1/8	48 5/8
Chase Man. Bank	55 1/4	54 3/4
Du Pont de Nemours	57 3/4	56 7/8
Eastman Kodak	43 5/8	44 5/8
Exxon	52 5/8	52 1/2
Ford	43 7/8	44 5/8
General Electric	61	61 1/8
General Foods	81 1/8	80 3/8
General Motors	67 3/8	69
Goodyear	27 7/8	28 1/2
IBM	126 3/4	129 1/4
ITT	34 7/8	33 7/8
Mobil Oil	29 1/4	29 3/8
Pfizer	48 1/8	48 5/8
Schlumberger	36 5/8	36 5/8
Texaco	36 3/4	36 3/4
UAL Inc.	54 1/2	53 1/4
Union Carbide	57 1/8	55 1/4
US Steel	30	30
Westinghouse	38 7/8	38 1/2
Xerox Corp	51 3/4	53 1/8

LONDRES

Reprise en fin de semaine

La reprise tardive a été principalement due à la montée en flèche du dollar à la suite de la publication de plusieurs indicateurs économiques encourageants aux Etats-Unis. Cet essor a notamment favorisé les sociétés exportatrices ou ayant des intérêts importants outre-Atlantique, telles que ICI, Glaxo, Beecham et Jaguar.

En revanche, le repli de la livre sterling a pesé lourdement sur les fonds d'Etat, qui ont fluctué étroitement dans un marché délaissé. Le secteur des brasseries s'est distingué : Allied-Lyons a atteint de nouveaux sommets dans l'attente de l'OPA qu'a fait prévoir le conglomérat australien Elders IXL. Les électriques ont fléchi à l'approche de la fin de la privatisation de Cable and Wireless.

Indices « FT » : industrielles : 1 020,8 contre 1 013,9 ; mines d'or : 314,2 contre 290,7 ; fonds d'Etat : 83,25 contre 83.54.

	Cours 30 août	Cours 6 sept.
Beecham	343	340
Bowater	340	358
Brit. Petroleum	588	573
Charter	183	185
Courtaulds	137	152
De Beers (*)	430	428
Free State Ged. (*)	18 5/8	19 7/8
Glaxo	13 35/64	13 5/8
Gt. Univ. Stores	865	870
Imp. Chemical	674	689
Shell	725	723
Unilever	10 1/2	10 19/32
Vickers	293	283
War Loan	36 1/8	36 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Record

Après des prises de bénéfices enregistrées en début de semaine, le marché avait également souffert de la situation critique en Afrique du Sud ainsi que l'incertitude du marché obligataire. Toutefois ; en fin de semaine, des achats massifs en provenance de l'étranger ont permis à toutes les valeurs les plus représentatives d'enregistrer de fortes hausses.

Indice de la Commerzbank : 1 499,70 contre 1 472,8.

	Cours 30 août	Cours 6 sept.
AEG	140,20	140,50
BASF	223,80	225,30
Bayer	221,70	222,30
Commerzbank	209	207
Deutschebank	580,70	577
Hoechst	214	220,40
Karstadt	263	263,50
Mannesman	201,70	217
Siemens	550,70	560
Volkswagen	335	333,80

TOKYO

Effritement

Après quatre séances consécutives de baisse, le marché s'est repris samedi matin à l'instar des hausses enregistrées la veille à New-York et sur certaines places européennes (Francfort), sans pouvoir compenser les pertes initiales. Indice Nikkei Dow Jones : 12 479,06 contre 12 716,52 la semaine précédente ; indice général : 1 002,16 contre 1 017,58.

	Cours 30 août	Cours 6 sept.
Akai	365	348
Bridgestone	548	532
Canon	931	914
Fuji Bank	1 580	1 600
Honda Motors	1 370	N.C.
Matsushita Electric	1 210	1 200
Mitsubishi Heavy	395	385
Sony Corp.	3 550	3 480
Toyota Motors	1 150	1 120

BOURSES ÉTRANGÈRES

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Entrée remarquée de Gaz de France

Bien qu'il soit encore chargé de transactions destinées à être placées dans des zones géographiques précises, et particulièrement au Japon, le calendrier des nouvelles euro-émissions en dollars a retrouvé, la semaine passée, un aspect vraiment international qu'on ne lui avait plus vu depuis quelque temps. Cette évolution a correspondu à un net regain d'activité auquel les emprunteurs français ont largement contribué.

Le Crédit agricole a ainsi pu bénéficier de la place de choix que lui confère la qualité de sa dette parée du prestige « AAA » des agences spécialisées américaines et que souligne d'autre part la rareté de ses apparitions sur l'euromarché. D'une durée de cinq ans, lancée au-dessus du pair, à 100,50 %, et munie d'un coupon annuel de 10 %, sa proposition a reçu un excellent accueil. Elle s'est traitée d'emblée sur le « marché gris » à l'intérieur de la commission de vente de 1,25 % pour se situer vendredi à des prix correspondant à cette commission.

Par le truchement d'une opération de swap, l'emprunteur se retrouve avec une dette à taux flottant à un coût inférieur au Libor. Au moment de son lancement, les conditions de l'emprunt du Crédit agricole correspondaient à 36 points de base de plus seulement que le rendement des « notes » à même échéance du Trésor américain.

Flatteuse en elle-même au départ, cette comparaison devient insignifiante lorsqu'on la compare à celle faite à propos d'un exercice lancé presque parallèlement. Mitsubishi Estate, une société de leasing immobilier du célèbre groupe japonais, est fort bien notée par les agence américaines. Le « AA + » conféré par Standard and Poor's à sa dette est cependant d'un bon cran en dessous du « AAA » du Crédit agricole. Or, pour son emprunt de 50 millions de dollars sur sept ans, Mitsubishi Estate est venu à des conditions correspondant à peine à 8 points de base au-dessus du rapport le même jour des notes à sept ans du gouvernement américain. Un coupon de 10,375 % associé à un prix d'émission de 101,75 % lui confère un rendement brut de 10,015 %.

La distorsion du marché est évidente et s'explique une fois de plus par le fait que l'émission japonaise était dès le départ destinée à être placée en grande partie au Japon. Lancée pour le compte d'un débiteur de ce pays, elle n'est pas soumise aux restrictions de placement imposées par Tokyo aux compagnies d'assurance-vie qui cherchent à accroître leur portefeuille de titres libellés en devises étrangères. De là viennent des conditions plus qu'agressives qui, elles-mêmes, conduisent à scinder le marché international des capitaux.

Gaz de France a fait une entrée remarquée, jeudi soir, suivant une formule chère à la Société générale qui dirige l'emprunt en tant que chef de file du syndicat d'émission. Il s'agit du règlement partiel qui, en l'occurrence, pour un prix d'émission de 101 %, s'effectuera à raison de 11 % le jour de la première date de paiement, le 15 octobre de cette année, à raison de 90 % un an plus tard. La durée de l'emprunt, garanti par la République française, est de cinq ans, son coupon est de 9,875 %. Le produit de l'opération est échangé comme il se doit dans les conditions actuelles du marché contre des fonds en dollars à taux flottants. On estime qu'en terme de marge en dessous du Libor, le résultat de la transaction de swap est un des plus impressionnants de cette année pour un émetteur français.

Le débiteur se retrouve, dit-on, avec des capitaux à 70 points de base au-dessous du Libor. La technique du paiement partiel accentue encore l'économie réalisée sur les coûts supportés par l'emprunteur en même temps qu'elle permet à la transaction de résister assez bien aux incertitudes du moment. La preuve en a été donnée vendredi alors que, d'une façon générale, le marché subissait l'influence négative de New-York où les taux s'étaient tendus à l'annonce d'une bonne nouvelle pour l'économie américaine. Les obligations de Gaz de France se traitaient, à la veille du week-end, à moins 17/8, moins 13/4, c'est-à-dire en deçà des commissions totales.

Renault, emprunteur allemand

Dans le secteur du papier à court terme lancé sur l'euromarché, on peut s'attendre à un gonflement important du volume de la dette bénéficiant de la garantie de l'Etat français. Le Crédit national vient de vendre pour 75 millions de dollars d'euronotes à trois mois dans le cadre d'une facilité de 500 millions mise sur pied l'an passé. La marge moyenne qui s'est dégagée à cette occasion est de 15 points de base en dessous du Libor, soit quelques 2,5 points au-dessous du Libid (taux interbancaire demandé à Londres).

En dehors de la technique des swaps qui permet de se retrouver avec des capitaux à des coûts sensiblement au-dessous du Libor, généralement de l'ordre de 40 à 50 points de base, il s'agit du moyen de financement le plus économique qui soit.

L'exemple du Crédit national devrait être suivi bientôt par la Caisse nationale des télécommunications pour qui vient d'être lancée une transaction de refinancement de 360 millions de dollars. L'opération est destinée à remplacer un eurocrédit d'un même volume monté en 1979. La nouvelle facilité, caractérisée par une très grande flexibilité en faveur de l'emprunteur, pourra notamment être utilisée pour des tirages indexés sur le Libor ou sur la base des CDs américains. Elle comprend également un programme d'émission d'euronotes ainsi que d'avances à court terme. La commission d'engagement de 0,0625 % pour cette facilité d'une durée de dix ans se compare à celle de 0,25 % exigée pour la facilité précédente.

Renault devait se présenter incessamment sur le marché allemand des capitaux par le truchement de sa succursale financière allemande, Renault Finance GmbH. La simple présence d'un emprunteur au nom français est un événement cette année sur le marché allemand des capitaux où le précédent exercice pour une firme française remonte à mai dernier. La Banque nationale de Paris avait alors contribué aux tout premiers pas du marché des notes à taux variable en deutschemarks que la Bundesbank venait d'autoriser.

L'émission de Renault présente, en plus, la particularité d'être dirigée par une banque américaine établie à Francfort, Citibank AG qui, pour la première fois, agit en tant que chef de file d'un consortium d'émission. Or, en dépit de l'origine du débiteur et de celle de la banque, la transaction est officiellement considérée comme étant domestique, et non internationale. La distinction est, en fait, purement administrative. Pour l'investisseur, il n'y a plus de différence d'un point de vue fiscal depuis que la retenue à la source sur le coupon a été abolie pour les émissions internes.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Hausse brutale du dollar à près de 9 F

Après cinq semaines de quasi-stabilité (une aberration pour les cambistes), il fallait bien s'attendre à un mouvement sur le dollar, en hausse ou en baisse. C'est la hausse qui l'a emporté, avec une certaine brutalité, plus de 5 % dans la semaine, et un retour inattendu bien au-dessus de 2,90 DM et au voisinage des 9 F cotés encore le 11 juillet dernier.

C'est toute une série de nouvelles plus satisfaisantes en provenance de l'économie qui a provoqué cette très vigoureuse remontée, avec un point d'orgue à la veille du week-end.

Dès la fin de la semaine dernière, la remontée s'amorçait, essentiellement à New-York, où l'on venait d'enregistrer la diminution du déficit commercial en juillet, la hausse de 0,4 % des indicateurs économiques, le redressement des ventes d'automobiles et de logements neufs. Lundi, le raffermissement s'accentuait à 8,63 F, contre 8,50 F et 2,8250 DM, et se poursuivait mardi pour s'arrêter brusquement mercredi à 8,67 F et 2,8350 DM, après une pointe à 8,74 F et à 2,86 DM. Le cri d'alarme lancé par le directeur de l'Agence fédérale américaine pour le crédit agricole, qui agitait la menace d'une faillite de nombreuses banques engagées dans l'agriculture, jetait un froid. Par ailleurs, de nombreux analystes mettaient en doute la possibilité d'une reprise réelle de l'économie américaine : *« Une hirondelle ne fait pas le printemps. »*

Mais, vendredi, coup sur coup, deux nouvelles vinrent secouer les marchés. La première, diffusée la veille au soir, était le « boom » spectaculaire des ventes d'automobiles aux Etats-Unis pendant les dix derniers jours du mois : + 71 % en moyenne sur l'année précédente, la meilleure performance de tous les temps. Il est vrai qu'elle était due, pour une bonne part, à une campagne de rabais « agressifs » sur les taux du crédit à l'achat de véhicules, lancée par les constructeurs dont les stocks se gonflaient dangereusement.

Pour se prononcer, les marchés des changes attendaient le « juge de paix », à savoir les chiffres du chômage pour le mois d'août, que l'on prévoyait sans changement à 7,2 % de la population active, ou même 7,3 %. Vendredi après-midi, le verdict tomba : 7 %, en recul de 0,2 %, ce qui renforçait la thèse d'une reprise réelle de l'économie. Du coup, le président Reagan triomphait... et le dollar s'envolait, dopé, en outre, par une hausse des taux d'intérêt *(voir en rubrique Marché monétaire et obligataire)*.

Où le dollar va-t-il aller maintenant, dans un contexte modifié du tout au tout, puisque, à la fin de juillet, la grande majorité des opérateurs voyaient se poursuivre sa baisse, et qu'en cette rentrée de septembre ils sont quasi unanimes non seulement à exclure toute faiblesse mais encore à pronostiquer un accès de fermeté sur ce « damné dollar » ?

Chez les spécialistes de graphiques, comme Riccardo Tutino de Find Trend à Paris, on avait observé que les cours du dollar refusaient de « plonger » au-dessous d'une plage de 8,40-8,50 F et de 2,75-2,78 DM, cela pendant tout le mois de d'août, ce qui rendait possible une sortie de ce profil « en cuvette ». Dès le début de la semaine, ils donnaient un signal de hausse, avec pour objectif 2,9150 DM, cours qui fut dépassé en fin de semaine. A la veille du week-end, ils jugeaient un peu rapide la remontée du dollar, tout en estimant qu'il pourrait, le cas échéant, s'élever facilement jusqu'à 3,03 DM, correspondant à un cours à Paris de plus de 9,20 F, avec une possibilité de réaction en baisse avec un « support » à 2,8530 DM. S'il « tient » au-dessus de 2,89 DM, la hausse repartirait.

Jusqu'où ? C'est tout le problème. Aux Etats-Unis, un consensus a été acquis sur la nécessité absolue d'une nouvelle baisse du « billet vert », indispensable pour réduire le déficit commercial et protéger même une industrie nationale douloureusement affectée par des importations que favorise un dollar trop élevé. Le chef du département économique de la Bank of America, M. Robert Heller, pronostique un repli spectaculaire de la devise américaine en 1986, à un rythme assez lent, toutefois, accompagnant une récession sensible de l'économie l'année prochaine. En attendant, les facteurs techniques et psychologiques sont en faveur du dollar, et il remonte.

Son raffermissement aux dépens du mark, notamment, a été bénéfique pour le franc français. A Paris, le cours de la devise allemande s'est tassé au voisinage de 3,05 F. En fait, le franc n'est pas menacé actuellement. Simplement, les capitaux étrangers qui viennent s'investir à court terme sur le marché de Paris, sous forme essentiellement d'eurofrancs, ne le font plus qu'au jour le jour ou à un mois maximum, contre trois à six mois au premier semestre. Il faut, tout de même, être prudent...

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 SEPTEMBRE AU 6 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,3260	–	11,1607	41,3907	34,0715	1,6860	30,3030	0,0511
	1,3988	–	11,7000	43,4783	35,7270	1,7637	31,8066	0,0533
Paris	11,8810	8,9600	–	370,86	305,28	15,1071	271,52	4,5831
	11,9487	8,5470	–	371,61	305,36	15,0741	271,85	4,5535
Zurich	3,2036	2,4160	26,9643	–	82,32	4,0735	73,2121	1,2358
	3,2154	2,3000	26,9100	–	82,17	4,0564	73,1552	1,2254
Francfort	3,8918	2,9350	32,7567	121,48	–	4,9486	88,9394	1,5013
	3,9130	2,7990	32,7483	121,70	–	4,9365	89,0267	1,4912
Bruxelles	78,6451	59,31	6,6194	24,5488	20,2078	–	17,9727	3,0338
	79,2666	56,70	6,6339	24,6522	20,2572	–	18,0344	3,0288
Amsterdam	4,3758	3,3000	36,8305	136,59	112,44	5,5640	–	1,6880
	4,3953	3,1440	36,7848	136,70	112,33	5,5450	–	1,6750
Milan	2592,33	1955	218,19	809,19	666,10	32,9624	592,42	–
	2624,05	1877	219,61	816,09	670,60	33,1041	597,01	–
Tokyo	322,75	243,40	27,1652	100,75	82,9301	4,1039	73,7576	0,1245
	332,44	237,80	27,8226	103,39	84,9589	4,1940	75,6361	0,1267

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 septembre, 3,6812 F contre 3,5942 F le vendredi 30 août.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

6 sept. 1985

Lire italienne – Livre irlandaise – Franc français – Couronne danoise – Florin néerlandais – Mark allemand – Franc belge

+1,25 / +1,00 / % 0 / –0,25 / –0,50 / –0,75 / –1,00 / –1,25 / –1,50 / –1,75 / –2,00 / –2,25

Plafond – Plancher

*Système monétaire européen

Les matières premières

Baisse du platine, hausse du sucre

Le fait marquant de la semaine a été constitué par la baisse des prix du platine et des métaux associés, conséquence du regain d'intérêt pour le dollar.

MÉTAUX. – *Pour la première fois depuis près d'un mois, une sensible détente s'est produite sur les prix du platine. La grève des mineurs en Afrique du Sud n'a pas eu le succès escompté. Les cours du palladium ont aussi fléchi.*

Fluctuations peu importantes des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, marché toujours dominé par le gonflement persistant des stocks britanniques, qui atteignent maintenant 206 650 tonnes (+ 3 400 tonnes).

Une légère amélioration s'est produite sur les cours de l'aluminium à Londres, en dépit du gonflement inhabitual (+ 30 000 tonnes) des stocks britanniques escompté par les négociants.

L'agitation sociale en Bolivie n'a pratiquement pas eu d'influence sur le marché de l'étain.

Le zinc a récupéré en totalité sa perte de la semaine précédente. Les cours restent toutefois inférieurs de 350 livres par tonne au niveau record atteint en mars dernier. Ralentissement des achats pour compte chinois, diminution de l'utilisation de métal, production encore excédentaire, malgré les efforts de quelques grands de la profession, expliquent cette chute sévère des prix en l'espace de quelques mois.

La diminution de 40 % de la production de nickel de la Nouvelle-Calédonie a laissé le marché indifférent.

CAOUTCHOUC. – *Effritement des cours du naturel. Un nouveau directeur du stock régulateur vient d'être nommé. Les importants achats de soutien déjà effectués n'ont pas empêché la chute des prix en raison de disponibilités abondantes face à une demande mondiale pratiquement stagnante.*

DENRÉES. – *Nouvelle avance des cours du sucre sur l'ensemble des places. L'activité tend à se développer sur le marché mondial, plusieurs pays arabes et d'Extrême-Orient ayant procédé à des achats. La production mondiale de la campagne 1985-1986 sera déficitaire, selon les estimations de firmes privées britanniques. La consommation mondiale devrait, à 3 millions de tonnes, surpasser la production de 700 000 tonnes.*

La hausse se poursuit sur les cours du cacao. Des retards dans les expéditions de fèves en provenance du Nigéria sont toujours à redouter. Les récoltes du Brésil et de la Côte-d'Ivoire (moins de 500 000 tonnes) seront inférieures aux prévisions. Il faut également s'attendre à une légère augmentation de la consommation mondiale de fèves.

Dans l'attente des décisions qui seront prises au sujet du quota global d'exportations des pays membres de l'accord international, les cours du café n'ont enregistré que des fluctuations restreintes. Les exportations vers les pays non-membres de l'accord se sont accrues, atteignant pour la période octobre 1984-juillet 1985 près de 10 millions de sacs contre 8,5 millions de sacs pour la période correspondante de la saison précédente. L'Indonésie a été le principal vendeur.

CÉRÉALES. – *La vente par les Etats-Unis de 1,1 million de tonnes de blé supplémentaires à l'URSS a provoqué un raffermissement des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. Un tel achat, à moins qu'il ne soit suivi d'autres beaucoup plus importants, est loin d'être suffisant pour pouvoir renverser de façon durable la tendance.*

LES COURS DU 6 septembre 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 028,50 (1 005,50) ; à trois mois, 1 053,50 (1 028,50) ; étain comptant, 9 137 (9 091) ; à trois mois, 9 100 (9 055) ; plomb, 300 (307) ; zinc, 525 (493) ; aluminium, 742,50 (724) ; nickel, 3 506 (3 455) ; argent (en pence par once troy), 449,50 (446). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,95 (60,65) ; argent (en dollars par once), 6,05 (6,22) ; platine (en dollars par once), 310,06 (334,50). – **Penang** étain (en ringgit par kilo), 30,43 (30,29).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, octobre, 58,42 (58,58) ; déc., 58,38 (58,76). – **Sydney** (en cents par kilo), laine peignée à sec, oct., 606 (611). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, inch. (54,50).

CAOUTCHOUC. – **Kuala-Lumpur** (en cents par kilo) : 180,75 (182,50).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, sept., 2 163 (2 132) ; déc., 2 233 (2 213) ; sucre, oct., 5,29 (4,83) ; janvier, 5,43 (4,93) ; café, sept., 133,95 (135,23) ; déc., 136,75 (137,94). – **Londres** (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, oct., 136 (128,80) ; déc., 139,80 (132) ; café, sept., 1 630 (1 556) ; nov., 1 668 (1 599) ; cacao, sept., 1 758 (1 714) ; déc., 1 794 (1 732). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, sept., 2 190 (2 040)) ; déc., 2 128 (2 031) ; café, sept., 1 830 (1 810) ; nov., 1 810 (1 880) ; sucre (en francs par tonne), oct., 1 520 (1 389) ; déc., 1 510 (1 390). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), déc., 132,6 (129) ; janv., 134,4 (131). – **Londres** (en livres par tonne), oct., 119 (113,90) ; déc., 121,4 (116,90).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, déc., 292 (281 1/2) ; mars, 299,40 (294,50) ; maïs, déc., 221 (217 3/4) ; mars, 230,6 (228,75).

INDICES. – Moody's, 886,70 (886,80) ; Reuter, 1 708,90 (1 613,10).

Marché monétaire et obligataire

Rentrée morose

L'automne semble précoce sur le marché obligataire de Paris, où la rentrée s'est effectuée sous le signe de la morosité, surtout sur le marché secondaire, où une certaine « déprime » semble s'être installée. A l'origine de ce sentiment, on trouve une certaine tension des taux d'intérêt et des rendements. Ces derniers se sont inscrits en hausse cette semaine et ont retrouvé leurs niveaux de fin juillet, passant de 10,78 % à 10,90 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 10,44 % à 10,59 % pour ceux à moins de sept ans et de 12,05 % à 12,11 % pour le secteur public, selon les indices Paribas.

Certes, le mois d'août obligataire a été l'un des plus creux de ces dernières années, et sur les taux d'intérêt à court terme, le vent n'est pas à la baisse, du moins à l'heure actuelle. L'argent au jour le jour oscille entre 7 3/4 % et 7 7/8 %, comme à la fin juillet, bien au-dessus du taux d'intervention de la Banque de France (7 5/8 %) en vigueur depuis le 19 juillet. Cette tension, qualifiée de *« temporaire et conjoncturelle »* en haut lieu, est due à un certain resserrement des liquidités : le Trésor dépense moins en ce moment et les banques sont plus à l'étroit. En outre, le climat général n'est pas très propice à une nouvelle détente sur les taux. Aux Etats-Unis, l'évolution de la masse monétaire M 1 depuis trois mois inquiète un peu et, surtout, le réveil apparent de l'économie que semblent indiquer les indices les plus récents, notamment ceux du chômage (en recul) n'est peut-être pas de nature à inciter la Réserve fédérale à faire baisser les taux.

A la veille du week-end, l'eurodollar à six mois a monté brutalement d'un demi-point, passant de 8 1/8 % – 8 1/4 % à 8 3/4 %, dans la perspective d'une hausse possible du loyer de l'argent. Du coup, les cours des obligations ont fortement fléchi à New-York.

Tout cela ne paraît guère de nature à accentuer la détente en Europe, et pas davantage en France, où l'on n'a pas suivi la réduction du taux d'escompte allemand en août.

Contrairement au marché secondaire, et bénéficiant de son apathie, le marché primaire s'est bien comporté. Il est vrai que, en août, il avait été pratiquement « asséché » (7 milliards de francs d'émission en tout et pour tout). La RATP a placé très facilement 1,4 milliard de francs en deux tranches de 700 millions de francs, l'une à taux fixe de 11 % et l'autre à taux variable TMO, avec Indosuez comme chef de file et 1,30 % de commission totale. La Casden-BP a levé 700 millions de francs à taux variable (95 % du TMO), le placement étant assuré dans son réseau. En revanche, l'emprunt de 450 millions de francs de la région Languedoc-Roussillon est long à caser, mais moins tout de même que les 1 800 millions de francs du Fonds spécial des grands travaux dont la signature ne plaît visiblement pas, malgré la garantie de l'Etat : en argot bancaire, cela a été une vraie « colle » et il en reste encore à placer.

Si les Caisses d'épargne continuent à souffrir, les Sicav court terme, dites de trésorerie, se portent à merveille, ceci, peut-être à cause de cela. En août, selon les statistiques de TGF, leur encours a, pour la première fois, atteint et dépassé 200 milliards de francs, progressant de 4 % avec 8,9 milliards de francs supplémentaires pour atteindre le montant total de 208,6 milliards de francs. En juillet, l'augmentation avait été de 6 % (11,5 milliards). Ainsi se trouve effacé le petit ralentissement de juin (+ 2 % « seulement », avec 3,9 milliards de francs de plus). Depuis le début de l'année, la progression totale est de 55 %.

A la fin d'août, le Crédit agricole caracolait toujours en tête, avec 29,6 milliards de francs (+ 1,4 milliard) et 14,2 % du marché, suivi par la BNP, 22,6 milliards (+ 0,9 milliard) et 10,8 % du marché, la Société générale, 20,4 milliards (+ 1 milliard) et 9,8 % du marché, le Crédit lyonnais, 18,5 milliards (+ 0,3 milliard) et 8,9 % du marché, la Caisse des dépôts et la Caisse d'épargne, 13 milliards (+ 0,4 milliard) et 6,2 % du marché, le CCF avec 11,6 milliards (+ 0,1 milliard) et 5,6 % du marché, etc. A noter la progression d'Indosuez (+ 1,7 milliard) à 7,5 milliards et 3,6 % du marché.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

UN DC-9 S'ÉCRASE A MILWAUKEE (ETATS-UNIS) : TRENTE ET UN MORTS

Il n'y a aucun survivant parmi les vingt-six passagers et les cinq membres d'équipage du biréacteur DC-9 de la compagnie Midwest Express qui s'est écrasé, le 6 septembre, à Milwaukee (Etats-Unis).

Peu après le décollage de l'appareil, le pilote a averti la tour de contrôle de l'aéroport qu'il avait « une urgence ». Des témoins ont vu, ensuite, l'avion effectuer deux tonneaux et piquer vers le sol, où il a pris feu. D'autres témoins ont déclaré qu'une explosion et la chute d'un des réacteurs avaient précédé la catastrophe.

Le DC-9 était équipé de moteurs Pratt et Whitney du même type (JT-D8) que celui qui a provoqué, le 22 août, à Manchester (Grande-Bretagne), l'incendie d'un Boeing-737 et la mort de cinquante-cinq personnes.

L'accident de Milwaukee prolonge la série noire que connaît l'aviation civile internationale depuis le début de l'année 1985 : dix-neuf accidents d'avions de ligne ont déjà fait plus de mille trois cents victimes.

L'enquête de la police néo-zélandaise sur l'affaire Greenpeace

L'audience publique d'instruction du tribunal de district d'Auckland devant lequel comparaîtront, à partir du 4 novembre, les faux époux « Turenge » renversera-t-elle l'habile construction de M. Bernard Tricot en établissant que certains de ses interlocuteurs lui ont menti ?

Entraînera-t-elle, sur la foi des éléments de preuves apportés par la police, les autorités françaises à ouvrir des poursuites judiciaires en France, comme s'y est engagé le premier ministre *« s'il apparaissait que des faits criminels ont été commis par des Français »* ? Comme le montre l'enquête de notre envoyé spécial à Auckland, la police semble surtout disposer de témoignages visuels et de pièces à conviction laissant entrevoir un lien entre les « Turenge » et l'attentat. Mais rien, du moins dans ce que l'on peut connaître des investigations policières, n'établit que les « Turenge » ont eux-mêmes commis l'attentat.

Si la cause de la DGSE et de l'armée française est, de plus, secondée par une habile défense sur place à Auckland, le risque d'un prolongement spectaculaire de l'affaire sur la scène judiciaire française peut être écarté. Mais il suffirait que l'audience d'instruction apporte une démonstration convaincante sur un fait, un seul, pour que le rempart politique dressé avec le rapport de M. Tricot s'effondre.

Ce point critique est connu : l'éventuelle rencontre des faux époux « Turenge » et de l'équipage du voilier *Ouvéa*. M. Tricot n'a-t-il pas déclaré : *« Si on m'a menti sur ce point, on peut m'avoir menti sur le reste »* ?

En somme, si la justice ne peut prouver une culpabilité, elle peut mettre en évidence un mensonge.

Le superintendant Galbraith bluffe-t-il ?

De notre envoyé spécial

Auckland. – Tout dépend maintenant de cet homme, qui oppose une inébranlable courtoisie aux assauts de la curiosité internationale. Sous les portraits de Sa Gracieuse Majesté et du prince Philip qu'il a choisi d'accrocher dans son bureau, le superintendant Allan Galbraith, maître d'œuvre de l'enquête policière néo-zélandaise, se fait un devoir de recevoir les journalistes. Mais il ne s'autorise qu'une réponse, toujours la même : *« No comment. »* Et invariablement chaque refus est suivi de la même explication : *« Vous comprenez, nos règles judiciaires nous font un devoir d'assurer aux inculpés un procès équitable. Nous ne souhaitons pas que le jury prenne connaissance de nos preuves avant le procès. »*

A-t-on décelé, oui ou non, des empreintes digitales sur le Zodiac retrouvé le soir du sabotage ? Y a-t-on découvert les traces des semelles des chaussures achetées, quelques mois plus tôt dans le nord du pays, par les passagers de l'*Ouvéa* ? *« No comment, vous comprenez, nos règles... »* Rien n'y fera. Fermement appuyé sur le respect et l'estime de ses concitoyens, le super intendant garde obstinément close sa besace de preuves.

Car le secret de la sérénité des policiers néo-zélandais est là, dans cette confiance toute naturelle que leur témoigne l'opinion du pays. Jamais, le *Auckland Star* ou le *New Zealand Herald* ne se laisseraient aller à instruire, jour après jour, le procès d'un *« petit juge »*, ou à gloser sur la guerre des polices. Dans chaque article, le commandant Mafart et le capitaine Prieur sont pragmatiquement désignés comme *« deux personnes actuellement en détention et inculpées de meurtre »*.

Si les éditorialistes se permettent de se défouler contre la France en général – *« Plus tôt elle partira du Pacifique, mieux ce sera »*, vient d'écrire le *Auckland Star*, – la neutralité la plus absolue est de règle à l'égard des inculpés. *« Vous comprenez, nos règles... »*

C'est ce même civisme qui a poussé des dizaines d'honnêtes citoyens à se précipiter sur leur téléphone pour signaler aux hommes du superintendant Galbraith tous les mouvements supposés des suspects recherchés. Ni moqués ni redoutés, les policiers sont ici partout chez eux. Quand M. Galbraith souhaite appréhender les « époux Turenge » chez le loueur de voitures où ils vont aller rendre le camping-car Toyota repéré par des témoins la nuit non loin du lieu de l'explosion, comment procède-t-il ? Croit-on qu'il organise une « planque » permanente devant le bureau de location, comme on le ferait sans doute en France, pour « sauter » les « clients » dès leur arrivée ? Nullement. Il demande, le plus simplement du monde, au loueur de lui donner un coup de téléphone à l'arrivée des « Turenge » et de les retenir le temps qu'il faudra. Et ça marche.

Ce zèle téléphonique, il est vrai, ne bénéficie pas qu'aux policiers. Tout se sait ici, et c'est peut-être surtout la petite taille du pays qui a perdu les agents français. C'est ainsi que la presse a été avertie du transfert des deux emprisonnés vers des établissements mieux protégés avant tout communiqué officiel : un ami d'un journaliste travaillait sur le toit d'une villa voisine de la prison. Intrigué par le ballet des fourgons cellulaires, il a saisi son téléphone...

N'empêche. Quand les policiers prient un témoin capital de s'abstenir de communiquer avec la presse avant le procès, il est inutile d'arriver avec un stylo et un carnet de notes. On vous éconduit le plus poliment du monde, poussant parfois la malice jusqu'à appeler devant vous un porte-parole de la police : *« Vous voyez, la police souhaite que je garde le silence. Je suis désolé. »*

On comprendra aisément que M. Galbraith avoue, en un « understatement » tout britannique, avoir été *« surpris »* – c'est un euphémisme – par la révélation des rapports entre la police, la justice et les médias en France. *« J'ai un jour envoyé une information à un juge parisien. Huit jours après, elle était publique »*, raconte-t-il. Dans ces conditions, même si le devoir de réserve lui impose de n'en rien laisser paraître, on imagine qu'il n'est pas trop mécontent du refus exprimé par le premier ministre, M. David Lange, de transmettre aux Français un supplément d'information.

Cette insensibilité totale des policiers d'Auckland aux *« spéculations »* venues des antipodes et au camouflet qu'a représenté pour leur enquête le rapport de M. Tricot ne facilite pas la réponse à la seule question fondamentale à ce stade de l'enquête : M. Galbraith bluffe-t-il ? Dans cette partie de poker qui les oppose aux Français – mais où il est vrai que M. David Lange tient un rôle bien plus actif que les policiers eux-mêmes, – les Néo-Zélandais ont-ils les moyens de faire monter les enchères ? Autrement dit, le 4 novembre prochain, quand s'ouvrira la « session d'offre de preuves », l'instruction publique anglo-saxonne, quand les policiers poseront sur la table les quelque mille pièces à conviction qu'ils affirment détenir, la laborieuse construction du rapport de M. Tricot va-t-elle s'effondrer ? La culpabilité des deux agents français détenus en Nouvelle-Zélande va-t-elle éclater au grand jour ?

A coup sûr le superintendant Galbraith n'est pas sans *« biscuits »*. Mais en a-t-il assez ? D'abord il s'agira, pour lui, de prouver que les faux Turenge ont rencontré l'équipage de l'*Ouvéa*. La DGSE a toujours nié devant M. Tricot que cette rencontre ait eu lieu. S'ils m'ont menti sur ce point ils peuvent m'avoir menti sur tout le reste, pense M. Tricot.

Sur ce point, les policiers disposeraient de deux éléments. D'abord deux travailleurs forestiers affirment avoir vu, dans un endroit désert de la région de Whangarei, au nord de la Nouvelle-Zélande, successivement à quelques minutes d'intervalle le camping-car des « Turenge » et un véhicule dont la description correspondrait à un de ceux loués par les occupants de l'*Ouvéa*. C'est dans cette région que le yacht en provenance de Nouméa a accosté à la fin du mois de juin. La police nous a confirmé que ce témoignage figurerait bien au programme de la session du 4 novembre prochain.

Ensuite les « Turenge », qui ont séjourné dans un grand hôtel d'Auckland du 23 au 29 juin, y auraient donné des coups de téléphone à destination de Whangarei et de Pahia, la région où se trouvait alors l'*Ouvéa*.

Preuves et pistes secondaires

Mais prouver une rencontre, ou des contacts, entre les « Turenge » et l'équipage de l'*Ouvéa* ne prouvera pas pour autant la participation au sabotage des deux agents français actuellement détenus. Sur ce point, les Néo-Zélandais pourraient encore produire plusieurs preuves. D'abord le témoignage des deux gardiens du petit yacht-club de Hubson-Bay qui auraient vu, deux heures environ avant l'explosion, un homme accoster un canot Zodiac à un ponton du club, en descendre et se diriger vers le camping-car Toyota qui l'attendait sur la route. L'existence d'empreintes digitales ou de traces de semelles sur le Zodiac paraît plus douteuse. Les policiers se sont toujours refusés avec une particulière fermeté à confirmer qu'ils étaient en possession de cet élément précis. En revanche, il est acquis qu'un moteur hors bord a bien été trouvé à proximité de l'endroit où le Zodiac a accosté.

La nature de l'explosif sera aussi déterminante. La police n'a pas confirmé – ni démenti – l'information d'un journal local selon laquelle des traces d'explosif auraient été trouvées dans l'*Ouvéa* lors de son inspection sur l'île australienne de Norfolk. D'autre part, selon M. Galbraith, les analyses des échantillons prélevés sur le *Rainbow-Warrior* n'ont pas encore permis de déterminer précisément la nature de l'explosif. Là encore, si les traces relevées sur l'*Ouvéa* étaient de même nature que l'explosif du *Rainbow-Warrior*, il s'agirait d'une preuve déterminante.

Au total, donc, dans cet inventaire, des preuves, beaucoup de conditionnels et de « peut-être ». La même incertitude règne sur ces *« personnes non nommées dans le rapport de M. Tricot »* à qui M. Galbraith s'est intéressé au début de l'enquête et à qui il s'intéresse encore pour certaines d'entre elles, ainsi qu'il l'a admis au lendemain de la publication du rapport. Mais tout laisse à penser qu'il s'agit là, pour les policiers néo-zélandais, de pistes secondaires.

Ainsi M. Galbraith met-il, *« pour le moment »*, hors de cause un jeune Français, de passage sur le *Rainbow-Warrior* quelques heures avant l'explosion, nommé François Verlet. Musardant sur le quai, il avait été invité par les membres de Greenpeace à monter à bord et à fêter avec eux l'anniversaire d'un de leurs dirigeants. Deux heures plus tard, il embarquait à bord d'un vol vers Tahiti. Un détective néo-zélandais l'y a interrogé et rien n'a été retenu contre lui.

Des vérifications de routine ont été aussi entreprises à propos d'une étudiante grecque nommée Antigone Zournatzis, résidant à Berkeley (Californie), dont le nom avait été donné par Christine Cabon lors de son passage à Auckland. L'agent de la DGSE se serait arrêtée à Bekerley quelques jours sur le chemin du retour. C'est avec Antigone Zournatzis que Christine Cabon serait ensuite partie vers son chantier archéologique en Israël. La police néo-zélandaise attend du FBI américain des informations à son sujet, sans trop se faire d'illusions sur l'intérêt de cette piste.

Mais toutes ces pistes-là, M. Galbraith ne paraît plus les poursuivre que par acquit de conscience. A l'évidence, il est fermement convaincu que les auteurs du sabotage sont bel et bien entre quatre murs ici en Nouvelle-Zélande. Il lui reste un peu moins de deux mois pour se préparer à en convaincre la cour.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

● *Démenti britannique.* – Un porte-parole du Foreign Office britannique a démenti les informations publiées mercredi 4 septembre par le quotidien parisien *Libération*, selon lesquelles M. Geoffrey Howe se serait engagé à ce qu'aucune enquête ne soit ouverte en Grande-Bretagne sur l'attentat contre le navire de Greenpeace, battant pavillon britannique, en échange d'excuses formelles de la part de M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures. – *(AFP.)*

Paris invite Wellington à accorder « toutes les garanties du droit international » aux faux « époux Turenge »

M. André Ross, secrétaire général du Quai d'Orsay, a convoqué au ministère des relations extérieures, vendredi 6 septembre, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. John Mac Arthur. Il s'agissait de remettre au représentant de Wellington, selon les termes du communiqué publié à cette occasion du côté français, *« une note au sujet de la situation actuelle de nos compatriotes, le commandant Mafart et le capitaine Prieur, en précisant que ceux-ci doivent bénéficier de toutes les garanties du droit international et que les représentants de la France en Nouvelle-Zélande leur rendront visite incessamment »*.

Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a déclaré ce samedi qu'il jugeait *« curieuse »* cette note française à laquelle il n'a pas l'intention de répondre officiellement, et que Paris lui paraissait, en la circonstance, chercher à *« épater la galerie »*. M. Lange a indiqué que des responsables du consulat de France auraient pu rendre visite aux deux officiers depuis leur arrestation en juillet dernier : *« Nous avons souhaité, pendant des semaines, que des membres du consulat viennent, mais évidemment, ils ne sont pas venus puisque les deux détenus se prétendaient suisses »*, a-t-il déclaré.

TROIS BLESSÉS DANS UN DÉRAILLEMENT PRÈS DE METZ

L'accident semble dû à un excès de vitesse

De notre correspondant

Metz. – Une rame du Métrolor (navette Nancy-Metz-Thionville) a déraillé sans se renverser, vendredi 6 septembre à 12 h 35, à la sortie de la gare de Novéant (Moselle), près de Metz. Le train transportait une cinquantaine de passagers. Trois personnes, dont le conducteur de la motrice, M. Bernard Villière, quarante et un ans, ont été légèrement blessées.

Selon les premiers éléments de l'enquête, cet accident serait dû, tout comme la catastrophe d'Argenton-sur-Creuse, à un excès de vitesse. L'examen de la bande Flamant de ce convoi, qui enregistre à tout moment la vitesse du train, a, en effet, permis de savoir que la rame Métrolor, qui avait quitté la gare de Nancy à 11 h 58, roulait à 120 kilomètres-heure au lieu des 30 kilomètres imposés à cause de travaux. Avant l'entrée en gare de Novéant, le conducteur aurait dû ralentir pour aborder la zone des travaux lui imposant un changement de voie. L'accident s'est produit au moment où la rame devait rejoindre son parcours habituel. Les roues avant de la motrice ont sauté sur le ballast, entraînant le déraillement de deux des trois voitures. Avant de s'immobiliser 150 mètres plus loin sans se coucher sur les voies, la motrice a percuté un des poteaux porte-caténaire, faisant voler en éclats le pare-brise.

Le conducteur a été blessé au visage par des éclats de verre. Conduit à l'hôpital, il a pu regagner son domicile. Choqué, il n'a pas encore été entendu, samedi matin, par les enquêteurs. Deux passagers ont aussi été touchés. L'un souffre d'une fracture de la clavicule, l'autre n'a été que légèrement contusionné. *« Tout s'est passé très vite, il n'y a pas eu de panique »*, a déclaré l'un des voyageurs.

L'union régionale des cheminots CFDT de Lorraine a estimé, quelques heures après le déraillement : *« Cet accident met en évidence, une fois encore, les insuffisances dans le domaine de la sécurité à la SNCF, au-delà des erreurs humaines toujours possibles. »* Dénonçant *« la politique draconienne de réduction des effectifs »*, elle réclame la présence de deux agents par engin de conduite. La CGT a souligné, de son côté, la nécessité d'organiser une réunion tripartite *« refusée jusqu'à présent »*, pour traiter les problèmes de sécurité à la SNCF.

Empruntée quotidiennement par dix mille personnes, la navette Métrolor (trente trains par jour) fonctionne depuis janvier 1970.

JEAN-LOUIS THIS.

Le numéro du « Monde » daté 7 septembre 1985 a été tiré à 462 077 exemplaires

A B C D F G H

PRÉRENTRÉE A REIMS

M. Chevènement distribue des bons points

(De notre envoyé spécial)

Reims. – Le soleil donne à la ville un air de vacances. Il accompagne le ministre de l'éducation nationale qui, de la mairie au rectorat, en passant par une école maternelle et un lycée, court en évoquant la rentrée. Les éducateurs de tous grades remplissent les salles pour disserter sur l'école, les élèves, l'évolution des effectifs, la pédagogie. Mais du soleil, des dernières heures de congés scolaires, M. Chevènement n'en a cure. Il est venu à Reims pour se rendre compte des préparatifs de la rentrée et il a senti chez les enseignants *« une grande impatience »* dans l'attente du jour J.

Le visage du ministre s'épanouit lorsqu'il entend le recteur, Mme Michèle Sellier, lui expliquer que l'académie perd son injurieuse appellation de lanterne rouge : augmentation de 10 % du nombre d'élèves poursuivant leurs études, de la cinquième à la quatrième, une augmentation sensible des effectifs en seconde, meilleurs résultats au baccalauréat, nombreux enseignants initiés à l'informatique pendant les vacances... Autant de raisons pour le ministre de féliciter Mme le recteur de l'énergie qu'elle déploie depuis plus de deux ans qu'elle occupe ses fonctions.

Dans la distribution des bons points, M. Chevènement n'oublie pas les personnels du rectorat, *« ce petit ministère régional »* qui, par leur travail durant l'été, *« réussissent à mettre un enseignant, ou plus, en face de chaque élève »*. Aux institutrices qui achèvent de décorer leurs classes il distribue encouragements et félicitations. Enfin, il surprend le responsable des professeurs du SNES, qui s'inquiète de l'augmentation des effectifs dans les lycées, en lui lançant : *« C'est bon pour l'intérêt national. »*

M. Chevènement est ravi d'entendre M. Jean Falala, député et maire RPR de Reims, affirmer qu'il faut mettre une sourdine aux luttes partisanes dans l'intérêt des enfants et des familles. *« Heureux et fier de la visite du ministre »*, M. Bernard Stasi, président du conseil régional, suit son hôte dans ses déplacements. Ensemble, les deux hommes politiques s'extasient devant des dessins d'enfants de classes maternelles. Le soleil, toujours lui, favorise les joyeux apartés. A ce consensus de prérentrée, il ne manque que les principaux intéressés : les élèves.

SERGE BOLLOCH.

LE SNES APPELLE LES ENSEIGNANTS A UNE « JOURNÉE NATIONALE D'ACTION »

Les propos optimistes de M. Chevènement sur la rentrée scolaire (*le Monde* du 6 septembre) n'ont pas convaincu les dirigeants du Syndicat national de l'enseignement du second degré (SNES).

Il dresse un tableau sombre de la rentrée 1985. Selon lui, des enseignements obligatoires ne seront pas assurés (ainsi, en Bretagne, un tiers des lycéens n'auront pas d'horaire complet en histoire et en géographie), les effectifs par classe s'accroîtront (une majorité de classes de collèges à plus de vingt-cinq élèves, souvent plus de trente-cinq, voire quarante, au lycée).

Le SNES se désole aussi de la *« quasi-disparition des zones prioritaires »* (ZEP) et du faible recrutement de certifiés et d'agrégés cette année (6 000 recrutés pour 8 300 places offertes). Devant ces constats qu'il juge alarmants, le Syndicat a décidé d'appeler, le lundi 9 septembre, les enseignants du secondaire à une *« journée nationale d'action et de mobilisation »*.



Le Monde
AUJOURD'HUI



CHARLIAT/VIVA

TRANSPORTS : LE DÉFI SÉCURITÉ

YOHJI YAMAMOTO COUTURIER ET GRAND CRÉATEUR

A Paris, le dimanche 8 septembre, le couturier japonais Yohji Yamamoto présentera sa collection hommes. L'influence de ce créateur est en passe d'être aujourd'hui reconnue dans le monde entier. Il s'y impose par l'originalité de son esprit dans des gammes d'austérité qui tranchent avec les codes habituels de la haute couture. Qui est-il, d'où vient-il, comment travaille-t-il ? Yvonne Baby l'a rencontré. (Pages X et XI.)



Supplément au n° 12631. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 8 - Lundi 9 septembre 1985.

COURRIER

DEMAIN LA « PRIVATISATION »

Votre article « Privatisation sans implosion » dans *le Monde Aujourd'hui* (25-26 août 1985) suscite chez moi les quelques réflexions suivantes :

« Le personnel se laissera-t-il privatiser sans broncher ? » écrivez-vous. La réponse, vue de l'intérieur du système, est non. Mais deux, huit ou quinze jours de grève seraient-ils suffisants pour dissuader d'éventuels nouveaux décideurs de poursuivre leur projet ? Les personnels de l'ex-ORTF habitués depuis trois lustres à regarder le couperet à l'horizon ont salué mai 1981 comme une divine surprise et se sont à nouveau assoupis en attendant, mais sans s'y préparer, de nouvelles épreuves qu'ils affronteront avec des moyens dérisoires. Le personnel du service public apathique ? Oui et non. Dans l'exercice professionnel ils sont, selon certains témoignages, français ou autres, les meilleurs en Europe. Je dois toutefois observer qu'ils sont particulièrement efficaces lorsqu'ils sont dirigés par des producteurs ou des réalisateurs compétents et talentueux (1). C'est rarement le cas depuis plus de dix ans. Ce laxisme apparent est de même nature dans leur attitude de défense du service public qui conditionne l'emploi. Les syndicats se contentent de préserver des acquis au lieu de prévoir.

Mais la finalité du service public de radio et de télévision n'est pas d'assurer le confort des personnels, c'est de satisfaire une demande certes moins bien ciblée que celle qu'invoquent les partisans de la privatisation plus soucieux de vendre que d'assurer une promotion des mentalités.

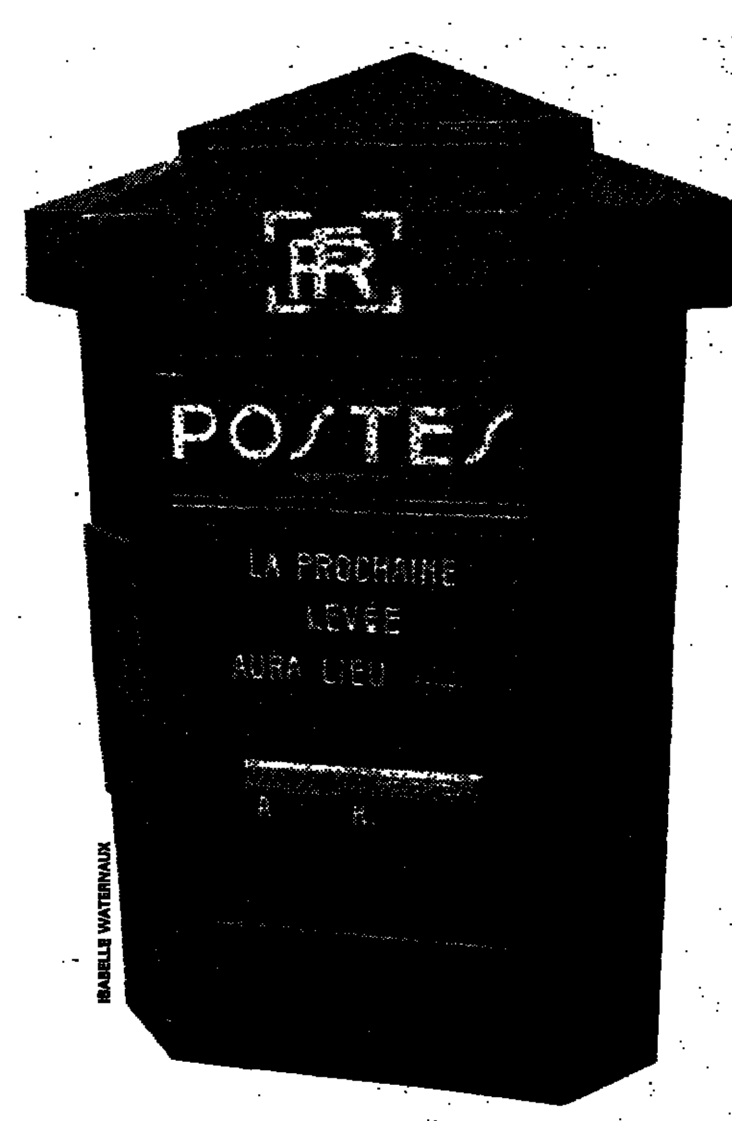
La tradition de qualité des programmes que vous rappelez est, hélas ! bien lointaine. On continue de s'en flatter parce que la télévision, en France, est meilleure qu'en bien d'autres pays, mais il y a déjà quinze ans que Jacques Thibau dénonçait l'insignifiance des programmes, tant il est vrai qu'« on » s'est efforcé, à partir des années 70, de créer à l'ORTF les conditions de la compétitivité sur le modèle de la médiocrité qui rassemble les plus fortes audiences. C'est peut-être ce que veut rappeler J. Chaban-Delmas lorsqu'il avoue avoir préparé le terrain lorsqu'il était premier ministre.

Il existe, à mon sens, une autre raison qui pourrait tempérer la fougue des matamores démagogues du type Alain Madelin, c'est un certain sens de la morale publique. Le service public de la radio-télévision n'est pas une entreprise privée qu'on a nationalisée comme Paribas ou, plus anciennement, la Compagnie parisienne de distribution d'électricité. C'est un patrimoine construit grâce à la contribution collective, involontaire certes, mais que dire des Ponts et Chaussées ou de la force de dissuasion ?

Sans doute M. Hersant attend-il le moment opportun pour faire main basse sur des réseaux tout prêts ? On peut aussi espérer qu'il se trouverait, le moment venu, un nombre suffisant de parlementaires pour refuser une telle spoliation.

JEAN-JACQUES LEDOS,
(Versailles).

(1) L'unité de fabrication rassemblée par Christophe Izard autour du « Village dans les nuages » mérite à divers égards une étude qui illustrerait les performances du service public.



Boîte aux lettres française (année 1930).

VERTS ACIDES

Permettez-moi de revenir sur les propos tenus par M. Lucas Beckmann, porte-parole des Verts ouest-allemands dans *le Monde Aujourd'hui* daté 1er-2 septembre.

Si je tiens à répondre, ce n'est pas pour reprendre point par point la pseudo-analyse de M. Beckmann — puisque les Verts refusent les postulats fondamentaux des sociétés occidentales, — mais pour affirmer qu'il y a en assez de figurer constamment sur le banc des accusés ; il suffit, en effet, que de jeunes Français responsables d'organisations militant pour l'unité européenne, comme la Jeunesse européenne fédéraliste (qui a fait parler d'elle ces derniers mois tant dans la presse écrite qu'audiovisuelle), assistent à une réunion internationale, à un colloque, à un congrès, pour qu'ils soient systématiquement fustigés sur la politique militaire de la France, et ce, sur la base d'arguments fallacieux comme ceux développés par M. Beckmann. Or ce n'est pas parce que les Verts ont noyauté une partie des organisations de jeunesse ouest-allemandes qu'ils feront la même chose en France, où M. Beckmann voit se dessiner un « nouvel esprit napoléonien »...

Indépendamment d'une conjoncture peu favorable au prestige international de la France (affaire du *Rainbow-Warrior*), cette accusation est doublement maladroite :

— Premièrement, elle intervient au moment où les sondages montrent que les Français sont favorables à ce que les Allemands prennent plus de responsabilité en Europe (ce qui contredit l'argument selon lequel on assisterait à une résurgence d'un « sentiment national » en France) ;

— Deuxièmement, en annonçant de plus une opération idéologique contre la France, les Verts ne feront que contribuer à faire resurgir des instincts nationalistes de part et d'autre du Rhin.

Mais je ne peux accepter l'idée selon laquelle l'Europe économique ne serait que le soutien de « visées militaires ». Tout simplement, il n'y a pas de raison que l'Europe reste sans réagir à l'expansionnisme soviétique d'une part, aux injonctions américaines d'autre part et, sauf à s'engager dans la voie d'un processus munichois, nous n'avons d'autre choix que de devenir une puissance politique, ce qui passe par la maîtrise des instruments militaires nécessaires à sa crédibilité.

En réalité, le Mouvement pour la paix et les Verts sont entrés dans une phase de radicalisation activement soutenue par Moscou. Il suffit de lire le *Friedensmanifest* des Verts pour s'apercevoir de leurs réelles options. « *Notre but,* y lit-on, *est une Europe démilitarisée, dénucléarisée, une Europe sortie des blocs, celle de la neutralité.* »

Est-ce avec ces mots d'ordre que les Verts s'apprêtent à engager une contre-offensive ? Dans ce cas, ils n'iront pas loin, et les Verts n'ont rien à y gagner.

PATRICK MARTIN,
vice-président
de la Jeunesse européenne fédéraliste.

GREENPEACE ET « MON » PAYS

D'après *le Monde* du 29 août 1985, M. Valéry Giscard-d'Estaing aurait dit au sujet de l'attentat criminel contre un passager du bateau de Greenpeace : « *Qu'il ait tort ou qu'il ait raison, c'est mon pays* ». A l'entrée du camp de concentration nazi de Buchenwald je passais tous les jours en lisant « Justice ou injustice, ma patrie » ou plus exactement, si mes souvenirs sont bons : « Recht oder Unrecht, mein Vaterland ». Je suis horrifié et terrifié qu'un récent président de la République française vienne de prononcer de tels mots. Puissent les jeunes se méfier de la classe politique française, qu'elle soit de droite ou de gauche, comme nous y invitent ces actes et paroles.

PHILIPPE MONNIER,
ex-30777 au KL Buchenwald,
médaille des combattants volontaires de la Résistance,
médaille des déportés résistants.

[NDLR. — Comme nous l'indiquions dans nos éditions datées du 29 août, M. Giscard d'Estaing a publié, le 27 août, un communiqué de deux phrases : « *C'est volontairement que je me suis abstenu de toute déclaration à propos de l'affaire Greenpeace. Qu'il ait tort ou qu'il ait raison, c'est mon pays* ». L'ancien président de la République faisait référence à la formule : « *Our country, wright or wrong* » attribuée à Steven Decatur (1779-1820), commandant de la marine américaine d'origine française.]

LA MORT D'HARRY BAUR

Dans la page courrier du *Monde Aujourd'hui*, daté 1er-2 septembre, nous avons à tort fait confiance à la mémoire d'un de nos lecteurs, M. Lewandovski, qui indiquait que l'acteur Harry Baur avait été décapité à la hache, en 1943, à Berlin. En fait, après avoir tourné pour la Continental Films, en 1941, *Péché de jeunesse*, et, en 1942, en Autriche, tenu le rôle principal de *Symphonie d'une vie*, de Hans Bertram, Harry Baur a été, à son retour en France, dénoncé comme juif et arrêté par la Gestapo. Emprisonné plusieurs mois, torturé, l'acteur est mort chez lui des suites des mauvais traitements subis en prison, le 8 avril 1943.

CARNÉ EN MUSIQUE

C'est à Maurice Jaubert (1900-1940) que l'on doit les musiques de *Drôle de drame, Hôtel du Nord, Quai des brumes*, de Marcel Carné, et non à Joseph Kosma, comme nous l'avons écrit dans l'article consacré à Trauner dans *le Monde Aujourd'hui* daté 17-18 août. Kosma a travaillé sur les partitions de deux autres films de Carné : *les Enfants du paradis* et *les Portes de la nuit*. La notice consacrée à Alexandre Trauner dans l'*Encyclopédie du cinéma* de Roger Boussinot (chez Bordas) contenait cette erreur, qui sera rectifiée dans la prochaine édition.

Chronique

AGRESSIONS

par Bruno Frappat

LA communication tisse inlassablement au-dessus de nous un réseau inquiétant. Oppressant.

Ces messages — politiques, commerciaux, culturels, etc., — les techniques visant à nous les fourrer dans le crâne sont évidemment diverses. Mais l'imagination des « médiateurs », les pros du message-choc, ne connaît pas de bornes et ne se lasse pas de concevoir de nouveaux pièges.

Vous processionnez sur l'autoroute du Sud à l'approche de Paris. Fini de rire, fini de vivre : il va falloir en reprendre pour quelques mois. Une sorte de brume nostalgique monte lentement dans votre esprit. La capitale approche, dans sa grisaille immense. On guette le petit panneau cassé, noirci, antique, en ruine, qui — à deux pas de la porte d'Orléans — signale misérablement sur le bord de la chaussée que tout est dit, consommé. Rapé : c'est la rentrée.

Panneau

Eh bien, ce panneau pitoyable, ce panonceau crasseux, figurez-vous qu'on vient de nous le mettre à la retraite ! Il doit dormir désormais, dans quelque décharge des ponts et chaussées, au fond d'une banlieue où nul n'ira plus jamais lire sur lui le nom de la Ville Lumière, l'officialisation du retour au bercail. On l'a remplacé, bien sûr, par un collègue plus jeune, plus fringant dans son cadre bien rouge et précis dans son « sous-titre » : « *périphérique intérieur* ». Comme si d'être intérieur ou extérieur changeait quelque chose à notre tristesse...

Mais ce panneau nouveau n'est rien. Par un de ces hasards dont la gestion des villes et des campagnes de publicité a le secret, il a été installé au moment précis et à l'endroit précis où le paysage s'orne désormais d'immenses panneaux (publicitaires ceux-là) vantant présentement les hamburgers « Quick ». L'indication qu'on arrive à Paris, capitale de la France, n'est devenue qu'une sorte d'incise, d'annexe, de minuscule complément au fait plus saillant, plus décisif, vital, qu'il y a dans ce pays « *quarante et un hamburger restaurants Quick* ».

On n'accusera personne. On se contentera d'observer qu'il aura fallu l'installation de ces pubs gigantesques pour qu'on s'avise enfin que Paris méritait signalement plus neuf. Comme si le loqueteux panneau d'antan avait été jugé indigne de déparer le bel ordonnancement du panneau annonçant qu'on a atteint Quick City, terme du voyage.

Bien instructive, cette campagne. La société Avenir a obtenu des services de la Ville de Paris l'autorisation de placer, depuis le début de ce mois, en douze endroits, le long du périphérique, ces panneaux d'un genre nouveau qui nous vient des États-Unis : le « phénomédia ». Il s'agit de panneaux pouvant utiliser la découpe ou le relief (le hamburger qui trône actuellement aux entrées de Paris mesure à lui seul 6 m²). Mais l'astuce des auteurs de ce procédé n'est pas là, elle est dans une manière habile de tourner la loi. Celle-ci interdit dans une ville de plus de 10 000 habitants l'utilisation de panneaux de plus de 16 m², mais n'interdit pas d'en placer... plusieurs côte à côte, si chacun d'eux peut se « lire » indépendamment des autres.

Phénoménal

C'est ce qu'ont fait nos astucieux : sur le panneau de gauche (16 m²) on voit la *tête* d'un garçon au-dessus du mot « Quick ». Son regard gourmand lorgne vers la droite, le deuxième panneau (16 m²) du hamburger phénomène. Total : 32 m². Entre les deux un interstice tout petit pour y caser la bonne conscience du respect littéral des lois.

Les clients abondent (il en coûte 350 000 F pour un mois d'exposition). Il y en a un qu'on attend avec plus d'impatience, c'est cet homme politique qui a déjà retenu les emplacements « phénomédias » sur le périphérique pour le mois de février 1986, à la veille des législatives. On ne révélera pas son nom. Avouez que ce serait une phénoménale coïncidence si cet homme se trouvait être le maire d'une grande ville entourée d'un périphérique. Et un hasard prodigieux s'il s'agissait du maire de la ville dont les services ont autorisé l'implantation de ces panneaux géants qui entourent Paris et contournent la loi !

Il n'y a pas qu'en surface que Paris innove. On peut signaler une nouvelle forme d'agression dans le RER : l'agression sonore. Depuis le 2 septembre les voyageurs qui ont le privilège de prendre la ligne A aux stations *intra muros* ou d'en descendre sont puissamment aidés par la RATP à sortir des brumes matinales : on vient de lancer une expérience de « sonorisation » des quais. Pour être sonore, elle l'est, cette expérience ! Lundi matin certains se demandaient si, désormais, outre un pince-nez il ne faudrait pas se munir de boules Quiès pour se rendre à son travail par le RER. Mardi, on avait un peu baissé le son mais pas au point qu'on puisse — comme naguère — lire tranquille en attendant sa rame.

Radio-Sous-sol fonctionne comme la plupart des radios dites libres : il s'agit d'occuper l'espace sonore de la manière la plus niaise possible. « *Bonjour les Verseau, attention, aujourd'hui il faudra vous adapter à la diversité des situations. Quant aux Balance, n'hésitez pas trop.* » Musique : « *Wap, dou, wap tchic, tchic.* » Infos : « *Le ciel est gris mais il y aura des éclaircies dans la matinée.* » Musique : « *Tchic, Tchac, Whak.* » Message : « *Ce train dessert Nanterre-Préfecture.* » Communication en miettes, par bribes. Pour peu que vous soyez à l'heure, et le train aussi, vous entendez trois mesures au départ, et quatre mots à l'arrivée. Entre-temps, rien, car les rames ne sont pas et ne seront pas sonorisées par « radio ligne A ». « *Nous ne voulons rien imposer aux voyageurs* », dit-on à la RATP, où l'on souligne le caractère expérimental de la formule, qui répond à une demande des intéressés (le silence éternel de ces attentes infinies...) et à une nécessité (donner, si nécessaire, des informations sur le trafic lui-même). Si les quais sont devenus tonitruants, les trajets restent des temps de silence. De ces moments bénis où vous pouvez méditer sur le sens de la destinée, le coude d'un voisin planté dans votre dos et le parapluie de l'autre menaçant l'intégrité de votre œil.

Buvons

On n'arrête pas la communication. L'affaire des otages français détenus au Liban, et dont on annonce (comme il y a trois mois) la probable et prochaine libération, a montré que le militantisme aussi s'adaptait à ces temps nouveaux du message-choc, ramassé, du slogan chic, du coup de poing médiatique. Fini le temps des pleurnicheries pétitionnaires, des cortèges étiques à banderoles mal ficelées, des stations debout — assis — couché devant les ambassades.

L'affaire Kauffmann aura montré que des voies nouvelles s'ouvraient dans le créneau « comités de soutien ». Dans les vingt plus grandes villes de France (sauf Lyon), on a vu fleurir sur certains panneaux Decaux (les « sucettes ») une affiche en forme de carte postale, où l'on voit le visage souriant de Jean-Paul Kauffmann surmonté de ces mots : « *Souvenir du Liban* ». Initiative (gratuite) d'une agence de publicité faite en accord avec le comité de soutien. Bon ou mauvais goût ? Efficace, en tout cas.

Ledit comité de soutien a multiplié les initiatives originales durant tout l'été pour éviter la démobilisation. Il semble qu'il y soit parvenu. Fin juillet, cinquante mille personnes avaient signé le manifeste en faveur des otages. « *Maintenant,* dit M. Michel Cantal-Dupart, animateur du comité de soutien, *on ne les compte plus. Le plus étonnant pour moi, c'est d'avoir constaté l'ampleur des systèmes de solidarité que cette affaire a déclenchés en France. Nos concitoyens ne sont pas aussi repliés sur eux-mêmes qu'on le dit.* »

Ainsi, le 22 septembre, à la mairie de Bordeaux, les producteurs de vins constitueront une collection de bouteilles de la plupart des crus de la région. Pas question de la vendre aux enchères : elle sera remise à Jean-Paul Kauffmann à son retour en France. Il y aura sans doute une grande et belle réception.

Un bon coup de pub ou un petit coup de rouge, ça n'a jamais fait de mal à personne. ■

TRANSPORTS : LE DÉFI SÉCURITÉ

Adversité, fatalité, année noire, loi des séries. Les semaines qui viennent de s'écouler ont été marquées par une série d'accidents meurtriers sur lesquels s'interrogent aujourd'hui experts et responsables, tandis que l'anxiété s'installe chez les usagers. Les machines inventées par l'homme et les réglementations qui en régissent la course sont-elles à ce point fragiles que de telles catastrophes puissent encore venir frapper si lourdement le monde des transports ? Pourtant la sécurité n'a jamais été autant au centre des préoccupations de ceux dont le métier est de nous faire voyager, de ceux à qui nous confions notre vie et qui se sont armés pour la protéger. Comment répondent-ils à ce défi toujours plus complexe : la sécurité ?

DEUX CATASTROPHES A CONTRE-VOIX

Entretien avec le directeur du transport à la SNCF

Il faut automatiser tout ce qui peut l'être, dit la SNCF. Il faut renforcer la présence humaine, rétorquent les syndicats. M. Roger Guérin, directeur du transport à la SNCF, dirige l'équipe qui réglemente la circulation ferroviaire. Il répond à nos questions.

« Deux catastrophes ferroviaires, à Argenton-sur-Creuse et à Flaujac, viennent de mettre à mal la réputation de sécurité qui était celle de la SNCF. Par deux fois, les réglementations que vos services élaborent n'ont pas joué leur rôle protecteur. Comment les problèmes de sécurité se posent-ils à vous ?

— Nous devons d'abord organiser la circulation des trains. Cela veut dire les espacer, car les distances de freinage sont vitales. Il s'agit aussi de faire rouler des convois sur des voies uniques, c'est-à-dire concilier deux mouvements en sens contraire. Enfin, nous nous préoccupons de faire circuler, sans encombre, les trains en zones de gares où la multitude de voies accumule les risques de rattrapage, de nez à nez, de cisaillement et de convergence. Du côté de la conduite des trains, nous nous préoccupons d'obtenir un respect absolu des signaux.

» Avant de décrire les solutions que nous avons élaborées, je voudrais exprimer trois remarques ; toutes nos procédures impliquant des interventions humaines assurent totalement la sécurité des trains... à condition qu'aucune erreur humaine n'intervienne. C'est pourquoi la SNCF assure une sélection, une formation et une surveillance rigoureuses du personnel de sécurité, qu'il soit agent de gare ou mécanicien.

» L'automatisme, lui-même, qui vient surveiller ou suppléer l'homme, défaille parfois, parce qu'il a été construit et qu'il est entretenu par des hommes faillibles. Ce n'est pas la panacée.

» Enfin, au risque de choquer, je dirai qu'il est normal que nous automatisions en priorité les lignes à fort trafic. C'est dans ces zones que la charge de travail importante augmente les risques d'erreur. En banlieue parisienne, la régulation du trafic sans l'aide d'un automatisme est irréalisable.

— Comment formez-vous vos personnels sédentaires dont font partie vos chefs de gare ?

— Ils sont sélectionnés après des examens médicaux et psychotechniques. Ils accèdent ensuite à une formation sur l'ensemble des procédures de sécurité. Ils apprennent ainsi tous les signaux, comment espacer des trains, la manière de faire circuler un train à contresens, les mesures à prendre en cas de travaux dans des zones électriques. Un examen vérifie leurs connaissances.

» Ils se voient alors délivrer une autorisation correspondant aux fonctions qu'ils devront mettre en œuvre. Tous les trois ans, une interrogation orale permet de s'assurer qu'ils connaissent leurs procédures sur le bout des doigts. Quatre fois par an, ils sont testés par sondage. On contrôle leurs documents de sécurité, on surveille leur santé, et si on détecte des comportements troublants, c'est le psychologue qui intervient.

— Le chef de gare d'Assier, qui a envoyé deux trains à la rencontre l'un de l'autre à Flaujac, avait-il les autorisations requises ?

— Il les avait.

— Chargé de vendre des billets et de tâches administratives, était-il à même de se rappeler les consignes de sécurité ? Pourquoi n'y avait-il pas de procédure redondante pour parer à une défaillance de sa part ?

— Il passe sur la voie unique où s'est produite la catastrophe quatorze trains par jour, dont trois croisements. Les titres de transport à délivrer ne sont pas surabondants. Le travail n'est pas surhumain.

» Il existait un système qui aurait dû empêcher l'agent de commettre son erreur. Avant d'envoyer un train sur la voie unique, il devait téléphoner à la gare de Gramat pour l'en prévenir. Son collègue aurait pu lui dire alors de n'en rien faire. L'enquête fera apparaître pourquoi cette sécurité — en principe absolue — n'a pas fonctionné.

— Quelles règles et quelles mécanismes de sécurité appliquent vos agents sédentaires lorsqu'ils sont en poste ?

— Il s'agit d'abord d'espacer les trains sur les voies doubles. Le premier moyen est le cantonnement téléphonique. Aucun train ne peut pénétrer sur une portion de voie — un canton — tant que la gare A ne dit pas à la gare B que le train précédent est passé. 1000 kilomètres de voies sont ainsi gérés. Un peu plus évolué est le système du bloc manuel dans lequel une lampe allumée ou éteinte remplace le téléphone. Il est en vigueur sur 6500 kilomètres de voies. Le bloc automatique qui gagne du terrain chaque année (8000 kilomètres aujourd'hui) fonctionne sur le même principe : en sortant d'une portion de voie, la locomotive actionne un mécanisme qui déclenche un feu vert derrière elle et permet au train suivant d'y pénétrer. On retrouve les mêmes équipements sur les voies uniques.

» Dans les zones de gare, le poste d'aiguillage a vite remplacé la commande à la main. Puis, les enclenchements mécaniques se sont affinés de façon à éviter à l'aiguilleur de réfléchir. Les signaux ne s'ouvrent que lorsque tous les aiguillages se trouvent dans la bonne position. Ensuite, l'électricité a permis d'abandonner les manettes à manipuler. Un bouton d'itinéraire effectue le travail d'une dizaine de manettes. L'informatique, elle, remplace les hommes, car sa mémoire lui fait actionner les commandes aux heures des départs et des arrivées programmées. Supposons qu'un profane manipule n'importe comment les manettes d'un poste, les sécurités arrêteraient la circulation et aucune collision n'en résulterait.

— Comment recrutez-vous et formez-vous les conducteurs des trains ?

— Nous sélectionnons l'agent que nous mettrons en formation par des examens médicaux et psychotechniques ainsi que par un entretien. Il acquiert des connaissances théoriques et pratiques sur la conduite et sur la sécurité.

» Elles sont vérifiées par un examen final. Pour devenir opérationnel, le mécanicien doit acquérir une expérience approfondie des machines et des lignes qu'il est appelé à fréquenter. Il signe un document pour déclarer qu'il se sent fin prêt. Il est alors affecté à des tâches de plus en plus complexes.

» Il reste sous surveillance. Quatre fois par an, le chef de traction qui contrôle quelques dizaines d'agents de conduite, accompagne chacun de ses hommes pour sonder sa pratique et son niveau de connaissance. Les journées du mécanicien permettent à celui-ci, chaque année, d'actualiser les techniques de conduite et les procédures de sécurité.

» Sur chaque machine, une bande enregistreuse consigne la vitesse du train, la position des signaux et la vigilance du conducteur. Elle est vérifiée systématiquement, et les anomalies donnent lieu à une étude approfondie du chef de traction. La SNCF consacre un budget annuel de 500 millions de francs à la formation et au contrôle des conducteurs.

— Comment faites-vous respecter la signalisation par les mécaniciens ?

— Nous cherchons d'abord à améliorer la lisibilité des signaux, avec des formes géométriques caractéristiques. De plus, à chacun d'entre eux correspond, en cabine, un signal sonore qui le répète.

» Pour aider le conducteur, nous simplifions sa tâche. Par exemple, avec le système de vitesse indiquée, il n'a plus à surveiller l'ampèremètre, tout en réglant son allure. Il indique à la machine la vitesse à respecter, et celle-ci règle automatiquement l'effort de traction en fonction du relief. Le mécanicien est en mesure de concentrer son attention sur la signalisation.

» Nous contrôlons aussi son comportement en route grâce au système du VACMA ou de l'« homme mort ». Toutes les deux secondes et demi, il doit avoir manipulé un organe de la machine, sinon celle-ci s'arrête.

» Nous vérifions enfin sa perception des signaux. Chacun de ceux-ci déclenche dans la cabine un klaxon. Le conducteur dispose de cinq secondes pour l'annuler en appuyant sur un bouton, sinon la machine s'arrête.

— Le conducteur du Paris-Port-Bou, qui a appuyé sur le bouton de vigilance mais qui n'a pas ramené la vitesse de son train de 100 km/h à 30 km/h à Argenton-sur-Creuse, a pris en défaut votre procédure. Pourtant, le TGV ne comporte-t-il pas de sécurités qui auraient évité cette erreur catastrophique ?

— Le train à grande vitesse et les trains ordinaires circulant à plus de 160 km/h sont équipés de systèmes qui stoppent le convoi en catastrophe si le mécanicien n'applique pas les limitations de vitesse imposées par la signalisation. Cette sécurité suppose un espacement plus important entre deux trains — deux cantons au lieu d'un — qui réduit la capacité d'une ligne. Elle impliquerait aussi des modifications importantes sur nos six mille engins de traction et sur nos trente mille signaux. Le coût s'élèverait à plusieurs milliards de francs.

— Certains syndicats pensent que la conduite à deux agents éviterait les erreurs humaines...

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page IV.)

CHRISTIAN RAUCH/VIVA

LE DÉFI SÉCURITÉ

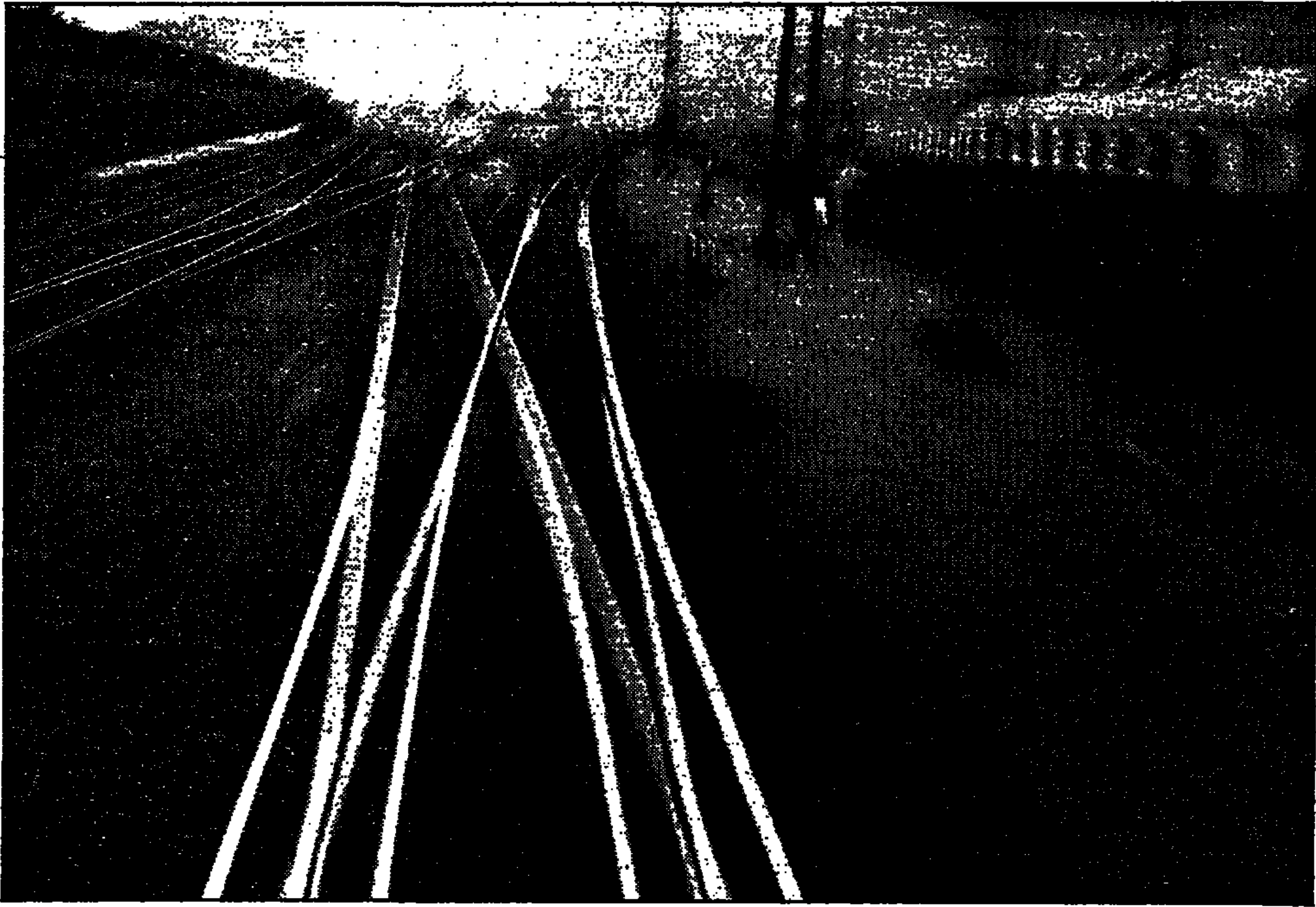
MOI, ALAIN CARROY, CONDUCTEUR DE ROUTE

Dur et passionnant métier. Dur surtout : « être seul sans pouvoir parler, maintenir son attention en éveil... ». Avec les sanctions qui tombent au premier pépin, même insignifiant. Mais ici, dans la cabine d'une motrice, rien n'est tout à fait insignifiant. « Nous n'avons droit à aucune fantaisie. » Alain Carroy, trente-neuf ans, conducteur de route T 4 C, raconte ses voyages et ses rails au long cours.

L'OBSESSION de la sécurité, Alain Carroy, trente-neuf ans, conducteur de route T4C, du dépôt SNCF de Paris-Sud-Est, sait ce que cela veut dire. Car il en a conduit, des trains, depuis ce mois de mai 1968 où il a été admis dans la confrérie des mécaniciens !

De 1968 à 1971, il est aide-conducteur ; à partir de 1971, il franchit une à une les étapes de la carrière : élève conducteur, T2, T3, T4. Homme à tout conduire, il pilote indifféremment des trains de banlieue, des trains de voyageurs et des trains de marchandises. Ses journées peuvent compter six ou neuf heures de travail et ses semaines de vingt-cinq à quarante-six heures pour un salaire brut de 7 100 F qu'augmentent les primes de traction, de nuit ou de déplacement, soit un total d'environ 10 000 F. Le travail qu'il aime le moins ? Conduire pendant plus de six heures d'affilée les « patachons », ces trains de nuit de marchandises qui se traînent sur les rails : *« Seul, c'est dur. »*

« La sécurité était à la base de notre formation, raconte-t-il. *Celle-ci devait nous faire acquérir des réflexes, car en cas d'urgence, plus question de réfléchir. Le geste doit être immédiat. Le cycle durait six-sept mois. Il commençait par des travaux par correspondance. Ensuite, c'était l'école de conduite pendant quarante jours. Enfin l'examen. Au programme, la sécurité et encore la sécurité. Nous apprenions par cœur la signification des panneaux et les procédures à appliquer en cas de situation d'urgence. Par exemple, en cas de fermeture intempestive de signaux due à un orage : lorsque le feu se met « au carré », nous devons baisser le pantographe et déclencher le freinage. Interdiction de repartir sans un ordre explicite et sans avoir appliqué les procédures obligatoires, c'est-à-dire un coup de sifflet s'il s'agit d'un train de voyageurs et une marche à vue de 30 km/heure jusqu'à la fin du cantonnement. »*


ERICH HARTMANN/MAGNUM

Trois fois par an, Alain Carroy reçoit une formation complémentaire. Deux journées sont dites « du mécanicien » et une autre est consacrée aux freins. Tous les trois mois, son chef de traction l'accompagne au cours d'un voyage pour vérifier sa conduite. Une fois par an, il subit une visite médicale destinée à apprécier sa vue, sa tension et ses réflexes. *« Nous n'avons droit à aucune fantaisie. La bande enregistreuse note nos dépassements de vitesse et les anomalies de nos réactions. Un panneau de limitation de vitesse non respecté : le chef de traction nous passe un savon. Deux incidents : le psychologue nous guette. Trois incidents : nous sommes débarqués et placés dans un atelier. »*

Avant de monter à bord de sa locomotive, il consulte le tableau d'avis « signalisation » de la ligne qu'il va emprunter. Il y lit les limitations temporaires de vitesse, les modifications de signalisation, les *« baissez pantographes »*, les *« coupez courant »*, les voies uniques temporaires, et les avis, par exemple, de réfection d'un pont limitant le gabarit. Il note sur son carnet de poche les dates et les points kilométriques des travaux. Il emporte, en plus, la fiche de son train, la notice générale qu'il connaît par cœur sur les attitudes à adopter en cas d'incident, les fascicules consacrés aux cantonnements, à la vitesse des différentes voies et aux poids des trains. Une véritable bibliothèque.

Le conducteur du train Paris-Port-Bou qui a déraillé, le 31 août, à Argenton-sur-Creuse tuant quarante-trois voyageurs détenait les mêmes documents et devait se plier aux mêmes instructions. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Pourquoi est-il resté à 100 km/heure pendant quarante-sept secondes et 1 200 mètres de trop alors qu'il aurait dû réduire sa vitesse à 30 km/heure ? Alain Carroy ne sait pas, il n'a pas le détail des événements, il ne veut pas juger un camarade, il préfère se souvenir de ses responsabilités syndicales à la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC) pour répondre : *« La sécurité qui est à la base de notre métier est menacée par les réductions d'effectifs. Depuis 1979, tous les trains sont conduits par un homme seul. Quand on a passé cinq nuits d'affilée dans une cabine, il peut y avoir une lassitude. Etre seul sans pouvoir marcher ou parler, maintenir son attention en éveil, c'est parfois pénible. »*



Plus rapides, plus éprouvants

La présence d'un deuxième agent dans la cabine du Paris-Port-Bou aurait-elle pu éviter la catastrophe ? *« Pas sûr »*, reconnaît Alain Carroy qui ajoute : *« C'est surtout à la formation que la suppression de l'agent en second a fait du tort. En double, nous apprenions la ligne et les manipulations. Nous nous motivions pour notre boulot. Aujourd'hui, la formation n'est plus ce qu'elle était. Les six examens et l'école de conduite et ses épreuves finales sont suivis de trente jours de conduite en double. Ce n'est pas suffisant ; six mois seraient nécessaires. Je pense qu'il faudrait, sur certains trains et à certaines heures, deux agents en cabine, d'autant plus que nos conditions de travail se détériorent. Autrefois, nous nous reposions après un Paris-Lyon. Maintenant, nous roulons jusqu'à Marseille. »* Mais les trains ne sont-ils pas plus rapides ? *« Justement, leur conduite est plus éprouvante. »*

Ce discours militant contraste avec le calme qu'il affiche. Sa première locomotive ? *« Je n'étais pas du tout stressé. »* Sa première frayeur ? *« Je n'en ai jamais eue. »* Il connaît et applique le règlement. Il aime son métier. Et quand il dit que la direction de la SNCF doit arrêter de *« taper »* sur un personnel d'exécution saturé, on a du mal à le croire concerné tant il semble bien dans sa peau de conducteur.

Demain, il part à 6 heures pour Laroche-Migennes où il s'arrêtera à 12 h 15. Repos. Il en repartira à 0 h 20 pour Paris avec un « patachon » qu'il abandonnera à 7 heures, après une heure d'attente à Villeneuve-Saint-Georges. Pas de problème, pas d'état d'âme. Il est motivé.

A. F.

DEUX CATASTROPHES

(Suite de la page III.)

– Il n'y a jamais eu de conduite à deux. Au temps du charbon, le conducteur conduisait et la chauffeur alimentait la chaudière. Avec l'avènement de la traction électrique, nous avons conservé plus longtemps que les autres chemins de fer européens un deuxième agent afin de protéger l'arrière d'un train arrêté devant un obstacle. Avec l'installation de liaisons radio avec le sol, il n'a plus sa raison d'être. Jamais on ne conduit à deux. La responsabilité de la surveillance des signaux ne se partage pas. Savez-vous ce qu'ils font lorqu'ils se trouvent à deux en cabine ?

– Ils bavardent ?

– Evidemment !

– Les syndicats incriminent aussi la complexité de la signalisation à Argenton-sur-Creuse, qui aurait pu dérouter le conducteur fautif.

– Il est vrai que de nombreux signaux se succédaient. Pourtant, le conducteur avait traversé les gares de Juvisy et de Brétigny où la signalisation est beaucoup plus complexe qu'à Argenton...

– Peut-il y avoir une sécurité absolue dans la circulation ferroviaire ?

– Non. On ne couvrira jamais tout le réseau ferroviaire avec des automatismes. C'est pourquoi nous menons une action de sélection et de formation des agents qui nous paraît aussi complète et minutieuse que possible. La sécurité, c'est l'application rigoureuse des règlements.

– Vous êtes donc plutôt satisfait des systèmes en vigueur ?

– Nous n'attendons pas l'accident pour les améliorer. En permanence, nous y réfléchissons. Ainsi, nous réduisons l'intervention humaine en nous équipant en blocs automatiques ou en radio. Voilà dix ans que nous avons mis au point le dispositif de vitesse indiquée. Depuis trois ans, nous équipons les cabines d'un dispositif de mémorisation des signaux, une lampe jaune qui rappelle au conducteur l'ordre fugitivement perçu. Au début de 1986, nous expérimenterons une nouvelle régulation sur le « petit train jaune » qui circule sur une voie unique en Cerdagne, de Perpignan à La Tour-de-Carol. Une sorte de tour de contrôle en contact radio avec les trains régulera le trafic. Nous réfléchissons à un système de contrôle de vitesse. Nous achèverons bientôt un travail de simplification et de modernisation de notre réglementation qui a duré quinze ans.

– Les deux catastrophes ferroviaires de Flaujac et d'Argenton remettent-elles en cause votre travail ?

– Nous les vivons comme un véritable traumatisme. Elles mettent en cause l'application, mais non le principe de nos procédures de sécurité. Elles nous poussent à approfondir nos réflexions en la matière et à accélérer la mise en place des améliorations retenues. »

ALAIN FAUJAS.

ACCIDENTS ET BOUCS ÉMISSAIRES

Il était déjà inconvenant d'entendre MM. Chadeau et Guérin parler de la sécurité à la SNCF après la catastrophe de Flaujac ; leurs propos frisent l'indécence après l'accident d'Argenton-sur-Creuse.

Depuis onze années que je suis aiguilleur sur la région de Paris-Saint-Lazare, combien de fois me suis-je fait traiter de fainéant les jours de grève par la clientèle, sans parler de « nantis et autres irresponsables », qualificatifs que le personnel politique et la direction de la SNCF attribuent facilement aux cheminots en grève.

Lorsque les aiguilleurs de la banlieue de Paris-Saint-Lazare ont occupé les postes en juin 1984, la droite en a profité pour mener une campagne contre les cheminots, et M. Fiterman, notre patron d'alors, a répondu à nos revendications par des dizaines de mises à pied de trois jours.

Pensez donc ! Nous avions les trente-cinq heures et la garantie de l'emploi en période de chômage, nous sommes donc apparus comme des privilégiés qui râlaient pour des broutilles.

Il aura fallu trois accidents et une centaine de morts pour que la presse et l'opinion publique se rendent compte que les métiers d'aiguilleurs, de mécaniciens ou d'agents de l'équipement font peser de lourdes responsabilités sur ceux qui les exercent. Et pourtant, le salaire moyen d'un aiguilleur est de 6 000 F par mois, primes de nuit et de dimanche comprises, avec des périodes de travail de six jours consécutifs, en 3 × 8, des logements qui bordent les voies ferrées, interdisant un réel repos.

Les trente-cinq heures — loin de changer cet état de fait — l'ont aggravé, les roulements dans les postes sont devenus de vrais casse-tête, de nombreux postes tenus par deux agents ne le sont plus que par un seul à certaines heures, faute de cheminots pour combler les vides ainsi créés.

Avec la mise en place de l'informatique, le développement des PRS (postes à relais souples), de la VACMA (l'homme mort), de nombreux cheminots se trouvent désormais seuls sur leur poste de travail ; aucun d'entre nous n'a été surpris de l'erreur de l'aiguilleur de Flaujac ou du mécanicien du Paris-Port-Bou. Car cela nous est arrivé à tous au moins une fois avec, heureusement, pour seule conséquence des retards de train et des reprises de voies (erreur d'aiguillage).

Les explications et les solutions proposées par M. Chadeau et le ministère des tranports vont peut-être satisfaire le public et la presse, mais pas les cheminots. M. Quilès s'est fait plaisir en annonçant la mise en place de radios sur les lignes à voie unique, non équipées de blocs, mais nous nous savons que l'aiguilleur de Flaujac aurait pu ne pas s'apercevoir de son erreur immédiatement, et ce n'est pas la radio qui aurait stoppé le train. Quant aux déclarations qui suivent le drame du Paris-Port-Bou, elles occultent toutes la conduite à agent seul.

La SNCF ne remet toujours pas en cause la baisse des effectifs (contrat de Plan et déficit obligent), elle peut toujours invoquer la série noire, le manque de chance, mais je dirais plutôt que nous avons eu beaucoup de chance : rien que sur Paris-Saint-Lazare, de nombreux incidents graves ont émaillé ces dernières années, qui ont coûté la vie à des cheminots (prise en écharpe de deux trains à Sartrouville) ou qui, par chance, n'ont eu aucune conséquence (dérive d'une rame de banlieue, sans mécanicien, de Garches à Sartrouville).

Les causes :

– La multiplication des tâches (aiguillage et vente de billets simultanément) ;

– La fatigue (un aiguilleur ou un mécanicien peuvent-ils être en pleine forme le sixième jour de leur période de travail, lorsque, levés à 5 heures du matin, ils finiront à 14 heures, sans avoir eu de temps pour manger ou se reposer ?).

– Etre seul sur sa machine, sans avoir personne à qui parler, entouré de sonneries différentes et des bruits de la radio, comment ne pas provoquer à terme des « erreurs humaines » ?

– L'absence d'entretien journalier du matériel : les visiteurs (personnel de contrôle du matériel) ont disparu des gares ; des voies de services sont laissées à l'abandon (le mécanicien qui a déraillé à Suresnes-Puteaux sur voie de service a eu de la chance de n'avoir été ni blessé ni tué) ;

– Le passage au privé de l'entretien et du renouvellement des voies avec des travailleurs qui ne connaissent pas les spécificités du chemin de fer, et le payent de leur vie.

– L'arrogance de la direction de la SNCF, qui, profitant de la baisse de la syndicalisation à la CGT et à la CFDT, se refuse à toute négociation sérieuse, secondée en cela par quelques organisations aussi irresponsables que minoritaires ;

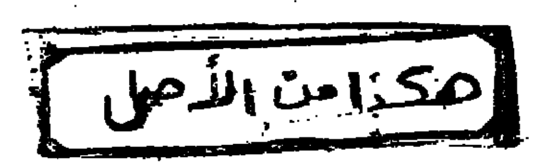
– Une modernisation anarchique et coûteuse, évaluée uniquement en termes de coût et de bénéfice :

- Les PRS, c'est bien, mais combien de cheminots en moins ?
- La VACMA, la radio sol-train, c'est bien, mais les mécaniciens roulent désormais seuls ;
- Les passages à niveau automatiques, c'est bien, mais, maintenant, entre deux gares, il n'y a plus personne.

Alors certes augmenter le nombre de cheminots coûtera cher à la SNCF. Mais il est naturel qu'un service public soit déficitaire : nous payons nos impôts pour cela ; il ne vient à l'idée de personne de demander à l'armée d'équilibrer ses comptes.

Lorsque je vois mes collègues partir à la retraite à cinquante-cinq ans et en paraître soixante-cinq, accumulation de fatigue, d'angoisse de la « panne d'oreiller », de l'erreur d'itinéraire ou de raté de signal, je me dis que mes deux collègues, aujourd'hui inculpés, sont les boucs émissaires d'une politique de rentabilisation de la SNCF.

DOMINIQUE MALVAUD,
Agent mouvement principal hors classe
(Gare de Puteaux.)



LE DÉFI SÉCURITÉ

RÉVISIONS ET AVIONS SOUS ENDOSCOPE

par Bruno Lancesseur

Les usagers savent-ils les précautions que prennent les compagnies aériennes pour maintenir leurs appareils en bonne santé ? Sécurité d'abord, souci commercial ensuite, car toute défaillance pèse lourd dans un budget de fonctionnement. Parce que rien ne peut être laissé au hasard, les moyens mis dans la maintenance d'une flotte sont énormes.

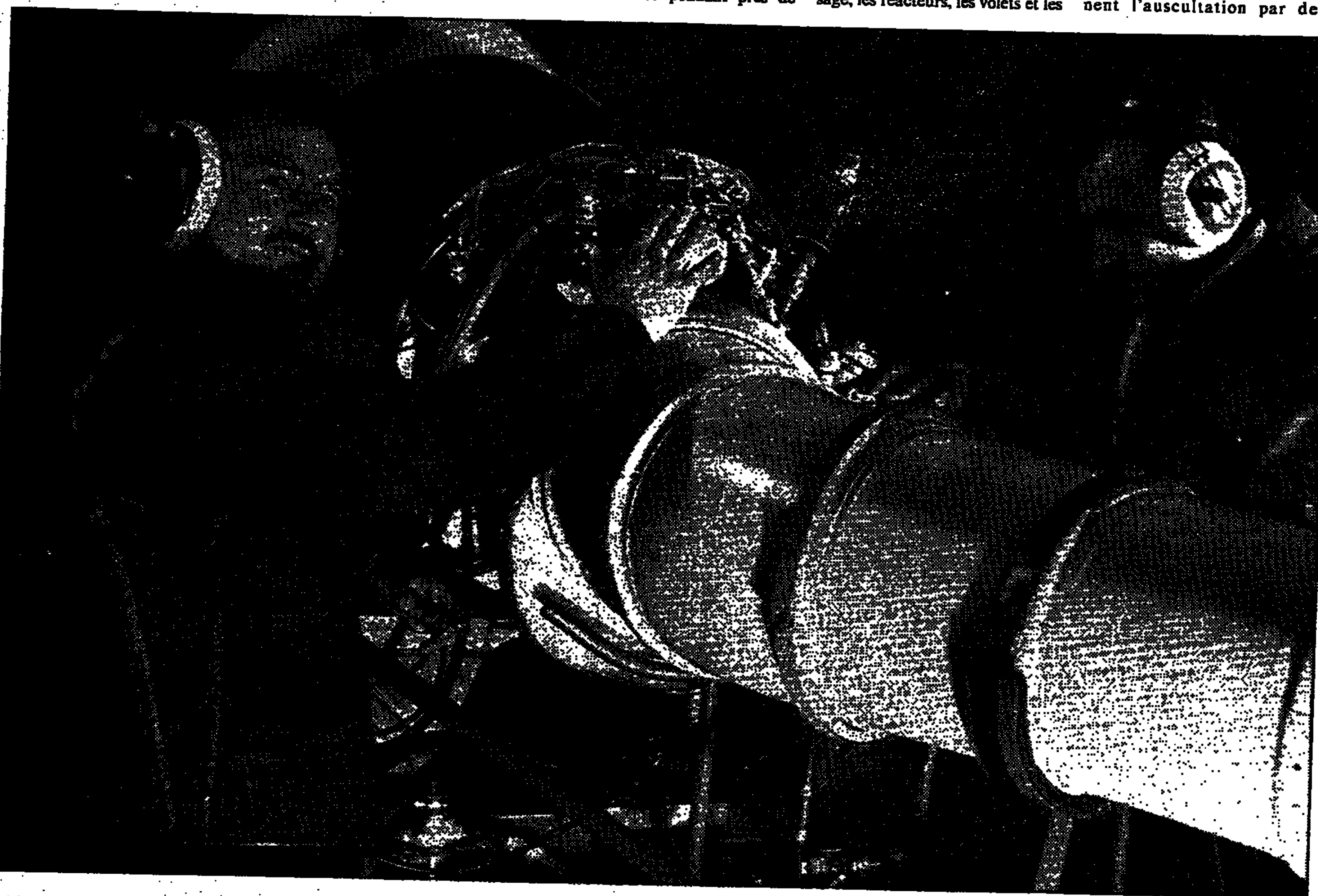
L'AVIATION civile vient de connaître une série noire. Une de ces séries qui ébranle les probabilités et les statistiques, et provoque la morosité et l'anxiété dans les états-majors des compagnies aériennes. Plus de mille morts en deux mois, c'est beaucoup pour les transporteurs aériens, qui n'aiment guère ce genre de publicité.

Au fil des événements, l'usager apprend que l'aviation commerciale est régie par une multitude de lois, soumise à de draconiennes obligations qui lui assurent, en principe, une sécurité maximale pour n'importe quel vol.

Deuxième nation aéronautique du monde occidental, la France est le seul pays où une administration unique couvre tous les secteurs de l'aéronautique civile. Il s'agit de la direction générale de l'aviation civile, placée sous l'autorité du ministre des transports. Son rôle est de permettre au transport aérien de se développer dans les meilleures conditions de rentabilité, de régularité et de sécurité.

Vis-à-vis des industriels de l'aéronautique et des compagnies, la DGAC se comporte en « tribunal » tout en travaillant parallèlement avec le bureau Veritas, dont les techniciens sont d'une certaine manière des « juges d'instruction ».

La conception d'un avion dure environ dix ans, celle d'un moteur, cinq ans. La DGAC va inspecter continuellement les travaux en cours de manière à être sûre que le prototype sera conforme à ce qu'il était sur le papier et lui attribuer son « certificat de type ».



MAGNUM

Une fois le prototype certifié conforme, il peut être construit en série. Des rencontres tripartites réunissant la DGAC, le constructeur et le transporteur ont lieu afin de mettre au point un programme spécifique d'entretien de l'appareil selon ses missions (atterrissages fréquents, risques de corosion sur les aéroports situés près de la mer, moyen-courrier, etc.). Toute la conception de l'appareil est étudiée et vérifiée minitieusement ainsi que les possibilités d'usure. Selon l'utilisation, la compagnie aérienne demande parfois des transformations qui seront elles-mêmes certifiées par la DGAC.

Bien que cela puisse paraître paradoxal, la plupart des avions qui volent aujourd'hui ne sont pas conformes au prototype.

Enfin, chaque appareil possède un certificat de navigabilité, valable pendant trois ans et renouvelable si l'avion est toujours conforme. Tel un malade, il est suivi grâce à un « dossier médical », établi pour tenter de déceler certaines anomalies.

Les services du matériel des compagnies aériennes françaises savent d'où proviennent les défaillances les plus courantes d'un avion. Elles peuvent être dues : à des agressions chimiques, qui provoquent la corrosion ; à des contraintes répétées, qui fatiguent l'appareil ; à l'usure des pièces en mouvement, ou à des détériorations causées par des chocs accidentels, sur un aéroport par exemple. Tout en amoindrissant les performances de l'avion, donc de la sécurité, ces défaillances causent des annulations de vol ou des retards qui, commercialement, pèsent lourd dans un budget de fonctionnement. Cette logique, les trois grandes compagnies aériennes françaises (Air France, Air Inter, UTA) l'ont comprise très tôt et ont investi dans la maintenance de leur flotte. Air France, par exemple, emploie près de 9 000 personnes (un quart des effectifs totaux) et a consacré en 1984 un budget annuel de 2,2 milliards de francs (10,5 % des dépenses d'exploitation) pour l'entretien de sa flotte (actuellement 102 appareils).

Dans les ateliers d'Atlas

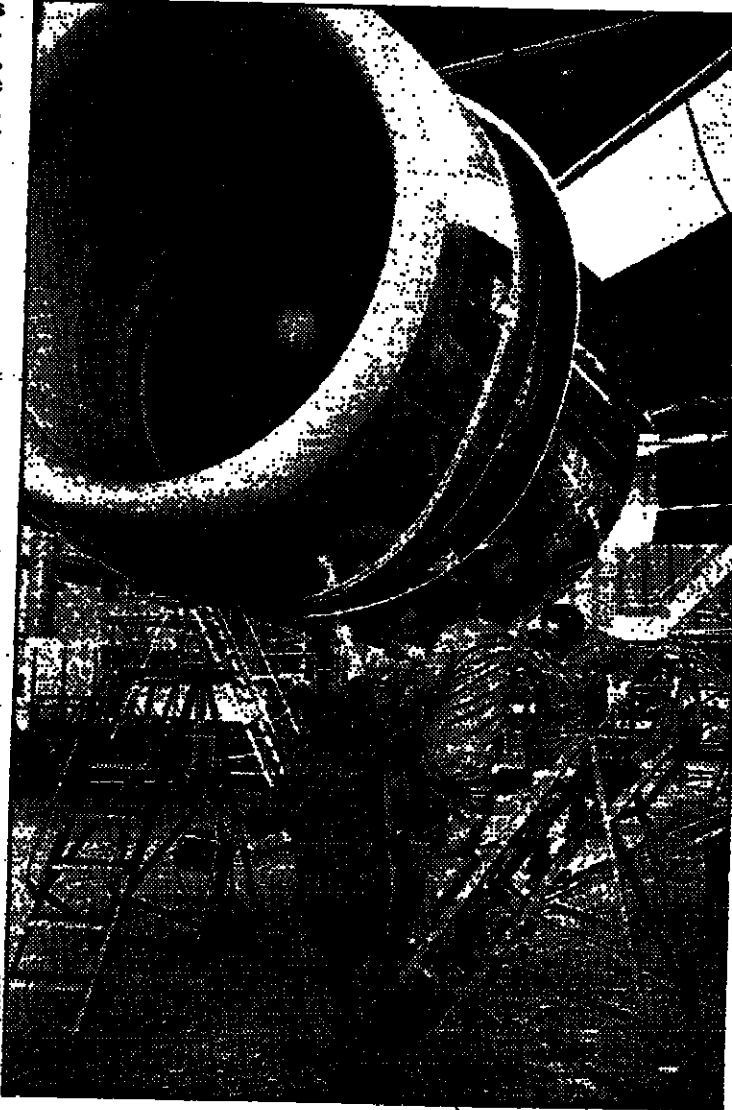
Dans un souci de rentabilité, les compagnies européennes se sont distribuées les tâches par l'intermédiaire de deux groupes : Atlas, qui comprend Alitalia, Air France, Lufthansa, Sabena et Iberia, et KSSU formé par KLM, Swissair, SAS, UTA. La compagnie Air Inter, quant à elle, a des accords avec Air France, la Sabena ou des sous-traitants. Pour le grand entretien de la cellule des Airbus A-300, Air Inter les envoie à Hambourg, chez Lufthansa ; les moteurs, eux, sont révisés et éventuellement réparés par Air France à Orly, qui dispose de moyens importants et nécessaires à une compagnie à vocation internationale.

Pour les trois transporteurs français, les opérations d'entretien sont pratiquement identiques. Les opérations préventives d'entretien représentent la partie fondamentale dans la maintenance d'un avion et se divisent en trois séries d'interventions. La visite journalière est effectuée lors des escales ou dans les ateliers et comprend un examen des parties les plus importantes de l'avion telles que les gouvernes, les pneus, le dispositif de freinage. Par ailleurs, avant chaque décollage, une « visite prévol » est effectuée par le mécanicien navigant assisté d'un mécanicien de piste. Le petit entretien regroupe les visites réalisées toutes les deux cents à quatre cents heures, selon les types d'appareil, et pendant lesquelles ont lieu des inspections détaillées avec démontage et ouverture de portes d'accès à des éléments de mécanique, de tuyauterie ou de câblage.

Le grand entretien, quant à lui, consiste en une révision générale effectuée au terme d'un potentiel d'heures déterminé pour chaque type d'appareil, tous les six ou sept ans, et comporte de 3 000 à 5 000 opérations. Le programme est conçu en trois étapes : démontage, révision et réparations, remontage et essais. Pendant une visite de grand entretien, l'appareil est immobilisé pendant près de cinq semaines, et plus de 500 techniciens et ouvriers (chez Air France) procèdent au démontage systématique des assemblages, ainsi que d'une partie de la structure, afin de vérifier le bon fonctionnement des équipements et l'état de la cellule. Certaines parties de l'avion sont parfois refaites à neuf, et de nombreux matériels sont changés.

L'appareil est ensuite entièrement décapé de sa peinture extérieure puis positionné sur docks où l'on dépose les trains d'atterrissage, les réacteurs, les volets et les gouvernes... A l'intérieur de la cellule, on enlève les fauteuils, les panneaux et le plancher pour la vérification de tous les circuits électriques, hydrauliques et d'oxygène, ainsi que des câbles de commandes et de tous les éléments de structure. Le poste de pilotage, qui renferme les équipements électroniques, est entièrement démonté.

Une fois la structure de l'avion mise à nu, les techniciens procèdent à des sondages visuels ou par ultrasons, zone par zone, et terminent l'auscultation par des contrôles radiographiques qui permettent d'accéder aux éléments indémontables ou difficiles d'accès. La visite de grand entretien d'un Boeing-747 d'Air France représente environ cinquante mille heures de travail. En outre, entre deux visites de grand entretien, ont lieu des visites dites intermédiaires qui sont effectuées tous les trois ans et pendant lesquelles sont notamment vérifiés les points de structure ou les circuits qui sont susceptibles d'être abîmés en raison de la corrosion ou du vieillissement.



FAVREAU/VIVA

Air France emploie près de neuf mille personnes pour la maintenance de sa flotte. La compagnie a consacré en 1984 un budget de 2,2 milliards de francs pour l'entretien de ses appareils.

On « dépose » les moteurs

Les réacteurs quant à eux sont soumis à un régime d'entretien et de vérification aussi rigoureux que celui de la cellule. Lorsque les pièces essentielles du moteur ont atteint une durée d'utilisation codifiée à l'avance, ce moteur est « déposé » et envoyé dans un atelier de révision. En dehors des visites programmées, les réacteurs sont continuellement contrôlés en vol par les équipages, lors d'analyses spectrométriques de l'huile de lubrification interne des réacteurs et par les nombreux contrôles visuels à l'aide d'endoscopes.

A Air Inter, la direction est assez fière de son service de maintenance qui permet à la compagnie d'avoir seulement 2 % de ses vols retardés moins de quinze minutes par suite des défaillances du matériel. La compagnie consacre à l'entretien de ses appareils 10 % de ses dépenses d'exploitation. ■

LE DÉFI SÉCURITÉ

DANGEREUX, PLUS DANGEREUX, MOINS DANGEREUX ?

par Roger Cans

Des avions s'écrasent, des avions prennent feu. Série noire. La peur s'installe. Les chiffres sont là pourtant qui démontrent que le transport aérien n'a jamais été plus sûr, ni les appareils plus fiables qu'aujourd'hui. Un commandant de bord de la Lufthansa, responsable de la sécurité en vol, tente la démonstration.

FRANÇOIS LE DIASCORN/VIVA

LA compagnie ouest-allemande Lufthansa est actuellement considérée comme l'une des plus sûres du monde. Elle n'a connu que trois accidents graves (1) au cours de son existence dont un seul, en 1976, à Nairobi, a fait des victimes (59 morts). Elle dispose d'une flotte des plus modernes et s'oblige à des contrôles draconiens, qui sont effectivement pratiqués. Ainsi, par exemple, les chambres de combustion des moteurs de Boeing-737 (analogues à celle qui a pris feu à Manchester et entraîné la mort de 54 passagers) sont radioscopées toutes les six cents heures de vol. Pour ces opérations d'entretien, la compagnie a recours à ses ateliers de contrôle et d'entretien des moteurs de Hambourg, une véritable usine qui compte cinq mille six cents employés. Cette usine dessert aussi plusieurs grandes compagnies européennes comme Air France ou Alitalia, ainsi que de moins gros clients – quatre-vingts dans le monde entier.

La Lufthansa vient de procéder à une étude statistique pour répondre à la question que tout le monde se pose : prendre l'avion est-il de plus en plus dangereux? Pour la compagnie allemande, la réponse est catégoriquement « non ». Elle s'est penchée sur les chiffres collectés dans le monde occidental (2) depuis 1959, date d'entrée en service des avions à réaction véritablement fiables (le Comet britannique, entré en service en 1953, est considéré comme un avion expérimental qui a essuyé les plâtres... et accumulé les catastrophes).

Que ressort-il de cette étude? Tout d'abord, si l'on observe une légère augmentation du nombre d'accidents au cours de ce dernier quart de siècle, « *cette augmentation est sans commune mesure avec l'énorme accroissement des heures de vol effectuées* ». Plus précisément, on enregistrait en 1964 un accident pour 560000 heures de vol. Cette proportion est tombée à un accident pour 930000 heures en 1974, et à un accident pour 2150000 heures de vol en 1984. Ainsi la moyenne des années comprises entre 1959 et 1984 se situe aujourd'hui à un accident pour 720000 heures de vol.

Et cette année 1985 qui, avant même de s'achever, est considérée comme une année noire ? La Lufthansa a comptabilisé les accidents jusqu'à fin août et aboutit à cette conclusion : « *On ne peut pas considérer le bilan actuel des accidents de l'année 1985 comme étant dramatique.* » Pour ces huit premiers mois de l'année, en effet, on a enregistré dix accidents pour environ 10700000 heures de vol, ce qui donne un accident pour 1070000 heures de vol. Cette moyenne nous ramène aux alentours du bilan de 1974. Ce n'est pas bon, mais ne n'est pas catastrophique.

« *Comptabiliser les morts n'a pas de valeur statistique,* explique M. Heino Caesar, commandant de bord et responsable pour la sécurité en vol. *Dans le Boeing-747 qui vient de s'écraser au Japon avec plus de 500 personnes, il pouvait y avoir moitié moins de voyageurs. Si l'appareil n'avait pas transporté de passagers mais causé uniquement la mort du personnel de bord, sa perte n'aurait pas éveillé l'attention du public mais aurait gardé son importance pour l'industrie de l'aviation.* » De fait, si l'on se réfère aux trois dernières années, on enregistre des données en dents de scie qui ne peuvent que dérouter : 833 morts en vingt-trois accidents en 1983 ; 7 morts en sept accidents en 1984 ; 1205 morts en dix accidents cette année – qui n'est pas terminée. Au regard du nombre des victimes, « *c'est malheureusement le plus triste record jamais atteint avec une moyenne de 120 morts par accident* ».

Malchance 85

Comble de malchance pour la perception qu'en a le public, cette année « mortelle » 1985 succède à une année 1984 qui détient le record inverse : une moyenne de 1 mort « seulement » par accident. D'où l'on voit qu'une bonne statistique suppose la durée. Si l'on compare la moyenne 1985 (un accident pour un peu plus de 1000000 d'heures de vol) à la moyenne des années 1959-1984 (un accident pour 720000 heures de vol), on peut conclure que, même en 1985 – jusqu'à présent, – il est plus sûr de voler que pendant les vingt-six années précédentes. CQFD. « *Le nombre de morts est un résultat fortuit,* ajoute M. Caesar. *Ce qui compte, ce sont les accidents d'avion, leurs causes, et donc leur prévention.* »

La Lufthansa estime que 65 % à 70 % des accidents sont dus à des erreurs de pilotage, donc humaines. Si l'on y ajoute les défauts de fabrication ou les fautes d'entretien, cela conduit à plus de 90 % des accidents imputables directement au « facteur humain ». Restent environ 5 % de problèmes purement techniques et environ 3 % d'aléas météorologiques. Quant aux périodes de vol les plus dangereuses, la compagnie conclut que 60 % environ des accidents se produisent lors de l'approche et de l'atterrissage, 20 % au décollage et 20 % en plein vol.

Le responsable allemand de la sécurité en vol n'accorde aucune valeur aux palmarès attribués aux compagnies, aux marques d'avion ou aux aéroports. « *Ce n'est pas la même chose de desservir un continent comme l'Australie, immense, avec peu de montagnes et un ciel favorable, et la Colombie !* » Il estime d'autre part que « *les dispositifs de lutte contre l'incendie sont plus importants que la marque de l'avion* ». Quant aux aéroports, il constate que le nombre d'accidents n'est pas proportionnel à la dangerosité technique : « *A Hongkong, où l'approche peut être considérée comme dangereuse, il y a peu d'accidents car les pilotes font très attention.* »

Une statistique que la Lufthansa n'a pas faite, c'est la différence des risques selon la place dans l'avion. « *C'est trop aléatoire,* affirme M. Caesar. *Dans la catastrophe de Manchester, ce sont les passagers à l'arrière qui ont péri brûlés. Dans le Boeing japonais, les quatre rescapés étaient également à l'arrière. Tout cela ne prouve rien. On peut aussi bien soutenir que la place la plus sûre est au-dessus des ailes, parce que c'est le point d'équilibre, ou à l'arrière, parce que c'est la structure la plus solide. Tout cela est éminemment subjectif et ne dépend que des circonstances de la catastrophe. La seule chose que je puisse affirmer, car c'est une donnée statistique, c'est qu'un voyageur pris dans un accident d'avion a une chance sur deux de s'en tirer.* » ■

(1) Le terme « accident » employé ici correspond à ce que les Allemands appellent une « perte totale », c'est-à-dire un accident dont l'avion sort irrémédiablement perdu, soit qu'il ne puisse plus être réparé, soit que sa réparation représente un risque ou une dépense inutiles.

(2) Ces chiffres excluent les avions du bloc socialiste et ne prennent en compte que les avions à réaction gros ou moyens porteurs.

PÉTOCHE AIRLINES

par Alain Faujas

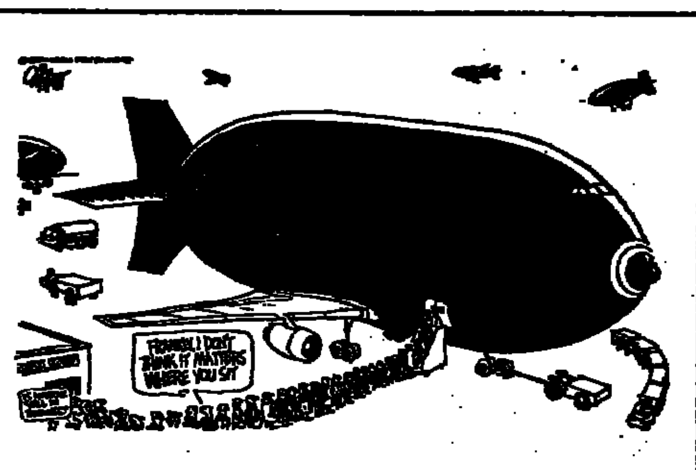
COMME elle est visible la peur de l'aviation ! Dans les salles d'embarquement, elle agite les mains, les pieds, et fait fumer à outrance. En vol, elle pousse à appeler l'hôtesse pour un oui, pour un non. En Amérique latine, les signes de croix accompagnent les décollages. Il faut entendre les silences qui envahissent la cabine lorsque les turbulences font tanguer l'appareil en phase finale d'atterrissage.

Comme elle est forte, aussi, cette trouille qui pousse à épier le moindre bruit suspect ! Pourquoi ces craquements peu après l'envol ? Qu'est-ce que cette décélération qui soulève l'estomac une minute après le décollage ? Pourquoi transforme-t-on la cabine en chambre obscure en cas d'atterrissage de nuit ? Pourquoi le pilote a-t-il remis des gaz ? Sans parler des fois où le commandant de bord annonce : « *Mesdames, messieurs, une panne de réacteur nous contraint à faire demi-tour, car la réglementation en vigueur ne nous permet pas de poursuivre notre vol, bien que notre quadriréacteur puisse techniquement voler sans danger...* »

La plupart des voyageurs aériens dominent cette angoisse au prix de poussées d'adrénaline, de suées et de difficultés digestives. D'autres ne parviennent pas à s'en abstraire et leur peur tourne à la phobie. C'est plus fort qu'eux : ils ne peuvent pas voler. Certains arrivent quand même à surmonter leur panique – comme le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny. D'autres connaissent l'humiliation d'interrompre en catastrophe un décollage parce qu'ils « *ne peuvent pas* » prendre l'air.

Cabines étroites

On a tenté d'expliquer cette phobie. Ses victimes évoquent le sentiment de claustrophobie qui les étreint lorsqu'elles s'asseyent dans un avion. Ce sentiment, très fort dans les cabines étroites (DC-8, Boeing-727, Caravelle, Concorde), s'adoucit dans les cabines à deux couloirs (DC-10, Boeing-747, Airbus). D'autres ne supportent pas l'impuissance où ils se trouvent réduits en cas d'accident. Pas de parachute, pas de manette à manœuvrer : le passager est ligoté sur son siège et doit attendre les instructions de l'équipage. Quelques passagers paniquent devant le fonctionnement quasi-magique de l'avion qui leur apparaît comme une sorte de *deus ex machina* d'autant plus affolant qu'on le devine à moitié humain et à moitié électronique.



« Très franchement, la place où l'on s'assied n'a aucune importance. »
Dessin de Oliphant, paru dans l'International Herald Tribune

Les spécialistes de la psychologie estiment que la peur de monter dans un avion rejoint le mythe d'Icare, fils de Dédale, qui s'approcha trop près du Soleil avec des ailes de cire et qui s'abîma en mer. Voler, c'est violer la demeure des dieux (le « *paradis* »), c'est transgresser les interdits sexuels (« *être au septième ciel* », « *s'envoyer en l'air* ») et c'est mourir (« *monter au ciel* »).

Désarmer la panique

A cette angoisse collective, et même culturelle, se rajoutent les traumatismes individuels de l'enfance qui déclenchent des enchaînements affectifs aboutissant à une peur incontrôlable. L'inconscient construit une histoire sinistre, insupportable et non dite à partir d'un élément (avion, vide, enfermement, ciel, vitesse, foule, mort, impuissance, ailleurs) qui répète un épisode passé douloureux.

L'incapacité de monter dans un avion handicape considérablement les personnes appelées par leur profession ou leur vie privée à se déplacer sur des distances de plusieurs milliers de kilomètres. Certaines compagnies aériennes, ont essayé d'aider dans ce domaine leurs clients « impossibles » qui relevaient jusqu'alors des psychothérapies individuelles.

La compagnie nationale allemande Lufthansa, par exemple, a mis en place, depuis 1980, un cycle de formation pour désarmer la panique. Un institut de psychologie prend en charge dix personnes à la fois à Munich. Les phobiques y apprennent de la bouche de commandants de bord le fonctionnement d'un appareil. On leur enseigne à se dominer. Ce séminaire coûte 342 marks (environ 1 000 francs par personne), il est suivi d'un vol bref destiné à expérimenter leur assurance toute neuve.

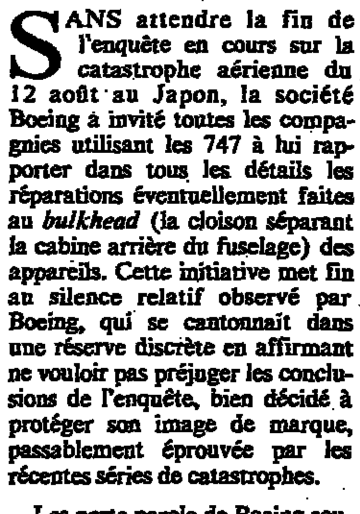
Ces séminaires ne font pas disparaître la peur du passager, mais ils lui permettent de la maîtriser et ainsi de monter dans un avion, ce qui est le but recherché par le client comme par la compagnie. ■

LE DÉFI SÉCURITÉ

« 747 », « 737 » : CHERCHEZ LA FAILLE

par Henri Pierre

Après les deux accidents graves survenus au Japon et en Angleterre, la société Boeing demande à ses clients de jeter un œil un peu pointu sur certaines parties de la cellule du 747 et des moteurs du 737. L'usure et la « fatigue » des appareils seraient-elles en cause ? La réponse est urgente. Le constructeur américain est dans ses petits souliers.



SANS attendre la fin de l'enquête en cours sur la catastrophe aérienne du 12 août au Japon, la société Boeing a invité toutes les compagnies utilisant les 747 à lui rapporter dans tous les détails les réparations éventuellement faites au *bulkhead* (la cloison séparant la cabine arrière du fuselage) des appareils. Cette initiative met fin au silence relatif observé par Boeing, qui se cantonnait dans une réserve discrète en affirmant ne vouloir pas préjuger les conclusions de l'enquête, bien décidé à protéger son image de marque, passablement éprouvée par les récentes séries de catastrophes.

Les porte-parole de Boeing soulignent en effet qu'aucun lien ne pouvait être établi entre les accidents, qui avaient des origines entièrement différentes. La catastrophe du Japon est définie comme un cas d'espèce, dont aucune conclusion ne peut être tirée, et la compagnie rappelait que, sur les six cent dix-huit 747 livrés à soixante-huit compagnies, quinze seulement ont été perdus, mais sans qu'aucune des pertes puisse être attribuée à une défaillance ou à la structure des appareils.

La décision de Boeing, encouragée et entérinée par la Federal Aviation Administration (FAA) – l'organisme ayant la responsabilité de l'aviation commerciale, enjoignant aux compagnies aériennes américaines de répondre au plus vite à la demande de Boeing, témoigne des préoccupations concernant le problème de la « fatigue » des appareils. En même temps, elle souligne le souci majeur, aussi bien de la part de Boeing que de FAA, de ne pas alarmer le public.

Ainsi, dans sa lettre adressée à tous les utilisateurs de 747, Boeing précise qu'il s'agit d'une mesure de précaution étant donné que les causes de l'accident du 12 août ne sont pas encore connues. En particulier, il n'est pas encore établi que c'est la rupture du *bulkhead* qui a provoqué la catastrophe ou qu'elle en a été seulement la conséquence. Il est acquis, cependant, qu'en 1979 l'appareil japonais avait été endommagé dans un accident, et qu'il avait été réparé par une équipe des Japan Air Lines, en coopération avec Boeing mais sans la participation de la FAA.

Lecture des fiches d'entretien

Dans l'immédiat, la circulaire de la FAA souligne que les fiches d'entretien et de réparation dont dispose la compagnie et FAA ne sont pas suffisantes pour déterminer s'il y a lieu de se préoccuper de la fatigue et des réparations de structure pour tous les 747 utilisés aux Etats-Unis et à l'étranger. « *A cette fin, nous avons besoin de tous les renseignements* », a déclaré un porte-parole de la FAA, dont une copie de la circulaire a été adressée aux compagnies étrangères. En fait, la plupart de celles-ci, à commencer par les Japan Air Lines, avaient déjà procédé d'elles-mêmes à cette vérification.

Quant à l'accident du 737 à Manchester provoqué par l'explosion du moteur, la FAA a finalement invité les compagnies à procéder à l'inspection des moteurs J.T. 8 D - 15 de Pratt-Whitney. La décision de la FAA a été moins rapide que celle de la CAA, l'organisation homologue britannique. Les dirigeants de la FAA expliquent qu'il faut d'abord décider quels moteurs devraient être inspectés, mais sur les deux mille moteurs Pratt-Whitney des appareils américains, deux tiers environ sont exemptés d'inspection parce qu'ils sont déjà soumis à une procédure de vérification par ordinateur très perfectionnée.

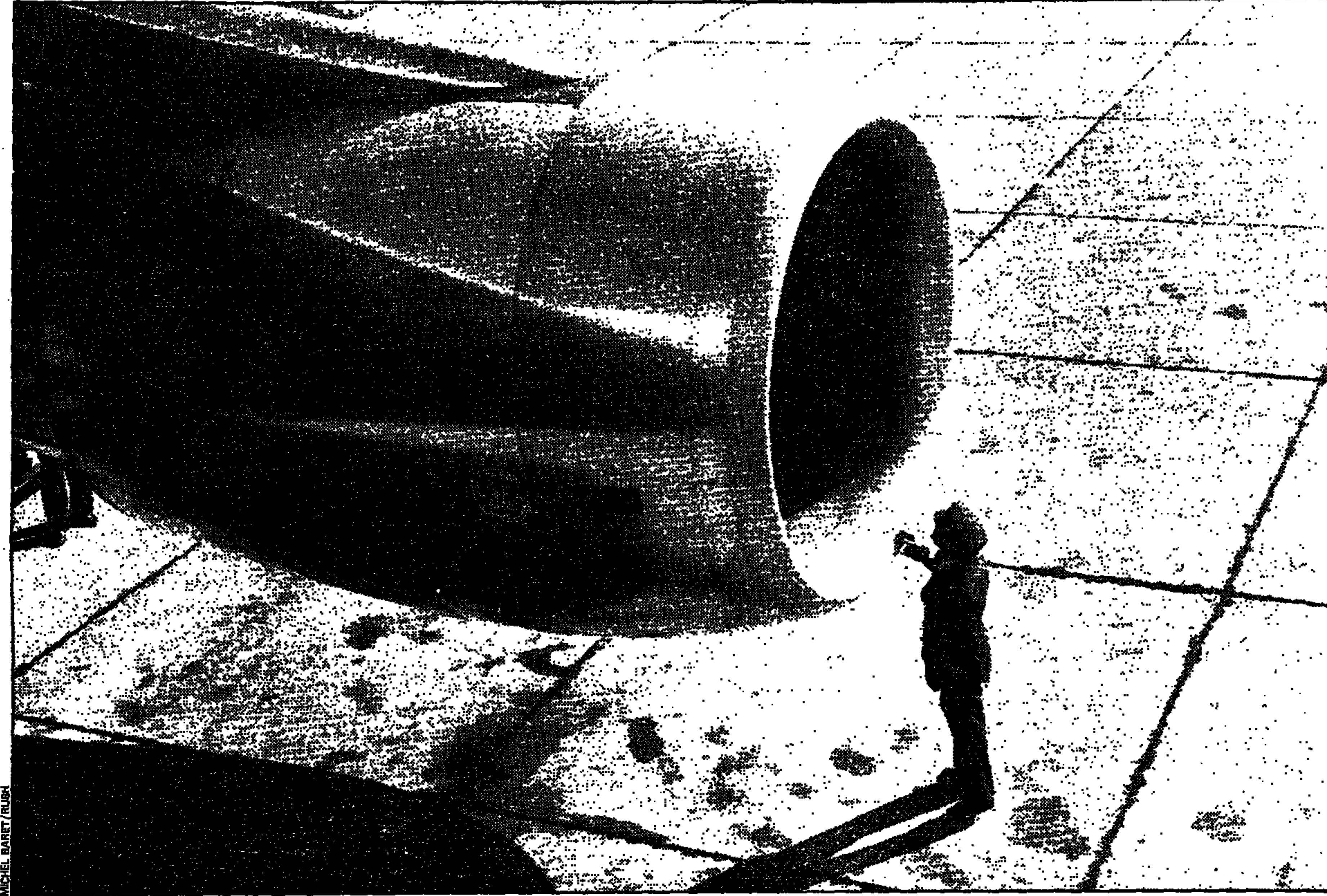
« *Nous préférons ne pas aller trop vite* », a dit le porte-parole de la FAA. Boeing, pour sa part, a reconnu que quatorze 737 figuraient sur la liste des catastrophes aériennes, mais que ces appareils avaient à ce jour transporté sans incident 1 270 millions de passagers, et accumulé 20 millions d'heures de vol.

Selon le Bureau national de la sécurité des transports (NTSB), un sur cinq des passagers tués dans les accidents a péri dans l'incendie suivant l'écrasement de l'appareil. Aussi, à la fin de l'année précédente, la FAA avait-elle recommandé aux compagnies d'utiliser des sièges et coussins spéciaux propres à enrayer la propagation du feu, d'installer des lumières au plancher des cabines pour guider les passagers au milieu de la fumée, d'augmenter le nombre des extincteurs et des détecteurs d'incendie. Mais ces règles n'entreront pas en vigueur avant 1986 et 1987.

Aussi bien la FAA n'échappe pas aux critiques. Une commission du Congrès a estimé récemment que son travail d'inspection était incomplet, tandis que le ministère des transports lui reprochait d'avoir des difficultés « *à formuler, à exécuter les recommandations requises au moment approprié* ».

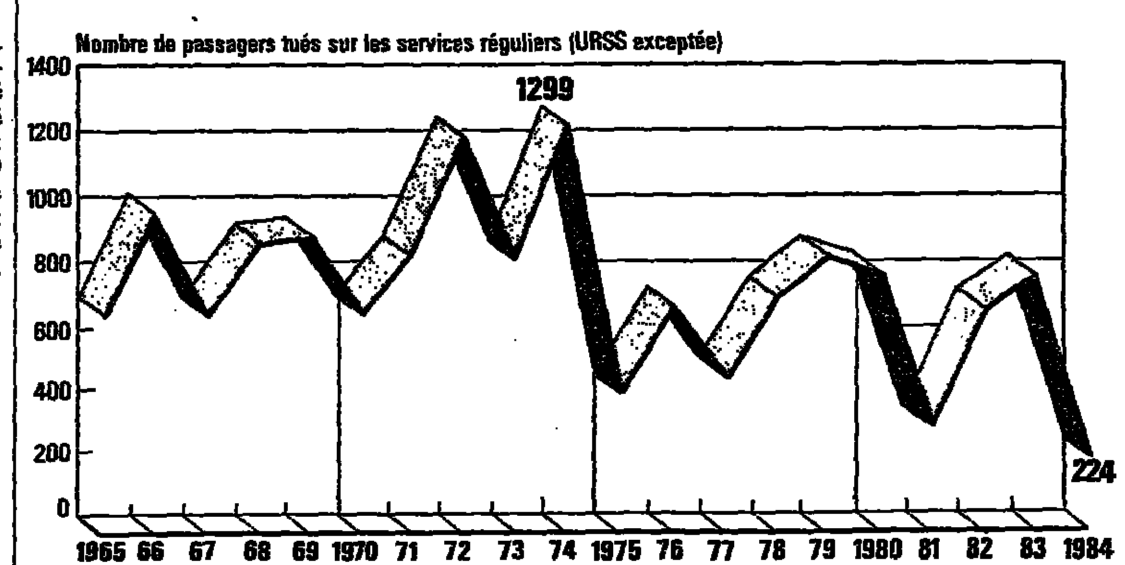
D'autres critiquent des compagnies aériennes incitées par la compétition sur les bas tarifs à recruter du personnel moins qualifié, et à entasser des gens sans tenir compte des règles de sécurité. D'autres enfin déplorent l'insuffisance du nombre des aiguilleurs du ciel, dont certains sont épuisés de travail ou incompétents.

Néanmoins, à en juger par les sondages menés auprès des compagnies aériennes des organisations de touristes et des agences de voyage, la dernière série des désastres aériens n'a pas détourné les Américains du transport aérien. Un très petit nombre d'annulations a été enregistré, mais les compagnies notent la préférence pour les places à l'arrière des cabines. « *Aucune statistique n'indique que ces places soient plus sûres* », a dit un représentant de la NTSB. Cependant, il serait bon, a-t-il ajouté, de recommander aux passagers de bien repérer les portes de sortie les plus proches. ■



MICHEL BARET/RUSH

TRAFIC AÉRIEN : VINGT ANS D'ACCIDENTS



L'année 1985 n'est pas terminée et le bilan des accidents d'avion mortels est déjà lourd (plus de douze cents personnes), très lourd en comparaison d'une année 1984 assez peu meurtrière.

Le graphique ci-contre a été établi à partir des statistiques de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) qui regroupe depuis 1944, sous l'égide des Nations unies, 156 Etats membres. Il ne prend pas en compte les données concernant l'URSS, considérées par l'OACI comme incomplètes et ne concerne que les lignes régulières.

Selon ces critères, l'année la plus meurtrière depuis vingt ans est 1974 avec 1 299 morts pour 29 accidents. Le plus grand nombre d'accidents a été enregistré en 1972 : 1 210 tués dans 42 accidents. L'année 1984 présente un bilan particulièrement limité : 224 morts dans 15 accidents.

En vingt ans, le trafic aérien a augmenté dans des proportions considérables mais les conditions de sécurité ont été constamment améliorées, comme le montrent les statistiques exprimées en passagers transportés par kilomètres parcourus : au lieu de 0,44 tués pour 100 millions de passagers-kilomètres en 1966, on relève des chiffres toujours inférieurs à 0,12 depuis 1975.

L'ANXIÉTÉ EN CHIFFRES

On a peur, aujourd'hui, en avion. Un sondage réalisé aux Etats-Unis et publié par le magazine *Business Week* (1) l'établit sans équivoque : 78 % des personnes interrogées estiment pouvoir être les victimes d'un détournement et 75 % d'une bombe placée à bord.

En 1970, 60 % des personnes interrogées par le même institut de sondage déclaraient penser que les avions étaient plus sûrs que cinq ans auparavant. En 1979, cette proportion était tombée à 42 %. Aujourd'hui, ils ne sont que 16 % à penser que le voyage aérien est sûr. Une majorité d'Américains estiment, en outre, que les mesures de sécurité actuelles sont insuffisantes ou inadéquates. Là encore, l'opinion a évolué.

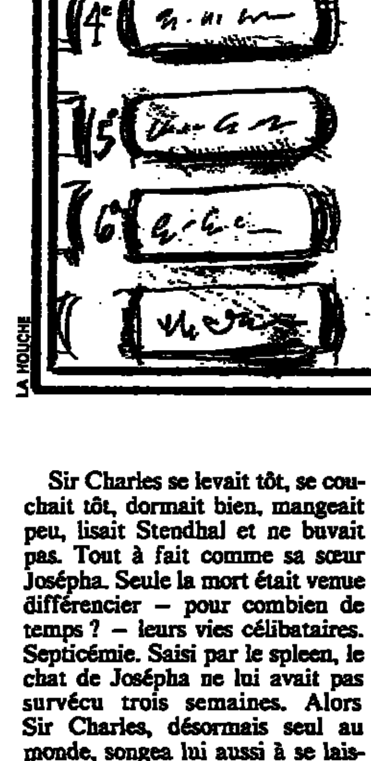
Ils étaient 54 % en 1978 à estimer ces mesures « *très efficaces* ». Ils ne sont plus, en 1985, que 18 %. Enfin, 83 % des personnes interrogées souhaitent, quels que soient les inconvénients, que tous les bagages soient analysés par rayons, ou fouillés, même si cela conduit les passagers « *à venir deux heures et demie avant l'embarquement* ».

(1) Sondage Louis Harris (réalisé auprès de 1292 personnes entre le 28 et le 30 juin) publié par *Business Week* (daté du 15 juillet).

NOUVELLE

SIR CHARLES ET LE TÉLÉGRAMME

Par Michel Grisolia



LA HOUCHE

DEPUIS qu'il volait le courrier des locataires, Sir Charles ne comptait plus les déceptions. Relevés bancaires, faire-part de deuil, cartes postales, clubs de rencontres : tout cela qui, pendant près de quarante ans, était passé, cacheté, entre ses mains d'employé des Postes, ne valait pas mieux une fois ouvert. Alors Sir Charles recollait les enveloppes avec le même soin qu'il avait mis à les violer et le soir, il descendait rendre à ses destinataires cette lamentable correspondance.

Où vivait Sir Charles, il y avait deux cours. Il habitait seul, au fond de la seconde, un deux-pièces dans une petite maison à peu près rénovée. Sir Charles. Il devait ce surnom aux adolescents sympathiques de l'étage du dessus, qui l'avaient confié un jour à la fille de la gardienne et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il revienne aux oreilles de l'intéressé. Sir Charles en avait ri : ce n'était pas méchant.

Sir Charles donc, à cause de ses complets prince-de-Galles, de ses écharpes en laine d'Ecosse et de ses pantalons de tweed, toute une garde-robe assez cossue, qu'il portait avec des pantoufles charentaises. Ramené vers le devant du crâne, un reste de cheveux blancs, pour la note artiste.

A son grand regret, Charles Villot n'était pas davantage artiste qu'originaire du Royaume-Uni. Sa carrière? Un guichet, point final. Bureau de poste 80. Pendant près de quarante ans, Sir Charles s'était imaginé que les milliers de lettres qui glissaient jour après jour entre ses doigts gantés contenaient des merveilles, peut-être, d'amour ou de poésie mais bien que, d'année en année, la tentation fût plus forte, jamais il ne s'était permis d'ouvrir une enveloppe ou seulement d'en examiner à la lumière le contenu par transparence comme on le fait d'un œuf. Ce désir avait été rangé, pour plus tard. Il ne traduisait pas la haine du genre humain, plutôt l'incapacité d'entretenir avec quiconque des relations conventionnelles.

Maintenant, ce désir était assouvi et comme tous les désirs, n'avait laissé en lui qu'insatisfaction. Sir Charles pourtant n'abandonnait pas, d'autant qu'il n'avait été à ce jour ni surpris ni confondu. Un gros chat gris, un peu sourd, l'observait pendant ses prestations et quelquefois un air de piano tombé d'une fenêtre le soutenait dans sa recherche.

Trois fois par jour, il guettait le passage du facteur; c'était le plus souvent une factrice.

« *Rien pour vous*, lui disait-elle sans ironie, désolée plutôt.

— *Je m'en doute.* »

Comme il se moquait de son propre courrier! Il recevait la quittance du loyer, sa pension de retraite, un mot d'une amie de Biarritz. Quoi d'autre ?

Pour donner le change au cas où on l'eût observé, Sir Charles sortait après le départ de la factrice faire quelques pas sur le trottoir et c'est au retour qu'il opérait. Personne dans la première cour, sauf le chat gris, personne dans la seconde. Pour l'encourager, juste un vélo de femme vert pomme contre la tonnelle rouillée ; Sir Charles se demandait parfois à qui il appartenait.

Il tirait de sa poche une agrafe tordue au préalable et s'attaquait à la première des boîtes. Si elle était vide, il passait à une autre. Cela durait moins de cinq minutes : un as, Sir Charles. Exactement comme derrière son guichet d'autrefois : vélocité, zèle, maîtrise. Ces qualités ne lui avaient d'ailleurs rien valu de bon, excepté la preuve par la moquerie des collègues qu'il ne comprendrait jamais grand-chose à l'Administration où rien n'est plus mal vu, on le sait, que d'exécuter en deux heures un travail supposé vous occuper tout un jour.

Sir Charles se levait tôt, se couchait tôt, dormait bien, mangeait peu, lisait Stendhal et ne buvait pas. Tout à fait comme sa sœur Josépha. Seule la mort était venue différencier — pour combien de temps ? — leurs vies célibataires. Septicémie. Saisi par le spleen, le chat de Josépha ne lui avait pas survécu trois semaines. Alors Sir Charles, désormais seul au monde, songea lui aussi à se laisser mourir. Au bout du compte, un simple déménagement lui sembla plus modeste. Ce fut pour la rue Saint-Romain.

Il désespérait du courrier des locataires quand, l'autre matin, il trouva ceci : CETTE FOIS JE NE REVIENDRAI PAS. ADIEU.

En six mois, c'était la première fois que Sir Charles interceptait un télégramme. Depuis qu'il vivait ici, il n'avait jamais remarqué sur aucune boîte le papillon : PLI URGENT.

Le télégramme était adressé à Alix Maruejols, une personne qu'il ne connaissait pas plus que les autres et dont le nom le laissa perplexe, qui n'indiquait pas d'une façon claire s'il s'agissait d'une femme ou d'un homme. Le télégramme en main, il lançait autour de lui des regards furtifs. Personne en vue. N'était-il pas sous le choc, mais si le télégramme lui était destiné ? Il n'en avait reçu un seul de toute sa vie. On n'avait même pas eu à l'avertir du décès de sa sœur, puisqu'elle était morte quasiment dans ses bras alors qu'il rapportait de la cuisine des gâteaux et du thé.

Autre chose le frappa : le télégramme ne comportait pas de signature. Il n'en tira pas de conclusion mais se souvint de ce que l'expérience du guichet lui avait enseigné : la douleur n'est jamais si vive qu'elle décourage le calcul ou l'avarice. Ainsi voyait-on des télégrammes de condoléances dont les expéditeurs exigeaient qu'on supprimât deux mots du texte, ou demandaient si l'adjectif « *sincères* » accompagnant le mot « *regrets* » n'était pas offert gracieusement.

Dernière chose : le télégramme venait d'être déposé puisqu'il était midi et qu'aux deux passages du courrier, ce matin, sir Charles n'avait pas remarqué sa présence. Le piano se taisait.

Alors Sir Charles décida de bousculer sa vie. Il eût été en peine de donner à cette décision une raison particulière. Cela devait être ainsi, ce jour, à cette heure-là de sa solitude. Il noua un peu plus serré son écharpe de laine, chaussa complètement ses charentaises, ferma au dernier bouton le complet prince-de-Galles. Tenant toujours le télégramme il revint sur ses pas, traversa les deux cours jusqu'aux boîtes aux lettres et vit le chat. L'animal paraissait le guetter, sur la selle du vélo vert pomme.

ALIX MARUEJOLS. 4e gauche. Escalier A. Il ou elle habitait donc la maison sur rue, presque un immeuble; la seule à bénéficier d'un tapis d'escalier.

Sir Charles commença à monter. Le chat de même, qui le précédait d'une ou deux marches. Par l'une des hautes fenêtres qui éclairaient de jour la cage d'escalier, le vieux monsieur jetait sur la première cour un œil mélancolique, un peu comme si chacune des marches, gravies avec effort, était le signe d'un adieu. Enfin il parvint à la porte d'Alix Maruejols où le chat l'attendait.

Comme il n'obtenait pas de réponse après avoir sonné deux fois, Sir Charles allait poser sa main contre la porte lorsque le chat, dressé sur ses pattes arrière, la poussa à sa place. Elle s'ouvrit. Sir Charles entra. Un couloir repeint depuis peu, sur les murs des tapis de batik. Guidé par le chat, Sir Charles gagnait la pièce principale et c'est là qu'il la vit.

Elle était étendue sur une banquette recouverte d'un plaid à franges. La respiration : faible et sonore. Une jeune femme brune qu'il croisait parfois après le courrier du soir. Entre les deux fenêtres, un piano noir. Il approcha, bouleversé.

« *Mademoiselle...* »

Il tendait vers elle une main de vieillard, celle-là même qui n'avait rien pu faire pour Josépha que lui fermer les yeux. Sur la moquette un flacon vide, prisonnier d'un cercle de lumière.

« *Mademoiselle...* »

Alors il la secoua, la gifla, l'obligea à s'asseoir. Elle n'ouvrait pas les yeux. Un moment plus tard il la forçait à vomir et quelques instants après elle sortait du coma. Elle n'eut pas ces gestes violents de refus qu'ont parfois les désespérés. D'un sourire, elle acceptait de vivre et Sir Charles n'oublierait pas les mots qu'elle prononça :

« *Je suis contente*, murmura-t-elle. *Contente que ce soit vous...* »

Comme il atteignait un âge où être simplement regardé constitue une exception, il eut des larmes dans les yeux. Mais déjà elle insistait pour qu'il la laisse seule.

« *C'est un suicide sans gravité* », dit-elle.

Peut-être, mais poussant la porte, Sir Charles l'ignorait. Il n'osait toujours pas partir, alors elle le poussa presque dehors, en l'invitant à venir dans la soirée passer un moment avec elle.

« *Je vous promets que ça va aller* », dût-elle répéter.

Cela n'alla pas fort pour Sir Charles. Jusqu'au soir, l'inquiétude. Il sonnait chez elle vers vingt heures, avec des roses. La jeune femme, menue, toute petite, semblait remise. Pâle encore, mais d'aplomb. Elle servit de la salade de soja, du fromage au cumin. Ces nourritures, dont il avait peu l'habitude, plurent à Sir Charles. Il n'est donc pas trop tard, se disait-il, pour des plaisirs nouveaux.

« *Il ne fallait pas vous faire de mal pour un télégramme...* ».

Elle baissa les yeux.

« *C'est moi qui en suis l'auteur* », avoua-t-elle.

Il fut stupéfait mais n'en laissa rien voir. Etait-il déçu d'avoir sauvé quelqu'un qui désirait l'être ?

« *Je savais qu'il serait porté deux heures après et que par conséquent, on me...*

— *Vous risquiez gros*, dit Sir Charles. *On n'a pas pris la peine de vous le monter, donc si je ne l'avais pas trouvé, il serait encore dans la boîte et...*

— *Je serais morte, c'est vrai. La vie est un jeu...* ».

Il fixait le piano entre les fenêtres. Ainsi c'était elle qu'il entendait jouer, le matin ou le soir.

Comme elle lui donnait sa confiance, il fit de même. Il parla du surnom, qu'elle connaissait. Il parla de sa petite manie. Qu'il volât le contenu des boîtes, en l'occurrence elle était mal venue de le lui reprocher. Elle trouva la chose amusante, inoffensive. Elle ne demanda pas si elle appartenait aux élus dont il lisait le courrier.

« *Toutes les solitudes se valent*, dit-elle.

— *Pourquoi, ce matin, m'avez-vous dit :* « Je suis contente que ce soit vous » ?

— *Je vous vois souvent, très digne et très solitaire*, déclara Alix Maruejols. *Nous n'avons pas le même âge mais nous sommes du même côté.* »

Ils le restèrent.

Les semaines suivantes, Alix et Sir Charles s'invitèrent l'un l'autre. Il sortait le beau service, elle s'occupait des desserts et du vin. Comme la plupart des taciturnes, ils se montrèrent tous deux fort bavards. Alix n'avait pas de famille à Paris. Sa mère tenait une pharmacie à Marseille d'où le père s'était embarqué, un dimanche, vers des Antilles. A l'attendre, la mère d'Alix avait gâté le meilleur de sa vie.

Ce qui devait arriver survint. Musicienne, Alix obtint enfin dans un orchestre l'engagement qu'elle espérait. L'Angleterre, les Etats-Unis. Elle partit, confiant à Sir Charles un chat qui n'entendait plus la musique et le vélo vert pomme puisque c'était le sien. Elle écrivit. Il ne répondit pas car elle n'avait pas d'adresse fixe. Il releva le courrier d'Alix, ne détourna plus les lettres du voisinage parce que s'il l'avait fait, c'était pour vérifier que tous les gens étaient comme lui. Maintenant, il le savait.

Bientôt ses forces déclineraient. Cela tiendrait à des riens : un pas un peu plus lent, un souffle un peu plus court ; on ne sort plus qu'une fois par jour, on hésite à faire l'achat de lourdes marchandises.

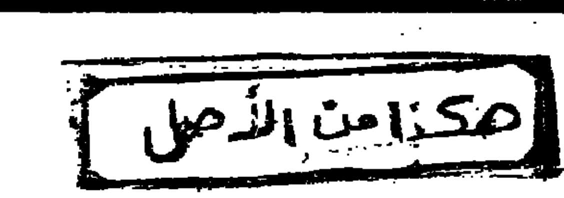
Alors, pour voir, Sir Charles ferait comme Alix. Il s'adresserait un télégramme à livrer en mains propres. Il lui faudrait laisser la porte entrebâillée, bien calculer son coup afin qu'on n'arrive pas trop tard. Mais si c'était le cas, quelle importance ? Sir Charles avait, une dernière fois, été utile, qu'on sauvât sa vie, dès lors, devenait accessoire.

CETTE FOIS JE NE REVIENDRAI PAS. ADIEU.

Peut-être ces mots-là, peut-être d'autres. Et point de signature, tout comme Alix.

Sir Charles mourrait heureux, ce qui n'est pas donné à tout le monde, appartenant jusqu'au bout à l'univers des Postes, ce qui ne l'est pas non plus.

● Michel Grisolia est auteur de romans, de scénarios et de recueils de nouvelles. Son dernier livre *l'Homme devant le square* (Lattès), a obtenu le prix Katherine-Mansfield 1984 et le prix Rotary de la nouvelle, en 1985.



L'ARMÉNIE DU LIBAN

par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Les Arméniens rescapés du génocide ottoman de 1915 ne se sont pas tous installés en Arménie soviétique, en Amérique ou en France. Beaucoup avaient choisi Beyrouth et le Liban, où la communauté comprend actuellement 200 000 personnes qui voient avec angoisse leur dernier rivage menacé.

RESTAURANT Ararat, cinéma Arax, studio Vartan, Armenian Paradise, l'enseigne du Crédit lyonnais développée en caractères mesropiens. Pourtant, on est bien à Beyrouth, mais aux lettres arabes et latines des devantures s'ajoute, à Bourj-Hammoud, l'alphabet inventé en 406 par saint Mesrop en Arménie.

Cette banlieue humble jusqu'à en être terne, dans une capitale globalement opulente et volontiers démonstrative, porte aussi, comme la plupart des quartiers du Grand-Beyrouth, les traces de giclées d'obus sur façades et trottoirs. Elle conserve aussi, dans la parole de ses vieux ou sur les murs de ses écoles, le souvenir d'autres violences, celles qui, dans l'Empire ottoman, de 1894 à 1920, éparpillèrent les rescapés sur les cinq continents : « *Mais*, nous dit l'avocat Khatchig Babikian, ancien ministre et député de Beyrouth, *nous sommes sans doute les moins malheureux ou les plus heureux des réfugiés arméniens puisque, géographiquement, nous sommes restés le plus près de notre terre d'origine, et que le Liban est, avec la France, le pays qui nous a le plus largement ouvert les portes de sa société politique.* »

Sans doute faudrait-il ajouter que les Arméniens, surtout si on les compare à d'autres sans-patrie accueillis au Liban, ont été des réfugiés-modèles. Echoués, à la fin de la première guerre mondiale, dans les territoires libanais et syriens où s'établissait le Mandat français, nombre d'entre eux, « *paysans ou artisans dans le plus complet dénuement, furent installés à Beyrouth dans des camps de fortune, sur des terrains vagues au bord de la mer, où ils furent la proie du typhus, du paludisme, et même, en 1926, de la peste* » (1).



THE AMERICAN REPORTER / ARCHIVES CDA

L'inquiétude des habitants de Bourj-Hammoud, le quartier arménien de Beyrouth, pendant la bataille de novembre 1978.

En réaction contre cette situation, à force d'entraide, de privations et de collectes, les premiers Arméniens, regroupés en « *associations compatriotiques* » réunissant des gens ordinaires d'une même localité, achetèrent, à Bourj-Hammoud, des terrains ayant le double avantage de n'être pas trop onéreux et d'être situés près d'une zone industrielle naissante à la recherche de main-d'œuvre. C'est ainsi que « Bourj » est devenue peu à peu une « Petite Arménie », où les anciens ouvriers ou leurs enfants sont souvent aujourd'hui commerçants ou entrepreneurs.

Leur langue familiale est restée l'arménien, mais ils ont naturellement appris l'arabe, et, bien souvent aussi, le français, facilitant ainsi leur insertion dans le milieu libanais, sans pour autant laisser s'émousser leur identité propre. En Syrie, lorsque furent prises en 1958-1960 des mesures contre leur langue, d'Alep ou de Damas, nombre d'Arméniens vinrent s'établir au Liban.

En 1985, les quelque deux cent mille Libano-Arméniens disposent de sept publications, dont trois quotidiens, et de quatre radios privées (à Beyrouth-Est), sans parler d'une heure en arménien par jour à la station gouvernementale. L'édition arménienne, qui a sa foire annuelle, est également très active, profitant à fond du climat de liberté qui, dans ce domaine, n'a jamais cessé de régner au Liban.

Trois Eglises veillent avec attention sur cette Arménie en miniature dont 80 % des effectifs sont concentrés à Bourj-Hammoud et dans le reste du Grand-Beyrouth, le reliquat étant notamment installé dans la plaine de la Bekaa, à Anjar, lieu, si l'on peut dire, prédestiné, puisqu'une croyance arabe y fait aborder l'arche de Noé, au lieu du mont Ararat, dans l'ancienne Arménie. Les Anjarois actuels sont des Arméniens qui, en 1939, quittèrent le sandjak d'Alexandrette arbitrairement détaché de la Syrie par la France et remis à la Turquie pour la dissuader de s'allier à l'Allemagne ; leur petite cité est aujourd'hui occupée par l'armée syrienne...

En soutane bleue

Orthodoxe, la principale Eglise arménienne au Liban (80 % des fidèles) est appelée « *apostolique* » ou « *grégorienne* ». Son chef est le *catholicos* dit de Cilicie – actuellement Karékine II, – en souvenir de son implantation dès le treizième siècle dans cette contrée, aujourd'hui turque, et qu'il dut quitter en 1920. Bien qu'il administre plus d'un million de fidèles répartis dans le monde arabe, en Iran, en Grèce et en Amérique, le Vatican du catholicos, installé depuis 1930 à Antélias, au nord de Bourj-Hammoud, ne comprend qu'une basilique très simple, entourée de quelques bâtiments annexes. « *Mais ici est la flamme* », nous dit un séminariste en soutane bleue, avant d'ajouter, l'air sombre : « *Ceux des Arméniens qui sont restés en Cilicie sont aujourd'hui islamisés.* »

Moins importante quant au nombre des fidèles, l'Eglise arménienne catholique se flatte, en revanche, d'être plus anciennement implantée au Liban puisque, dès 1720, des moines de cette obédience puis, en 1742, le patriarche lui-même trouvèrent la tranquillité dans la montagne maronite. Cette Eglise, actuellement dirigée par Jean-Pierre XVIII, a compétence universelle pour tous les Arméniens unis à Rome (environ 300 000 personnes), mais ce sont surtout les malheurs de ce siècle qui lui ont donné des ouailles (30 000 en 1985) au Liban même. Les Arméniens protestants ne sont que quelques milliers, mais c'est un des leurs qui est actuellement chargé de représenter l'ensemble des communautés réformées, arméniennes ou non, au Parlement de Beyrouth.

Le dernier rivage

Les Arméniens furent dotés, comme les autres ethnies libanaises, d'une représentation parlementaire propre dès 1943, mais, en général, on date de 1960 l'intégration définitive des Arméniens au système politique libanais, lorsque l'un d'entre eux devint ministre. Depuis lors, cette participation est devenue automatique dans tout cabinet d'au moins seize membres, nombre d'Arméniens revendiquant toutefois « *un ministre dans chaque gouvernement, comme pour les druzes, qui sont moins nombreux que nous* » (environ 175 000 âmes). Malicieusement, un homme politique libano-arménien rappelait que, « *par deux fois, dans le passé, le Liban autonome a été gouverné par des Arméniens* » (Artine Daoud-Pacha, 1861-1868, et Ohannès Kouyoumdjian-Pacha, 1912-1915).

Les autres chrétiens du Liban, et notamment les maronites, ont parfois eu tendance, depuis que dure la guerre commencée en 1975, à reprocher à leurs compatriotes de souche arménienne « *de ne pas participer à la résistance face aux Palestiniens et autres adversaires de ce Liban libéral dont les Arméniens profitent autant que nous* ». S'il est vrai que la classe politique institutionnelle et les hiérarchies religieuses de la communauté arménienne ont fait preuve, au moins en surface, d'une extrême prudence, qualifiée par eux de « *neutralité positive* », le grief ne tient guère au niveau des militants. Karim Pakradouni, Tony Chader, Nazour Najarian sont ou ont été des dirigeants importants de la résistance chrétienne.

Les combattants arméniens ne sont pas rares, non plus, au sein de la milice chrétienne des Forces libanaises. L'un d'entre eux, ayant laissé ses études de linguistique pour se battre, confiait : « *Le Liban est pour nous plus encore qu'une patrie de rechange, c'est notre dernier rivage.* » La guerre a sans doute accentué la libanisation de beaucoup de jeunes Arméniens. Une femme de trente ans, à Beyrouth-Ouest, nous assurait qu'elle « *aimait passer la ligne de démarcation ne serait-ce que pour aller voir flotter, à l'est, le drapeau au Cèdre, remplacé dans notre secteur par les drapeaux verts ou noirs des milices islamiques* ».

S'il est vrai que les contacts avec les miliciens palestiniens, ainsi qu'avec des groupes non arabes venus au Liban à la faveur du conflit ont, *a contrario*, desséré les liens entre quelques jeunes Arméniens et leur terre d'adoption, tentés qu'ils ont été de reconquérir leur sol d'origine, en Turquie, par le biais du terrorisme international, la majorité des Libano-Arméniens sont restés fidèles au Liban. On estime cependant à quinze mille le nombre de ceux qui sont partis vers le seul Canada depuis dix ans (*le Monde* daté 4-5 août). La plupart de ceux qui sont restés, malgré les lourdes incertitudes de l'avenir, paraissent d'accord avec Karim Pakradouni lorsqu'il affirme « *Je ferai tout pour que mes enfants ne connaissent pas un nouvel exode !* » Mais qui ne saurait déceler derrière ces mots, si fortement exprimés soient-ils, toute l'angoisse de la « Petite Arménie » de Beyrouth, d'ailleurs au diapason de celle du reste de la chrétienté libanaise ? ■

(1) Christine Babikian-Hirbli. *L'Evolution du rôle politique des Arméniens au Liban de 1945 à 1975*, thèse inédite, Beyrouth, 1985.

ARCHIVES A PARIS



Le poète Daniel Varoujan *(à droite sur la photo)* et sa famille, à la fin des années 1880, à Constantinople. Ce document est tiré d'un livre intitulé *Photographies arméniennes, scènes et portraits (1880-1930)*, publié par le Centre de recherches sur la diaspora arménienne et le Centre de documentation arménien.

Le Centre de documentation arménien (CDA), créé en 1983 à Paris et qui a réuni quelque vingt mille photos inédites, permet à la diaspora arménienne de retrouver enfin les monuments ruinés, les visages enfuis des aïeux. Des hommes et des femmes paisibles qui vivaient heureux dans l'Empire ottoman jusqu'aux jours sombres de la fin du dix-neuvième siècle, où, parce qu'ils n'étaient pas comme la majorité environnante, commença le chapelet de massacres et d'exactions qui devait se terminer dans l'horreur absolue de 1915.

● **CDA, 36, rue de Trévise, 75009 Paris. Tél. :(1) 246-05-58 (*le Monde* daté 22-23 janvier 1984 a publié un bilan de l'édition francophone récente sur les Arméniens).**

FILM D'UNE MÉMOIRE

IL y a dans tout être un espace secret, personnel, lieu d'enfance où l'adulte vient puiser pour s'expliquer avec lui-même. Tendrement cultivés, ou bien déniés, premiers balbutiements de questions restées sans réponses, les souvenirs des premières années ont la substance particulière que l'homme, parvenu à l'âge adulte, voudra bien leur donner.

Ses souvenirs, Achod Malakian les partage avec les milliers d'émigrés arméniens chassés de leur terre dans les années 1920-1930. A jamais marquées par la terrible réalité des massacres planifiés de 1915, ces familles apprennent à revivre, à reconstituer sur la terre qui les accueille un peu du pays perdu.

Achod a six ans, lorsqu'il débarque à Marseille, il lui faut habituer son regard d'enfant, apprivoiser l'étrangeté qui l'entoure. Son père, sa mère – *meyrig* en arménien – et ses deux tantes constitueront autour de lui un espace protecteur tissé d'extrême attention, de sacrifices et d'amour. La famille est ce noyau inviolable où la condition d'exilé perd, autant qu'il est possible, un peu de sa rigueur. A l'intérieur de ce cercle, l'enfant découvrira peu à peu le double devoir, la double mission dont il est investi : faire l'apprentissage de sa nouvelle patrie et conserver, pour l'affirmer un jour, l'héritage menacé des souvenirs et des traditions.

La réussite social sera la preuve indubitable d'une intégration. La préservation de la langue et de la culture arméniennes, le culte de la famille que la mort ne vient pas interrompre, mais au contraire amplifier, constitueront les gages certains d'une fidélité. L'enfant exilé trouvera ainsi, paradoxalement, dans son exil même, la voie tracée de l'assimilation.

Que la figure maternelle soit centrale, incontournable, objet d'un culte quasi religieux, on pourra s'en étonner. Mais dans son effacement même, dans sa discrétion, la mère reste dans la culture arménienne, une image idéale, idéalisé peut-être, intouchable... Ce don inépuisable d'amour, cet « *amour à perpétuité, si merveilleux à recevoir, et si lourd à porter* », établit l'homme comme fils, « *à perpétuité...* »

Achod Malakian est devenu le cinéaste Henri Verneuil. Mais ce changement de nom n'a que l'apparence d'une rupture. L'auteur de films à succès est resté fidèle au petit Arménien de Marseille qu'il fut. Avec un réel bonheur d'écriture, il a construit un livre de souvenirs tendre et émouvant, témoignage d'amour autant qu'affirmation d'une identité.

PATRICK KECHICHIAN.

● **MAYRIG, d'Henri Verneuil. Ed. Robert Laffont, 279 pages, 85 F.**

GRANDS CRÉATEURS

YOHJI YAMAMOTO NOIR ET BLANC

par Yvonne Baby



PHOTO HIDEKO YOSHIKAWA

UNE longue table noire et des murs blancs, des tasses blanches pour le thé vert et des sièges noirs, au centre de la pièce sous une verrière, Yohji Yamamoto, en noir, est assis droit comme à son bureau.

Nous sommes dans l'un des studios de ses ateliers, rue Quincampoix à Paris. Une courte barbe donne à Yohji Yamamoto un air de jeune révolutionnaire, on voit de la bonté dans ses yeux brillants de vie et de malice. Il parle doucement, il écoute, il réfléchit. Il veille aux nuances de la traduction, toujours affable, toujours soucieux de l'accord entre pensée et parole. Il est présent à ce qu'il dit, même dans ces instants fugitifs où il se retire vers ses songes et ses secrets.

Avec lui, par la force originale de son esprit, la mode prend toute sa noblesse et relève directement de la création.

« Si on commençait par votre couleur, le noir...

– Je me suis rendu compte que le noir m'allait bien, peu après mes débuts dans la mode. A ce moment-là, j'ai eu le sentiment que celui qui fabrique quelque chose de ses mains peut se cacher derrière le noir. Le noir, c'est la fierté de l'artisan.

» Le noir est aussi une référence à la tradition du théâtre japonais, le kabuki, ou le bunraku. Dans le bunraku, des personnages entièrement noirs accompagnent et préparent sur scène les protagonistes.

» Le noir, c'est la présence de l'ombre, la présence à l'ombre. Noir et blanc : le blanc est associé à la lumière, le noir est un mélange de toutes les couleurs. Le noir, ombre finale et silhouette de tout.

» J'avais deux ans à la mort de mon père et, dans la société japonaise, il est particulièrement mal vu que les veuves portent des couleurs vives. Ma mère était donc vêtue de manière stricte. C'est elle qui m'a éveillé à la sobriété.

» Un jour, au jardin d'enfants – je devais avoir quatre ou cinq ans – la maîtresse nous a emmenés dessiner. Mon dessin représentait des poteaux électriques marron sombre : « *Un enfant ne doit pas employer des couleurs pareilles* », a dit la maîtresse. Je ne savais quoi répondre et, devant mon étonnement, la maîtresse m'a initié au beige clair, me conseillant de garder le marron pour les ombres.

– Votre mère était couturière ?

– Veuve de guerre, ma mère a appris la couture pour vivre. Puis elle est devenue une couturière de quartier, et elle a ouvert une petite boutique. Elle était exactement ce qu'elle était, elle n'avait pas besoin d'affirmer ses propres choix, ni ses propres goûts – bien qu'elle ait toujours aimé la beauté classique européenne.

– Quelle a été votre formation ?

– A la fin de l'école primaire, je suis allé dans un lycée privé, le lycée Gyosei, tenu par des missionnaires français. C'était dur pour ma mère, les frais scolaires étaient exorbitants. J'étais bon en dessin, nul en maths.

» De Gyosei, je suis passé à Keiō, une université privée réputée, l'équivalent de la faculté de droit. En ce temps, et encore maintenant, les parents avaient un désir : que leur enfant aille dans la meilleure université et rejoigne l'élite. C'est aussi ce que souhaitait ma mère. Je lui ai obéi docilement.

» Keiō me plaisait, mais le fait de me trouver parmi des étudiants qui étaient pratiquement tous fils de grands bourgeois me permettait de voir clairement leur milieu, de prévoir leur vie. Et cette vie, tout entière fondée sur l'argent et la réussite sociale, me déplaisait énormément. A Keiō, après un départ au ralenti, j'ai cessé de travailler au bout de trois ans. La quatrième année, je suis parti pour un voyage autour du monde. Je partais au moment où j'aurais dû normalement faire des démarches, songer à un métier. Où j'aurais dû me soucier de mon avenir.

– Que disait votre mère ?

– Je ne m'en souviens pas. Ma mère n'a pas fait d'objection à mon voyage et j'en déduis que je lui avais promis de me « ranger » au retour. Elle m'a donné un peu d'argent, pour le reste j'ai vendu une vieille voiture, j'ai fait des petits boulots.

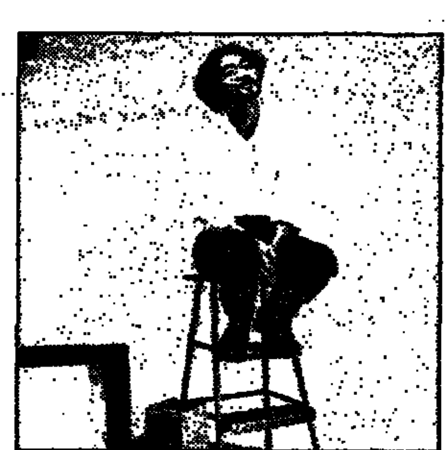
– Et le voyage lui-même ?

– J'ai pris un bateau, et je suis allé en URSS, en Scandinavie, en France, en Italie, en Espagne. Au sud de l'Europe, j'ai repris le bateau et je suis retourné dans mon pays. Le voyage avait duré environ cinq mois.

» Ma plus nette impression, je l'ai eue à Paris, où j'ai pensé en arrivant : me voilà revenu chez moi. Tout cela à cause de mes professeurs français du lycée, qui étaient tellement imprégnés de leur langue, de leur culture. Paris m'apparaissait comme une ville connue, j'habitais un hôtel bon marché, près de Pigalle, je fréquentais le Louvre, les musées et la place Blanche, le Moulin rouge. Je me baladais beaucoup, plongé dans une atmosphère parisienne telle qu'on pouvait se l'imaginer au Japon. Un ami, étudiant, m'accompagnait, et il avait un objectif : goûter tous les plats internationaux, pour ouvrir ensuite une école de cuisine. Il a obtenu ce qu'il voulait, et il dirige une école de cuisine à Tokyo.

– La cuisine compte pour vous ?

– Je ne m'intéresse pas à ce que je mange. Comme vous l'avez compris, je ne menais pas une existence aisée, et mon idéal relevait d'une philosophie de l'effort, de l'austérité. Par exemple, j'ai fait du judo entre dix-sept et vingt ans. C'est l'âge où l'on est le plus fort, et on est le plus fort parce qu'on est le plus



svelte, et on est le plus svelte parce qu'on sait se nourrir de peu, d'un bol de riz, d'un bol de nouilles. J'ai plutôt l'idée que mieux on se nourrit, pire on devient. Pourtant, j'aime la cuisine qu'on trouve dans la campagne de l'Asie du Sud-Est, il y a encore des endroits où le riz est bon.

» Avec cet ami gourmet, je reconnais que nous formions un drôle de couple. Ça s'est fait sur une phrase lancée au hasard : si on partait pour l'Europe...

– A votre retour au Japon, qu'avez-vous fait ?

– Avant tout, je voudrais parler de ce qui m'a marqué et marque la société japonaise, et que j'appellerai le courant principal. Ce courant, c'est l'image de nos parents qui sont là avec leur position sociale, leur métier sur lequel on peut apposer un nom, nos parents et leurs proches, un groupe pour qui hier, aujourd'hui et *demain* sont *indissociables*, dans une trajectoire bien définie. Et c'est l'image d'une vie prédéterminée, tracée par les parents, d'une vie protégée par un système familial, s'appuyant sur les valeurs traditionnelles.

» Or, comment pouvais-je admettre ce qui incarnait le courant principal, comment me mêler à ceux qui naturellement le représentaient, moi qui avais toujours été un marginal, pauvre parmi les riches, fils unique d'une veuve seule à qui on accordait à peine un statut social ? Je demeure stupéfait par la force morale de ma mère, par la façon dont elle a su alors me protéger et assumer son sort, en se disant probablement que c'était là sa destinée. Adhérer au courant principal impliquait pour elle sacrifices et souffrances. J'en étais conscient et j'en ai éprouvé un ressentiment violent à l'égard d'une société qui imposait des règles aussi rigides.

– Et vous vous êtes rebellé ?

– Oui, un beau jour, dégoûté de moi-même, je me suis définitivement écarté des références obligées. Je n'ai aucune envie d'entrer dans une grande boîte, ai-je dit à ma mère, et je lui ai proposé de l'aider. J'ai été mal accueilli puis, finalement, ma mère a accepté ma décision, à condition que j'aille dans une école de couture afin d'acquérir les véritables techniques du métier. J'étais d'accord et content : l'école devenait un moyen de fuite.

– Quel âge aviez-vous ?

– Vingt-trois ans. En ce temps, les écoles de couture étaient surtout destinées aux jeunes filles à marier – *sur* dix mille étudiants, nous n'étions que cent garçons. J'étais le plus vieux – les autres avaient moins de vingt ans – et, quoique diplômé d'une grande université, je devais retourner aux bases : comment mettre un dé à coudre, comment tenir une aiguille. J'avais des complexes, c'était assez pénible, enfin j'apprenais quelque chose.

» Là, j'ai découvert *qu'existait* le métier de dessinateur de mode. Je me suis souvenu que je savais dessiner et, la troisième année, je me suis présenté au concours de l'école, qui ouvrait la voie à cette profession. J'ai obtenu le grand prix, je me suis dit que j'allais peut-être réussir.

– Comment dessiniez-vous ?

– Je ne dessinais que des personnages de profil et tous mes croquis s'organisaient autour du noir et du blanc. Je me préoccupais des formes, à mes yeux un vêtement était d'abord une construction de formes. Quand je décomposais ces formes, j'en venais automatiquement au noir et au blanc, entre lesquels il y avait comme une lutte de territoire. Quand le noir gagnait un millimètre, le blanc perdait un millimètre : c'est ce décalage de deux millimètres qui m'intéresse.

– Toujours ?

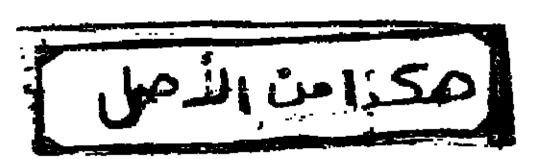
– Je n'ai pas changé. Je m'intéresse toujours à cette lutte de territoire qui intervient dans l'équilibre des proportions, je m'intéresse aussi beaucoup à l'existence de la silhouette. En somme, il s'agit de savoir si c'est le blanc qui gagne. *Ou si c'est le noir.*

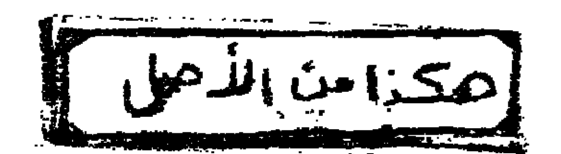
– Quelle place pour la couleur ?

– Généralement les couleurs sont des leurres, des illusions produites par la lumière. Par exemple, les tissus que j'ai trouvés dans mes voyages en Inde ou en Afrique perdent leurs couleurs magnifiques une fois à Tokyo. Et, au contraire, des couleurs que le quotidien rend affreuses peuvent paraître splendides en pleine lumière. Voyez les couleurs toujours très belles du linge qui sèche dehors.

» Je n'aime pas les couleurs qui en appellent à la sentimentalité, et, si je m'en sers, je tiens à ce qu'elles aient la même force que le blanc et le noir, ou à ce qu'elles soient pure lumière. Pour moi, utiliser des couleurs dont on pourrait dire qu'elles sont de bon goût équivaudrait à *une* compromission. Regardez l'animal sauvage qui devient domestique, l'homme politique radical qui peu à peu s'intègre à la société, l'homme fruste qui se transforme en snob. Ces images me rappellent que les artistes doivent rester sauvages tant qu'ils vivent. Et qu'ils doivent demeurer en première ligne.

» Dans ce cas, il y aura toujours lutte de territoire, et cela jusqu'à ce qu'un nouveau venu arrive pour mettre à mort la beauté que vous aurez créée. Ou bien jusqu'au moment où vous prendrez quand même votre retraite, ou simplement une pause – abandons synonymes, là encore, de compromissions.





GRANDS CRÉATEURS

YOHJI YAMAMOTO a quarante ans. Ses amis savent que son appartement de Tokyo ressemble à ses boutiques, un appartement nu, spacieux (« L'espace c'est le mouvement », dit-il), un sol noir, des murs blancs, plutôt le décor d'un foyer d'étudiants. Il vit entre son fils de quinze ans – dont la chambre est pleine de posters – et son petit chien de chasse qui ne le quitte jamais.
Yamamoto se sent bien en ville, dans les quartiers populaires de Tokyo. Sa saison, c'est juste le début de l'automne. « Le printemps me rend un peu fou, dit-il, me donne envie de mourir. »
Jusqu'à l'âge de vingt-huit ans, son peintre, c'était Van Gogh, maintenant il hésite. Mais il a toujours une prédilection pour la période qui va de l'impressionnisme à l'art abstrait. Il aime les mélodies.
Tous ses modèles, Yamamoto les dessine lui-même – il fait ses dessins au fusain et parfois de la peinture à l'huile. Depuis qu'il a fondé sa propre société en 1971, son influence s'est de plus en plus étendue, au Japon bien sûr (où il a quatre-vingt-douze points de vente), et un peu partout dans le monde (Etats-Unis, Australie, Canada, et aussi Angleterre, Italie, Allemagne). Il présente sa collection hommes à Paris le dimanche 8 septembre.



– Qu'est-ce que c'est la mode, pour vous ?

– Dans la mode, et c'est un aspect fondamental, un vêtement n'a de signification que s'il n'est pas utilitaire. Ainsi, l'uniforme que met un étudiant japonais sans y prêter attention, dès lors qu'il est porté par un mannequin français, fait partie de la mode. La dimension ludique de la mode, c'est très important.

– Porter vos vêtements n'est pas seulement un choix esthétique.

– Certains Japonais en effet ne portent pas uniquement mes vêtements pour être bien habillés mais parce qu'ils tiennent à affirmer un point de vue. Par mes vêtements ils manifestent, ils se déclarent publiquement de ma famille d'esprit, de mon propre parti – bien que je ne sois en rien un leader politique – et s'élèvent autant que moi-même contre un ordre conservateur. Ce qu'ils choisissent, ce sont des formes et une beauté différentes, une beauté qui ne rejette pas la beauté classique dans ce qu'elle a d'universel, mais qui interprète l'époque, se libère des entraves de la tradition, se charge d'émotion.

» La vraie beauté doit émouvoir en ce sens elle est proche de l'amour. Seule une sensibilité riche permet de la percevoir, de la comprendre, de l'atteindre. Enfin, la beauté est une espèce de fulguration.

– Vous parlez des Japonais, mais les Européens ?

– Il y a aussi des Européens qui portent mes vêtements pour les raisons que je viens de dire. Et il y a ceux qui les portent par goût d'exotisme, ou pour suivre la mode. C'est gai, c'est bien, c'est drôle, mais il va de soi que je préfère ceux qui appartiennent à ma famille d'esprit. A travers eux, je veux prouver qu'il existe une autre beauté. C'est ce qui m'a fait entreprendre ce métier, et qui indique la ligne de mon travail dans ces dernières années.

– Comment définissez-vous un beau vêtement ?

– Le tissu est l'élément primordial, et ce qui compte, ensuite, c'est l'intervalle entre ce tissu et le corps. La beauté d'un vêtement dépend de la vie du matériau.

» La noblesse d'un tissu se sent au toucher. Laine, soie ou coton, les meilleurs matériaux sont ceux où la matière première est utilisée de la façon la plus naturelle. Si une matière synthétique tue les qualités naturelles d'un tissu, il faut l'écarter. Porter un vêtement, c'est fréquenter un matériau pendant deux ans, trois ans. Un bon vêtement est celui qui permet de bien vivre et de bien vieillir en sa compagnie.

– Quand peut-on dire qu'on est bien habillé ?

– Quand le vêtement disparaît et qu'il ne reste que la personne. L'essentiel, c'est la beauté d'une présence. On en revient toujours à la beauté.

– La mode est éphémère, pourtant le vêtement, lui, devrait rester.

– C'est un point crucial, et c'est ce qui donne cette espèce d'ambivalence aux collections de mode. Car, d'un côté, on doit tenir compte de la valeur réelle des vêtements présentés, de l'autre, on doit montrer ce qui touche au domaine de la prophétie, du devenir. Résoudre, harmoniser ces deux exigences, c'est la fonction essentielle d'un dessinateur.

– Vous dites dessinateur, traduction immédiate de « designer ». Mais comment vous voyez-vous : dessinateur, créateur, couturier ?

– Il se trouve que je dessine et que je fabrique des vêtements. Qu'on me désigne dessinateur ou couturier, peu importe. Mais je pense que les autres couturiers doivent se demander pourquoi les vêtements que je crée ont actuellement tant de succès. Je suis convaincu qu'il y a dans mon travail quelque chose qui doit terriblement les irriter.

– Quoi, par exemple ?

– Ma tendance à aller vers les marges. Maintenant, c'est peut-être le moment pour moi de vous dire les raisons profondes qui m'ont amené à ce métier. Depuis mon enfance, et au fond de mon cœur, j'ai eu le sentiment d'un manque, ce qu'on nomme en anglais « missing somebody ». Et c'est ce manque qui, je crois, fait fondamentalement de moi un clown, un pierrot, qui cherche à s'approcher des gens, à leur plaire, à se mettre à leur service. Là réside la source d'énergie me permettant de poursuivre mon travail.



» Puisqu'on parle beaucoup au Japon du « complexe de la mère » *(mother complex)*, essayez d'imaginer ce que peut ressentir envers les femmes un homme qui a été élevé par une mère seule et très forte. Ce qu'il ressent, lié bien sûr à ce complexe, c'est que la vie commence et se termine avec les femmes, et que les hommes sont des ennemis. Tout au long de l'existence, j'ai éprouvé du respect pour les femmes et un amour doublé parfois de haine. Entre le manque de quelqu'un et le complexe de la mère, je crois que je fais un métier qui s'explique.

» Je voudrais finir sur ce sujet en racontant ce que rapporte l'écrivain japonais Oe. Il était, enfant, atteint d'une grosse fièvre et sa mère lui a dit : *« Ne t'inquiète pas, si tu meurs, je te réenfanterai »*. Cette image de la mère n'incarne-t-elle pas la plus sublime tendresse féminine ?

– Revenons aux vêtements : quel rôle quotidien leur attribuez-vous ?

– Beaucoup de Japonais consacrent plus de la moitié de leur salaire à leurs vêtements. Ils font de l'apparence une priorité, et, parmi eux, on en trouve qui sortent des bidonvilles. Il y a eu partout et de tout temps un « faire semblant » dans les mœurs. Pourquoi les gens s'efforceraient-ils de gagner de l'argent s'ils n'avaient pas le désir de maintenir les apparences, de sauver la façade ?

» Travailler pour s'habiller n'est pas condamnable. Cela équivaut à travailler pour se loger convenablement, pour mener une existence agréable. Un beau vêtement peut être un accessoire de dignité, peut donner l'illusion de vivre bien. Au Japon, le vêtement est l'un des luxes les plus aisément accessibles. D'où la coquetterie d'une grande partie de la jeunesse.

» L'idéal, c'est de se vêtir pour soi, ce qui nécessite un entraînement. On n'enseigne pas encore la manière de s'habiller, alors qu'autrefois le port du kimono exigeait toute une éducation.

– Si on en juge par vos mannequins, les vêtements que vous créez paraissent surtout s'adapter à des femmes très grandes et très minces.

– Il y a certaines proportions qui répondent aux canons traditionnels et il y a la beauté qui s'inscrit hors des critères précis. Mannequin ou non, Européenne grande, ou Japonaise petite, n'importe quelle femme pourra embellir un de mes manteaux, le porter avec élégance, même si ne dépasse que le bout de ses pieds.

» C'est pourquoi un mannequin doit être vivant. Tout de suite, on doit sentir que c'est quelqu'un qui aime, qui se fait du souci, qui a des émotions, qui existe. Je n'apprécie pas les mannequins trop professionnels qui se contentent de défiler.

– Vous montrez toujours des talons plats ?

– Je veux qu'on marche en posant d'abord les talons. Avec des talons hauts, le muscle du mollet semble trop développé, et ça me déplaît. Quand une femme à talons marche devant moi, je ne vois plus que ses mollets. Je la trouve instantanément plus âgée, terrifiante. Ce sont des impressions qui remontent à mon enfance.

– Pas de talons et pas de bijoux non plus.

– C'est quasiment physique, je ne peux pas supporter qu'on pose la moindre décoration sur le corps. Peut-être ne suis-je pas assez inquiet pour avoir recours aux bijoux ?

» Les bijoux ne sont pas des objets innocents. Si j'en portais, il me semble que les autres pourraient lire en moi, que je deviendrais transparent. Les bijoux, dans les tribus africaines, c'est très beau. Mais pourquoi les pays dits avancés ont-ils besoin de se chamarrer ?

– Qu'est-ce qui vous a poussé à faire des vêtements pour les hommes ?

– Je fais des vêtements pour les hommes depuis cinq ans. Jusque-là, je ne travaillais que pour les femmes, c'était comme si je leur disais : voilà ce que vous devez porter, en leur imposant ma propre vision, souvent abstraite. Puis, un jour, je me suis demandé quels hommes pourraient accompagner les femmes habillées par moi. En tout cas, ai-je pensé, pas ces hommes qui vont au bureau dans leur costume trois pièces. Alors j'ai imaginé des vêtements conçus différemment, destinés à d'autres usages, essayant de casser et d'effacer tout ce qui pouvait témoigner d'une position sociale.



DESSINS ORIGINAUX DE YOHJI YAMAMOTO

– Vous aimez beaucoup les queues-de-pie.

– Au début, dans mon travail, j'ai exprimé directement – et on a pu dire agressivement – à la fois ce qui touchait à moi-même, et ce qui me définissait dans mes rapports avec la société. Au fond, je n'ai pas bougé, mais désormais je déguise mes sentiments, mes idées, tout en m'arrangeant pour être perçu et compris.

» L'année dernière, mes queues-de-pie étaient des queues de canard – car j'avais en tête des canards se dandinant dans la campagne. Cette année, il s'agit de queues d'hirondelle qui évoquent de façon plus parodique ce que je pense de la haute société.

– Quel est le premier stade de votre création ?

– Un paysage. Je veux recréer, par exemple, un été torride dans la jungle ; ou bien je vois tout à coup un vêtement au sommet d'une falaise en Normandie. A ce moment-là, je décide de la texture, du matériau, et je passe la commande. Puis, en accord avec mes images, je dessine le vêtement à la plume ou au pinceau.

– Quelle trace pensez-vous laisser ?

– Culturellement, je présume que je ne laisserai pas de nom dans l'histoire du beau, ni même dans celle de la mode. Oui, je suis bien près de croire que c'est l'inauthentique qui laisse des traces, l'authentique étant une présence de l'ombre.

» Si l'on cherchait les œuvres qui ont marqué les années 70, on ne mentionnerait pas mon travail. Je le dis sans acrimonie ni récrimination, mais la beauté de la mode est fugace, et reste ce qui est reconnu partout, ce qui présente un large courant, ce qui comporte une certaine universalité. Moi, je suis du côté de ceux qui tentent d'opposer de petites révoltes. Je crois qu'il y a des batailles qui n'ont de sens que perdues, des batailles qu'il ne faut pas gagner. Celles que je mène sont précisément de ce type. »

RENCONTRE

LA VILLETTE A DÉBAT OUVERT

un entretien avec Bernard Besret

Mystères de la Géode, qui attire de très nombreux spectateurs et présentera, à partir du 11 septembre, un nouveau film,* Chronos, *sur son écran géant hémisphérique. Mystères de la Cité des sciences et de l'industrie, qui ouvrira partiellement au printemps prochain et dont Bernard Besret dévoile les promesses à la mesure d'une entreprise ambitieuse et originale.

Bernard Besret s'était fait un nom, il y a une vingtaine d'années, comme moine non conventionnel. Converti au christianisme à l'âge de seize ans, moine cistercien deux ans plus tard, docteur en théologie et professeur de mathématiques – en latin ! – à Rome, puis prieur de Boquen, abbaye bretonne, à vingt-neuf ans, expert au concile avant de devenir iconoclaste et « enfant terrible » de l'Eglise postconciliaire : Bernard Besret aura brûlé les étapes au sein du catholicisme, avant de rompre avec l'institution ecclésiastique, afin de poursuivre sa quête spirituelle plus librement sous d'autres cieux et en dehors de toute orthodoxie.

On le retrouve aujourd'hui à La Villette, chargé de mission auprès du directeur général de la Cité des sciences et de l'industrie. Nous publions ici l'essentiel de l'entretien diffusé le mardi 20 août sur CFM 89.

« Lorsque je vous ai rencontré, vous étiez responsable de l'abbaye de Boquen en Bretagne, connue pour son ouverture dans l'Eglise catholique après le concile Vatican II. C'est un peu surprenant de vous retrouver à La Villette. Quel a été votre itinéraire ?

– Votre question nous plonge tout de suite au cœur du problème de la culture scientifique et technique. Jusqu'ici, j'étais davantage du côté des philosophes, des gens qui réfléchissent sur le sens de la vie, et donc du côté de la culture telle qu'on l'entend habituellement. Par rapport à cela, les sciences, les techniques et, *a fortiori*, l'industrie représentaient un pôle complètement différent dans la vie des citoyens.

» Or la réalité est loin d'être aussi tranchée. L'un des enjeux de La Villette est justement de dépasser les cloisonnements qui existent dans nos têtes.

» Puisque vous posez la question de mon itinéraire personnel, je dois dire que quand j'étais philosophe et théologien cela ne m'empêchait pas de m'intéresser aux questions scientifiques. J'ai enseigné à l'université, à Rome, la logique mathématique ; il n'y avait pas pour moi de cloisonnement entre ces deux mondes.

» Inversement, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, tente de s'élaborer un sens pour le monde où la science, les techniques, les industries, jouent un rôle de plus en plus prépondérant. Il n'y a pas d'abîme entre le fait d'être à la recherche du sens et celui d'assumer toutes les dimensions scientifiques, techniques, industrielles du monde contemporain.


DR

« Quand j'étais philosophe et théologien, cela ne m'empêchait pas de m'intéresser aux questions scientifiques. J'ai enseigné la logique mathématique à l'université de Rome. »

– Avant de parler de La Villette, je voudrais que nous parlions d'abord d'un autre projet auquel vous avez été associé à Rennes, le Centre de culture scientifique et technique. Y a-t-il un lien entre les deux ?

– Les deux projets sont issus de la même préoccupation : la séparation, dans la tête de beaucoup de Français, entre le monde de la culture et le monde des sciences et des techniques est extrêmement néfaste pour le développement de la France et sa capacité à faire face aux défis actuels. D'où la mise en place d'une politique générale de développement de la culture scientifique et technique sur l'ensemble du territoire, dont La Villette est l'élément sans doute le plus spectaculaire, celui qui requiert le plus d'investissements, sur lequel il y a le plus de forces vitales engagées, mais qui ne prend tout son sens que placé au cœur d'un réseau de développement de la culture scientifique, technique et industrielle dans toutes les régions.

» Il se trouve qu'en 1982 la ville de Rennes a voulu réfléchir à la manière dont elle pouvait créer un centre de culture scientifique et technique. J'ai élaboré un projet de centre, mais au sens du « centre » dans le système nerveux, c'est-à-dire : qui donne des impulsions en utilisant tous les réseaux de diffusion et de communication disponibles, pour contribuer à une évolution des mentalités. Il faut dire que Rennes était un terrain tout à fait favorable, grâce à son engagement dans les nouvelles techniques de communication.

– Donc un projet assez différent de celui de La Villette ?

– Assez différent dans la mesure où, à La Villette, ce qui frappe le plus quand on y arrive, c'est effectivement l'énorme bloc de béton que nous avons hérité des abattoirs. Mais un projet tout de même proche, puisque La Villette ne prend tout son sens que si ce centre devient à son tour la tête d'un réseau d'informations et de communications au service de l'ensemble du territoire et non pas simplement au service des Parisiens. Institution nationale, La Villette est au service de l'ensemble de la France. Une des préoccupations, c'est d'imaginer les moyens par lesquels cet équipement, qui se trouve effectivement à Paris, va pouvoir servir en quelque sorte à envoyer – comme dans un système nerveux – l'ensemble des informations à travers la France.

– Pour le grand public, il y a plusieurs choses : le projet de parc de La Villette, et, dès maintenant, la Géode. Pouvez-vous mettre en place ces éléments ?

– Le parc de La Villette, sur 55 hectares, facilement deux fois les jardins du Luxembourg, va préfigurer ce que sera la vie urbaine de demain. Le parc comporte différents équipements, certains très connus, comme le Zénith, d'autres en voie de création, comme la Cité de la Musique, d'autres ouverts à des activités culturelles multiples, comme la Grande Halle, qui vient d'être merveilleusement restaurée.

» Le grand bâtiment des abattoirs, celui qui avait fait tristement parler de lui autrefois, a été affecté à la création d'une cité. Nous n'aimons pas tellement le mot « musée », dans la mesure où il est un peu passéiste, alors qu'ici l'essentiel des forces est tourné vers l'avenir. Il s'agit donc d'une cité des sciences, des techniques et de l'industrie.

– Le titre est un peu rébarbatif. Vous avez un autre nom ?

– Pour le moment, c'est un sous-titre ; il dit le contenu ; mais nous pouvons faire confiance à l'imagination pour trouver un nom qui symbolisera l'ensemble des activités qui y sont regroupées. C'est une véritable cité, parce que ce bâtiment occupe presque 3 hectares au sol, quelque chose comme la place de la Concorde. 3 hectares, sur sept niveaux, qu'il s'agit d'aménager de manière à fournir au public français tous les instruments pour entrer dans l'intelligence du monde contemporain, dans l'intelligence des mutations actuelles, sans oublier la connaissance de nos racines en plongeant le plus loin possible dans le passé. On ne comprend le présent qu'en comprenant le passé, et, à partir de là, on peut se projeter vers le futur.

– Vous n'aimez pas le mot de musée. Rien à voir alors avec le Palais de la découverte ou les musées que nous connaissons actuellement ?

– Le Palais de la découverte n'est lui-même pas vraiment un musée, parce que c'est un lieu d'acquisition de connaissances ; mais la différence essentielle n'est pas là. A l'époque du Front populaire et de la création du Palais de la découverte, la préoccupation était très disciplinaire : on y trouvait des salles de physique, de chimie, de mathématiques, pour y faire un certain nombre d'expériences que l'on ne pouvait pas faire dans les écoles. A La Villette, l'approche est différente : il s'agit, à partir des multiples thèmes de la vie quotidienne, de voir comment les diverses disciplines scientifiques éclairent la compréhension que nous avons de la réalité. Il n'y aura pas, à La Villette, une salle pour la chimie ou une salle pour la physique, mais, par exemple, un ensemble de présentations pluridisciplinaires sur la matière et sa transformation, et sur les problèmes du travail de l'homme, pour pénétrer à l'intérieur de la réalité et essayer d'en comprendre tous les ressorts.

– Quels seront les principaux éléments ?

– C'est une véritable cité dans laquelle on trouvera non seulement des expositions, mais aussi des salles de spectacle, dont la plus extraordinaire, la Géode, est déjà ouverte au public, et connaît d'ailleurs un très grand succès en ce moment (1) avec le film *l'Eau et les Hommes*. Mais aussi une médiathèque, c'est-à-dire une bibliothèque doublée de collections de documents audio-visuels et de logiciels. Cette immense médiathèque constitue à elle seule un objet de visite : le ballet extraordinaire du robot manipulateur de vidéo-disques sera visible pour les visiteurs.

» Dans cet ensemble, on trouve aussi un centre international de conférences, des salles de découverte à l'intention des enfants de trois à six ans, et de six à onze ans, qui ne sont pas du tout des garderies, mais véritablement des lieux d'initiation à des jeux de nature scientifique et technique ; et encore l'espace des entreprises, où la relation avec le monde industriel va se tisser de manière extrêmement forte, parce qu'il s'agit aussi, pour la France, d'avoir un lieu où montrer les avances technologiques qui lui sont propres.

– Tout cela paraît bien ambitieux. Quel est le public que vous visez, est-ce vraiment le tout-venant ?

– La réponse s'impose : La Villette est pour tous les publics. Pour les jeunes, nous sommes en train d'inventer, avec le ministère de l'éducation nationale, des « classes Villette », comme on dit des classes de neige ou des cartes vertes, c'est-à-dire la possibilité pour des classes entières venant de toutes les régions de France (nous prévoyons leur hébergement) de passer deux semaines à La Villette et d'utiliser au maximum les outils pédagogiques.

– Certains parlent aujourd'hui d'un nouveau scandale de La Villette – après celui des abattoirs, – en faisant allusion au coût démesuré du projet.

– Je trouve que c'est un peu facile de passer du scandale des abattoirs à la création d'un équipement culturel absolument unique en son genre. C'est un amalgame qui me semble relever de la malhonnêteté intellectuelle. Il est sûr que les équipements de La Villette sont coûteux, mais il faut comparer ce qui est comparable : cet équipement et les investissements correspondants pour tant de kilomètres d'autoroute, ou un aéroport, ou un grand centre universitaire ou hospitalier. Il faut garder la tête froide. Le fait d'avoir eu à réhabiliter un bâtiment qui n'avait pas du tout été fait pour être une cité des sciences et de l'industrie, puisqu'il était fait pour des abattoirs, a posé des problèmes techniques qui ont entraîné des frais supplémentaires assez considérables. Mais, compte tenu de l'importance de la culture scientifique et technique pour le développement de la société française, on ne peut considérer que cela soit un effort démesuré. Il s'agit d'une pièce essentielle dans le dispositif qui permettra aux Français de mieux assumer leur présent et d'inventer leur avenir.

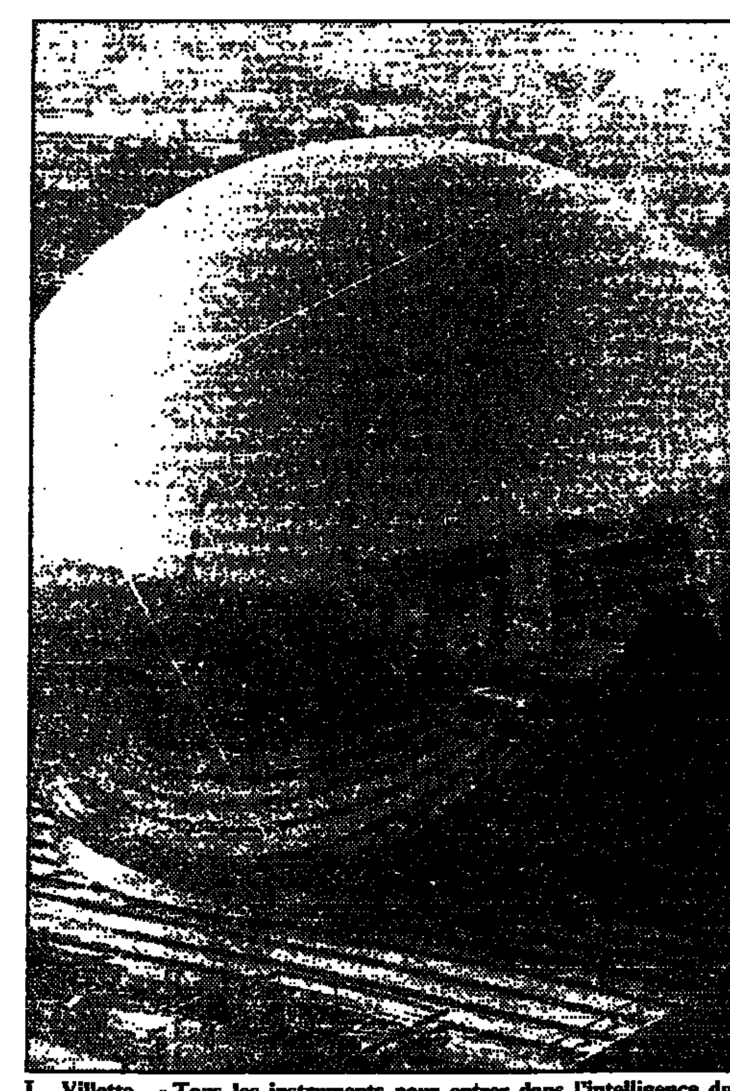
– Quelles sont les relations de La Villette, projet national et, parisien, avec les régions ?

– Le développement de La Villette ne peut être complet que s'il s'accompagne d'un réseau régional de culture scientifique et technique : il y a de nombreux projets en cours de réalisation, par exemple à Grenoble, à Nice, ou celui auquel j'ai collaboré à Rennes.

– Et avec l'étranger ?

– Nous avons des relations avec tous les grands équipements étrangers. A vrai dire, il n'existe pas, pour le moment, dans le monde, de centres qui soient absolument semblables à celui de La Villette. Les centres les plus importants, comme l'Air and Space Museum de Washington, ont déjà quinze ans d'existence. Or, au cours de ces quinze dernières années, l'explosion de l'informatique et des nouveaux moyens de communication fait que ce que nous créons se situe à la pointe des créations contemporaines. » ■

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.


GAMMA/VIOUJARD

I . Villette « Tous les instruments pour entrer dans l'intelligence du monde contemporain. »